



**Economic and Social
Council**

Distr.
GENERAL

E/CN.4/2003/3/Add.1
12 February 2003

ENGLISH/FRENCH/SPANISH
ONLY

COMMISSION ON HUMAN RIGHTS
Fifty-ninth session
Item 11 (b) of the provisional agenda

**CIVIL AND POLITICAL RIGHTS, INCLUDING QUESTIONS OF:
DISAPPEARANCES AND SUMMARY EXECUTIONS**

**Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions,
Asma Jahangir, submitted pursuant to
Commission resolution 2002/36**

Addendum

Summary of cases transmitted to Governments and replies received*

*This addendum is being circulated in the languages of submission only as it greatly exceeds the page limitations currently imposed by the relevant General Assembly.

Contents

	<i>Paragraphs</i>	<i>Page</i>
Introduction	1 - 2	
Summary of cases transmitted and replies received	3 - 497	
Algeria	3 - 9	4
Argentina	10 - 27	7
Azerbaijan	28 - 33	13
Bangladesh	34 - 37	15
Bolivia	38 - 43	16
Brazil	44 - 51	17
Cameroon	52 - 53	20
China	54 - 69	20
Colombia	70 - 189	27
Costa Rica	190 - 190	52
Cuba	191 - 192	53
Democratic Republic of the Congo	193 - 194	54
Dominican Republic	195 - 195	55
Ecuador	196 - 198	56
El Salvador	199 - 201	57
Egypt	202 - 208	57
Equatorial Guinea	209 - 209	59
Ethiopia	210 - 212	59
Georgia	213 - 216	60
Germany	217 - 219	61
Ghana	220 - 220	62
Greece	221 - 223	63
Guatemala	224 - 274	64
Haiti	275 - 277	79
Honduras	278 - 282	80
India	283 - 307	81
Indonesia	308 - 318	85
Iran (Islamic Republic of)	319 - 320	88
Iraq	321 - 323	89
Israel	324 - 326	90
Jamaica	327 - 331	90
Japan	332 - 332	92
Kazakhstan	333 - 333	93
Kyrgyzstan	334 - 336	93
Liberia	337 - 337	94
Libyan Arab Jamahiriya	338 - 339	95
Mexico	340 - 370	96
Mozambique	371 - 372	106

Contents (continued)

	<i>Paragraphs</i>	<i>Page</i>
Myanmar	373-383	107
Namibia	384-384	108
Nepal	385-389	109
Nicaragua	390-395	110
Nigeria	396-400	112
Pakistan	401-409	113
Paraguay	410-411	115
Peru	412-421	117
Philippines	422-426	119
Portugal	427-428	120
Republic of Moldova	429-429	120
Russian Federation	430-445	121
Saudi Arabia	446-447	126
Sierra Leone	448-449	127
Singapore	450-451	127
Spain	452-456	128
Sri Lanka	457-471	129
Sudan	472-480	133
Sweden	481-482	136
Tajikistan	483-483	138
Thailand	484-487	138
The former Yugoslav Republic of Macedonia	88-489	140
Tunisia	490-492	140
Turkey	493-501	141
Uganda	502-502	143
Ukraine	503-503	143
United Arab Emirates	506-506	144
United States of America	507-537	145
Uruguay	538-540	155
Uzbekistan	541-547	156
Venezuela	548-560	157
Yemen	561-561	160
Zimbabwe	562-567	161
 Palestinian Authority	 568-574	 161

Introduction

1. This addendum to the report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary, or arbitrary executions describes 73 country situations and gives an account of actions undertaken by the Special Rapporteur between 2 December 2001 to 1 December 2002, unless otherwise stated. It also contains in summary form the replies received from Governments to her communications (within the same time-frame), as well as observations of the Special Rapporteur where considered appropriate.

2. Owing to restrictions on the length of documents, the Special Rapporteur has been obliged to reduce considerably details of communications sent and received. As a result, requests from Governments to publish their replies in their totality could regrettably not be met. For the same reason, responses from sources to requests of the Special Rapporteur, although of great importance to her work, are reflected only very briefly in the report.

SUMMARY OF CASES TRANSMITTED AND REPLIES RECEIVED

Algeria

Appel urgent

3. Le 11 septembre 2002, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, a envoyé un appel urgent au Gouvernement algérien sur la situation de danger dans laquelle se trouverait **Ahmed Ali Khelili** dit **Farid**, fils de M^e Mahmoud Khelili, avocat spécialisé dans la défense des droits de l'homme et président du Syndicat national des avocats algériens. Les Rapporteurs ont en effet été informés que le 2 septembre 2002, vers 8 h 30, M. Ahmed Ali Khelili aurait été menacé de mort par un interlocuteur anonyme. Cette menace serait la première du genre dirigée directement contre le fils de M^e Khelili. Cependant, elle pourrait être rapprochée d'autres actes d'intimidation proférés à l'encontre de son frère Karim, qui aurait été par le passé arrêté, détenu et menacé par les forces de sécurité algériennes, qui auraient par ce biais tenté d'exercer des pressions sur son père, M^e Mahmoud Khelili, afin qu'il cesse ses activités de défense des victimes supposées de violations des droits de l'homme. Ces agissements pourraient également s'inscrire dans le cadre plus vaste du harcèlement et de la surveillance systématique par les autorités locales dont ferait l'objet depuis plus de 10 ans M^e Mahmoud Khelili. Cette menace proférée le 2 septembre 2002 pourrait être mise en parallèle avec un procès qui s'est tenu ce même jour à Oran, dans lequel l'accusé, M. Kada Hezil, ex-recteur des affaires sociales de la wilaya d'Oran, défendu par M^e Khelili, aurait dénoncé prétendument à tort un important réseau de trafic de cocaïne mettant en cause des hauts gradés de l'armée, tels que le général en chef de la région militaire d'Oran, le wali d'Oran, le secrétaire du Ministère de l'intérieur, le commissaire chef de la sûreté de la wilaya.

Communications envoyées

4. Le 18 septembre 2002, la Rapporteuse spéciale a transmis au Gouvernement des allégations relatives aux cas suivants.
5. Selon les informations reçues, **Alliche Ahmed** dit **H'Mida**, handicapé physique, aide-comptable à l'hôpital Belfort, aurait été convoqué par la gendarmerie de Baraki en 1992 et y aurait été séquestré pendant plusieurs mois. Son père lui aurait rendu visite à cinq reprises, puis il aurait été transféré à la gendarmerie de Dar El Beida. Son cadavre aurait été retrouvé à la décharge publique de Oued Smar en 1993.
6. Le 22 juillet 1994, **Ahmed Allouache et son fils Mohamed** auraient été arrêtés par des militaires en tenue. Ils auraient été transférés au centre Copawi de Lakhdaria et auraient été torturés pendant 15 jours et exécutés sur ordre verbal du colonel Chengriha, responsable de l'unité 25 du régiment de reconnaissance de Lakhdaria.
7. **Un membre du Front islamique du salut (FIS)** aurait été abattu dans la salle d'attente d'un cabinet dentaire le 22 novembre 1999 à Alger. Peu avant cette attaque, **Abdelkader Hachani** aurait été menacé par plusieurs officiers de police.
8. La Rapporteuse spéciale a par ailleurs porté à l'attention du Gouvernement algérien les cas de 60 personnes, dont 59 jeunes hommes – parmi lesquels huit mineurs – et une femme, tous de nationalité algérienne, qui auraient tous été sommairement exécutés par des gendarmes ou des forces de police anti-émeute intervenus à la suite de manifestations pacifiques organisées par des jeunes du 25 au 28 avril, du 24 au 28 mai et du 14 au 24 juin 2001 dans les wilayas de Tizi Ouzou, Bejaïa, Alger et Sétif. Il est important de préciser que certaines de ces exécutions se seraient produites à l'écart de telles manifestations. Des plaintes auraient été déposées devant le procureur de la République sans qu'aucune suite concrète ne soit donnée à ces affaires. La Rapporteuse spéciale a transmis des renseignements sur les cas individuels suivants: **Massinissa Guermah**, prétendument exécuté sommairement le 18 avril 2001 par un gendarme de la brigade de Beni Doula; **Kamel Makhmoukhen**, **Akli Saidi** et **Nadir Haddad**, prétendument exécutés le 25 avril 2001 par des gendarmes de la caserne Hellouane; **Djamel Boukheddad**, prétendument exécuté sommairement le 25 avril 2001 par un gendarme prénommé Issam appartenant à la brigade de Seddouk; **Yahia Asbaï**, prétendument exécuté sommairement le 25 avril 2001; **Karim Yahia-Cherif**, prétendument exécuté sommairement le 26 avril 2001 par des gendarmes de El Kseur; **Mourad Mimoune**, prétendument exécuté sommairement le 26 avril 2001 par des gendarmes de Bejaïa; **Sadek Ibrahim** et **Farid Chilla**, prétendument exécutés sommairement le 26 avril 2001 par des gendarmes de Hellouane; **Senmour Boudjemaä**, prétendument exécuté sommairement le 26 avril 2001 par un gendarme de Ouadhia; **Amar Guendoud** et **Rachid Ouaheb**, prétendument exécutés sommairement le 27 avril 2001 par des gendarmes de Maâtkas; **Kamel Mallek**, **Kamal Irchene**, **Mustapha Mehaddi** et **Sofiane Mouter**, prétendument exécutés sommairement le 27 avril 2001 par des gendarmes de Azazga; **Tahar Amrar**, prétendument exécuté sommairement le 27 avril 2001 par un gendarme de Friha; **Rachid Bouguerra**, prétendument exécuté sommairement le 27 avril 2001 par un gendarme de Boghni; **Salem Arkam**, prétendument exécuté sommairement le 28 avril 2001 par des gendarmes de Boudjima; **Hocine Chaïbet**, prétendument exécuté sommairement le 28 avril 2001 par des gendarmes de Draä el Mizan;

Said Azouani, prétendument exécuté sommairement le 28 avril 2001 par des gendarmes de Bouzeguene; **Mokrane Harfi**, prétendument exécuté sommairement le 28 avril 2001 par des gendarmes de Boudjima; **Meziani Mehenni**, prétendument exécuté sommairement le 28 avril 2001 par des gendarmes de Illoula; **Slimane Raab**, prétendument exécuté sommairement le 28 avril 2001 par des gendarmes de Bouzeguene; **Mourad Ahmane**, prétendument exécuté sommairement le 28 avril 2001 par un gendarme de Tizi Rached répondant au nom de Nabil; **Nadia Ait Ouslimane**, prétendument blessée par une balle perdue tirée à l'intérieur de son domicile le 28 avril 2001 par un gendarme de Sidi Ali Yahia; **Omar Nait Amara**, prétendument exécuté sommairement le 28 avril 2001 par un gendarme de Ain El Hammam; **Hamza Khorsi** et **Samir Bouarab**, prétendument exécutés sommairement le 28 avril 2001 par des gendarmes dont l'origine n'a pu être identifiée; **Mohand Ou Idir Khennache**, prétendument exécuté sommairement le 28 avril 2001 par un gendarme de Larbaâ Nath Irathen; **Olbane Mokrab**, **Arezki Hammache**, **Daïd M'barek** et **Moulou Belkalem**, prétendument exécutés sommairement le 28 avril 2001 par des gendarmes de Larbaâ Nath Irathen; **Nour Eddine Yagouni**, prétendument exécuté sommairement le 28 avril 2001 par un gendarme de Chemini; **Ouramdane Belaid**, prétendument exécuté sommairement le 28 avril 2001 par un gendarme de Adekkar; **Slimane Nafaâ**, prétendument exécuté sommairement le 24 mai 2001 par un gendarme de Bouzeguen; **Hafid Messalti**, prétendument exécuté sommairement le 24 mai 2001 par un gendarme de Akbou; **Ali Agri**, prétendument exécuté sommairement le 24 mai 2001 par des forces de police anti-émeutes dont l'origine n'a pas été identifiée; **Menad Ben Abderrahmane**, prétendument exécuté sommairement le 25 mai 2001 par des forces de police anti-émeutes dont l'origine n'a pas été identifiée; **Hadj Benhamida**, prétendument exécuté sommairement le 26 mai 2001 par un caporal de la gendarmerie de Chorfa qui se prénommerait Driza; **Mohamed Hamidchi** et **Abdelaziz Akkouche**, prétendument exécutés sommairement le 28 mai 2001 par des gendarmes de la brigade de Tadmaït; **Arezki Boughera** prétendument exécuté sommairement le 28 mai 2001 par un gendarme de Draâ Ben Khedda; **Toukik Naâmane**, **Youcef Hettak** et **Ali Cherat**, prétendument exécutés sommairement le 14 juin 2001 par des agents des services de sécurité d'Alger; **Ramdane Ayad**, prétendument exécuté sommairement le 17 juin 2001 par des gendarmes de la brigade de Ain Lagradj; **Karim Sidhoum**, **Abderrahmane Nekali** et **Slimane Arrezouk**, prétendument exécutés sommairement le 18 juin 2001 par des forces de police anti-émeutes à Guendouza; **Abdelkrim Mesbah**, prétendument exécuté sommairement le 19 juin 2001 par un tireur portant une chemise bleue postée sur la terrasse du commissariat d'Akbou; **Rachid Chekkal**, prétendument exécuté sommairement le 19 juin 2001 par des forces de police anti-émeutes stationnées au commissariat de Akbou; **Samir Lamini**, prétendument écrasé intentionnellement par le conducteur d'un char de brigade anti-émeute de la gendarmerie de Larbaâ Nath Irathen; **Noureddine Haya**, prétendument exécuté sommairement le 19 juin 2001 par un gendarme de Hellouane; **Lyes Yakoub**, prétendument exécuté sommairement le 20 juin 2001 par un gendarme de Hellouane; **Kamel Khalfouni** et **Ferhat Didouche**, prétendument exécutés sommairement le 21 juin 2001 par des gendarmes de Draâ El Mizan; **Karim Issighid**, prétendument mortellement blessé par balles le 24 juin 2001 après qu'il eut été appelé par le maire de la commune de Beni Chbana à l'intérieur de la gendarmerie locale.

Communication reçue

9. Le 31 janvier 2002, le Gouvernement algérien a communiqué à la Rapporteuse spéciale des éléments d'information complémentaire à sa réponse préliminaire du 16 mai 2000. S'agissant de la mort accidentelle du jeune **Guermah Mohamed** dit **Massinissa**, les faits invoqués par la Rapporteuse ne correspondent pas, d'après le Gouvernement, à la réalité. Guermah et son camarade **Merekeb Kassila**, tous deux lycéens, auraient été interpellés le 18 avril 2001 et emmenés à la permanence de la brigade de gendarmerie nationale de Beni Doula, wilaya de Tizi Ouzou. Dans ces locaux, le chef de permanence auquel ils auraient été confiés aurait par inadvertance appuyé sur la détente de son arme blessant les deux lycéens qui auraient été transférés immédiatement à l'hôpital de Tizi Ouzou, puis à l'hôpital Mustapha Bacha d'Alger où Guermah serait décédé le 20 avril 2001. Une information judiciaire a été aussitôt ouverte: le gendarme responsable devait être présenté devant le procureur militaire de Blida et placé sous mandat de dépôt. Quant aux émeutes mentionnées par la Rapporteuse spéciale, le Gouvernement a rappelé que le wali, son représentant au niveau local, a tenté de maintenir le dialogue avec les citoyens et que l'usage de la force – en aucun cas généralisé – n'a été employé que comme dernier recours et dans les limites autorisées par la loi. Il a été dénombré 51 victimes civiles et 521 blessés parmi la population locale. Les membres des forces de l'ordre comptent quant à elles 1 875 blessés et 3 personnes décédées. Afin de rétablir l'ordre, diverses mesures ont été prises par le Gouvernement. Ainsi, des mutations de personnel de gendarmerie ont été effectuées. Dans tous les cas où un usage abusif d'armes à feu a été suspecté, des enquêtes ont été ordonnées par les commandants de forces publiques. C'est ainsi que 21 gendarmes dont 5 officiers ont été déférés devant les juridictions et placés sous mandats de dépôt. Des informations judiciaires ont été ouvertes alors que des autopsies ont été demandées systématiquement afin de déterminer au cas par cas les causes de décès. Quant au Ministre de l'intérieur, il s'est déplacé sur les lieux et a réitéré l'engagement de l'État à sanctionner sévèrement les auteurs de dépassements. Par ailleurs, des ateliers chargés d'établir les modalités de mise en œuvre des revendications citoyennes, une commission d'enquête indépendante de même qu'une commission d'enquête parlementaire ad hoc ont été créés.

ArgentinaLlamamientos urgentes

10. El 4 de julio de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos y el Relator especial sobre la independencia de los magistrados y abogados, envió un llamamiento urgente al Gobierno de la Argentina sobre la situación de **Claudio Pandolfi**, abogado para la organización de derechos humanos Coordinadora Contra la Represión Policial e Institucional (CORREPI) y cuya seguridad estaría amenazada. De acuerdo con las informaciones recibidas, durante el fin de semana del 29 y 30 de junio, un individuo no identificado habría llamado a la oficina de este abogado y habría dejado un mensaje amenazador. Estas amenazas estarían relacionadas con las investigaciones llevadas por Claudio Pandolfi de los disturbios que tuvieron lugar en Avellaneda, provincia de Buenos Aires, el 26 de junio, tras las protestas por la prolongada crisis económica que paralizaba

Argentina. En esos disturbios, se informa de que habrían muerto dos manifestantes, **Dario Santillan** y **Maximiliano Costequi**, y que otros muchos habrían resultado heridos durante los enfrentamientos entre la policía y los manifestantes, en los que la policía habría disparado ráfagas tanto de balas de plástico como de munición real. Según la información recibida, aunque fuentes policiales habrían afirmado inicialmente que los dos hombres habían muerto a manos de “infiltrados” entre los manifestantes, las fotografías distribuidas más tarde a los medios de comunicación mostrarían claramente la implicación de la policía en los hechos que condujeron a las muertes. Se informa de que, tras la publicación de esas fotografías, dos policías habrían sido detenidos y más de 100 habrían sido suspendidos del servicio.

11. El 5 de agosto de 2002, la Relatora especial mandó un llamamiento urgente en cuanto a **Carla Britos**, directora del periódico *La Tapa*, quien sería víctima de hostigamiento y amenazas de muerte. Se informó que un coche, aparcado permanentemente enfrente de su domicilio, la estaría vigilando y siguiendo cuando salía de su casa. Además, el conductor del coche habría amenazado de muerte a la periodista si continuaba publicando artículos relativos a actos de corrupción involucrando supuestamente al ex consejero municipal, Oscar Rodríguez, quien trabajaría ahora para los servicios de inteligencia del Estado. Asimismo, Carla Britos habría recibido varias amenazas de muerte por teléfono según las cuales “los amigos de los manifestantes iban a morir”.

12. El 24 de septiembre de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente en cuanto a la situación de **Estela Carlotto**, presidenta de la ONG de derechos humanos Abuelas de la Plaza de Mayo, y presidenta también, por la provincia de Buenos Aires, de la Comisión Provincial por la Memoria. De acuerdo con las informaciones recibidas, en la madrugada del 20 de septiembre de 2002, un grupo de hombres no identificados habría disparado una lluvia de balas contra la casa de Estela Carlotto en la ciudad de La Plata, provincia de Buenos Aires, mientras ella estaba dentro. Al parecer, los atacantes habrían utilizado munición de un tipo de rifle conocido como Itaka, utilizado de vez en cuando por las fuerzas de seguridad. El ataque contra la casa de Estela Carlotto podría estar relacionado con la presentación por Estela Carlotto ante la Corte Suprema de Justicia de la provincia de Buenos Aires, el 18 de septiembre, de un informe relativo a las prácticas de la policía provincial que, presuntamente, violan derechos humanos fundamentales. Entre esas prácticas se encontrarían la tortura y los homicidios conocidos como de «gatillo fácil». Aunque no resultó herida, Estela Carlotto podría correr peligro de sufrir nuevos ataques. Si bien las Relatoras Especiales acogían favorablemente la investigación que se habría abierto, rogaron al Gobierno de Argentina que tomara todas las medidas necesarias para proteger a Estela Carlotto.

13. El 4 de noviembre de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Argentina relativo a **Gustavo Melmann, Laura Melmann**, —su esposa—, sus cuatro hijos, los testigos **Yesica Mariela Alvarengo, Carlota del Valle Soria, Haydee Susana Lima**, y miembros del poder judicial que participan en el juicio por el asesinato de Natalia Melmann. Según la información recibida, el 30 de septiembre de 2002, tres agentes

de la policía de Buenos Aires habrían sido condenados a cadena perpetua en relación con la violación y asesinato de Natalia Melmann, cometido en Miramar, provincia de Buenos Aires, el 4 de febrero de 2001. El mismo 30 de septiembre, mientras estaban en el juzgado, familiares de los agentes habrían proferido amenazas de muerte contra Gustavo Melmann, el fiscal y miembros del tribunal. Varios familiares de los policías habrían aparecido también en televisión repitiendo amenazas de muerte contra Gustavo Melmann. Asimismo, los miembros de la familia Melmann habrían recibido amenazas durante la investigación del asesinato y el juicio. El 19 de febrero de 2001, la suegra de Gustavo Melmann también habría recibido amenazas de muerte contra su familia por parte de una persona no identificada. Yesica Mariela Alvarengo, testigo del secuestro de Natalia Melmann, habría sido amenazada en la calle el 20 de septiembre de 2001, el día que supuestamente habría prestado declaración ante la policía. Otra testigo, Haydee Susana Lima, habría presentado una denuncia oficial en la que afirmaría que la habrían estado siguiendo familiares de los policías. Carlota del Valle Soria, también testigo, habría sido atropellada y herida de gravedad por una motocicleta presuntamente conducida por un familiar de uno de los policías. Se informó de que la familia Melmann habría presentado denuncias judiciales por las amenazas dirigidas contra ellos y contra los testigos.

14. El 7 de noviembre de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General para los defensores de los derechos humanos y el Relator Especial sobre la independencia de los magistrados y abogados, mandó un llamamiento urgente relativo a **Laura Figueroa**, abogada de derechos humanos, **Emilio Ferrer**, fiscal federal, y **Fernanda Sanssone**, estudiante de arqueología que trabaja en una zona que estaría siendo registrada en busca de restos de desaparecidos. El 28 de octubre de 2002, unos individuos no identificados habrían entrado en la casa de Laura Figueroa en San Miguel de Tucumán, provincia de Tucumán, mientras ella se encontraba fuera. Habrían robado varios objetos y habrían registrado de arriba a abajo la casa, que se encontraría protegida por orden de un juez federal. A pesar de que dos policías habrían estado a 30 metros de la casa, no se habrían dado cuenta del asalto. Esta presencia policial en la casa de Laura Figueroa habría sido asignada tras un asalto anterior por parte de cuatro individuos armados, ocurrido el 20 de octubre anterior. Los individuos habrían amenazado a Laura Figueroa y habrían reproducido parte de una conversación telefónica de ese mismo día, para demostrarle que tenía la línea telefónica intervenida. Laura Figueroa habría sufrido repetidas intimidaciones durante varios meses, habría recibido llamadas telefónicas amenazadoras y habría visto a personas no identificadas vigilando su casa. Según la información recibida, en la noche del 28 de octubre de 2002, alguien habría asaltado la casa de Emilio Ferrer, fiscal federal, y las oficinas de la Iglesia Metodista. Esta Iglesia albergaría al Movimiento Ecuménico por los Derechos Humanos (MEDH). Laura Figueroa, Emilio Ferrer y el MEDH participan todos ellos en la búsqueda de restos de desaparecidos en la zona conocida como Pozo de Vargas, en la provincia de Tucumán. Fernanda Sanssone también habría sido amenazada el pasado 30 de octubre en la calle cuando un hombre no identificado le habría dicho: «Tené cuidado, las cosas se están poniendo feas». Según la información recibida, se habrían presentado denuncias oficiales sobre todas estas amenazas ante las autoridades pertinentes y se habrían iniciado investigaciones.

15. El 12 de noviembre de 2002, la Relatora especial, junto con el Relator Especial sobre la tortura, mandó un llamamiento urgente relativo a **Juan David Enríquez**, de 19 años de

edad. Según la información recibida, desde el año 1998 Juan David Enríquez sufriría por parte de la policía de la provincia de Buenos Aires —específicamente, personal policial de la comisaría Tercera de Ezeiza y seccional Primera de Ezeiza— constantes y permanentes hostigamientos, persecuciones, detenciones arbitrarias, golpes, abusos y amenazas de muerte. Juan David Enríquez habría sido encarcelado cinco veces entre febrero de 2001 y agosto de 2002. A partir del mes de agosto de 2002, funcionarios de la policía lo habrían insultado y amenazado repetidamente cerca de su casa. Según la información recibida, la novia de Juan David Enríquez, Alejandra, habría sido repetidamente convocada por tres funcionarios de la comisaría Tercera de Ezeiza que le habrían dicho que Juan David Enríquez “tiene SIDA y quiere infectarla” y otras frases de ese tipo. Se teme que dichos acontecimientos estarían relacionados con las denuncias que Juan David Enríquez, sus familiares y abogados habrían presentado ante distintas dependencias judiciales, todas ellas por delitos de acción pública contra miembros de estos destacamentos policiales. Como consecuencia de esta campaña de hostigamiento y de los tratos que habría sufrido en los precedentes periodos de detención, se teme que Juan David Enríquez podría ser víctima de tortura o de tratos crueles o degradantes si es arrestado otra vez.

Comunicaciones enviadas

16. El 2 de septiembre de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la tortura, mandó una alegación al Gobierno de Argentina relativa a los casos siguientes:

17. **Walter Daniel Benítez** habría sido repetidamente golpeado por funcionarios del Complejo Penitenciario número 1 de Ezeiza después de haber solicitado su traslado a otra prisión. Su abogado habría presentado una solicitud de *habeas corpus* a la Corte Federal de Lomas de Zamora, tras la que se habría ordenado un examen médico. Unos días después de estos hechos, el 7 de noviembre de 2001, Walter Daniel Benítez habría sido encontrado ahorcado en el mismo centro. Se habría iniciado una investigación en relación con su muerte.

18. Daniel Chocobar, detenido en el penal de General Alvear, provincia de Buenos Aires, habría denunciado que el personal del Servicio Penitenciario Bonaerense aplicaba tormentos físicos y psicológicos a los reclusos de la unidad. Otros 30 presidiarios de la unidad también habrían declarado y sus testimonios habrían resultado concordantes con las alegaciones de Daniel Chocobar. Uno de los testigos, **Juan Ramón González Sosa**, de 21 años, habría muerto en noviembre de 2001 tras haber sido sometido a quemaduras en una celda de castigo de la unidad 28 de la prisión de Magdalena. Juan Ramón González Sosa habría sido transferido allí, después de haber estado recluso en el penal de General Alvear.

19. **Julio Daniel Aguirre**, menor de edad, habría sido detenido y golpeado por policías el 8 de enero de 2001 en la provincia de La Pampa, el 8 de enero de 2001. Según la información recibida, personal policial de la Seccional Primera de la ciudad de Santa Rosa, juntamente con personal de la Brigada de Investigaciones y del Comando Radioeléctrico, habrían ingresado al domicilio de Julio Inocencio Aguirre y Nélica Teresa Ontivero, deteniendo y golpeando al hijo menor de la pareja. Los padres del menor se habrían

presentado en la seccional, donde se les habría impedido ver a su hijo. El 21 de enero, el menor habría manifestado mareos, dolor de cabeza y fiebre y habría vomitado sangre. Sin embargo no habría recibido ningún tratamiento médico. Desde el 3 de marzo, al no mejorar su estado de salud, habría sido trasladado al Hospital Lucio Molas, donde habría fallecido el 23 de marzo de 2002. Los Relatores Especiales han sido informados de que los padres realizaron la denuncia correspondiente y que la causa judicial iniciada a raíz de esta denuncia se encuentra en trámite ante el Juzgado de Instrucción en lo Criminal y Correccional número 1, a cargo del mismo juez que ordenó la detención de la víctima.

20. **Juan Carlos Sánchez, también conocido como Chicharra**, de 25 años, habría sido detenido en la calle por policías de la División de Delitos y Leyes Especiales (antigua Brigada de Investigaciones) de la Provincia de Corrientes, el 10 de enero de 2000. De acuerdo con la información recibida, los policías creían que Juan Carlos Sánchez sabía algo de una pelea ocurrida días antes, en la que habría sido herido un cabo de la policía provincial. Aunque no habría orden de detención en su contra, habría sido llevado por los policías a la sede de la División, donde su ingreso habría sido registrado como “imputado en un hecho”. Este mismo día los vecinos de la División habrían oído gritos provenientes de ella. Juan Carlos Sánchez no habría vuelto a aparecer desde entonces. Solo se habrían encontrado las esposas que le pusieron al detenerlo, dobladas y manchadas con sangre. Los Relatores Especiales han sido informados de que un Juez de Instrucción ordenó por este hecho la detención y el procesamiento de diez policías, como presuntos autores del delito “privación ilegítima de la libertad, seguida de muerte”. Sin embargo, la Cámara Segunda del Crimen de Corrientes, el 29 de noviembre de 2000, habría revocado en forma definitiva ese fallo y ordenado la libertad de los imputados. Los Relatores Especiales agradecerían recibir información sobre la investigación y sus resultados sobre los hechos allegados.

21. El 3 de octubre de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó una alegación al Gobierno de Argentina relativa a los casos siguientes:

22. De acuerdo con las informaciones recibidas, dos jóvenes activistas sociales habrían sido ejecutados el 26 de junio de 2002 en las cercanías del puente Pueyrredón, que separa la ciudad de Avellanada de la Capital Federal. **Darío Santillán**, de 21 años, y **Maximiliano Kosteki**, de 25 años, habrían estado participando en una marcha convocada y dirigida por un grupo de organizaciones de trabajadores desocupados que se habrían organizado para reclamar el respeto de sus derechos económicos y sociales. Según las informaciones proporcionadas, ambos activistas murieron por disparos de agentes de las fuerzas policiales. Varias organizaciones de derechos humanos habrían documentado los eventos que condujeron a la muerte de ambos activistas a través de filmaciones realizadas el día de los acontecimientos. Según la información recibida, las investigaciones judiciales de la ejecución de los activistas se realizarían en un clima de intimidación y amenazas a testigos, abogados y organizaciones que actúan en defensa de las víctimas. En particular se informó de que **Claudio Pandolfi**, abogado de la **Coordinadora contra la Represión Policial e Institucional**, y uno de los fotógrafos independientes que habría logrado obtener imágenes del asesinato de Darío Santillán habrían recibido amenazas para que abandonasen el proceso, situación por la que la Representante Especial envió un llamamiento urgente juntamente con otros expertos independientes el 4 de julio de 2002. Se alegó que algunas

de las llamadas anónimas realizadas para amenazar a éstos dos habrían emanado de la Dirección de Seguridad de la Provincia de Buenos Aires.

Comunicaciones recibidas

23. Por carta de fecha 28 de diciembre de 2001, el Gobierno de Argentina proporcionó información adicional en relación con los casos de **Vanesa Piedrabuena** y **Vanesa Lorena Ledesma** en respuesta al llamamiento urgente de la Relatora Especial del 16 de marzo de 2001. El Gobierno informó de que el Director de Lucha contra la Discriminación de la Secretaría de Derechos Humanos de la provincia de Córdoba intervino en varias ocasiones acerca de la denuncia verbal de Vanesa Piedrabuena, presidente de la Asociación Travestis Unidas de Córdoba, relativa al allanamiento irregular en su vivienda y amenazas por parte de la policía de la provincia. Según el Director de Lucha contra la Discriminación, se recibió en audiencia a Vanesa Piedrabuena siempre que lo solicitó y se ha intervenido ante autoridades policiales de las distintas seccionales, en respuesta a cualquier inconveniente que se le presentó. En cuanto a las cuestiones planteadas en relación con el fallecimiento de Vanesa Lorena Ledesma, el Fiscal adjunto de la provincia de Córdoba informó de que fueron oportunamente investigadas, valoradas y resueltas por los distintos órganos judiciales intervinientes en las diversas instancias establecidas por la ley. Además, por carta de fecha 18 de abril de 2002, el Gobierno de Argentina proporcionó información adicional en cuanto a las amenazas que habría recibido. Informó que resultan investigados cuatro oficiales de policía.

24. Por carta de fecha 1 de agosto de 2002, el Gobierno de Argentina contestó al llamamiento urgente de Relatora especial mandado el 4 de julio de 2002 en relación con los incidentes de violencia que tuvieron lugar en Avellaneda el 26 de junio de 2002. Se informó que dichos incidentes fueron inmediatamente investigados por la Dirección Provincial de Promoción y Protección de los Derechos Humanos y por la Secretaría de Eerechos Humanos de la Provincia de Buenos Aires. Por los hechos de doble homicidio del que resultaron víctimas **Maximiliano Kosteki** y **Dario Santillan**, han sido detenidos cuatro policías pertenecientes al comando patrulla Avellaneda.

25. Por carta de fecha 9 de septiembre de 2002, el Gobierno de Argentina proporcionó información en relación con el caso de **Carla Britos** en respuesta a un llamamiento urgente mandado por la Relatora Especial del 5 de agosto de 2002. Según el Gobierno, el Ministro de Justicia y Seguridad de Buenos Aires ha solicitado al Subsecretario de Justicia de ese ministerio un informe acerca de las amenazas contra Carla Britos. Además, se informó de que la Dirección de Asistencia a la Víctima de la Secretaría de Derechos Humanos de la provincia de Buenos Aires ha contactado con la Sra. Britos y le ha aconsejado realizar la correspondiente denuncia ante la Unidad Funcional de Investigación del departamento judicial de la Plata, lo que hasta la fecha no había hecho.

26. Por carta de fecha 18 de noviembre de 2002, el Gobierno de Argentina proporcionó información relativa a **Julio Daniel Aguirre** y **Juan Ramón González Sosa**. En el primer caso, el Gobierno informó que se ha iniciado una causa penal. El resultado de la investigación concluye que la muerte de Julio Aguirre no fue consecuencia de torturas. En

cuanto a la muerte de Juan Ramón Gonzalez Sosa, se ha iniciado una instrucción penal preparatoria. Por otra parte, el servicio penitenciario de la provincia de Buenos Aires inició, a raíz de la muerte del nombrado, actuaciones sumariales administrativas.

27. El 29 de noviembre de 2002, el Gobierno de Argentina proporcionó información relativa a **Juan David Enríquez**. De acuerdo con el Gobierno, se ha iniciado una investigación sumarial sobre este caso.

Azerbaijan

Urgent appeals

28. On 10 June 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture, sent an urgent appeal to the Government of Azerbaijan regarding the **inhabitants of the Nardaran settlement** who have reportedly been approaching authorities with repeated requests for the settlement of social and economic problems and replacement of local authorities in Nardaran since January 2002. On 3 June 2002, the Prosecutor of Sabunchi district is said to have invited eight elders of the village to the Prosecutor's Office to discuss the issue of nominating Inayat Rustamov for the post of representative of Nardaran. At 9.20 a.m. on the same day, 19 buses and 16 cars filled with policemen and internal security troops, apparently led by the vice-chief of the Baku City Police and armed with truncheons and firearms, reportedly arrived at Nardaran. The policemen cordoned off the village. It is believed that the Prosecutor informed the inhabitants of Nardaran that the eight elders had been arrested and taken to the Ministry of Internal Affairs and accused of terrorist activities. In the meantime, villagers crowded into the square. At around 9.20 p.m, policemen allegedly started to beat people with truncheons with a view to dispersing the crowd which began to throw stones at policemen and beat them with sticks and stones. Policemen are then said to have fired on people and four persons are believed to have been shot. **Alikhasan Agabalaoglu Agayev** is said to have been shot dead while **Khalid Mamedov** suffered neck injuries. More than 50 people are said to have received severe injuries. The following persons are believed to have been arrested on 4 June: **Elman Qasimov, Hadjibala Ahmedov, Ssadi Qasimov, Rasha Aliyev, Elkhan Djabbarov, Farhad Shikhaliyev, Vusual Agamoglanov, Mizaaga Azizov**, the leader of the Salyan branch of the Islamic Party of Azerbaijan, **Elshan Agamaliyev, Seyfulla Aliyev, Hamid Yakhshybeyov, Hikmet Veliyev, Zameddin Rahimzade, Fuzuli Babayev, Etibar Zakiyev, Inayat Rustamov and Hafiz Atakishiyev**. It was not known where all these people are currently being detained. In view of the fact that they are being held in incommunicado detention at unknown locations, fears were expressed that they might be at risk of torture and other forms of ill-treatment while in detention.

Communications sent

29. On 2 September 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special rapporteur on torture, sent an allegation to the Government of Azerbaijan relating to the following case.

30. According to the information received, **Ilgar Javadov**, a 28-year-old engineer with the oil company SOCAR in Azerbaijan, reportedly died following his detention at police station No. 9 in Baku's Sabail district in the early hours of 13 May 2001. He is said to have died as a result of having been severely beaten by police officers. Police sources have reportedly claimed that Mr. Javadov sustained his injuries after falling to his death from the second floor of the police station while trying to escape. No impartial investigation into his death was said to have taken place. The post mortem concluded in May 2001 that Mr. Javadov's death was not caused by ill-treatment. The following month, however, the investigator reportedly found the evidence of the post mortem insufficient and sought a second medical investigation, which was opened on 17 June; however, the second medical investigation reportedly never actually took place. In August, on the basis of the criminal case files, it was reportedly concluded that Mr. Javadov had been beaten during his detention. Four police officers were said to have been charged in connection with Mr. Javadov's death. One police officer, who was on duty the night Mr. Javadov died, was allegedly charged with "negligence" (Criminal Code, art. 314.2). The other three were reportedly initially charged with "incitement to suicide" (art. 125), subsequently changed to "abuse of power" (art. 309). The latter three were reportedly released following a ruling by Sabail district court on 25 May, based on the conclusion of the post mortem that Mr. Javadov's death was not caused by ill-treatment. The criminal case against them, however, remained open. On 14 November, the procurator of Sabail district is said to have turned down an appeal by the three men's lawyers to close the case against them. On 26 February 2002, one day after the victim's family had openly protested the lack of an impartial investigation, the investigator of Sabail district reportedly informed their lawyer that the criminal case against the three police officers had been closed for lack of evidence. This was reportedly to punish the family for going public. The criminal case against the first police officer allegedly remains open. On 2 March 2002, the case was referred to Sabail district court. Following a complaint by Mr. Javadov's wife challenging the impartiality of the court, the case file was reportedly referred to the Supreme Court of Azerbaijan on 2 April 2002. The police officer is said not to be in custody, but reportedly had to sign an undertaking not to leave Baku.

31. On 18 September 2002, the Special Rapporteur transmitted an allegation to the Government of Azerbaïdjan regarding the following cases.

32. According to the information received, on 18 April 2002, **Belar Quliev** died as a result of torture under police interrogation at the Sabayil District Prosecutor's office in Baku. According to the information received, on February 2002, **Fazail Tagiyev** died at a hospital in Sumgait, allegedly as a result of injuries sustained due to torture under interrogation by the police at Sumgait police department.

Communications received

33. By letter dated 13 December 2001, the Government of Azerbaïdjan replied to an allegation sent by the Special Rapporteur on 17 September 2001. The Government provided information relating to the death of **Ilgar Alirz ogly Djavadov**, who was wrongly taken to the Sabail district police station by police officers on 12 May 2001 as he did not

have identity papers. The Government reported that a criminal investigation was ongoing and that it had so far failed to show either that Mr. Djavadov had been deliberately killed or that he had been driven to a suicidal state. On 17 May three policemen were placed in pre-trial detention on the basis of a decision by the Sabail district court. On 25 May 2001, in response to a submission by the Sabail district procurator, the Sabail district court determined that the pre-trial detention of the three police officers should be replaced by something more lenient. As a result, on 26 May they were released from custody and placed under house arrest. The investigation into this case is continuing.

Bangladesh

Urgent appeals

34. On 4 March 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government of Bangladesh regarding death threats against two journalists, **A K M Musharraf Hussain** and **Abu Sawood Masud**. According to the information received, on 27 February 2002, Mr. Hussain, the Jamalpur district correspondent for the daily *Ittefaq*, had reportedly received a death threat from members of the ruling Bangladesh Nationalist Party (BNP) after publishing two news items about the activities of Milon Ansari and Ajmeri Alam Sohan, both active members of the BNP. Mr. Masud, staff reporter for the daily *Manav Zamin*, allegedly received a phone call from someone identified as Tipu of Gabtoli who warned him not to report any further on a murder he had been investigating. The caller allegedly threatened his life. It was brought to the Special Rapporteur's attention that Secretary-General of the Chittagong branch of BNP, Dastagir Chowdhury, had reportedly warned journalists to stop "misreporting" against his party and its members.

35. On 30 October 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture, sent an urgent appeal to the Government of Bangladesh regarding more than **3,000 people** who have been arrested in a joint operation named "Operation Clean Heart" to crack down on criminals in which nearly 40,000 army troops are said to be taking part. This operation is reported to have begun on 17 October 2002. According to the information received, checkpoints have been set up on many interdistrict routes where army personnel stop, question and search vehicles and perform body searches. In cities, house-to-house searches have reportedly been conducted in some areas, and occupants have been taken in for questioning. Some of them returned home within hours, but others allegedly were not seen for days afterwards. However, it is reported that there has been no official or public announcement as to the circumstances which impelled the Government to call out the army. It is believed that the civil authorities were failing to cope with rising lawlessness and that the apparent aim of the operation is to improve law and order. It is, however, the legal framework for the army action is reportedly not known. Some of those released have reportedly been sent to the hospital with severe injuries, in particular caused by beatings sustained while in army custody. It is also believed that at least 10 people, whose bodies allegedly bore marks of torture, have died in unknown circumstances while in police custody. Fears have been expressed that the armed forces are using excessive force during the raids and are subjecting a number of people to ill-treatment during interrogation.

Communications received

36. By letter dated 20 March 2002, the Government of Bangladesh replied to an allegation sent by the Special Rapporteur on 17 October 2001 relating to cases of attack against **Hindus** and other **minorities in Bangladesh** immediately after the general elections on 1 October 2001. The Government stated that the actions it has taken in this regard confirm that allegations that the Government or the BNP abetted or condoned any attack on the minorities are unfounded. Indeed, "from 1 October to 31 December 2001, 92 cases were filed on incidents relating to post-election clashes and in 23 of these cases charge sheets were filed with nine final reports. 60 cases are now under investigation and 21 under trial. A total of 204 persons were arrested for reported crimes committed by them. The Bangladesh Government is determined that those responsible for any crime, irrespective of their party affiliation, be brought to justice". The Government of Bangladesh asserted that it has never tolerated any attempt to subject the members of the minority communities or the vulnerable groups, including women, to persecution, violence or discrimination.

37. By letter dated 18 April 2002, the Government of Bangladesh replied to the urgent appeal sent by the Special Rapporteur regarding alleged death threats against Mr. **Hussain** and Mr. **Masud**. According to police reports, although Mr. Hussain went to the police station in February 2001, he never lodged a formal case. The following day, the matter was amicably settled at the initiative of elders and eminent members of the local community. As to the alleged death threats against Mr. Masud, the local district police (Gatboli, Bogra) have not been able to trace any journalist by that name, nor were they aware of any such incident having taken place in that district. Therefore, the allegation appears to be baseless.

Bolivia

Llamamientos urgentes

38. El 27 de septiembre de 2002, la Relatora Especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Bolivia relativo a **Leonardo Tamburini**, quien trabaja como abogado defensor de los indígenas chiquitanos y como asesor jurídico en el proceso de titulación del territorio de Monte Verde en el municipio de Concepción. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 23 de septiembre de 2002, mientras trabajaba en la sede de la Organización Indígena Chiquitana (OICH), Leonardo Tamburini habría recibido unas amenazas telefónicas por una persona que se habría identificado como presidente del Comité Cívico del municipio de Concepción. Estas amenazas estarían relacionadas con las actividades profesionales del Sr. Tamburini en defensa de los indígenas chiquitanos y de asesoría en el mencionado proceso de titulación. La Relatora Especial y la Representante Especial expresan grave preocupación ante los riesgos que enfrenta Leonardo Tamburini, ya que el 15 de septiembre del 2001, ya habría sido víctima de un grave ataque, al parecer con intenciones homicidas, en el municipio de San Javier, por parte de ganaderos locales.

Se informa de que hasta la fecha la investigación sobre estos hechos no habría dado ningún resultado.

Comunicaciones enviadas

39. El 18 de septiembre de 2002, la Relatora Especial mandó al Gobierno de Bolivia unas alegaciones relativas a los casos siguientes:

40. De acuerdo con las informaciones recibidas el 9 de noviembre de 2001, a la 5 de la madrugada, un grupo armado habría agredido al **núcleo de campesinos Sin Tierra Pananti** y habrían matado con armas de fuego a las personas arriba mencionadas. Se informa de que, como consecuencia de dicha agresión, una mujer embarazada habría abortado. Según informes, los miembros del grupo armado serían paramilitares, policías y militares a órdenes de latifundistas que lucharían para recuperar unas tierras supuestamente avasalladas por los campesinos Sin Tierra Pananti.

41. El 2 de septiembre de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la tortura, mandó una alegación al Gobierno de Bolivia relativo a los siguientes casos individuales:

42. **Nilda Escobar Aguilar**, una cultivadora de hoja de coca de 38 años, habría recibido impactos de botes de gases lacrimógenos disparados durante unos enfrentamientos entre productores de hoja de coca y miembros de las fuerzas conjuntas del campamento de Río Blanco en Isarzama. Según la información recibida, los enfrentamientos habrían tenido lugar el 16 de octubre de 2001, cuando los campesinos habrían querido impedir a las fuerzas conjuntas de entrar en el sindicato rural de Quillacollo. Nilda Escobar Aguilar habría sido transferida a un centro médico donde habría fallecido poco después, debido a un trauma encefálico, con lesiones en el cráneo y en el lóbulo frontal de su cerebro. En el curso de estos enfrentamientos otras personas habrían resultado heridas.

43. En septiembre de 2000, a raíz de los bloqueos de caminos entre Cochabamba, Chimoré y Santa Cruz realizados por productores de hoja de coca que exigían el cumplimiento de los convenios firmados con el gobierno en octubre de 1997 y mayo de 1998 para la implementación de un programa de desarrollo alternativo al producto de la hoja de coca, fuerzas conjuntas, compuestas por miembros del ejército y de la policía, habrían hecho un uso excesivo e indiscriminado de la fuerza al proceder a desbloquear las carreteras. Durante los incidentes, **seis personas habrían perdido la vida** y más de 80 habrían resultado heridas. Los Relatores Especiales no han recibido información que indique que se haya iniciado investigación alguna sobre estos hechos.

Brazil

Urgent appeals

44. On 3 June 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal relating to **Frei Anastácio Ribeiro**, state deputy and coordinator of the Pastoral Land Commission in Paraíba, north-

eastern Brazil. A plan to kill him has reportedly been discovered in a police station in the state capital, João Pessoa. According to the information received, a civil policeman, who was recently attacked in an ambush in the municipality of Mogeiro, has accused Fr. Anastácio of plotting to kill him. However, Fr. Anastácio only denounced the illegal activities of this policeman, who also works as a security guard for landowners in the region and who was reportedly named in a recent report concerning rural violence in the state in connection with torture and acts of violence relating to land disputes in the state. Moreover, eight rural workers who live in Mogeiro have reportedly been arrested and accused of planning the attack on the policeman. According to information received, no evidence against these men exists, but they have nevertheless been tortured in order to make them confess.

45. On 14 June 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal relating to **Agisandro da Costa Pereira**, President of the Brazilian Lawyers' Association, **Maria Aparecida Denadai**, a member of the same organization, and **Izaias Santana Rocha**, President of the Espirito Santo state council for human rights, who reportedly received repeated death threats in April 2002. According to the information received, these threats were related to their activities which consist of campaigning against killings, corruption and impunity in Espirito Santo. It is reported that in April, Dr. Pereira called upon the Federal Government to intervene and investigate the murder of Ms. Denadai's brother, Marcelo Denadai, and reportedly mentioned that he was about to reveal evidence of political corruption in Espirito Santo. Both Ms. Denadai and Mr. Rocha have reportedly been sued by the head of the civil police for defamation following their criticism of the police investigation.

46. On 12 July 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture, sent an urgent appeal to the Government of Brazil relating to some **20 detainees in Urso Branco prison, Porto Velho**, Rondonia State, who were reportedly in danger of being killed by other inmates. Most of those in danger were reported to be recently transferred detainees being housed in holding cells (*seguros*), which are used for inmates deemed to be at risk from others. Due to overcrowding, detainees held in the main part of the prison were transferred to *seguros* in June 2002. On their arrival, two detainees were reportedly attacked with boiling water by prisoners and guards. This is believed to have led to fights between inmates. On 5 July, another 34 detainees were reportedly transferred from the central police station in the state capital, Porto Velho, to *seguros*. As a result, the level of violence is said to have increased. On 1 January, following a transfer of prisoners from the *seguros* to the main prison by judicial order, **27 inmates** were massacred by other prisoners. Military police and prison guards, who could hear the screams of those being killed, are said to have refused to enter the prison to intervene. Since the massacre, it is reported that a further 10 detainees have been killed by guards and other prisoners. Fears were expressed that the overcrowding, as well as the extremely harsh conditions of detention, may lead to more inmate-on-inmate violence that may result in deaths.

47. On 18 July 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of Brazil relating to **Hipãridi Top'tiro**, a Xavante Warã indigenous leader from the Sangradouro indigenous reserve in Primavera do Leste, Mato Grosso State, his family, and **Dr. Mariana Ferreira**, an anthropologist from the University of Tennessee who has been

working in the area. According to the information received, Mr. Top'tiro is the President of the Xavante Warã association and a well-known environmental campaigner. He has been the target of death threats for some time, allegedly relating both to his work on Salve o Cerrado and to a legal action that he brought against local landowners for allegedly deforesting part of an indigenous area. According to reports, the regional administrator of the National Indigenous Foundation in Primavera do Leste, who has strong links to landowners in the region, has allegedly for a long time been intimidating and threatening Mr. Top'tiro and his family. Allegedly, although these threats were addressed to the administrator of the Fundação Nacional do Índio (FUNAI), no action has been taken to address these threats. Dr Ferreira, who worked as a consultant to the Xavante Warã and made regular visits to Primavera do Leste, was allegedly told by the regional FUNAI administrator that Mr. Top'tiro and members of his family were in grave danger. Dr. Ferreira has also received what appear to be veiled death threats, or even attempts on her life. For example, while driving in Sangradouro in June, a car reportedly tried to force her off the road. On another occasion, it is alleged that the car she was travelling in nearly crashed into a boulder that had deliberately been moved onto the road into her path.

48. On 18 July 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of Brazil relating to **Ana Oneide Lima**. Over the past few months, Ms. Lima has reportedly received a number of death threats by anonymous telephone callers. These threats are allegedly linked to her testimony in the trial of a military policeman accused of killing a 13-year-old boy, Jony Igson Miranda da Silva, on 20 November 2001. According to the information received, the boy used to wash car windows at traffic lights. On 20 November 2001, he allegedly asked the passengers of a car if they wanted their window cleaned. Although they said no, he reportedly carried on washing the window. The military policeman, who was in the passenger seat of the car, reportedly asked Jony if he wanted a Christmas present. When Jony replied that he did, the policeman reportedly shot him at point-blank range, rendering him paraplegic. On 10 July, Ms. Lima is said to have confirmed these death threats in court, in front of the accused policeman. According to reports, a second witness, who was also receiving death threats, did not attend the hearing. The policeman, who has been suspended from duty, has reportedly not been placed in custody.

49. On 29 July 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal to the Government of Brazil relating to threats against members of the **Brazilian Lawyers' Association** in the State of Espírito Santo. According to the information received, on 23 July 2002, the day before some members of the Association were due to meet its President, Dr. Agisandro da Costa Pereira, at the airport in Vitória, an anonymous caller threatened one of the directors of the Association, stating "It's great because we'll machine gun the lot of you there" ("*E bom mesmo que lá a gente metralha todo mundo*"). On 25 July 2002, a bomb exploded in the offices of the Association in Vitória during a ceremony, attended by 130 lawyers, for new members. After the explosion, it is reported, another anonymous phone call was made to the offices of the association. It is alleged that the caller stated "We're going to blow you all up in one go" ("*Vamos estourar todos vocês de uma vez só*").

50. On 10 October 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal to the Government of Brazil regarding **Cristiano Arantes e Silva**. According to the information received, Mr. Arantes e Silva, a judge in Comarca de Xinguara, Sul do Pará, had been receiving death threats relating to his activities as a judge. This reportedly included anonymous letters and phone calls to him and his wife. On 24 September 2002, four shots fired into his house, hitting the walls.

Communications received

51. On 14 August 2002, the Government of Brazil replied to an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on 12 July 2002 relating to the some **27 detainees in Urso Branco prison**, Porto Velho, Rondonia State, who were reportedly killed by other inmates. The Government reported that those crimes were being thoroughly investigated. There was no indication that State agents were involved in the killings. The information available rather indicated that some detainees were determined to kill other inmates. The Government also reported on several measures to reinforce security within the prison, such as the surveillance of the prison (on a temporary basis) by 55 members of the police force; the hiring of 45 new prison wardens; the construction of two new prisons in Rondonia; the establishment of regular visits by the Public Prosecutor and the Brazil Bar Association within the prison in order to confiscate any weapons and prevent possible situations of rebellion or threats against inmates.

Cameroon

52. Le 18 septembre 2002, la Rapporteuse spéciale a envoyé au Gouvernement du Cameroun des allégations relatives aux cas suivants.

53. Selon les informations reçues, la police camerounaise aurait ouvert le feu dans la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre sur une foule rassemblée à Kumbo à l'occasion de la célébration du quarantième anniversaire de la réunification du Cameroun, tuant **Boniface Chuku, Selamon Terence** et **Amidou Shinka**. Il nous a été rapporté que les manifestants, munis d'armes légères, auraient au préalable tiré en l'air de manière symbolique. Les trois personnes n'auraient été retrouvées qu'au matin du 1^{er} octobre et auraient été transportées à l'hôpital américain de Kumbo où elles auraient succombé à leurs blessures.

China

54. On 9 January 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal relating to Hong Kong residents **Zhuang Chucheng** and **Huang Yancheng**, who were reportedly sentenced to death on 25 December 2001 by the Shenzhen City Intermediate People's Court, Guangdong Province (neighbouring Hong Kong), for their alleged involvement in the manufacture and trafficking of the illegal drug "ice". According to the information received, they were tried with eight other unnamed defendants, four of whom also came from Hong Kong. Of the eight, six also received death sentences, two were reportedly sentenced to death with a two-year reprieve and another four to life imprisonment. It is not

known whether the defendants have appealed their sentences. Zhuang Chucheng is reported to be the alleged ringleader of the gang which reportedly manufactured, in mainland China, at least 22 tonnes of liquid ice and three tonnes of solid ice which they had allegedly sold in mainland China as well as overseas. It has been brought to the Special Rapporteur's attention that these cases are causing controversy in Hong Kong, which does not have the death penalty.

55. On 8 February 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on torture, sent an joint urgent appeal to the Government of China concerning members of a **family of Falun Gong practitioners** who have reportedly been subjected to harassment, arbitrary detention and torture since 22 July 1999, on the grounds of their practice of Falun Gong and their appeal to the Government to stop the persecution of Falun Gong members. **Chen Yunchuan**, the 63-year-old father, was reportedly serving a two-year sentence in Datangwan prison in Zhangjiakou city, Hebei Province; his 60-year-old wife **Wang Lianying** was said to have been missing since January 2001, and their 31-year-old daughter **Chen Hongni** was said to be detained without warrant in Gaoyang Labour Camp in Baoding city, Hebei Province. The 34-year-old son **Chen Aizhong** was reportedly sentenced on 12 September 2001 to three years of forced labour in the Tangshan No. 1 Labour Camp in Hebei Province. Eight days later, on the afternoon of 20 September 2001, he was said to have been tortured to death in the labour camp. His body was said to have been covered with wounds and bruises. **Chen Aili**, a 34-year-old son, was reportedly detained in Jidong prison, Tangshan city. On 26 December 2001, a police officer of the Changping police station reportedly took the section chief and team chief from Jidong prison to the home of **Chen Shulan**, his 35-year-old sister. The section chief is said to have told her that Chen Aili was in bad health and needed to go to the hospital for treatment. They reportedly requested her to sign a bond. When she asked when they would release him, they allegedly answered that they were still processing the paperwork. When she asked whether she could visit him, the section chief reportedly told her to wait until the following spring. She is said to have refused to sign the bond. On 8 January 2002, Chen Shulan went directly to Jidong prison, where another chief reportedly told her that Chen Aili had withdrawn into himself since 1 October 2001 and that his overall health had deteriorated. In view of the reported death as a result of torture of Chen Aizhong, and the alleged force-feeding of drugs to Chen Aili, fears were expressed that Chen Aili might be at risk of further torture or other forms of ill-treatment and at risk to his life. Fears were also expressed that the other members of the family might be at risk of torture or other forms of ill-treatment, in particular Wang Lianying, in view of the incommunicado nature of her detention in an unknown location and the fact that prolonged incommunicado detention can in itself constitute cruel, inhuman or degrading treatment.

56. On 15 April 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of China relating to **Hsu Tzu-Chiang**, who reportedly faces imminent execution following the Supreme Court's rejection on 21 March 2002 of his appeal against a death sentence for kidnapping and murder. Hsu Tzu-Chiang was reportedly sentenced to death by the Supreme Court on 27 April 2000 for a crime committed in 1995, although he has always

maintained his innocence. According to the information received, he was implicated on the basis of testimony from his two alleged accomplices, one of whom has provided a signed statement to Hsu Tzu-Chiang's relatives stating that Mr. Hsu had had nothing to do with the crime and that the accomplice had incriminated Mr. Hsu because he had a grudge against him. The Special Rapporteur also mentioned that the Judicial Reform Foundation had stated that Hsu Tzu-Chiang's conviction was based on weak evidence. Indeed, the Judicial Reform Foundation reportedly supported Mr. Hsu's case after the Yuan Human Rights Committee conducted an investigation and found flaws in the court's handling of the case. They reportedly petitioned the State Public Prosecutor General four times to pursue an extraordinary appeal on Mr. Hsu's behalf, with no results. The fifth petition resulted in last year's appeal to the Supreme Court to review the case but it was rejected last month.

57. On 8 January 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of China relating to **Gong Shengliang**, a religious leader who was sentenced to death on 29 December 2001, and his niece, **Li Ying**, also sentenced to death, with a two-year reprieve, by the Jingmen City Intermediate People's Court in Hubei Province. They were reportedly tried with 15 others, three of whom, according to some sources, were also sentenced to death. The other co-defendants were sentenced to between two years' and life imprisonment. According to the information received, all 17 were arrested in April 2001 and accused of leading or being members of a "heretical religious organization" called the "Huanan Church" ("South China Church"). Their trial reportedly began on 18 December 2001. It is reported that Gong Shengliang and Li Ying were convicted of "using a heretical organization to undermine the implementation of the law" and "intentional assault". The latter charge supposedly referred to allegations that since 1991 the group had caused serious injuries to four persons and slight injuries to 10 others while "putting the Church in order". Gong Shengliang and Li Ying, as leaders of the Church, were allegedly held responsible for the injuries. Gong Shengliang was also charged with "hooliganism and rape", a charge often brought by the Chinese authorities against detained leaders of banned religious groups. The defendants have all reportedly denied their guilt and have appealed against the sentences to the Hubei Provincial High People's Court.

58. On 7 June 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of China relating to **six defectors from the Democratic People's Republic of Korea** who may have been arrested in Yunnan Province, China, near the border between the Lao People's Democratic Republic and Myanmar between 24 and 26 May 2002. They were allegedly attempting to leave China to reach the Republic of Korea, without a guide, but were arrested and were to be taken by the Chinese authorities to North China for repatriation to the Democratic People's Republic of Korea, where they allegedly might face the death penalty. According to the information received, the group, which included **Lee Song-yong**, **Lee Hong-gan** and **Kim Mi-hwa**, was sent to Kunmin on the morning of 29 May and was transported to Changchun on 30 May 2002. Lee Song-yong, a baby born on 15 November 1999 in Beijing, was going to join his mother, Park Sun-hi, aged 31, who is now living in the Republic of Korea of which she is a citizen. Lee Hong-gang, aged 48, reportedly fled from the Democratic People's Republic in April 2000, as feared imminent arrest and execution after his father and two brothers had been executed, allegedly for their

religious activities as Christians. The Special Rapporteur expressed her concern for the safety of the above-mentioned persons, as the reports indicated that being a Christian in the Democratic People's Republic of Korea is considered a very serious crime that may be punishable by the death penalty. In addition, it is alleged that having links with the Republic of Korea is deemed an act of treason, also punishable by death, a situation that could jeopardize the security of the whole group.

59. On 2 July 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of China relating to the forthcoming execution of **Chen Chunyan, Mo Keliang, Liu Hanji, Deng Weiming, Wang Jiakuan** and some eight other persons whose names are unknown. According to the information received, these persons were at risk of imminent execution following the execution for drug-related crimes of at least 50 people the same week to mark the United Nations-designated International Day against Drug Abuse and Illicit Trafficking on 26 June. Chen Chunyan, an 18-year-old from Quanzhou city, Fujian Province, was reportedly sentenced to death for allegedly trying to sell 1,000 amphetamine pills worth 150,000 yuan (US\$18,000) to undercover police officers. Hong Kong resident Mo Keliang and Liu Hanji, from Shenzhen, which borders Hong Kong, were sentenced to death by the Shenzhen Intermediate People's Court on 24 June for reportedly smuggling nearly 500 kg of drugs abroad. On the same day, Deng Weiming, from Hunan Province, was sentenced to death by the Shenzhen Intermediate People's Court, which also sentenced Wang Jiakuan, from Shenzhen, to death with a two-year suspension for allegedly smuggling drugs.

60. On 26 July 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture, sent an urgent appeal to the Government of China relating to **Ryu Mi-hwa**, aged 43, **Han Sol-hee**, aged 19, **Roh Myung-ok**, aged 38, **Jeong Eun-mi**, aged 10, **Jeong Eun-chul**, aged 8, **Kim Chul-nam**, aged 32, **Kim Ji-sung**, **Nam Chun-mi and her newborn baby** and **four others** whose names are unknown, all nationals of the Democratic People's Republic of Korea who are said to be currently detained in China. It is believed that they were at risk of imminent forcible return to the Democratic People's Republic where fears have been expressed that they may face serious human rights violations, including arbitrary detention, torture or death in custody. The group was reportedly detained in Manzhouli prison in the Inner Mongolia Autonomous Region of China. According to the information received, they were arrested on 31 December 2001 in Hulunbeier city, Inner Mongolia, while being led through north-east China towards Mongolia by a pastor from the Republic of Korea, Chun Ki-won, and his assistant, Jin Qilong, an ethnic Korean Chinese national, both of whom were also arrested. On 3 March, Chun Ki-won and Jin Qilong were reportedly charged with "organizing other people to illegally cross the national border". They were tried by the Hulunbeier Municipal People's Court in Inner Mongolia and were found guilty and sentenced to pay fines of 50,000 and 20,000 yuan respectively. Chun Ki-won has been deported and was expected to arrive in the Republic of Korea in the next few days.

Communications sent

61. On 18 September 2002, the Special Rapporteur sent an allegation to the Government of China relating to the following cases.

62. According to the information received, on 26 January 2002, **Zhan Wei** died in custody at the Yingcheng City Number One Detention Centre, allegedly as a result of torture. According to the information received, on 20 January 2002 **Wu Jingxia** was allegedly tortured to death in police custody. She had reportedly been arrested on 6 January 2002 for having distributed flyers exposing alleged human rights abuses against Falun Gong practitioners in China. According to the information received, in August 2001, **Kelsang Gyatso** was arrested with groups of other Tibetan monks as they were trying to enter India via Nepal at the Chushui Bridge. It is reported that **Kelsang Gyatso**, a Tibetan monk, died in the Lhasa Detention Centre in December 2001 as a result of beatings and lack of medical attention. According to the information received, on 5 February 2001, **Ngawang Lochoa** died in the Lhasa Army Hospital as a result of continuous ill-treatment and deprivation of medical attention. Ngawang Lochoa, a Tibetan nun, had been imprisoned since 1993 for having taken part in a peaceful demonstration. According to the information received, in April 2000, **Sonam Richen**, a Tibetan farmer, died in Drapchi prison allegedly as a result of ill-treatment and torture. He had reportedly been in prison since 1992 for shouting pro-independence slogans. According to the information received, in August 2000, **Tsering Wangdrag** died in Krazde prison allegedly as a result of torture and ill-treatment. According to the information received, on 22 August 2001, **Gao Mei** died as a result of torture in Yishui Detention Centre. She had allegedly been arrested for practising Falun Gong. According to the information received, on 21 September 2001, **Wang Yongdong**, a Falun Gong practitioner, died after having been thrown out of the window of his home by police officers. It is alleged that his body displayed marks consistent with reports that he had been severely beaten before being pushed from the window. According to the information received, on 14 September 2001, **Yu Xiuling**, a Falun Gong practitioner, died after having been thrown out of the window on the fourth floor by police officers. It is alleged that she had been severely beaten under interrogation.

Communications received

63. The Government of China responded to an urgent appeal sent on 10 August 2001 by the Special Rapporteur relating to the death sentence against **Li Li** and his wife **Chen Lijuan**. The Government reported that it had conducted diligent inquiries into the matters raised therein. On 25 April 2001, the Shatou City Intermediate People's Court found Li Li guilty of falsely issuing VAT receipts, sentenced him to death, stripped him of his political rights for the remainder of his life and confiscated all his personal property. Li Li appealed. The Guangdong Province Higher People's Court rejected his appeal on 31 May 2001 and upheld the original decision which it referred to the Supreme People's Court for ratification. The Supreme People's Court found that the facts as established in the original trial and the appeal were clear, the evidence was reliable and ample, the offence had been correctly identified, the punishment ordered was not disproportionate and the hearing had been legally conducted.

64. In connection with the Special Rapporteur's urgent appeal sent on 1 October 2001 regarding the death penalty facing **Lu Jijin** and **Sao Changhe**, the Government explained

that it had conducted a thorough investigation into the circumstances of the case. From 1998 to 2000, the defendants had counterfeited an extremely large amount of money that they then offered for sale. On 28 May 2001, the Taizhou city procurator's office instituted legal proceedings against them. On 10 July 2001, in the trial at first instance, the Taizhou City People's Court sentenced Lu Jijin to death for the crime of counterfeiting currency with the deprivation in perpetuity of his political rights while Shao Changhe was sentenced to death for the same crime with a two-year stay of execution, deprived of his political rights in perpetuity and also fined 100,000 yuan. The two defendants lodged an appeal. On 18 March 2002, the Jiaojiang Provincial People's High Court, hearing the case at second instance, ruled to dismiss the appeals. The case was then referred to the Supreme Court for examination and approval on 3 June 2002. The Government reminded the Special Rapporteur that while it has retained the death sentence, its practice is very strictly controlled and extreme caution is exercised in its application as it is imposed on criminal elements who commit extremely serious crimes. As for the procedure for its application, the people's courts exercise special caution in handing down the death penalty. The Government concluded that the case under consideration was presently undergoing the death penalty review procedure and was not a question, as alleged, of an "arbitrary execution".

65. By letter dated 19 February 2002, the Government of China replied to a communication sent by the Special Rapporteur on 22 October 2001 relating to death sentences pronounced in the case of **Abdulmejid Abdudulrahman** and **Addulkarim Ahmed**. The Government explained that the case had been submitted to a thorough investigation. According to the Chinese authorities, the two defendants were charged by the Yili branch of the People's Procurator's Office of the Xinjiang Yili Kazakh Autonomous Area with the criminal offence of separatism. They were sentenced to death on 29 June 2002 by the Yili Intermediate Level People's Court, and the sentence was confirmed by the People's Supreme Court in July 2001. The Chinese authorities therefore concluded that the death sentence handed down with respect to the two defendants had been consistent with the law and was in no sense an "arbitrary execution".

66. By letter dated 24 May 2002, the Government of China replied to a communication sent by the Special Rapporteur on 21 January 2002 relating to **Li Yushu** who was sentenced to death for the crime of receiving bribes and failure to account for large amounts of money and property. The Government had conducted a thorough investigation into the case, which is currently in its appeal phase at the Sichuan People's High Court. If the court at second instance upholds the original judgement, the death sentences will be submitted to the People's Supreme Court for review. The Government added that it was of the opinion that "the death sentence serves as a form of punishment, and that its ultimate abolition will be the inevitable consequence of historical development. But the emergence, development and ultimate abolition of the death sentence must be in step with the respective stage in the development of a society ... each country should decide whether to retain or abolish the death sentence on the basis of its own actual circumstances and the aspirations of its people". The Government further explained that although China retains the death sentence as a punishment, the legal requirements are extremely strict and in judicial practice extreme care is taken in determining whether the penalty is appropriate. Thus, the Chinese Criminal Code stipulates that "the death sentence may only be imposed on criminal elements who

commit extremely serious offences” and “the death sentence may not be imposed on persons who, at the time of committing the crime, have not attained the age of 18 or on women who are pregnant at the time of the legal proceedings”.

67. By letter dated 28 June 2002, the Government replied to the urgent appeal sent by the Special Rapporteur on 15 April 2002 relating to **Hsu Tsu-Chiang**, who reportedly had been sentenced to death. The Government reported that the details provided in the communication were insufficient to check the case.

68. On 3 September 2002, the Government of China provided information relating to **Chen Yunchuan**. According to the Government, on 28 November 2000, Chen Yunchuan and his eldest son, **Chen Aili**, used threats of violence to resist efforts by police officers to enforce the law and rendered the latter unable to proceed with the performance of their duties. On 9 January 2001, Chen Yunchuan was sentenced, in accordance with the law, to two years' imprisonment. He is currently serving his sentence in the Shijiazhuang prison where his state of mind is stable. His wife, **Wang Lainrong**, was detained for disturbing public order. In early January 2001, following her release, she left home for an unknown destination and her current whereabouts are still unknown. With regard to her son, Chen Aili was arrested together with his father for the same reason. He served his sentence in Zhulon county jail in P. He resisted his sentence by acts of self-mutilation and hunger strike. He was transferred to hospital for treatment and eventually recovered. **Chen Aizhong**, Chen Yunchuan's second son, was sentenced to three years' re-education through labour for disturbing public order. He was sent to Tangshan city labour re-education facility to serve his sentence. He went on hunger strike but reportedly died in hospital as a result of the collapse of his respiratory and circulatory systems and acute renal failure. **Chen Hongping**, Chen Yunchuan's daughter, was sentenced, in accordance with the law, to three years' re-education through labour. In the labour re-education facility, her living conditions were respected and she was at no time subjected to corporal punishment or any ill-treatment. The Government reminded the Special Rapporteurs that it was among the first States to become party to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment. The handing down of criminal sentences and labour re-education sentences on Chen Yunchuan and his family members was conducted in accordance with the law and entirely within the bounds of the Chinese Criminal Code and the Chinese Labour Re-education Ordinance and did not entail the infringement of any human rights.

69. The Government of China replied to an urgent appeal sent on 26 July 2002 by the Special Rapporteur jointly with Special Rapporteur on torture. The Government is of the opinion that the circumstances alleged in the communication have nothing to do with the responsibilities assigned to the two Special Rapporteurs. Notwithstanding this view, the Government still gave careful consideration to the communications and submitted the following reply. China and the Democratic People's Republic of Korea are friendly neighbours and there are frequent contacts between officials of the two countries. In recent years, however, there has been an increasing incidence of Koreans unlawfully entering Chinese territory. China is of the opinion that these Koreans have unlawfully entered Chinese territory for economic reasons and that some of them have crossed back and forth

between the two countries as many as 12 or more times. They are illegal immigrants; they are not “refugees”. For this reason, China consistently follows the appropriate procedures, acting in strict accordance with international law, with the domestic law of China and with humanitarian principles. As far as the person referred to by the Special Rapporteur is concerned, a careful inquiry ascertained that Mr. Won had already left China for a third country. The Chinese authorities are not in possession of any information about their circumstances of the others mentioned in the communication.

Colombia

Llamamientos urgentes

70. El 11 de diciembre de 2001, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de derechos humanos, mandó un llamamiento urgente relativo a la situación de amenazas y de vigilancia que siguen sufriendo los **miembros de la organización de derechos humanos Corporación Sembrar en Bogotá**, situación ya llevada a la atención del Gobierno de Colombia en un llamamiento urgente de la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos el 6 de agosto de 2001. Según las informaciones recibidas, el 6 de diciembre de 2001, la Corporación Sembrar en Bogotá habría recibido una carta con una lista de personas amenazadas de muerte, entre los cuales figuraban sus activistas **Nelson Urrego, Blanca Valencia, Ludivia Giraldo, Sandra Herrera y Diana Herrera**, acusados de haber colaborado supuestamente con la guerrilla. Se informa de que la carta también se referiría a la defensora de los derechos humanos Yolanda Cerón, ex directora de la organización católica Pastoral Social, quien fue asesinada el 19 de septiembre en Tumaco, en el departamento de Nariño. Asimismo la carta mencionaría al grupo de oposición armado Ejército de Liberación Nacional. Se teme más particularmente por la vida de Diana Herrera, quien, el 3 de diciembre de 2001, habría sido vigilada todo el día por un individuo desconocido.

71. El 13 de diciembre de 2001, la Relatora especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a las amenazas contra las **poblaciones desplazadas que volvieron recientemente a la región de Cuenca del Cacarica** (departamento de Chocó) así como contra **la comunidad de Paz de San José de Apartado** (departamento de Antioquia). Según las informaciones recibidas, el 28 de noviembre de 2001, un grupo de 100 hombres armados, quienes presuntamente serían paramilitares apoyados por el ejército, habrían ido a la Villa Hermosa, La Raya, en la comunidad de Cuenca del Cacarica y habrían disparado con ametralladoras M-60 contra algunas casas. Se informó de que los campesinos se habrían escondido en los campos mientras los paramilitares saqueaban e incendiaban algunas casas. Los paramilitares habrían incendiado también 16.000 kilos de arroz pertenecientes a los campesinos (una reserva que les habría permitido vivir durante seis meses), habrían confiscado los documentos de identidad y de trabajo de los miembros de la comunidad, y habrían robado 900.000 pesos. Los informes agregan que los paramilitares habrían dejado un mensaje en cada casa en el que se ordenaba a los campesinos que lucharan a su lado. Estas incursiones de los paramilitares coinciden con amenazas realizadas por el ejército contra la comunidad de Paz de San José de Apartadó, en el departamento de Antioquia. De acuerdo con las informaciones recibidas, el ejército

habría interrogado a unos niños pertenecientes a esta comunidad para conocer sus relaciones con la guerrilla. Además, el 5 de diciembre cinco soldados habrían entrado en la casa de Rodrigo González, un miembro de la Comunidad de Paz, y le habrían ordenado que les dijera dónde se escondían los guerrilleros. Con las incursiones de los paramilitares en la cuenca del Cacarica y las acusaciones de colaboración con la guerrilla formuladas por el ejército contra la comunidad de San José de Apartadó, se teme por la seguridad de estas dos comunidades.

72. El 20 de diciembre de 2001, la Relatora Especial junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a amenazas y hostigamiento contra unos **líderes del Sindicato de Trabajadores de las Empresas Municipales de Cali (SINTRAEMCALI)**, supuestamente por un hombre que estaría relacionado con los paramilitares. Los Relatores Especiales recordaron al Gobierno de Colombia que, desde hacía dos años, los sindicalistas del SINTRAEMCALI habrían sido víctimas de una serie de amenazas, supuestamente por parte de los paramilitares. Se informó también de que en mayo del año 2001, dos miembros del mismo sindicato habrían sido asesinados sin que nadie fuera todavía detenido.

73. El 6 de marzo de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente según el cual **Leonardo Avendaño**, activista sindical de la Seccional Yondó del Sindicato de Trabajadores y Empleados de Servicios Públicos Autónomos e Institutos Descentralizados de Colombia (SIMTRAEMSDE) habría desaparecido el 5 de enero de 2002, en la vía que conduce del municipio de Puerto Berrío al municipio de Yondo en el departamento de Antioquía. Además, **Gilberto Martínez Torres**, dirigente sindical de la Subdirectiva Única de Oleoducto (SUO) de la Unión Sindical Obrera (USO), habría desaparecido el 25 de febrero de 2002, en la carretera que dirige al municipio de Monterrey. Sin embargo, se informa de que en diciembre de 2001, la Comisión Interamericana de los Derechos Humanos (CIDH) habría solicitado al Gobierno colombiano medidas cautelares para proteger a los miembros de este sindicato. Según las informaciones recibidas, los sindicalistas **Daniel Orlando Gutiérrez Ramos**, coordinador del departamento de derechos humanos del Sindicato Nacional de Chóferes de Colombia (SINDINALCH-CUT), **Sigifredo Grueso**, activista del Sindicato de Empresas Municipales de Cali (SINTRAEMCALI-CUT) y **Albeiro Forero**, dirigente sindical del Sindicato de Trabajadores del Municipio de Cartago (SINTRAMUNICIPIO) habrían sufrido atentados contra su vida en enero y febrero de 2002. Asimismo, el 5 de enero de 2002, **Carlos Alberto Flores Loaiza**, miembro de la junta directiva nacional del Sindicato de Trabajadores y Empleados de Servicios Públicos e Institutos Descentralizados de Colombia (SINTRAEMSDES-CUT) y **José Homer Moreno Valencia**, miembro de la SINTRAEMSDES-CUT, Seccional Palmira, habrían recibido amenazas de muerte. Finalmente, **Luis Hernández Monrroy**, presidente del SINTRAEMCALI-CUT, habría sido amenazado el 19 de febrero de 2002. Asimismo, las Relatores expresaron su preocupación en cuanto a las constantes amenazas contra los defensores de los derechos humanos en Colombia. Se informó de que miembros de la Organización Femenina Popular (OFF) en Barrancabermeja habrían recibido múltiples amenazas. Por ejemplo, el 19 de

enero de 2002, **Patricia Ramírez**, miembro del equipo coordinador de la OFP, habría sido detenida ilegalmente por un par de horas. Por último, el grupo paramilitar Autodefensas Unidas de Colombia (AUC), durante una reunión pública celebrada en la cancha del Barrio Esperanza, Barrancabermeja, el 20 de febrero de 2002, habría señalado a **Francisco Campos**, director de la Corporación Regional para la Defensa de los Derechos Humanos (CREDHOS), como objetivo militar. Con esta acusación, las AUC quisieran silenciar las constantes denuncias públicas realizadas por la CREHOS acerca de las violaciones de derechos humanos cometidas por presuntos paramilitares en Barrancabermeja y sus alrededores.

74. El 20 de febrero de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción y protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente con respecto a las amenazas en contra de **Viviana María Villamil**, esposa del sindicalista Julio Galeano, de sus tres hijos y de los miembros del SINTRAEMCALI, a raíz del asesinato del sindicalista Julio Galeano en Cali, departamento del Valle del Cauca, el 11 de Febrero de 2002. Esta agresión estaría relacionada con la participación de Julio Galeano y Viviane Maria Villamil en los 36 días de ocupación del Centro Administrativo Municipal (CAM), en Cali, desde el 25 de diciembre de 2001 hasta el 31 de enero de 2002. La ocupación pacífica de las instalaciones formaba parte de la campaña sindical contra la privatización de las empresas Municipales de Cali. Durante la ocupación, se informa de que los miembros de SINTRAEMCALI y otros representantes sindicales habrían sido acusados por miembros de las Fuerzas Armadas de vinculación con los grupos armados de oposición y de conspiración para desestabilizar el país. Además, el grupo paramilitar AUC habría declarado que los miembros de SINTRAEMCALI eran “objetivos militares”.

75. El 18 de marzo de 2002, la Relatora Especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente según el cual **Pedro Mahecha**, abogado de derechos humanos y miembro de la Corporación Colectivo de Abogados *José Alvear Restrepo*, habría sido intimidado el 9 de marzo de 2002 mientras presentaba casos de violaciones de derechos humanos ante la CIDH. De acuerdo con las informaciones recibidas, un hombre armado habría sido aguardando cerca de la casa del abogado de derechos humanos durante varias horas. Se informa de que, cuando el guardia del aparcamiento preguntó supuestamente a este hombre armado lo que estaba esperando, éste le habría dicho que no se metiera en sus asuntos y habría sacado una metralleta como si fuera a disparar. Mientras tanto, Pedro Mahecha se encontraba en Washington D.C. donde presentaba testimonio ante la CIDH sobre dos casos en los que el ejército podría ser implicado. En los últimos días se había informado de que varios otros miembros del Colectivo de Abogados habrían sido sometidos a vigilancia y habrían recibido llamadas telefónicas anónimas.

76. El 2 de abril de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a amenazas contra la **población civil de los municipios de Puerto Rondón y Cravo Norte**, en el departamento de Arauca, a raíz de los informes que indican que los paramilitares estarían planeando una incursión en esos municipios después de Pascua. De acuerdo con las informaciones recibidas, unos presuntos paramilitares habrían formulado una amenaza de muerte contra al menos 21 individuos concretos en un

folleto que habría circulado por Puerto Rondón el 6 de marzo. Según los informes, en el folleto se decía que esos 21 individuos tenían un mes de plazo para abandonar la región; si no lo hacían, se convertirían en "objetivos paramilitares". Sin embargo, se informó de que la Brigada XVIII del ejército colombiano habría decidido retirar las tropas estacionadas tanto en las zonas urbanas como en las afueras de los municipios de Puerto Rondón y Cravo Norte. Teniendo en cuenta los informes sobre los preparativos de una incursión paramilitar, así como los informes que indicarían que se han montado controles paramilitares a dos kilómetros del centro de Cravo Norte, se teme que la población civil haya quedado sin protección frente a los ataques paramilitares. Por último, las ONG de derechos humanos que trabajan en la zona habrían manifestado su preocupación por la decisión de la Brigada XVIII y muchas habrían pedido que el Gobierno colombiano y las fuerzas de seguridad de la zona tomaran medidas preventivas para proteger a la población civil.

77. El 11 de abril de 2002, la Relatora Especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a la situación de algunos **miembros de la Comisión Intercongregacional Justicia y Paz**, ONG de derechos humanos que trabaja con comunidades civiles que sufren la amenaza de violaciones de derechos humanos y que se han visto obligadas a abandonar sus hogares como consecuencia del largo conflicto civil de Colombia. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 5 de marzo, dos hombres habrían vigilado desde un automóvil las oficinas de la Comisión Intercongregacional Justicia y Paz en Bogotá, tomando nota de quién entraba y salía de ellas. Además, según los informes, grupos paramilitares respaldados por el ejército con base en Cacarica, departamento del Chocó, habrían amenazado con matar a los miembros de la Comisión Intercongregacional Justicia y Paz que trabajan con comunidades de desplazados de la zona. Durante una incursión paramilitar en Cacarica a principios de febrero, los paramilitares habrían dicho a los habitantes de las comunidades que tenían que fusilar a algunos miembros de la Comisión Intercongregacional Justicia y Paz. Se informó también de que varios miembros de la Comisión Intercongregacional Justicia y Paz habrían sido seguidos e intimidados, entre ellos **Danilo Rueda, Maritze Trigos, y Clemencia Correa**.

78. El 17 de abril de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo al periodista **Carlos José Lajud**. De acuerdo con las informaciones recibidas, José Lajud quien trabaja en la estación de televisión *City* en Bogotá habría recibido el 4 de abril de 2001 una carta de pésame en la cual el periodista y su familia fueron declarados objetivos militares. Además la carta les daba un plazo de tres días para dejar el país. Dichas amenazas estarían relacionadas con las actividades de José Lajud, que habría publicado unos 20 informes de investigación sobre las nuevas ramificaciones establecidas en Bogotá por el Frente Armado Revolucionario Colombiano (FARC) y el ELN. En efecto, el periodista habría revelado que los grupos de la guerrilla urbana llevarían explosivos a la capital, y que asimismo habrían abierto una clínica clandestina en Bogotá para tratar a sus heridos. Se informó de que desde febrero de 2001, José Lajud y su esposa, Patricia Busigo, habrían sido víctimas de varios actos de intimidación por desconocidos. Se informó de que el programa del Ministerio del Interior

para la protección de los periodistas habrían otorgado a José Lajud un guardaespaldas. Sin embargo, según informes, José Lajud estaba tratando de dejar el país.

79. El 14 de mayo de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia según el cual el 4 de mayo de 2002, hacia las 7 de la tarde, un grupo de hombres fuertemente armados que se identificaron como miembros de las AUC, Bloque Tolima-AUC, habría allanado la finca de propiedad del campesino **Gustavo Giraldo** en la vereda Llanadas, municipio de Casabianca, al norte del departamento del Tolima. Se informó de que estos hombres armados habrían entrado en la vivienda del labriego, disparando a Gustavo Giraldo, quien, a pesar de su herida, habría logrado huir en busca de ayuda, hasta llegar al centro médico del casco urbano de Casabianca. Ante la gravedad de la herida, los médicos habrían decidido que fuera transportado en una ambulancia hacia la ciudad de Ibagué, en compañía de su madre y un hermano. En el camino que conduce de Casabianca a Palo Cabildo, la ambulancia que transportaba al herido y sus familiares habría sido interceptada por el grupo paramilitar. Una vez detenida la ambulancia, los hombres armados habrían dado orden al conductor de que abriera la puerta trasera del vehículo y habrían asesinado al hermano de Gustavo Giraldo. Este último, al ver la magnitud de la agresión, habría logrado escapar de nuevo por la puerta delantera de la ambulancia, huyendo entre las balas por un camino rural. Gustavo Giraldo se encontraría en la región, sin ninguna protección ni garantía para su salud, ni para su vida.

80. El 16 de mayo de 2002, la Relatora Especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia según el cual el 30 de abril de 2002, el Bloque Central Bolívar de las AUC habría enviado una carta amenazadora a la sede de la ONG de derechos humanos **COMPROMISO**. En ella acusaba a los miembros de la organización de ser colaboradores de las FARC. Los informes indican que la carta amenazaba también a los miembros de otras dos organizaciones del municipio de Piedecuesta: **ASOJUNTAS**, grupo de acción comunitaria con sede a 18 kilómetros de Bucaramanga, y **PROMOPAZ**, ONG de derechos humanos con sede en Bucaramanga.

81. El 21 de junio de 2002, la Relatora especial junto con el Relator especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a la situación de **Luis Enrique Imbachi**, presidente del SINTRAEMCALI. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 16 de junio de 2002, Enrique Imbachi viajaba en su coche con su guardaespaldas en la avenida Ciudad de Cali cuando unos hombres desconocidos que viajaban en dos motocicletas y un taxi le habrían seguido y habrían tratado de dispararle. Afortunadamente Enrique Imbachi habría podido evitarles. Se informó de que Ibaney González habría contactado por radio con el Departamento Administrativo de Seguridad (DAS) inmediatamente después del atentado contra su vida, pero nadie le habría contestado. Luego, habría ido a las oficinas del DAS para presentar su queja a un inspector. Este atentado podría ser relacionado con las actividades sindicales de Enrique Ibaney, quien habría sido declarado por las AUC como objetivo paramilitar.

82. El 26 de junio de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, y la Representante Especial

del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a las serias amenazas contra la familia de **William Mendoza Gómez**, presidente del Sindicato Nacional de Trabajadores de la Industria de Alimentos (SINALTRAINAL) en Barrancabermeja. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 18 de junio, tres hombres desconocidos habrían tratado de secuestrar a la hija de William Mendoza Gómez, de cuatro años de edad, de los brazos de su madre, Luz Esther Díaz. Se informó de que William Mendoza Gómez, junto con otros dirigentes de SINALTRAINAL, habría recibido amenazas de muerte. Por ello, la CIDH pidió al Gobierno colombiano que garantizara su seguridad. Según los informes, William Mendoza Gómez estaría recibiendo protección por parte del Ministerio del Interior colombiano. El intento de secuestro de la hija de William Mendoza se ha producido en un momento en el que SINALTRAINAL ha iniciado un proceso en los Estados Unidos por presuntas violaciones de derechos humanos cometidas por paramilitares contra sindicalistas que trabajan en las embotelladoras contratadas por la empresa Coca-Cola.

83. El 3 de julio de 2002, la Relatora Especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos y el Relator Especial sobre la independencia de los magistrados y abogados, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a las continuas amenazas contra la **Corporación Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo**. De acuerdo con las informaciones recibidas, un cartel acusando al Colectivo de ser el “brazo jurídico del Ejército de Liberación Nacional” habría sido distribuido en mayo de 2002 en varias universidades del país y en la oficina del Procurador General de Bogotá. El cartel llamaría a la solidaridad con oficiales del ejército involucrados en casos de abusos de los derechos humanos presentados por el Colectivo. El Gobierno de Colombia ya fue informado sobre este caso en un llamamiento urgente mandado el 12 de julio de 2001 por las mismas Relatoras Especiales.

84. El 5 de julio de 2002, la Relatora Especial junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a las amenazas contra el periodista **Josédil Gutiérrez**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 29 de junio de 2002, poco después de que fuera asesinado Efraín Alberto Varela Noriega, director y propietario de la emisora Meridiano 70 en la ciudad de Arauca, se habrían recibido en la emisora dos llamadas en las que se amenazaba de muerte al periodista Josédil Gutiérrez. Las llamadas provenían de una persona que se habría identificado como miembro de las AUC y habría dado 24 horas al periodista para que abandonase la ciudad. Pese a esto, Josédil Gutiérrez habría preferido quedarse en la ciudad, por temor a posibles represalias contra alguno de sus cuatro hijos o su esposa. Mientras tanto, esperaba protección del Estado que, según informes, hasta ahora no le habría sido otorgada. Estas amenazas podrían estar relacionadas con las actividades de Josédil Gutiérrez que trabajaba con el difunto Alberto Varela en el programa *Hablemos de política*, que desde hace un mes presentaba diferentes puntos de vista sobre los candidatos a la próxima elección de gobernador del departamento. Se informó de que otro periodista de la emisora, **Luis Eduardo Alfonso**, habría tenido que exiliarse de la ciudad el 30 de junio de 2002 tras la divulgación supuestamente por las AUC de una lista de 350 nombres de personas que podrían ser ejecutadas por las AUC, entre las cuales figuraría Luis Eduardo Alfonso. Por último, se han recibido informes según

los cuales, durante la campaña presidencial, varios políticos locales habrían denunciado ante el Ministerio de Comunicaciones a la emisora Meridiano 70 con la presunta intención de cerrarla.

85. El 9 de julio de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a las nuevas amenazas de muerte que habría recibido **Gloria Gaitán**, hija del desaparecido caudillo Jorge Eliécer Gaitán, **y los demás miembros de su familia**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 26 de junio de 2002, Gloria Gaitán habría recibido un mensaje anónimo que provenía de un grupo autodenominado "Red de Defensa Ciudadana" en el cual exigían que renunciara a la dirección del Instituto Colombiano de la Participación Jorge Eliécer Gaitán (padre de Gloria Gaitán y candidato presidencial del partido liberal colombiano, asesinado el 9 de abril de 1948) antes del 26 de julio de 2002, o, en caso contrario, procederían a asesinar a la familia Gaitán y a dinamitar la casa-museo, lugar en donde se encuentra enterrado Jorge Eliécer Gaitán. Se informó de que esta no es la primera vez que Gloria Gaitán recibe amenazas de muerte. En diciembre del año 2000 habría tenido que salir del país debido a las amenazas que pesaban sobre ella.

86. El 17 de julio de 2002, la Relatora Especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a la situación de peligro en la que se encontraba **Rodrigo Acevedo**, encargado de derechos humanos dentro del Sindicato de la Electricidad de Colombia (SINTRAELECOL), y a la situación de otros miembros del sindicato, a raíz de un presunto atentado contra la vida de Rodrigo Acevedo. De acuerdo con las informaciones recibidas, a las 11.45 de la mañana del 8 de julio de 2002, Rodrigo Acevedo estaba en su despacho de la oficina central de SINTRAELECOL, en Bogotá, cuando alguien habría disparado contra la ventana de su despacho. Se informó de que este es el segundo ataque que se habría producido contra Rodrigo Acevedo en los últimos meses. El 24 de junio, durante su pausa para el almuerzo, Acevedo habría sido agredido e insultado por hombres armados en la calle. Rodrigo Acevedo habría informado del incidente al DAS. También habría enviado una carta al programa de protección de sindicalistas del Ministerio del Interior, informándole del caso y pidiendo medidas de protección más eficaces.

87. El 17 de julio de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a la situación de inseguridad en la que se encuentra **Ángela Muñoz Trujillo**, directora del periódico *El Vocero* en Barrancabermeja, **así como sus colegas**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 9 de julio de 2002 dos hombres desconocidos habrían detenido a Ángela Muñoz Trujillo en un semáforo cercano al centro de salud ECOPETROL, en Barrancabermeja. La habrían amenazado diciéndole: "Si te arriesgas mañana a sacar el periódico, en la tarde estarás velando a uno de tus colaboradores". Se informó de que el 8 de julio, el comandante del grupo paramilitar Bloque Central Bolívar de las AUC habría declarado en un periódico local que varios miembros de la prensa local y de los sindicatos eran objetivos militares. El temor por la seguridad de Ángela Muñoz Trujillo y de otros periodistas del departamento de Santander se habría agudizado tras la muerte de Mario Prada Díaz, director del periódico mensual

Horizonte Sabanero, ocurrida el 12 de julio cerca del municipio de Sabana de Torres, en el departamento de Santander, a manos de hombres armados que no habrían sido identificados.

88. El 26 de julio de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la tortura, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia sobre la situación de los **miembros de la comunidad de campesinos de la granja La Galleta**, pertenecientes al partido político Corriente de Renovación Socialista (CRS) en el municipio de Montebello, departamento de Antioquia. De acuerdo con la información recibida, dichos campesinos habrían sido el objeto de un creciente número de ataques por parte de grupos. En los últimos meses, 11 campesinos habrían sido asesinados en el curso de estos ataques. El 1 de marzo de 2002 un grupo paramilitar supuestamente respaldado por el ejército habría asaltado varias casas cercanas a La Galleta y secuestrado a cinco campesinos de la comunidad. Sus cuerpos con señales de tortura habrían sido hallados dos días después. El 17 de marzo del mismo año, otro campesino de la comunidad habría sido asesinado. Más recientemente, el 15 de julio de 2002, cuatro campesinos más habrían sido masacrados en el curso de un nuevo ataque paramilitar. Una de las víctimas, **Héctor de Jesús Ayala** habría sido secuestrado de su casa el 16 de julio de 2002. Su cadáver con marcas de tortura habría sido encontrado al día siguiente. Su familia habría abandonado “La Galleta” debido a las amenazas de muerte recibidas. Según han sido informados los Relatores Especiales, Héctor de Jesús Ayala era un testigo importante en unos procedimientos judiciales en los que estarían implicados miembros de las fuerzas armadas. Se formularon solicitudes para asegurar su protección; sin embargo, éstas fueron ignoradas.

89. El 19 de agosto de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a la situación de inseguridad en la que se encuentran las **comunidades de campesinos indígenas y afrocolombianas del río Naya**, que hace frontera entre los departamentos de Valle del Cauca y Cauca, y del río Yurumanguí, a raíz de los informes sobre ataques inminentes en la zona. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 6 de julio de 2002, en la carretera que une Guachicono y Bolívar, en el departamento de Cauca, los paramilitares habrían dado el alto a una furgoneta en la que viajaban varios habitantes de la zona. Los paramilitares habrían obligado a los pasajeros a bajar de la furgoneta y a ponerse de rodillas. Luego les habrían insultado y, mientras permanecían arrodillados, habrían jugado con ellos a la ruleta rusa, apuntándoles con un arma a la cabeza y declarando: “Las Autodefensas han llegado”. Asimismo, se informa que el 10 de julio, los paramilitares de las AUC habrían entrado en el municipio de La Vega, departamento de Cauca, y habrían escrito en las paredes: “Del Urabá al Cauca. Territorio AUC” y “Guerrillero que cojamos le volamos la cabeza”. A raíz de estas informaciones, se teme que los paramilitares con base en los departamentos de Valle del Cauca y Cauca se estarían preparando para atacar a las fuerzas de guerrilla y a la población civil de esta zona. Se informó de que la amenaza de ataque es, al parecer, tan inminente que, el 11 de julio, el Procurador de Derechos Humanos habría activado el sistema de “alerta temprana”, mediante el cual pide una respuesta inmediata de las autoridades del Estado. Este sistema sólo se activa cuando existe una amenaza clara contra los derechos humanos de la población.

90. El 19 de agosto de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a la situación de **Danilo Rueda y otros miembros de la ONG de derechos humanos Comisión Intercongregacional Justicia y Paz**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 9 de agosto de 2002, a las 5.15 de la tarde, se habría recibido una tarjeta de pésame en las oficinas de la Comisión Intercongregacional Justicia y Paz en Bogotá, en el cual se acusaba a Danilo Rueda de ser un colaborador de la guerrilla. Se informó de que el 22 y 30 de julio, Danilo Rueda habría recibido otras amenazas de muerte. Los Relatores Especiales recordaron que estas constantes amenazas de muerte suscitaban la preocupación por la seguridad de todos los trabajadores de la Comisión Intercongregacional Justicia y Paz.

91. El 23 de agosto de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a la situación de inseguridad y peligro en la que se encuentra la **comunidad de desplazados forzosos de Tulda, departamento de Valle del Cauca**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 13 y 14 de agosto de 2002, habría circulado por el municipio de Tulda una lista negra firmada por el Bloque Calima de las AUC. Se habrían colocado copias de la lista en lugares muy visibles del municipio, como comercios y apeaderos de autobús. La lista pedía una “limpieza social” y abogaba “por una Tulda sin parásitos”. Se informa de que entre el 14 y el 16 de agosto se habría dado muerte a ocho personas citadas en la lista. Estas amenazas habrían suscitado honda preocupación por la posibilidad de que se produjera en el municipio una incursión inminente de paramilitares supuestamente respaldados por el ejército. Aunque las autoridades locales habrían sido informadas de la situación, no habrían tomado hasta la fecha ninguna medida efectiva para proteger a la población civil.

92. El 29 de agosto de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a la situación de peligro en la que se encuentran los **miembros de sindicatos y organizaciones no gubernamentales de derechos humanos que actúan en el departamento de Risaralda**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 21 de agosto de 2002 se habría enviado por fax un folleto a las oficinas del Sindicato de Educadores de Risaralda (SER) firmado por el Bloque Cacique Calarcá de las AUC. El folleto instaba a una lista de personas miembros de la Central Unitaria de Trabajadores, del SER, del Sindicato de Trabajadores de las Empresas Públicas y del Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos, a abandonar la región en un plazo máximo de 15 días. De lo contrario, las unidades del Bloque Calarcá se verían obligadas a emprender acciones contra ellos.

93. El 9 de septiembre de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a la situación de peligro en la que se encuentran los **miembros del SINTRAEMCALI** a raíz de un atentado con explosivos perpetrado en uno de los lugares de reunión del sindicato en la ciudad de Cali, departamento de Valle del Cauca. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 3 de septiembre de 2002, hacia las 11 de la mañana, una bomba habría explotado en un edificio donde los sindicalistas de SINTRAEMCALI suelen reunirse en Cali. Se informó de que afortunadamente, en el momento de la explosión no había nadie en la zona. Este atentado podría estar relacionado

con la campaña llevada a cabo por SINTRAEMCALI contra la privatización de los servicios de electricidad, agua, alcantarillado y telecomunicaciones de Cali. Durante esta campaña, miembros de las fuerzas armadas y de otros sectores habrían acusado a miembros y simpatizantes de SINTRAEMCALI de tener vínculos con grupos armados de oposición en una "conspiración terrorista" para desestabilizar la ciudad. Por último, la Relatora Especial fue informada de que las fuerzas de seguridad del Estado habrían recibido una cinta en la que se mostraba a unos paramilitares manifestando su intención de perpetrar ataques contra **Alexandre López Maya**, representante en el Congreso y ex miembro de SINTRAEMCALI, **Luis Hernández**, presidente de SINTRAEMCALI, y otros miembros de la ejecutiva del sindicato.

94. El 12 de septiembre de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a la situación de peligro en la que se encuentran **Pablo Javier Arenales** y **Miguel Cifuentes**, así como **otros defensores de los derechos humanos y activistas políticos del departamento de Santander**. Se informó de que miembros de la ONG Corporación Regional para la Defensa de los Derechos Humanos (CREDHOS) habrían recibido información según la cual las AUC, grupo paramilitar respaldado por el ejército, estarían planeando matar a Pablo Javier Arenales, miembro de la junta de CREDHOS, y a Miguel Cifuentes, miembro de la junta de la Asociación Campesina del Valle del Río Cimitarra (ACVC) y miembro también de CREDHOS. Se supone que el objetivo de las AUC al llevar a cabo estos ataques sería desmantelar lo que consideran "organizaciones guerrilleras", tales como la CREDHOS. Desde finales de 2000, las AUC habrían mantenido una fuerte presencia en Barrancabermeja. Por consiguiente, la gravedad de estas amenazas y violaciones habría llevado a la CIDH a instar al Gobierno colombiano a que adopte medidas especiales de protección para todos los miembros de CREDHOS.

95. El 18 de septiembre de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a la situación de peligro general en la cual se encuentran los **trabajadores y sindicalistas de dos empresas regionales de electricidad y de energía de la capital del departamento de Arauca**, tras recibir información sobre presuntas amenazas de muerte realizadas por paramilitares en la región. Según la información recibida, el 11 de septiembre de 2002, las AUC habría amenazado a unos sindicalistas de la electricidad de la Empresa de Energía de Arauca (ENELAR ESP), acusándoles de comprometerse con grupos subversivos y declarándoles objetivos militares. Se informó también de que el 7 de julio, en una amenaza de muerte enviada a la empresa por correo electrónico, las AUC habrían amenazado a los empleados y a los miembros de la sección de Arauca del SINTRAELECOL diciendo: "Jefes, sindicalistas y algunos trabajadores: [...] se les advierte que tienen que renunciar de manera inmediata, de lo contrario deberán atenerse a las consecuencias".

96. El 8 de octubre de 2002, la Relatora Especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia informando que el 26 de septiembre de 2002, a la 1 de la tarde, dos hombres no identificados habrían entrado en la oficina de la

Defensoría del Pueblo Regional de Valle del Cauca y habrían insistido en conocer el paradero de **Martha Lucía Rentería**, defensora de los derechos humanos del municipio de Jamundí, departamento de Valle del Cauca. Como las personas de recepción no les habrían respondido, se habrían dirigido al escritorio de uno de los empleados y le habrían dicho en tono supuestamente amenazador: "no se preocupen que nosotros la encontraremos donde esté en el día de hoy". Estas amenazas estarían relacionadas con las actividades de Martha Lucía Rentería como defensora de los derechos humanos, puesto que ella habría denunciado que el 29 de septiembre del 2000 unas personas desconocidas ya habrían atentado contra su vida disparando contra ella después de que asistiera a una reunión.

97. El 29 de octubre de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a **Cristóbal Guamanga**, miembro del Sindicato de Pequeños y Medianos Agricultores del Cauca (SIMPEAGRIC). Según la información recibida, el 17 de octubre de 2002 dos hombres armados habrían llegado a la casa de Cristóbal Guamanga exigiendo conocer su paradero, afirmando: «lo andamos buscando». Al no encontrarlo en casa, habrían visitado las casas de otros miembros del sindicato, y en ellas lo habrían amenazado diciendo: "Cristóbal se salvó, pero no es por mucho tiempo". Los hombres habrían dejado amenazas de muerte por escrito contra Cristóbal Guamanga en las casas de sus colegas.

98. Según los informes, Cristóbal Guamanga habría sido uno de los organizadores de la huelga rural que tuvo lugar en Cauca el 16 de septiembre de 2002. Altos cargos de las fuerzas de seguridad y destacadas figuras políticas habrían calificado esta huelga de protesta organizada por la guerrilla. Las amenazas de muerte contra Cristóbal Guamanga hacen temer por la seguridad de otros activistas agrarios y sindicalistas del departamento de Cauca.

99. El 21 de noviembre de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos y la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, sus causas y consecuencias, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Colombia relativo a **Jackeline Rojas**, coordinadora de la Organización Femenina Popular (OFP) para el municipio de Cantagallo, departamento de Bolívar. En el caso de Jackeline Rojas, la Relatora Especial sobre ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias y la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, enviaron un llamamiento urgente a la atención del Gobierno el 13 de febrero de 2001. Según la información recibida, el 15 de noviembre de 2002 un funcionario local de Cantagallo habría advertido a Jackeline Rojas de que se la había declarado "objetivo militar". Al parecer, el funcionario habría dicho a Jackeline Rojas que los paramilitares que controlan el municipio consideraban a la OFP una amenaza. Más tarde, ese mismo funcionario habría dicho a otros miembros de la OFP que había podido persuadir a los paramilitares respaldados por el ejército de que no atacaran a Jackeline Rojas por el momento, pero que no podía garantizar que estuviera segura durante mucho tiempo. La OFP no habría revelado la identidad del funcionario, ya que éste les habría dicho que, si lo hacían, los matarían a él, a Jackeline Rojas y a las familias de ambos. Se teme que esta amenaza significa que otros miembros de la OFP pueden estar también en peligro.

Comunicaciones enviadas

100. El 2 de septiembre de 2002, la Relatora especial, junto con el Relator Especial sobre la tortura, mandó unas alegaciones al Gobierno de Colombia relativas a los casos siguientes:

101. Los relatores especiales han recibido información según la cual habrían tenido lugar incursiones paramilitares a finales de diciembre de 2001 en la región de Catatumbo, en el Departamento Norte de Santander. En el curso de dichas incursiones, la población civil de Marquetalia, municipio de Tibú, habría sido víctima del uso excesivo de la fuerza por parte de los paramilitares. De acuerdo con la información recibida, el 22 de diciembre de 2001, 14 personas, entre ellas **Marco Aurelio Jaimés** y **Rodolfo Forero**, habrían sido asesinadas por un grupo de paramilitares. El 28 de diciembre de 2001, los paramilitares habrían entrado en la aldea de La Paz, Comunidad de Filo Gringo, donde se habrían enfrentado con grupos guerrilleros. **Daniel Robles**, un campesino de la comunidad de 39 años, habría sido acusado de colaborar con la guerrilla y habría sido degollado por los paramilitares. Otro miembro de la comunidad, **Luis Albero Cano**, habría sido acuchillado en la cara por los paramilitares, que a continuación se lo habrían llevado como rehén. Muchos de los habitantes de La Paz habrían abandonado sus casas y huido a la jungla o a Cúcuta para evitar encontrarse de nuevo en medio de los enfrentamientos entre grupos paramilitares y guerrilleros. De acuerdo con la información recibida, al menos tres batallones de la V Brigada del Ejército se habrían encontrado en el área en el momento de los hechos. Sin embargo, estas unidades no habrían actuado para evitar las acciones de los paramilitares en la zona.

102. Los relatores especiales han recibido información según la cual indígenas de 17 comunidades indígenas de Florida, Pradera y Jamundí afiliados a la Organización Regional Indígena del Valle del Cauca (ORIVAC) serían objeto de frecuentes ataques por parte de efectivos de las fuerzas paramilitares de las AUC. Durante los ataques los indígenas habrían sido torturados y algunos asesinados. **Javier Noscué**, miembro de la comunidad de Granates, habría sido secuestrado por paramilitares pertenecientes a las AUC. Su cuerpo decapitado y con marcas de tortura habría sido encontrado el 3 de junio de 2002. El cuerpo de **Luis Eduardo Machín** habría sido encontrado el 4 de junio de 2002. A principios del mes de junio de 2002, los paramilitares de las AUC habrían interceptado a **Walter Quitumbo**, otro indígena, y le habrían marcado el cuerpo con un cuchillo y habrían asesinado a **Bertulfo Hincapié Machín**, operario de equipos de transmisión de la Base de La Diana, **Denis N.** (menor), una campesina del sector de Pueblo Nuevo, y **Ulcué**, una persona de Paz de la Cañitas a quien habrían secuestrado y matado en la vereda de Pueblo Nuevo. Unos meses antes, el 23 de enero de 2002, **Henry Troche** y **Carlos Itimo**, dos indígenas de la zona rural de Florida, habrían sido secuestrados junto a seis otras personas por miembros de las AUC. Los cuerpos de los ocho individuos habrían aparecido el día siguiente. El 20 de enero del mismo año, **Ferney Trochez Labio** y **Juan Carlos Ipia**, de 20 y 24 años de edad respectivamente, habrían sido retenidos por las fuerzas paramilitares que instalaron un retén en la vereda de El Líbano, cerca del corregimiento de la Florida y en la vía que conduce a Miranda. Unos días más tarde, habrían sido hallados los cuerpos de los dos jóvenes con signos de tortura. El 19 de enero de 2002, aproximadamente 200

paramilitares de las AUC habrían hecho una incursión en el corregimiento La Diana, Municipio de Florida, paralizado las actividades de los pobladores y disparado contra el colegio indígena de Cajones, destruyendo las instalaciones e intimidando a los estudiantes. **Diego Fernando Pinzón** y **Jesús Arvey Diache Dagua**, dos habitantes de El Caserío, habrían sido asesinados por los paramilitares delante de todos los pobladores. Más tarde, los miembros de las AUC se habrían dirigido hacia las veredas La Cumbre, San Joaquín, El Líbano, Agua Azul y Párraga, municipio de Florida, donde habrían matado a **Everardo Jesús Alavarez Millar Montoya** y otro poblador todavía no identificado. Del mismo modo, el 16 de enero de 2002, varios efectivos de las AUC habrían irrumpido en el Instituto Departamental de Educación Básica Indígena Comunitaria y Complementaria (IDEBIC), en el corregimiento La Diana, destrozado las instalaciones y disparado indiscriminadamente contra los estudiantes. Los más jóvenes habrían sido objeto de intimidación e interrogatorios acerca de las supuestas actividades guerrilleras de los más mayores. El año anterior, **Misael Cheta Cety**, de 30 años, encargado como Gobernador del Resguardo Indígena Cristal Paéz desde que su antecesor fuera supuestamente asesinado 45 días antes, habría fallecido de un tiro a la cabeza el 5 de agosto de 2001. Según han sido informados los Relatores Especiales, habría sido atacado en el municipio de Florida por un grupo de hombres que portaban brazaletes alusivos a las AUC. Su mujer, **Nancy Tez García**, profesora en la Escuela Rural Indígena de los Pinos en Pradera, habría sido asesinada durante el mismo incidente.

103. El 18 de septiembre de 2002, la Relatora Especial mandó unas alegaciones al Gobierno de Colombia relativas a los casos siguientes:

104. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 30 de marzo de 2002, unos paramilitares armados habrían parado un autobús que abastecía la comunidad de San José del Apartado y habrían secuestrado a uno de sus pasajeros, que logró escapar poco después. El 9 abril, se informa de que habrían matado a **Reynel de Jesús Alvarez**, conductor de dicho autobús en Tierra Amarilla, en las afueras de El Apartado. Los informes añaden que el 11 de abril otros dos conductores, **Osiel Montoya** y **Gonzalo Trejo**, que también abastecían la comunidad de San José del Apartado, habrían sido asesinados.

105. De acuerdo con las informaciones recibidas, **Rafael Jaimes Torra**, líder sindical de la USO, habría sido asesinado el 20 de marzo de 2002 en Barrancabermeja, departamento de Santander, a pesar de que recibía protección especial por parte del Ministerio del Interior.

106. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 15 de septiembre, el Bloque Tolima de las AUC habría invadido violentamente el Corregimiento de Frías a las 22 horas. Se informó de que habrían empezado a disparar indiscriminadamente contra un grupo de jóvenes que habrían logrado escaparse. Habrían continuado disparar dentro de la cafetería Murillo asesinando a **Olivo Delgado, Arley Gonzalez, Albeiro Baracaldo, Yesid Aros, Vicente Rodríguez, Hernán Miranda, Hoover Neir Miranda y John Navarete** e hiriendo a otras. Al salir de la cafetería Murillo, habrían lanzado una granada que habría destruido totalmente el edificio. Además, en el café El olivo, los paramilitares habrían ejecutado a **Rafael Jiménez, Mario Lino Aguirre, el trabajador conocido como El Costeño, Cecilia Cortés, Pedro Urrego, Alduver Triana y Marcelino Aguirre**, y habrían

secuestrado a Alduver Triana y Marcolino Aguirre, cuyos cadáveres habrían sido encontrado con signos de tortura al día siguiente.

107. De acuerdo con las informaciones recibidas, **Yolanda Paterni Negrete**, fiscal especializada, habría sido ejecutado el 29 de agosto de 2001. Se supone que este asesinato estaría relacionado con la investigación penal que llevaba a cabo Yolanda Paterni sobre la masacre de Chengue por un grupo de paramilitares el 17 de enero de 2001 durante el cual fallecieron unos 24 campesinos.

108. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 7 de septiembre de 2001, a las 16.30 en el Mercado de Quibdo (Chocó), el indígena **Rumaldo Rojas Isarama** habría sido obligado a subir a un taxi mientras se dirigía con su esposa, hijos y hermana a la oficina de la organización indígena Orewa. El cuerpo de Rumaldo Rojas habría sido encontrado al día siguiente cerca del puente Cabí donde el conductor del coche habría sido capturado.

109. Asimismo, el 16 de agosto el indígena **Enrique Oki Guarabato** habría sido encontrado muerto en El Piñal. Por último, el cuerpo del indígena rivera **Viscuña Velásquez**, gobernador de la comunidad de Gégora, municipio de Lloró (Chocó), habría sido encontrado en el mismo sitio de El Piñal el 23 de agosto de 2001. Se han recibido informaciones de que las autoridades del municipio de Lloró estarían señalando a las comunidades indígenas como auxiliadoras de la guerrilla. Además, de acuerdo con las informaciones recibidas, miembros de la policía estarían hostigando a los indígenas que se trasladan a Lloró a realizar gestiones personales y comunitarias.

110. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 12 de septiembre de 2001 a las 8 de la mañana, unos 150 hombres fuertemente armados, que llevarían prendas de uso privativo del Ejército Nacional y se habrían identificado como miembros de las autodefensas unidas de Colombia, habrían entrado en la comunidad de Puerto Lleras. Habrían sacado de sus casas a los campesinos **Segundo Salinas, César Chavero y Rubén Rentería**, que habrían sido acusados de pertenecer a la guerrilla. Se informa de que habrían sido asesinados con garrotes, piedras y heridas de cuchillo y machete en la cabeza.

111. El mismo día, a las 9.30 de la mañana, unos paramilitares habrían efectuado una incursión en la comunidad de Pueblo Nuevo disparando con fusiles y granadas. Habrían asesinado a **Inés Blandón**, que estaba embarazada, mientras lavaba ropa en el río. Se informó de que cuando los paramilitares habrían abandonado el lugar, habrían ordenado a la población que se fuera de la comunidad, ya que era un “territorio de disputa”.

112. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 2 de octubre de 2001, un grupo de paramilitares habría torturado, asesinado y exhibido ante sus familiares al ex concejal **José Nibardo Bello** en su casa en la Vereda de Garrapatal, en el municipio de la Palma. Se informó de que los paramilitares habrían acusado a José Nibardo Bello de pertenecer a grupos insurgentes y habrían amenazado a los habitantes de la Vereda, exigiendo que abandonaran sus tierras y sus casas. Además, se informó de que el 6 de octubre de 2001, siempre en el jurado, unos paramilitares habrían llevado a una playa a **José del Transito Pino**, donde le habrían asesinado de tres disparos.

113. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 4 de octubre de 2001, un grupo de paramilitares vestidos de uniformes militares y pertenecientes a las AUC habrían invadido Puerto Lajas. Habrían destruido unas casas y habrían reunido a la población en la Plaza Mayor. Se informó que habrían secuestrado a **unas 50 personas, incluidas seis niños**, entre los cuales algunas habrían sido ejecutadas, destrozadas y echadas en el río Catatumbo.

114. El 3 de octubre de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó una alegación al Gobierno de Colombia relativa a los casos siguientes:

115. El 11 de julio de 2002, **Ángela Yesenia Bríñez**, personera de Roncesvalles, departamento de Tolima, se habría encontrado viajando en un autobús cuando dos desconocidos habrían interceptado y abordado el vehículo y la habrían obligado a bajar junto con su acompañante. Los desconocidos habrían disparado reiteradas veces contra Ángela Yesenia Bríñez. Esta habría muerto en un punto de la carretera entre los municipios de Rovira y San Antonio, departamento de Tolima.

116. El 26 de agosto de 2002, habría sido asesinado **José Joaquín Hernández García**, quien se desempeñaba como personero del municipio de Cabrera, departamento de Cundinamarca. Según la información proporcionada, José Joaquín Hernández García habría acudido al Ministerio del Interior a solicitar protección por las amenazas que venía recibiendo en el contexto de sus actividades como personero. Sin embargo, según esta información, no habrían sido tomadas las medidas necesarias para garantizar su vida.

117. El 3 de septiembre de 2002, **Oswaldo Moreno Ibague**, líder del Comité Cívico por los Derechos Humanos del Meta en la zona del Alto Ariari, habría sido asesinado. Según la información recibida, Oswaldo Moreno Ibague habría sido interceptado, mientras salía de su domicilio, por cuatro desconocidos que viajaban en motos y que le habrían infligido 15 impactos de bala.

118. **Diofanol Sierra Vargas**, miembro activo y profesor en la Organización Femenina Popular de Barrancabermeja, Magdalena Medio, habría sido asesinado. Según las informaciones, el 8 de abril de 2002 un grupo de cuatro presuntos paramilitares le habrían sacado de su casa y le habrían disparado dos veces, dejándolo muerto en el barrio Nueva Esperanza. Así mismo se informó de que este presunto asesinato se produjo en el contexto del continuo hostigamiento del que serían víctimas los integrantes de la Organización Femenina Popular.

119. El 5 de febrero de 2002, **Luis Castro**, miembro de Asociación de Ocupantes de Hecho de La Reliquia (ASPROVIVIR), comunidad de desplazados internos de la Reliquia, Villavicencio, Departamento de Meta, habría sido asesinado por dos hombres armados. Según las informaciones recibidas, Luis Castro habría estado luchando por el esclarecimiento de la muerte de Evert Encizo Sandoval, miembro del Comité de Impulso de la Asamblea por la Paz de Meta, quien habría sido asesinado en agosto de 2001. Según las mismas, el 6 de febrero de 2002 unos desconocidos habrían circulado una lista

amenazando de muerte a varios miembros de ASPROVIVIR, donde habría figurado el nombre de Luis Castro.

120. De acuerdo con la información recibida, el 12 de abril de 2002 habrían sido asesinados **Hernán Ortiz Parra**, Vicepresidente de los Educadores Unidos de Caldas (Educal) y miembro del Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos de Caldas, junto con **José Robeiro Pineda Galeano**, colaborador con la mensajería de varios sindicatos de Caldas, que le acompañaba. Según la información proporcionada, ambos hombres se encontraban en un restaurante cuando dos sicarios entraron y les dispararon indiscriminadamente.

121. El 21 de marzo 2002 **Rafael Jaimes**, dirigente de USO, habría sido asesinado violentamente por desconocidos en Barrancabermeja.

122. También se recibieron informes relativos al presunto asesinato de **Aury Sara Marrugo**, Presidente de la Subdirectiva de la USO, seccional Cartagena, y su escolta Enrique Arellano Torres, el 5 de diciembre de 2001. Aury Sara Marrugo se encontraba secuestrado desde el 30 de noviembre de 2001. Su secuestro habría sido reivindicado por las AUC.

123. Se recibieron informes sobre el presunto asesinato de **Jairo Balvuela**, Fiscal del Sindicato de Trabajadores y Empleados de Servicios Públicos Autónomos e Institutos Descentralizados de Colombia (SINTRAEMSDES) de la subdirectiva de Buga, departamento del Valle del Cauca. Según los informes recibidos, Jairo Balvuela habría sido asesinado el 10 de octubre de 2001 junto con **Ramón Antonio Jaramillo**, quien, según las informaciones recibidas, habría sido ex directivo de la misma subdirectiva y se había jubilado hacía dos meses de las empresas municipales de Buga del Valle del Cauca.

124. El 3 de octubre de 2001 habría sido asesinada **Ana Ruby Orrego** en el municipio de Yotoco, departamento del Valle de Cauca. Ana Ruby Orrego habría sido docente afiliada al Sindicato Único de Trabajadores de la Educación del Valle (SUTEV). También fueron reportados los presuntos asesinatos de Jorge Iván Rivera Marique, activista de la USO, el 10 de octubre de 2001 en el Municipio de Pereira, departamento de Risaralda. En la misma fecha, habría sido asesinado Cervando Lerma, otro activista de la USO en la ciudad de Barrancabermeja.

125. El 29 de agosto de 2001 también habría sido asesinado el ex docente **Jorge Freite Romero** cerca de Barranquilla, departamento del Atlántico. Habría participado en una protesta que duró 22 días. Según informes recibidos, Jorge Freite Romero estaba afiliado a la Asociación de Jubilados de la Universidad del Atlántico (ASOJUA) y se habría destacado por su labor sindical y la defensa de los derechos humanos. El 30 de agosto de 2001 habría sido asesinado **Miguel Chávez**, en la vereda Playa Rica del Municipio de Tambo, Departamento de Cauca. Según la información recibida habría sido miembro de la Junta Directiva de la Seccional Tambo de la Asociación Nacional de Trabajadores y Empleados de Hospitales, Clínicas, Consultorios y Entidades dedicadas a procurar la Salud de la Comunidad (ANTHOC).

Comunicaciones recibidas

126. En esta sección figuran las respuestas recibidas del Gobierno de Colombia a los llamamientos urgentes y a las cartas de alegación relativas a denuncias de violaciones del derecho a la vida que la Relatora Especial transmitió durante el período que se informa.

127. Con relación al presunto homicidio de **Armando Achito Lubiasa**, el Gobierno informó de que la autopsia realizada reveló que la muerte se debió a paro cardiorrespiratorio. Se abrió una investigación el 21 de mayo de 2001 adelantada por la unidad nacional de derechos humanos de la Fiscalía General de la Nación. Hasta el momento no se ha podido identificar plenamente al autor del homicidio de Armando Achito Lubiasa. Por consiguiente, no se ha impuesto sanción alguna.

128. Con relación a la muerte de **Francisco José Ayazo Gómez**, el Gobierno informó de que como no hubo denuncia, la investigación se inició de oficio. La autopsia reveló que la muerte fue a consecuencia de laceración encefálica por proyectil de arma de fuego. No se ha logrado la identificación ni la individualización de los presuntos autores del hecho.

129. Con relación a los homicidios de **Neffe de Jesús Mindiola Millian, Odín Rafael Ochoa Atencio, Alvaro Romero Cáceres, Manual Enrique Gil Alberto, Edilmer Mindiola Millian, y Ever José Millian Mendoza**, el Gobierno informó de que fueron detenidos en un retén ilegal por las AUC el 12 de enero de 2001 en el municipio de San Juan del Cesar, donde fueron asesinados. Se realizaron unas autopsias que revelaron que fallecieron por herida en cráneo por proyectil de arma de fuego. El padre de Edilmer Mindiola Millian presentó una denuncia remitida a la fiscal seccional 001. La Fiscalía General de la Nación está encargada de la investigación penal. Todavía no se ha logrado la individualización de los autores o partícipes de los hechos punibles. Sin embargo, la policía judicial llegó a la conclusión de que la masacre fue perpetrada por el grupo Autodefensas Unidas de Colombia.

130. Con relación a los homicidios de **cinco personas sin identificar** por diez hombres armados presuntos miembros de las AUC en el corregimiento de Sardinata del municipio de Bucarasica, la investigación llevada a cabo por la Fiscalía General de la Nación identificó a Andelfo Lazaro Riveros, José Hernán Mejía Mejía, María Fernanda Carreño Estupiñán, y Alirio Roperio Galván. Según reveló la autopsia, estas fallecieron por herida con arma de fuego en el cráneo. El Gobierno informó de que, una vez recaudada la prueba que se consideró pertinente, se ordenó la suspensión de la investigación por no encontrarse prueba que permitiera establecer la individualización e identificación de los autores del hecho. Teniendo en cuenta la situación actual del país y la zona donde se ejecutaron los actos investigados, es difícil establecer la autoría de los mismos en ausencia de colaboración de los pobladores por el temor a represalias.

131. Con relación a la masacre de **Alex Salgado Tapias, Ovier Alfonso Salgado Tapias, Haner Salgado Tapias, Iván Mercado Barrios, Santiago Silvestre Molina**

Gómez, Diana Luz Morales Martínez, Ángel Rafael Pacheco Montero, Luis Enrique Martínez Parajo, Orlando José Yance Rivero, y Ledys Cecilia Contreras con arma de largo alcance el 13 de enero de 2002 en Valledupar, el Gobierno informó de que no se presentó denuncia. La Fiscalía General de la Nación está encargada de la investigación. Sin embargo, no se han identificado los autores de los hechos.

132. Con relación a los homicidios de **cinco personas sin identificar** el 29 de enero de 2001 en Santander de Quilichao, Cauca, el Gobierno informó de que la Fiscalía General de la Nación está encargada de la investigación. Se supone que las AUC son responsables de los homicidios. Sin embargo, no fue posible obtener colaboración de las personas que residen en el barrio donde ocurrieron los hechos.

133. Con respecto a los homicidios de **José Elfides Carabali Sandoval, Asnoraldó Carabali Sandoval y Ramiro Sandoval Mina** el 31 de enero de 2001 en Santander de Quilichao, Cauca, el Gobierno informó de que la Fiscalía General de la Nación está encargada de la investigación. La policía judicial asegura que no tiene conocimiento acerca de los autores de los hechos, pero por el *modus operandi* se supone que los hechos pudieron haber sido ejecutados por miembros de las AUC.

134. Con relación a los homicidios de **Julián Herrera Torres, Wilson Miranda Martinaz, Senén Miranda Victo, Manuel Valdez Fruto, y Luis Felipe Tejedor** el 3 de febrero de 2001 en San Basilio de Palenque, Mahates, departamento de Bolívar, el Gobierno informó de que la investigación está llevada a cabo por la Fiscalía General de la Nación. Aún no se ha identificado al presunto autor de los homicidios. Según el Gobierno, los habitantes no quieren colaborar, ni suministrar información que conduzca a la identificación de los autores del hecho. La policía judicial tuvo que suspender el desplazamiento por cuanto la situación de orden público en esa región no brindaba las garantías necesarias para tal fin.

135. Con relación al homicidio de **Iván Villamizar Luciani**, asesinado en Cucuta el 12 de febrero de 2001, el Gobierno informó de que se ha identificado a los presuntos autores materiales del hecho. Una persona fue detenida y puesta a disposición de la Fiscalía General de la Nación encargada de la investigación. Según el Gobierno, la muerte de Ivan Villamizar Luciani pudo haberse producido como consecuencia de las denuncias que formuló por violación de los derechos fundamentales de habitantes de los municipios de La Gabarra y Tibú cuando se desempeñó como defensor del pueblo del departamento de Norte de Santander. Además se supone que los responsables del homicidio podrían ser las AUC.

136. Con relación al asesinato de **Wilson Ramírez Viáfara, José Félix Bolaños Muñoz, Víctor Raúl Vargas Calambás y John Fredy Toro Toro** el 18 de febrero de 2001 en Miranda, Cauca, el Gobierno informó de que no se ha presentado denuncia. La investigación está llevada a cabo por la Fiscalía General de la Nación: varios testigos han declarado que los autores de los hechos se identificaron como integrantes de las AUC.

137. Con relación al homicidio de **Iván Darío Toro Cano, José Humberto Toro Cano y Raúl Antonio Osorio Hernández** el 18 de febrero de 2001 en Miranda, Cauca, el

Gobierno informó de que se les señaló como presuntos colaboradores de las AUC, lo que determinó su muerte. La investigación está llevada a cabo por la Fiscalía General de la Nación. Los autores de los homicidios serían integrantes del VI Frente de las FARC.

138. Con relación al homicidio de **Luis Ramón Veloza Bermudez, Edilberto Santiago Navarro, Fabio el Llanero, y una persona sin identificar** el 19 de febrero de 2001 en El Tarra, Catatumbo, Norte de Santander, el Gobierno informó que no se presentó ninguna denuncia. La zona en la cual ocurrieron los hechos es una zona de alto riesgo por la presencia de grupos insurgentes, lo que dificulta la labor de los agentes investigadores. La investigación está llevada a cabo por la Fiscalía General de la Nación, pero hasta el momento no se ha identificado al autor de los homicidios. Además, ante el peligro en esta zona rural, no se pudo desplazar hasta el lugar con el fin de indagar con las distintas personas posibles conocedoras de los hechos.

139. Con relación al homicidio de **Balbino Pedro Antonio Contreras Jaimes, José Fredy Daza, Luz Dary Silva Umaña, Sarcha Sabrina Carreño Buenahora, Wolman Alberto Marquez, Carlos Alberto Rodríguez Gafaro y Héctor Uriel Calderón Acevedo**, el 22 de febrero de 2001, en Cucuta en el Norte de Santander, el Gobierno informó de que la fiscalía especializada segunda de terrorismo está encargada de la investigación. Sin embargo, no se han identificado los autores ni el motivo de los hechos.

140. Con relación al asesinato de **Milton Luprecio Salamanca Fernández, Edagar Danilo Salamanca Fernández, Ricardo Castro Chávez, Liller Loba Vásquez, Luis Mina Valencia y David Balanta Mera** el 23 de febrero de 2001 en el Crucero del Palo, Caloto, Cauca, el Gobierno informó que no se ha presentado ninguna denuncia. La investigación está llevada a cabo por la Fiscalía General de la Nación, si bien esta no ha identificado los autores de los hechos. Se presume que son integrantes de las AUC, puesto que en el lugar del homicidio, dejaron pintados letreros alusivos a dicho grupo. También se encontró un brazalete con las siglas de las AUC.

141. Con relación al asesinato de **Orlando Uribe Arciniegas, y Julio Mario Suárez Contreras** el 23 de febrero de 2001 en el corregimiento la Parada, Cucuta, el Gobierno informó de que no se presentó ninguna denuncia. La investigación está llevada a cabo por la Fiscalía General de la Nación. Todavía no se ha identificado a los autores de los hechos.

142. Con relación al asesinato de **cuatro personas sin identificar** el 25 de febrero de 2001 en Santander de Quilichao, Cauca, el Gobierno informó de que no se ha presentado ninguna denuncia. La investigación está siendo llevada a cabo por la Fiscalía General de la Nación. Todavía no se ha identificado al autor del homicidio. Sin embargo, se supone que el asesinato fue realizado por integrantes de las AUC.

143. Con relación al asesinato de **Carlos Armando Plata Jaimes e Israel Guerrero Gómez** el 16 de marzo de 2001 en Barrancabermeja, el Gobierno informó de que no se ha presentado ninguna denuncia. La investigación está siendo llevada a cabo por la fiscalía segunda delegada ante jueces penales del circuito de Barrancabermeja. Hasta el momento, no se ha identificado a los responsables de la muerte de las personas arriba mencionadas.

144. Con relación al asesinato de **Arturo López Ramos, Carlos Manuel Alfaro Fonseca, Justo Montenegro Llanos, y Carlos Bolaño Lozano** el 20 de abril 2001 en la Finca de Palo Alto, Corregimiento de Sevilla, Magdalena, el Gobierno informó de que no se ha presentado ninguna denuncia. La investigación está asignada a la Fiscalía General de la Nación. A pesar de que aún no se ha determinado los autores del homicidio, las labores investigativas señalan que es obra de los grupos de autodefensas ilegales denominados paramilitares.

145. Con relación al asesinato de ocho personas sin identificar el 21 de abril de 2001 en **Vereda Vergel**, Antioquia, el Gobierno informó de que la investigación fue iniciada de oficio por la unidad seccional de fiscalías. La investigación penal por estos hechos se encuentra asignada a la fiscalía 59 seccional de El Santuario, Antioquia, por competencia territorial. No ha sido posible la individualización de los presuntos miembros de las autodefensas paramilitares que llevaron a cabo el hecho.

146. Con relación al asesinato de **Francisco Isaías Cifuentes y Leider María Fernández** en Popayán el 26 de abril de 2001, el Gobierno informó de que la investigación fue iniciada de oficio por la fiscalía 03 de la unidad de reacción inmediata de Popayán, y fue luego encomendada a la Fiscalía General de la nación. No ha sido posible individualizar a los tres autores de los hechos aunque hay indicios de que se trata de integrantes de las AUC. Se informó de que el comité especial de amenazados del Cauca concedió la calidad de docente amenazado a Francisco Cifuentes Becoche, en su condición de docente directivo de la escuela de la vereda Michincal, corregimiento el Carmelo del municipio de Cajibío, y se solicitó su reubicación.

147. Con relación al homicidio de **Carlos Eliecer Prado** el 21 de abril de 2001 en Cali, departamento del Valle del Cauca, la esposa del difunto ha informado que éste no había sido objeto de ninguna clase de amenaza, motivo por el cual desconoce el móvil del crimen. Por otra parte, la investigación no ha determinado cual fue el móvil del homicidio puesto que no se puede afirmar que su muerte haya sido consecuencia de sus actividades sindicalistas y que los autores del mismo tengan relación con grupos paramilitares.

148. Con relación al asesinato de **Gonzalo Zárate y Humaberto Zárate** el 6 de junio de 2001 en Villavicencio, departamento del Meta, el Gobierno informó que la investigación criminal está asignada a la fiscalía general de la Nación. Aún no ha sido posible identificar los autores del asesinato.

149. Con relación al homicidio de **Manuel Enrique Charris Ariza** el 11 de junio de 2001 en Soledad, Atlántico, el Gobierno informó de que la esposa del difunto, Eulalia Contreras Ortiz, afirmó que fueron víctimas de un robo a mano armada durante el cual los agresores dispararon a su marido, que falleció inmediatamente. Uno de los presuntos autores del hecho se encuentra detenido con medida de aseguramiento. La esposa de la víctima se constituyó en parte civil mediante apoderado judicial, con lo cual se da comienzo a una eventual indemnización por los autores.

150. Con relación al homicidio de **Jesús Antonio Granada Trujillo, Rodrigo Gómez Gómez, Fabián Monsalve Pérez, Julio Armando Pérez, Julio Armando Macías Ceballos, Iván Antonio Zapata, Orlando de Jesús Granda Rojas, Alfonso Ospina y Luis Alberto Taborda**, el 3 de enero de 2001 en Yolombo, Antioquia, el Gobierno informó de que la investigación está a cargo de la Fiscalía General de la Nación. Aún no se conoce la identidad de los autores del homicidio, ya que la investigación se encuentra en estados de previas.

151. Con relación al homicidio de **Óscar Hernando Contreras Morales, Tiberio Pamplona Quintero, Francisco Javier Vélez, Tarsicio Osorno Castaño, José Arley Aristizábal, Jaime Osorno Castaño, José Gomez, Adolfo Gómez, Argemiro Aristizábal, Gonzalo de Jesús García, Óscar Hernán Quinchia Morales, Héctor Juan Quinchia, Jorger Eliecer Quinchia, Óscar Martínez y Ebilberto Botero** el 5 de enero de 2001 en el Peñol, Antioquia, el Gobierno informó de que la investigación está a cargo de la Fiscalía General de la Nación. Aún no se conoce la identidad de los autores del homicidio ya que la investigación se encuentra en estados de previas.

152. Con relación al homicidio de **Francisco José Ayazo Gómez** el 5 de enero de 2001 en Montería, Córdoba, el Gobierno solamente informó de que la causa de la muerte fue por heridas causadas por arma de fuego.

153. Con relación al asesinato de **Eiro de Jesús Duque García, Francisco Antonio Duque García, Jesús Hernando Duque García, Orlando Jesús Giraldo Alboleda y Luis Eduardo Pérez Gallego**, el Gobierno informó de que aún no se conoce la identidad de los responsables del homicidio, puesto que la investigación se encuentra en estado de previas.

154. Con relación al asesinato de **José Luis Guete Montero** el 24 de enero de 2001 en Ciénaga, Magdalena, el Gobierno informó de que el 25 de enero de 2001, agentes de la policía nacional capturaron a Harold Jhony Blanco Gámez, quien sería responsable del homicidio y miembro de las AUC.

155. Con relación al homicidio de **Alfonso Valencia, Carlos Arley Vidal Chamorro, Orlando Lalinde Lasso, Óscar Eduardo Sánchez Pechene, Fernando Sánchez Vidal, y José Fernando Guzmán** el 29 de enero de 2001, el Gobierno informó de que no se ha impuesto sanción disciplinaria debido a que las diligencias se encuentran en etapa de indagación a fin de establecer si está comprometida la conducta de servidor público alguno.

156. Con relación al homicidio de **Olmar Alonso Gaviria Gaviria, Humberto de Jesús Vanegas Quintero, Fabio Alberto Carmona Acevedo, y José Alberto Cataño Acevedo** el 6 de febrero de 2001, el Gobierno informó de que aún no se conoce la identidad de los responsables del asesinato, puesto que la investigación se encuentra en estado de previas.

157. Con relación al asesinato de **Julián Herrera Torres, Wilson Miranda Martínez, Senén Miranda Víctor, Manuel Valdez Fruto, y Luis Felipe Tejedor Cassiani** el 3 de febrero de 2001, en San Basilio de Palenque, Mahates, departamento de Bolívar, el Gobierno informó que no se inició indagación disciplinaria conforme a lo previsto en el

Código Único Disciplinario y que tampoco se ha impuesto sanción porque a la fecha no existe indicio sobre participación de funcionarios públicos.

158. Con relación al homicidio de **Roger Abad Gil Naranjo, Lino de Jesús Quintana Guzmán, y Jesús María Quiceno López**, el Gobierno informó de que no se conoce la identidad de los autores del asesinato puesto que la investigación se encuentra en estado de previas.

159. Con relación al asesinato de **Rafael Atencia Miranda** el 18 de marzo de 2001 en Barrancabermeja, el Gobierno informó de que la investigación criminal está a cargo de la Fiscalía General de la Nación y que no se conoce la identidad de los autores del asesinato puesto que la investigación se encuentra en estado de previas.

160. Con relación al asesinato de **Juan Rodrigo Suarez Mira** el 21 de marzo de 2001 en Medellín, Antioquia, el Gobierno informó de que la investigación criminal está a cargo de la Fiscalía General de la Nación y que no se conoce la identidad de los autores del asesinato puesto que la investigación se encuentra en estado de previas.

161. Con relación al homicidio de **Jaime Pachano** el 23 de marzo de 2001, el Gobierno informó de que la unidad de reacción inmediata de la fiscalía de Barrancabermeja no ha realizado ningún levantamiento con el nombre de Jaime Pachano. El Gobierno solicitó a los denunciantes mayor información al respecto con el fin de continuar con las averiguaciones.

162. Con relación al homicidio de **Ciro Arias Blanco** el 24 de marzo de 2001, el Gobierno informó de que la investigación criminal está a cargo de la Fiscalía General de la Nación y que no se conoce la identidad de los autores del asesinato puesto que la investigación se encuentra en estado de previas.

163. Con relación a la masacre de **Aponza Henry Omar, Arias Agudelo Humberto, Cabrera José Orlando, Casos Guetio Wilson, Castañeda Rolando, Delgao Esteban, Dizu Dagua Blanca Flor, Guetio Guetio Evelio, Ipia Gladys Lucia, León Trujillo Guillermo, Mina Carabali José Muriel, Osorio López Gonzalo, Pilcue Cayetano, Ramos Ipia Antonio Jesús, Rivera William, Serna Quina Alexander, Suarez Daniel y Valencia Jorge** en Alto Naya, Buenaventura, departamento del Valle del Cauca, el Gobierno informó de que el número de personas muertas como resultado de la incursión armado es menor que el indicado. La investigación está a cargo de la Fiscalía General de la Nación. El crimen se atribuye a la AUC. Se informó de que 62 de sus miembros que aparentemente participaron en la masacre fueron capturados en Bajo Naya en abril de 2001.

164. Con relación al homicidio de **Humberto Contreras Serrano** el 24 de abril de 2001 en Soledad, Atlántico, el Gobierno informó de que el fiscal primero de la unidad de reacción inmediata de Barranquilla determinó cuál fue el autor del homicidio.

165. Con relación al homicidio de **Jesús Santamaria Gómez, Arley Castro, Julia Andrea Pérez, y Victoria Henao Vallejo**, el 26 de abril de 2001 en el Peñol, Antioquia, el

Gobierno informó de que la investigación está a cargo de la Fiscalía General de la Nación. Todavía no se ha identificado los autores del homicidio.

166. Con relación al asesinato de **Flavio Iván Bedoya Sarria** el 27 de abril de 2001 en Tumaco, Nariño, el Gobierno informó de que no es posible afirmar que el Sr. Bedoya haya sido asesinado por cuatro hombres armados y que su muerte esté relacionada con un reportaje que él publicó el 4 de abril de 2001 sobre la incursión a finales de marzo de 2001 de las AUC en el Corregimiento de Llorente, puesto que estos móviles aún son materia de investigación que se encuentra bajo la coordinación de la fiscalía de derechos humanos de la ciudad de Bogotá.

167. Con relación al homicidio de **Laureano Sierra** el 27 de mayo de 2001 en el parque nacional de Katios, el Gobierno informó de que su esposa instauró denuncia manifestando que el difunto había recibido amenazas por parte de dos personas que trabajaban con él y que eran miembros de un grupo de autodefensas que delinque en la región de Urabá. La investigación está a cargo de la Fiscalía General de la Nación.

168. Con relación al homicidio de **Carlos Enrique Castaño Marín, Raúl Antonio Murillo Marín, Carlos Ariel Ocampo Ceballos, Óscar de Jesús Cardona Marín, Ignacio de Jesús Giraldo Henao, María Fátima Giraldo Henao, David Murillo Marín y Rodrigo Albeiro Suárez Murillo** el 31 de mayo de 2001 en Marinilla, Antioquia, el Gobierno informó de que la investigación criminal está a cargo de la Fiscalía General de la Nación y que no se conoce la identidad de los autores del asesinato puesto que la investigación se encuentra en estado de previas.

169. Por carta de fecha 9 de enero de 2002, el Gobierno de Colombia remitió información sobre las autopsias realizadas en relación con todos los casos arriba mencionados.

170. Con relación a la "**masacre de Mapiripan**", perpetrada el 15 de julio de 1997, en la que unas 30 personas fueron asesinadas por un grupo de hombres armados pertenecientes a las AUC y autodefensas campesinas de Córdoba y Uraba, el Gobierno informó de que la investigación está a cargo de la Fiscalía General de la Nación. De ella se desprende que los episodios delictivos sin duda son responsabilidad de las AUC, quienes contaron con la colaboración directa de algunos miembros de la fuerza pública, es decir el ejército nacional.

171. Con respecto a a las **amenazas de muerte contra la población civil de los municipios de Puerto Rondón y Cravo Norte** en el departamento de Arauca, el Gobierno informó de que se tomaron varias medidas con el fin de asegurar la seguridad de dicha población. Por ejemplo, informó de que la policía nacional convocó a todas las personas amenazadas a una reunión en la cual se les brindaron medidas protectivas de autoseguridad y autoprotección con lo que se pretendía minimizar el riesgo. Igualmente, se llevó a cabo un censo con el fin de ubicar las viviendas de los afectados e intensificar los patrullajes diurnos y nocturnos. Por último, se dieron instrucciones a las respectivas unidades del ejército nacional y de la policía nacional acantonadas en la zona para que tomen los dispositivos necesarios tendientes a prevenir cualquier ataque contra la población civil.

172. Con relación a las amenazas de muerte en contra del **colectivo de abogados José Alvear Restrepo**, el Gobierno informó de que está implementando las medidas cautelares otorgadas por la Comisión Interamericana de Derechos Humanos. La vicepresidencia de la República informó que elaboró un comunicado público rechazando las amenazas, ataques y otras formas de intimidación contra las ONG que trabajan en promoción y defensa de los derechos humanos. En igual sentido, se pronunció el Ministerio del Interior, al dar a conocer un comunicado público el 7 de junio del presente año, en el cual condena particularmente las acusaciones lanzadas contra el Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo y reitera su interés en fortalecer los mecanismos que permitan garantizar la vida, seguridad e integridad de los defensores de los derechos humanos.

173. El 29 de julio de 2002, el Gobierno de Colombia mandó información relativa a los casos siguientes:

174. Con respecto a la muerte de **Carlos Giovanni Blanco**, el Gobierno informó de que la investigación está a cargo de la Fiscalía General de la Nación.

175. En cuanto al homicidio de los sindicalistas **Luis Manuel Anaya Aguas, Luis López y Julián Rodríguez**, el Gobierno informó de que la Fiscalía General de la Nación está investigando el caso. Por otra parte, el Departamento Administrativo de Seguridad detuvo y suspendió a unos servidores públicos por el delito de rebelión.

176. En cuanto a las amenazas en contra de **Hernando Montoya**, se informó de que la Fiscalía General de la Nación está adelantado la investigación relativa a este caso.

177. Con relación a la **masacre en el corregimiento de Frías**, Falan, durante el cual unos campesinos fueron asesinados por las Autodefensas Campesinas de Magdalena Medio que les acusaron de ser integrantes del grupo Bolcheviques del Libano ENL, el Gobierno informó de que la seccional Tolima del Departamento Administrativo de Seguridad está tratando de identificar a los integrantes de las AUC a fin de judicializar y neutralizar las acciones en contra de la población civil.

178. Asimismo, el Gobierno informó relativo a las medidas que adoptó para garantizar la vida e integridad de las **comunidades de la cuenca del río Naya**. En este sentido, el Gobierno ha formulado un plan de acción para la atención integral de las comunidades de la Cuenca del río Naya que implementa las medidas cautelares decretadas por la CIDH.

179. En cuanto al homicidio de **Iván Villamizar** el 12 de febrero de 2001 en San José de Cúcuta, el Gobierno informó que la fiscalía general de la Nación está adelantado la investigación relativa a este caso.

180. En cuanto a amenazas de muerte en contra de **periodistas en Nariño**, el Gobierno informó de que la Fiscalía General de la Nación está adelantando la investigación.

181. Asimismo, el Gobierno informó de que desde el mes de octubre de 2001, **Carol Herver Bohórquez Ardila**, presidente de la subdirectiva de Caquetá de SINTRAELECOL se encuentra bajo la protección del programa de protección a dirigentes sindicales del ministerio del interior.

182. Respecto a las amenazas de muerte contra los periodistas **Carlos José Lajud, Carlos Pulgarín, Francisco Tulande, Alejandro Santos** y **César Mauricio Velásquez** el Gobierno informó que la fiscalía general de la Nación está investigando el delito de amenazas. Además, señaló que todos disfrutaban de medidas de protección por parte del Ministerio del Interior.

183. En cuanto a la situación de peligro en la que se encuentran las comunidades de **desplazados forzosos de Tulua**, departamento del Valle y los miembros de sindicatos y organizaciones no gubernamentales de derechos humanos que actúan en el departamento de Risaralda, el Gobierno informó de que ha transmitido el contenido de la comunicación a la Vicepresidencia de la República, el Ministerio del Interior, el Ministerio de Defensa Nacional, la Policía Nacional, el Departamento Administrativo de Seguridad, la Procuraduría General de la Nación, la Fiscalía General de la Nación y la Defensoría del Pueblo.

184. Con relación a las amenazas que siguen sufriendo los **miembros de la Comisión Intercongregacional Justicia y Paz**, el Gobierno informó de que la Procuraduría General de la Nación informó que dio traslado de las diligencias a la procuraduría delegada preventiva en materia de derechos humanos y asuntos étnicos con el fin que se adopten las medidas que se estimen pertinentes por parte de los miembros del comité de reglamentación y evaluación de riesgos.

185. En cuanto a la desaparición de **Ángela Irineo Díaz** y **Héctor Jaime Díaz Alavarez** en la ciudad de Santiago de Cali, el Gobierno informó de que no se encontró denuncia relacionada con su desaparición. Asimismo, la Policía Nacional informó que una vez conocidos los hechos se activó la búsqueda y localización de los esposos. Según el Gobierno, el 2 de julio de 2002, en el diario regional *El Liberal*, se publicó una noticia de dos cuerpos hallados en el sector de Rosas cuyas características podrían corresponder a los esposos Díaz Irineo.

186. Respecto a las amenazas proferidas en contra de **miembros de las organizaciones Compromiso, Asojuntas y Promopaz**, por parte de las AUC, el Gobierno informó que los estudios técnicos de los miembros de la ONG Promopaz determinaron que los evaluados no ameritan la asignación de escoltas y deben incrementar sus conductas autoprotectivas. Por otra parte, se está llevando a cabo una investigación que por medio de labores de inteligencia logrará la individualización de los autores de las amenazas. Por último, el Gobierno hizo un pronunciamiento público de rechazo a las amenazas y de respaldo a las actividades adelantadas por estas organizaciones, en un comunicado de prensa del 16 de mayo de 2002.

187. El 18 de octubre de 2002, el Gobierno de Colombia mandó información relativa a las medidas tomadas con relación a la **Corporación Regional de Defensa de los Derechos**

Humanos (CREDHOS), a los casos de **Carlos Giovany Blanco Leguizamo, Gearoid O. Loingsigh y Gudrun Chista Kern** —cooperantes extranjeros de SEMBRAR— y Kimy Pernia Domico. El Gobierno afirmó que, en cumplimiento de la política de promoción, respeto y garantía de los derechos humanos y de aplicación del derecho internacional humanitario, realiza innumerables esfuerzos, con el objeto de garantizar la vida e integridad de las personas y comunidades afectadas por la situación de violencia generalizada, en el marco del conflicto que vive Colombia.

188. Por carta de fecha 16 de octubre de 2002, el Gobierno de Colombia informó a la Relatora Especial de que ha recibido su comunicación del 7 de octubre de 2002, que ha remitido a las autoridades competentes. Sin embargo, según el Gobierno, el plazo otorgado por la Relatora Especial es insuficiente para tramitar la información requerida. El Gobierno informará oportunamente sobre las investigaciones que se adelantan relativas a estos casos.

189. El 28 de octubre de 2002, el Gobierno de Colombia proporcionó información relativa a la situación de los **trabajadores y sindicalistas de dos empresas regionales de electricidad y energía de la capital de Arauca**. De acuerdo con el Gobierno, el Ministerio de Relaciones Exteriores ha dado traslado del contenido de la comunicación de la Relatora Especial a la Vicepresidencia de la República, el Ministerio del Interior, el Ministerio de Defensa Nacional, la Policía Nacional, el Departamento Administrativo de seguridad, la Procuraduría General de la Nación, la Fiscalía General de la Nación y la Defensoría del pueblo con el fin de obtener protección y seguridad para las personas amenazadas y garantizar el ejercicio de sus funciones.

Costa Rica

190. El 25 de noviembre de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos y el Relator Especial sobre la venta de niños, la prostitución infantil y la utilización de niños en la pornografía, mandó un llamamiento urgente en relación con las amenazas de muerte y los actos de intimidación de los que serían víctimas miembros de la organización **Casa Alianza**. Se alegó que desde la apertura del juicio contra cinco presuntos miembros de la primera red de pedófilos en Internet que se ha desarticulado en Costa Rica, varios funcionarios de Casa Alianza habrían sido amenazados de muerte. Las amenazas se producirían debido al trabajo de investigación que la organización realizó sobre esta red y que habría conducido a la detención de los acusados. En particular se recibieron informes según los que un hombre desconocido habría llamado a la casa de **Rocío Rodríguez**, directora de la investigación realizada en la Oficina Regional de Casa Alianza para América Latina, y le habría dicho: "Si usted declara el jueves vamos a volarle la cabeza". Otro hombre habría llamado por teléfono a las oficinas de Casa Alianza gritando: "Muerte, muerte, muerte". Se reportó que el 22 de noviembre, cuando Rocío Rodríguez salía de su casa, acompañada por dos guardias de seguridad privada, habría observado una camioneta sin placas y con las ventanillas tintadas estacionado en la acera enfrente de su casa. Al llegar a la oficina de Casa Alianza, habría recibido una llamada anónima diciendo: "Que bonita blusa verde tiene puesta hoy", dejándole saber que los presuntos autores de la

llamada la habrían seguido. En este contexto, se recibió información que indica que Rocío Rodríguez debía declarar ante el tribunal el mismo día en el que se habría producido este incidente. Se alega que la Corte negó la solicitud presentada para que el juicio se celebrara de forma privada con el fin de proteger la identidad de la funcionaria de Casa Alianza. También se recibieron informaciones según las que, durante el fin de semana del 16 y 17 de noviembre, un vehículo Hyundai de color café se habría detenido en la calle en donde vive Bruce Harris, director regional de Casa Alianza para América Latina. Dos hombres y una mujer habrían preguntado al guardia de la residencia de Bruce Harris y su familia. Se alega que las personas llevaban un mapa de la casa de Bruce Harris. También se informó de que el mismo vehículo habría estado estacionado fuera de la oficina de Casa Alianza el 12 de noviembre.

Cuba

Llamamiento urgente

191. El 2 de julio de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Cuba relativo a la situación del periodista **Carlos Alberto Domínguez**, periodista de la agencia Cuba-Verdad. De acuerdo con las informaciones recibidas, Carlos Alberto Domínguez habría sido detenido el 22 de febrero de 2002 después de haber participado en una misa en honor de un preso político cubano. Habría sido acusado por el ministerio público de desorden y mal comportamiento bajo los artículos 144 y 200-1 del Código Penal cubano. Estaría detenido en la cárcel de Valle Grande donde, según las informaciones recibidas, habría sido amenazado de muerte por un funcionario del Ministerio del Interior llamado Ricardo.

Comunicación recibida

192. Por carta de 5 de noviembre y 29 de agosto de 2002, el Gobierno de Cuba contestó al llamamiento urgente mandado por la Relatora Especial el 2 de julio de 2002 relativo a **Carlo Alberto Domínguez**. De acuerdo con el Gobierno, las alegaciones relativas al Sr. Dominguez serían falsas. Habría sido responsable de varios hechos constitutivos de delitos en el ordenamiento penal vigente y tomando en cuenta su premeditada reincidencia fue detenido en el penitenciario Valle Grande en La Habana; su detención no estuvo asociada con el ejercicio de la libertad de religión o de expresión. Tampoco habría sido objeto de amenaza de muerte o de ningún otro tipo de amenaza por un funcionario del establecimiento penitenciario. El Gobierno informó de que el Sr. Domínguez recibe un tratamiento con privilegios en su alimentación y atención médica, a partir de sus padecimientos de migraña e hipertensión. El Gobierno añadió que el Sr. Domínguez no es periodista: goza de una licencia de trabajador por cuenta propia como relojero. No existe en Cuba ninguna agencia de prensa con el nombre de Cuba-Verdad. Finalmente, el Gobierno de Cuba reitera su preocupación ante la sostenida y creciente tendencia a la vulgarización del recurso de los llamamientos urgentes, al transmitirse a los Gobiernos denuncias que no han sido previamente sometidas a criterios mínimos de admisibilidad. Más aún, el Gobierno esta convencido de que esta práctica atenta contra la credibilidad de los procedimientos temáticos, al asociarse el nombre de los Relatores Especiales a la tramitación de denuncias fabricadas sobre base de elementos falsos.

Democratic Republic of the Congo

Appels urgents

193. Le 19 mars 2002, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question de la torture, le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats et la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, a envoyé un appel urgent au Gouvernement de la République démocratique du Congo. Les Rapporteurs ont attiré l'attention du Gouvernement sur le procès ouvert le 15 mars 2002, devant la Cour d'ordre militaire (COM), de 115 personnes accusées d'avoir participé à l'assassinat du Président Laurent-Désiré Kabila le 16 janvier 2001. Parmi elles se trouveraient **Anne-Marie Masumbuko** et **Rosette Kamwanya Beya**, épouses du major Bora Janvier Kamwanya (actuellement en fuite), et **Fonokoko Rachidi** et **Marcelline Nabintu**, les épouses d'officiers également en fuite; ces dernières ne seraient cependant pas elles-mêmes accusées d'avoir participé à l'assassinat. Toutes ces personnes ont reçu la visite du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo lors de sa visite en février 2002. La plupart de ces accusés auraient été détenus au secret pendant plus d'un an sans être formellement inculpés sur ordre de la Commission internationale d'enquête établie par le Gouvernement. Des craintes ont été exprimées quant au fait que nombre d'entre eux auraient été torturés dans le but de leur extraire des aveux, tortures qui auraient été constatées par le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo. Malgré leurs blessures, ces prisonniers ne recevraient pas de soins médicaux. Seule une infirmière leur rendrait visite une fois par semaine. Ils n'auraient eu droit qu'à des visites de leurs familles d'une durée de 10 minutes par semaine, et jusqu'au 14 mars 2002 ils n'auraient eu aucun contact avec leurs avocats, ce qui a été relevé par le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo dans son rapport E/CN.4/2001/40/Add.1 (par. 19). Certains n'auraient d'ailleurs pas encore eu de contact avec leurs avocats qui, pour la plupart, n'auraient pas eu accès aux dossiers de leurs clients. Les 115 accusés sont détenus indifféremment dans différents pavillons du Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa. Ces pavillons ne recevraient que très peu de lumière naturelle et les conditions hygiéniques y seraient très mauvaises. Ces pavillons seraient gardés par des forces militaires du Zimbabwe (*Zimbabwe Defence Forces*) qui contrôleraient arbitrairement l'accès des avocats aux détenus. Selon les informations, certains détenus, faute de moyens personnels, ne seraient pas assistés par un avocat. La Cour d'ordre militaire, qui se réunirait dans l'enceinte même du Centre, aurait été créée en 1997 par le Président Laurent-Désiré Kabila, avec pour juridiction les cas de discipline militaire. Elle servirait maintenant à traduire en justice des civils, en particulier des personnes soupçonnées de faire partie de l'opposition politique. Les arrêts de la COM ne peuvent faire l'objet d'un appel. Selon les informations reçues, un grand nombre d'accusés risquent la peine de mort s'ils sont reconnus coupables. Environ 200 personnes condamnées à mort par la COM auraient déjà été exécutées par le passé.

Communications reçues

194. Par une lettre du 27 février 2002, le Gouvernement de la République démocratique du Congo a répondu à un appel urgent envoyé par la Rapporteuse spéciale conjointement avec le Rapporteur spécial sur la question de la torture le 20 septembre 2001 relatif à la situation des condamnés à mort par la Cour d'ordre militaire de Likasi. Selon le Gouvernement, lorsque le Ministère des droits humains a été mis au courant de la tenue imminente du procès de 77 détenus à la Cour d'ordre militaire, cette institution a dépêché, du 3 au 13 septembre 2001, un de ses assistants juridiques pour s'assurer de la régularité du procès, dont les audiences et débats contradictoires étaient publics. Il a été constaté que chaque prévenu comparait en personne assisté par le collectif d'avocats désignés d'office. Aux termes de l'arrêt de la cour, 39 prévenus ont été acquittés, 13 condamnés à la peine capitale, un condamné à cinq ans de prison, 14 condamnés à 10 ans de servitude pénale principale (SPP), deux à 15 ans de SPP. En ce qui concerne les 13 condamnés à mort, le Gouvernement a réaffirmé l'engagement de respecter le moratoire annoncé sur la peine capitale lors de la cinquante-septième session de la Commission des droits de l'homme, à Genève, le 30 mars 2001.

Dominican Republic

Comunicación recibida

195. Por carta de 8 de abril de 2002, el Gobierno de la República Dominicana respondió a una comunicación de la Relatora Especial relativa a la muerte de **seis haitianos** en Guayubin, Monte Cristi, al cruzar la frontera. En primer lugar, el Gobierno recordó que “no existe legalmente ni de hecho ni de derecho entidad física ni jurídica, con aptitud de materializar ejecuciones extrajudiciales, toda vez que la Ley Sustantiva consagra taxativamente el principio de inviolabilidad de la vida”. La Secretaría del Estado de las Fuerzas Armadas procedió a integrar una comisión de oficiales generales, que procedió a reunir todos los medios de pruebas. Sus conclusiones fueron las siguientes: el 18 de junio de 2002, a las 3 de la madrugada, una unidad militar trató de detener un camión a la frontera puesto que tenía información de que pasaría un vehículo con estupefacientes. Sin embargo, como el conductor no se detuvo, la unidad militar procedió a darle seguimiento, haciendo varios disparos al aire, lo que resultó en el vuelco del vehículo, resultando muertas siete personas. Según los informes periciales, unas personas fallecieron a consecuencia de golpes diversos y otros al ser alcanzados por proyectiles, ya que la unidad militar que daba seguimiento al vehículo desconocía que en el mismo viajaran personas. En conformidad con la ley N.º 3483 del 13 de febrero de 1953, cuando un militar comete alguna infracción en la que pudiere imputársele algún indicio de responsabilidad, será competencia de la jurisdicción de excepción, conocer y decidir sobre el caso. Por consiguiente, la Secretaría de Estado de las Fuerzas Armadas procedió a apoderar al Fiscal del tribunal de Primera Instancia Mixto de las Fuerzas Armadas y de la Policía Nacional, para que en juicio, oral, público y contradictorio se conozca la imputación atribuida a los miembros de los cuerpos armados que participaron en dicho operativo militar.

Ecuador

Llamamiento urgente

196. El 4 de febrero de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Ecuador relativo a **David Delgado Galarza** y **Carlos Lara Silva**, menores de edad. De acuerdo con las informaciones recibidas, habrían sido detenidos por seis agentes de la Policía Nacional en el barrio de Rita Lecumberri en la ciudad de Guayaquil, en la provincia de Guayas. Habrían sido encontrados muertos al día siguiente. Se informó de que los seis agentes de la policía que habrían detenido a los dos menores habrían sido identificados y habrían comparecido ante un tribunal disciplinario de la policía después de una denuncia presentada por las familias de los jóvenes ante la Fiscalía del departamento de Guayas. Se alegó que los policías habrían sido suspendidos del servicio y estarían actualmente detenidos. Por otra parte, el 17 de enero de 2002, Geovanny Nelson Borja Ulloa y Javier Roberto Zambrano Vivar, que habrían sido testigos de la detención de los dos jóvenes mencionados, habrían sido víctimas de hostigamiento.

197. El 7 de junio de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Ecuador relativo a la situación de **Luis Villacís Maldonado**, **Stalin Vargas Acosta**, **Gustavo Terán Acosta** y **Ciro Guzmán Aldaz**, todos miembros del partido Movimiento Democrático Popular. Según las informaciones recibidas, Stalin Vargas Meza, diputado del MDP, y **Ciro Guzmán Aldaz**, representante nacional del MDP, habrían recibido unas llamadas amenazándole de muerte el 20 de mayo de 2002. En cuanto a Luis Villacís Maldonado, candidato para las próximas elecciones presidenciales, y Gustavo Terán Acosta, representante nacional del MDP, también habrían recibido varias llamadas amenazándoles de muerte. Se informó de que estas llamadas se habrían realizado desde el mismo teléfono en una empresa de Quito. Los informes añaden que los cuatro miembros del MDP habrían enviado el 28 de mayo una carta al Ministerio del Interior informándole de estos actos de intimidación. Se informó de que aún no habrían recibido ninguna respuesta. Estas amenazas podrían estar relacionadas, en vísperas de las elecciones presidenciales, con la campaña del MDP, en la cual se criticaría fuertemente al gobierno actual.

Comunicación recibida

198. Por carta de 11 de febrero de 2002, el Gobierno de Ecuador informó a la Relatora especial que transmitió su llamamiento urgente de 4 de febrero de 2002 al Ministerio de Gobierno y Policía del Ecuador relativo a las supuestas ejecuciones extrajudiciales de los jóvenes **David Delgado Galarza** y **Carlos Lara Silva** y amenazas a sus familiares y testigos del caso.

El Salvador

Llamamientos urgentes

199. El 16 de octubre de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente relativo a los doctores **Guillermo Matta**, presidente del Colegio Médico, **Melvin Guardado**, presidente de la Asociación de Médicos del Sistema Nacional de Salud, **Ricardo Alfaro Barahona**, secretario general del Sindicato de Médicos Trabajadores del Instituto de Seguro Social (SIMETRIS), y otros aproximadamente **27 profesionales de la salud** que habrían recibido amenazas de muerte. Las amenazas anónimas se habrían realizado mediante llamadas telefónicas a los domicilios de los amenazados, todos ellos situados en la capital, San Salvador. Se cree que estas personas habrían sido amenazadas a consecuencia de su participación en protestas sindicales contra los planes del gobierno de privatizar los servicios de salud.

Comunicación recibida

200. El 8 de mayo de 2002, el Gobierno de El Salvador mandó a la Relatora Especial un informe producido por la Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos sobre la impunidad en el asesinato de Monseñor Óscar Romero, en ocasión del 22.º aniversario de su ejecución arbitraria.

201. El 13 de diciembre de 2002, el Gobierno de El Salvador contestó al llamamiento urgente relativo a **Guillermo Matta**, **Melvin Guardado**, **Ricardo Alfaro Barahona** y otros aproximadamente **27 profesionales de la salud** que habrían recibido amenazas de muerte. El Gobierno informó de que no se ha interpuesto denuncia por el delito de amenazas, por parte de las personas involucradas, quienes no se han presentado a denunciar tal delito a la Fiscalía General de la República, como tampoco lo han hecho en la Policía Nacional Civil. De acuerdo con el artículo 26 del código procesal penal, el delito de amenazas no se investiga de oficio sino a petición de la parte, por lo que para su persecución se necesita de la denuncia directa de la persona amenazada. Sin embargo, la Fiscalía General de la República, sobre la base de la denuncia presentada por una ONG, ha iniciado la investigación correspondiente.

Egypt

Communication sent

202. On 2 September 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture, sent an allegation to the Government of Egypt relating to the following individual cases.

203. **Ahmed Taha Mohamed Yousef**, aged 42, was reportedly arrested on 23 February 2002 and taken to the El Wayli police station, in El Wayli district, Cairo, where he is believed to have been beaten to death. The police were allegedly looking for his brother at Ahmed Yousef's residence in the Albaseya district but since they could not find him, Ahmed Yousef was reportedly arrested instead. The Special Rapporteurs have been

informed that the Public Prosecutor's Office started an investigation into misdemeanours concerning these facts. Four officers involved in Mr. Yousef's death are believed to have been detained for four days pending investigation. The head of the El Wayli police station investigation unit and a security officer are reported to have been summoned by the prosecution for questioning. The Special Rapporteurs have recently been informed that the Cairo Misdemeanours Court pronounced a verdict on three defendants attached to the El Wayli police investigations unit. The three policemen are said to have been sentenced to five years' imprisonment with hard labour, and are obliged by law to pay civil compensation. The case was then referred to the competent appeals. According to the information received, a the civil court will establish the amount of compensation that is to be paid to the victim's family.

204. **Said Qenawy Selim**, a 25-year-old carpenter and resident of Ezbet Al-Saayda, was reportedly arrested on 27 February 2001 after being accused of theft. He is alleged to have been detained in a police station for 11 days during which he was not referred to any judicial authority for investigation. His family was allegedly summoned to the police station on 8 March 2000 and informed that Mr. Selim was sick. According to the information received, when the family went to the hospital where he had been transferred, they were told that his body had been taken to the morgue. It is reported that his corpse presented several injuries. An account of the case was allegedly sent by a human rights non-governmental organization to the relevant authorities. The family is believed to have later been subjected to intimidation by the officers of Imbaba police station.

205. **Mohamed Samir Aboul Wafa**, a 22-year-old detainee at the Hadayek Al-Qubba police station, reportedly died in custody on 13 January 2001. According to the information received, his father saw marks of physical violence on his arms and chest and around his neck as well as marks left by ropes on his shoulders and around his ankles. It is reported that the body, which was also examined by the Hadayek Al-Qubba public prosecutor and a forensic expert summoned by the prosecutor, was found to have been bleeding from the nose, ears and mouth. The family is reported to have filed complaints with various authorities requesting an investigation into the suspicious death of Mohamed Samir Aboul Wafa in custody.

206. **Khaled Salem Mohamed Salem**, a 29-year-old street peddler, was reportedly arrested on 9 May 2000 by officers from the Quesna police after he was involved in a quarrel. It is alleged that he was referred to the prosecutor's office under accusation of attempted murder and held for four days under investigation. According to the information received, on 14 May 2000 he was referred again to the prosecution for renewal of his detention. He is believed to have been beaten while in custody and, as a result, to have been taken to a hospital. The Special Rapporteurs have been informed that when his sister tried to visit him on 14 May 2000, she was denied access. It is reported that on 17 May 2002, his relatives were informed about his death. The family reportedly filed an account with the Quesna prosecutor's office to ask for an investigation into his death.

207. **Abdel Hamid Ramadan Abdel Hamid Zahran** (commonly known as **Khaled Zahran**), aged 34, was reportedly arrested on charges of drug trafficking on 12 August

1999. It is alleged that although the Banha misdemeanors court ordered his release on 1 March 2000, he was kept in detention until 9 March 2000. On that day, an order for his imprisonment for one month was reportedly issued. It is believed that on 10 March 2000 he was taken to the Qalyubeya State Security office where other detainees allegedly saw him in a bad condition. Mr. Zahran reportedly died on 11 March 2000. According to the information received, the doctor who conducted the forensic examination concluded that his death was the result of a rib fracture as well as heart and respiratory failure. He also reported bruises on the kidneys and blood clots in the brain. An account of the facts has been transmitted by a human rights non-governmental organization to the relevant authorities.

208. **Ahmed Hassan Ahmed**, a 26-year-old worker, was reportedly arrested on 27 February 2000 and detained in the investigation unit of Shobra El-Kheima police station. According to the information received, investigation officers from that police station went to his family's home on 2 March 2000 and told his relatives that he had died. One of his relatives reportedly assisted at the washing of his corpse in Nasser Public Hospital and reported that the body presented several injuries, in particular bruises on the shoulders, the top of the back and the soles of his feet as well as on the lower lip. An autopsy was allegedly conducted on the same day. An account of the facts is reported to have been sent by the family to the Minister of the Interior and to the public prosecutor's office.

Equatorial Guinea

Llamamiento urgente

209. El 8 de julio de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la tortura, mandó un llamamiento urgente relativo a las condiciones de detención de **Juan Ondó Nguema, Cándido Obiang Abia, Felipe Ondo Obiang, Guillermo Nguma Ela, Plácido Micó, Donato Ondó Ondó, Pablo Nguema Mbá, y Mariano Oyono Nsué** en la cárcel de Black Beach en Malabo. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 27 de junio, las autoridades de dicha prisión habrían impedido que los familiares de los hombres antes mencionados y de otras 56 personas más les llevaran comida. Se informa de que estos prisioneros estarían detenidos en celdas húmedas, sin recibir comida ni agua en cantidades suficientes y sin acceso a ningún tratamiento médico. Los informes añaden que el 1 de julio de 2002, Juan Ondó Nguema y Cándido Obiang Abia habrían sido trasladados al hospital regional de Malabo ya que padecían fiebre y agotamiento debido a inanición. Juan Ondó Nguema habría fallecido en la madrugada del 5 de julio como consecuencia de las torturas a que habría sido sometido durante su detención. Debido a su frágil estado de salud, se temía por la vida e integridad física de las personas arriba mencionadas si no se tomaban unas medidas médicas rápidas y adecuadas.

Ethiopia

Urgent appeals

210. On 23 April 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on torture and the

Special Rapporteur on freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal to the Government of Ethiopia concerning **Bekele Jirata**, the Vice-President of the Macha Tulama Association, a long-established and officially recognized Oromo welfare association, **Gemeda Dinagde** and **Dereje Sibiu**, medical doctors, **Nekemte Wakjira Abdissa**, a medical doctor in Gimbi, **Ayana Kabata**, **Tesfaye Burayu** and **Getachew Ummata**, all teachers in Nekemte, **Biratu Qanani**, **Atsede Tola** and **Lemlem Tesfaye**, all students in Nekemte, **Zelalem Abebe** and **Bekele Tedla**, all students in Najo, **Biratu Qanani**, **Berhanu Ismail** and **Tadelle Kalbassa**, all teachers in Mendi, **Mohamed Aberra**, **Ahmed Said** and **Meseret Tamiru**, all students in Gimbi, **Tolessa Debela** and **Daniel Gemechu**, Addis Ababa University students, and **Fikru Negassa**, a student shot in Shambu, who were all reportedly arrested in several towns in western Oromia and in Addis Ababa, following demonstrations in late March 2002. It is reported that they are being held incommunicado in police stations and prisons, including Dedessa special detention centre near Najo. Student **Girma Beyene** was reportedly shot dead by the security forces in Ambo, while Fikru Negassa had a leg amputated in an Addis Ababa hospital as a result of being shot in Shambu. In view of the incommunicado nature of their detention, fears were expressed that the above-named persons, as well as others said to be arrested at the same time, are at risk of torture and other forms of ill-treatment.

Communication sent

211. On 18 September 2002, the Special Rapporteur sent an allegation to the Government of Ethiopia relating to the following cases.

212. According to the information received, **38 farmers** were killed in Awasa on 24 May 2002 when police opened fire on a peaceful demonstration consisting of 3,000 people, most of whom belonged to the Sidama Ethnic Group.

Georgia

Urgent appeals

213. On 22 July 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders and the Special Rapporteur on the human rights of migrants, sent an urgent appeal to the Government of Georgia concerning **Nugzar Sulashvili**. According to the information received, on 15 July 2002 at about 11 a.m., Mr. Sulashvili, Chairman of the International Union 'Centre for Foreign Citizens' and Migrants' Rights and Security", a human rights organization based in Tbilisi, and his family, were victims of an armed attack at their home. Mr. Sulashvili is a human rights activist who has been documenting and denouncing the involvement of government officials in the trafficking of persons. It has also been reported that the presumed perpetrator was arrested and immediately afterwards released without any investigation having been initiated. Mr. Sulashvili and his family, as well as other members of the organization, have in the past been victims of several acts of harassment and threats. The offices of his organization have also been vandalized by unidentified persons on several occasions, destroying equipment as well as important documentation and materials.

Communication sent

214. On 2 September 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture, sent an allegation relating to the following cases.

215. **Pridon Pirtakhia**, a pre-trial detainee in isolator No. 5 in Ortchala prison, reportedly died on his way to hospital in the morning of 16 November 2001. He had reportedly been found with slit wrists on his bed in a communal cell. According to the head of the isolator, Nr. Pirtakhia had reportedly informed him 24 hours before his death that he intended to commit suicide. No steps were said to have been taken to place him under observation. By law, the prison authorities were reportedly under obligation to appoint a supervisor for prisoners in these circumstances. Mr. Pirtakhia was reportedly accused of crimes of a sexual nature and was believed to have been at risk from fellow inmates. Nonetheless, he was said not to have been placed in a separate cell or in a special isolation barracks, which reportedly exists at Ortchala prison. No autopsy is said to have been carried out.

Communication received

216. By letter dated 19 September 2002, the Government of Georgia, through its Deputy Secretary of the National Security Council on Human Rights Issues, replied to the urgent appeal sent by the Special Rapporteur jointly with the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders and the Special Rapporteur on the humanrights of migrants on 22 July 2002. The Government reported that on 15 July 2002, **Nugzar Sulashvili**'s wife went to the police department of Vake-Saburtalo district and complained that her neighbour, Ramaz Kutaladze, had rushed into her flat with a knife and threatened her and her family. The police started an inquiry into this case and determined that it was a private dispute between the two families. The accused was called to the police on 15 July to give testimony about the incident and promised in writing that he would no longer abuse Mr. Sulashvili's family. The case was subsequently sent to the ke-Saburtalo court where it is currently pending. The looting of Mr. Sulashvili's office, as well as death threats against him and his family, are currently being investigated by the Vake-Saburtalo and Ristavi prosecutor's offices. The Government further reported that the Vake-Saburtalo district police was instructed to take measures to prevent any actions threatening the physical integrity of Mr. Sulashvili's family.

GermanyCommunication sent

217. On 2 September 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture, sent a letter of allegation to the Government of Germany relating to the following case.

218. **Stefan Neisius**, a 31-year-old detainee, reportedly died in a Cologne hospital on 24 May 2002 after spending 13 days on a life support system. He had reportedly been admitted to hospital on 11 May 2002 after allegedly being ill-treated by several police officers of Cologne's first police inspectorate (*Polizeinspektion I*) at Eigelstein police station earlier

the same evening. According to a statement made on 24 May 2002 by the Head of the Cologne Police, a special investigative commission was said to have been established under the guidance of the Public Prosecutors' Office to examine the allegations of police ill-treatment. Six police officers were reportedly suspended from service shortly after the allegations of ill-treatment came to light.

Communication received

219. On 13 November 2002, the Government of Germany replied to the Special Rapporteur's letter of 2 September 2002. It stated that although the allegations contained in the letter were largely correct, the precise sequence of events had not been conclusively investigated. In particular, the Government mentioned that Mr. Neisius was taken to hospital to give blood samples and not because of the severity of his bleeding; besides, even after he had been handcuffed, Mr. Neisius continued to display vigorous resistance, which obliged the police to tie him to a stretcher. It is also reported that the deceased's mother did not accuse police officers of "brutally" beating her son in their apartment. Also, according to the public prosecution office, only one of the accused police officers has admitted striking Mr. Neisius in order to subdue him. The Government reported that the death certificate indicates that Mr. Neisius died as a result of a central respiratory failure resulting from hypoxic cerebral injury. The investigation was being conducted by the Cologne public prosecution office and was still in progress. The investigation has so far ruled out that Mr. Neisius was killed with specific intent. The persons who were charged with ill-treating Mr. Neisius at the Eigelstein police station have been identified. They are officers of the main police station as well as of the police stations in Cologne Eigelstein and Cologne Severinsviertel, all of whom are assigned to the area of the first police inspectorate at Cologne police headquarters. Having regard to the present state of proceedings, the question of compensation for the deceased's family is not yet relevant. Finally, the Government stated that a working group had been set up at Cologne police headquarters in order to investigate questions of staff assignments and length of operations, management, advice and assistance, equipment, as well as the particular strains occurring within police inspectorates in large cities, whereby an appreciation of the roles, values and self-perceptions of members of the police are also covered.

220.

Ghana

Urgent appeal

220. On 9 August 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of Ghana regarding **Kweku Baako**, editor-in-chief of the *Crusading Guide*, who reportedly received death threats. According to information received, Mr. Baako received two letters, believed to have been sent by two separate groups who claim to be supporters of former President Jerry Rawlings. These threats are allegedly linked to a recent report Mr. Baako wrote, linking the financial affairs of the former First Lady to a Swiss bank account.

Greece

Communications sent

221. On 18 September 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture and the Special Rapporteur on the human rights of migrants, sent a letter of allegation relating to the following cases.

222. **Bledar Qoshku**, a 23-year-old man from Babje village, Librazhd district, Albania, was reportedly shot dead by border police in the early hours of 1 November 2000. According to police sources, Mr. Qoshku was leading a group of six other men who had paid him to guide them across the border, when they were located by a thermal camera. Mr. Qoshku was allegedly armed with a Kalashnikov with a sawed-off barrel. It is reported that when he realized that he had been spotted, he pointed his gun at the patrol to shoot, but was dazzled by the projector lights directed at him. He was allegedly shot by the patrol before he could fire. The six other migrants were reportedly taken to Florina for questioning and later released and returned to Albania. This account was reportedly disputed in Albanian press reports which cited statements by members of the group who denied that Mr. Qoshku was armed. One of them, **Haqif Riza Kurta**, reportedly claimed that, while in police custody in Florina, the police beat him and the other members of the group to make them confess that Mr. Qoshku had a Kalashnikov. The Special Rapporteurs have been informed that, according to the prosecuting authorities in Kastoria, an investigation had concluded that when the Greek border guards sighted the group they ordered them in halt to Albanian. Mr Qoshku, however, pointed the Kalashnikov, loaded and primed, at the guards who shot him in self-defence. According to this investigation, all six members of the group had testified in Greece that Mr. Qoshku was armed. The case was accordingly dismissed and filed, a decision that was subsequently confirmed by the Appeals Prosecutor of Western Macedonia.

223. **Gentjan Çelniku**, a 20-year-old migrant from Albania, reportedly died after being shot in the head by a police officer during an identity check at a cafeteria in central Athens on 21 November 2001. The Special Rapporteurs have been informed that according to a police report on the incident, the police officer observed Mr. Çelniku, a suspected violent criminal, making a suspicious movement. When the officer attempted to handcuff the young man, his pistol accidentally went off. However, at a hearing before an investigating judge on 23 November, the officer reportedly stated that when he saw Mr. Çelniku put his hand into his jacket he approached him, pistol in hand, warning him not to move, whereupon Mr. Çelniku kicked his hand, causing the pistol to discharge. Concerns were raised as to the impartiality of the investigation in this case. The officer in question was reportedly detained and charged with reckless homicide, but was released on 23 November on bail. According to the information received, he was not suspended from duty pending investigation, despite the gravity of the charge against him and the fact that he had taken part in this operation against the orders of his superior. The police authorities allegedly ordered an administrative inquiry, but as far as the Special Rapporteurs are aware, disciplinary proceedings relating to the inquiry have not been concluded.

Guatemala

Llamamientos urgentes

224. El 30 de enero de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la libertad de opinión y expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a **Romildo Peña Cruz**, Secretario General de la Unión de Trabajadores Municipales de Puerto Barrios. De acuerdo con las informaciones recibidas, habría recibido amenazas de muerte anónimas después de haber acusado al alcalde de Puerto Barrios de violar los derechos sindicales de los trabajadores municipales al denunciar actos de corrupción en el municipio. Los Relatores expresaron su profunda preocupación con respecto a la situación de Romildo Peña Cruz, puesto que otro periodista, **Mynor Alegría**, habría sido asesinado en Puerto Barrios tras haber denunciado también indicios de corrupción en el mismo municipio.

225. El 8 de febrero de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a **Ovidio Paz Bal**, asesor jurídico para la oficina de Sololá de la organización Defensoría Indígena. Se informó que desde el 26 de enero de 2002, habría recibido amenazas de muerte por teléfono. Ovidio Paz Bal las habría denunciado al Procurador de Derechos Humanos, a la Misión de Verificación de las Naciones Unidas en Guatemala (MINUGUA) así como a la Comisión Presidencial Coordinadora de la Política del Ejecutivo en Materia de Derechos Humanos (COPREDEH). Se informó también de que Dionisio Camaja Sánchez, profesor y activista de derechos humanos para la organización Grupo de Apoyo Mutuo (GAM), habría recibido amenazas de muerte por teléfono el 7 de febrero de 2002, que también habrían sido denunciado ante el Procurador de Derechos Humanos, a la MINUGUA y a la COPREDEH.

226. El 20 de febrero de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción y protección del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala con respecto a las amenazas de muerte y otras agresiones contra periodistas en la ciudad de Guatemala. Según las informaciones recibidas, el 1 de febrero de 2002, **Carlos Victor Hugo Hernández Rivas**, director de los informativos radiofónicos *Impacto* (transmitido por Radio La Voz de Huehuetenango) y *Ultimas Noticias* (transmitido por Radio Santa Fe, también de Huehuetenango) habría sufrido un registro ilegal de su oficina administrativa. Se han recibido informaciones según las que varios fiscales del ministerio público acompañados de miembros del Servicio de Investigaciones Criminales (SIC) y de diez agentes de la Policía Civil Nacional habrían llegado a su oficina en vehículos de la policía y privados. De acuerdo con las informaciones recibidas, habrían entrado por la fuerza en la oficina fuera de las horas autorizadas para esos registros, y al parecer sin orden judicial, y habrían registrado los archivos. Hernández Rivas habría luego presentado una denuncia ante la Procuraduría de los Derechos Humanos. Asimismo se informó de que **Arnulfo Agustín Guzmán**, director general de la emisora Radio Sonora, situada en la ciudad de Guatemala, habría recibido amenazas de muerte y sufrido un intento de secuestro a manos de un grupo de cuatro hombres armados la noche del 5 de febrero, delante de la emisora de radio. Los hombres

huyeron cuando los vio un guardia de seguridad, pero dispararon contra el vehículo de la víctima. El 6 de febrero, **Deccio Serrano**, fotógrafo del periódico *Nuestro Diario*, y otro miembro de la prensa habrían sido agredidos por agentes de la policía municipal de tráfico (EMETRA). Los agentes habrían filmado a los periodistas cuando llegaban para informar sobre una pelea de tráfico. De acuerdo con las informaciones recibidas ese mismo día, **José Cándido Barrillas**, director de la Comisión de Libertad de Prensa de la Asociación de Periodistas de Guatemala (APG), situada en la ciudad de Guatemala, habría sido agredido y obligado a introducirse en un automóvil a punta de pistola y más tarde habría sido liberado. Finalmente, el mismo día los informes agregan que la periodista **Ana Lucía Ramírez** habría sido agredida cuando viajaba en un autobús por un barrio de la ciudad, así como la periodista **Nery de la Cruz**, de Radio Sonora, quien habría sido agredida delante de las oficinas de la emisora de radio.

227. El 28 de febrero de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo al asesinato el 15 de enero de 2002 de César Augusto Rodas, quien era jefe de talleres de la tipografía nacional. Según las informaciones recibidas, este asesinato estaría relacionado con la impresión por los talleres de la tipografía nacional de afiches y volantes conteniendo expresiones difamatorias y calumniosas en contra del presidente de la Cámara de Comercio de Guatemala en agosto de 2001. Se informa que tales afiches habrían sido encargados por Juan Francisco Reyes López, Vicepresidente de la República tras su asistente personal, Luz Méndez de Barrios. De acuerdo con los informes, el Señor Rodas habría denunciado al Vicepresidente ante las autoridades de la MINUGUA y habría solicitado protección para preservar su vida y la de su familia. Sin embargo, fue asesinado de varios disparos cuando se dirigía de su residencia a su lugar de trabajo. Ahora, se teme por las vidas de **13 empleados de la tipografía nacional** así como por las vidas de **Silvia Josefina Mendez Reginos**, de la diputada **Anabella de Leon Ruiz**, y de **Magda Stella Arceo Carrillo**, ya que todos habrían denunciado al Vicepresidente de la República ante la MINUGUA.

228. El 6 de marzo de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a las amenazas de muerte contra los **empleados de la Fundación de Antropología Forense de Guatemala (FAFG)**, los empleados del **Centro de Antropología Forense y Ciencias Aplicadas (CAFCA)** y **otras personas que habrían participado en exhumaciones de cadáveres de personas ejecutadas durante el decenio de 1980**. Los informes agregaron que el 21 de febrero pasado, uno de los científicos forenses que participan en estas exhumaciones habría recibido diez ejemplares de una carta mecanografiada en la que se habría nombrado a 11 personas, entre ellas, cinco que habrían llevado a cabo exhumaciones en el pasado, cuatro empleados de la FAFG y dos empleados del CAFCA. Esta carta pediría que cesasen las exhumaciones y advertiría los científicos forenses de que si seguían adelante con el trabajo de exhumación, sus familias les enterrarían a ellos y a sus hijos. Se informó también de que al mismo tiempo que se enviaba la carta, se habría declarado un incendio en la iglesia de Nebaj, en el departamento de El Quiché, en la que se almacenaba el material utilizado para las exhumaciones. Una parte de la iglesia habría quedado destruida.

229. El 26 de marzo, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General para los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento

urgente al Gobierno de Guatemala relativo a las repetidas amenazas contra **Monseñor Alvaro Ramazzini**, obispo de la diócesis de San Marcos, y contra el sacerdote **Juan José Aldaz Donamaría**, párroco de San José el Rodeo, diócesis de San Marcos, presuntamente con relación a su labor de defensa y acompañamiento de las organizaciones campesinas e indígenas de la región. Se informó de que el hecho habría sido denunciado ante la MINUGUA, con sede en Quetzaltenango, y ante el ministerio público. Los informes agregaron que el 17 de marzo, tres oficinas de la Casa del Obispado de San Marcos habrían sido allanadas, entre ellas la oficina de la Contabilidad de la Pastoral de la Tierra. Al parecer los computadores de esta misma oficina habrían sido manipulados. El 18 de marzo del 2002, se habrían recibido en diferentes oficinas de la Casa Diocesana llamadas anónimas diciendo que "lo que está pasando no es nada a lo que puede suceder y que Monseñor se cuida". Por último, el 20 de marzo del 2002 las oficinas de la Asociación para el Avance de las Ciencias Sociales en Guatemala (AVANCSO) habrían sido allanadas. Los agresores no habrían robado nada. Estas amenazas se sumarían a la grave situación de inseguridad en la que se encuentra monseñor Ramazzini a raíz de la ocupación el 26 de febrero de 2002 por alrededor de 1.500 campesinos de las instalaciones y las oficinas administrativas de la finca San Luis, situada en Malacatán, San Marcos. Se informó de que los finqueros de la localidad y el Presidente de la Cámara del Agro de Guatemala al parecer habrían acusado públicamente a monseñor Ramazzini de haber incitado a la ocupación de las tierras. Poco después, una radioemisora de San Marcos habría recibido una llamada anónima que anunciaba que "tenía preparada una sorpresa" y que iban a golpear a la Iglesia Católica "en donde más le dolía".

230. El 2 de abril de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a unas amenazas de muerte contra los dirigentes de trabajadores rurales **Luis Chávez**, **Gilmar Vallejos Velásquez** y **Eleodoro Chums**. De acuerdo con las informaciones recibidas, habrían recibido por teléfono amenazas de muerte presuntamente relacionadas con sus actividades como miembros de la Coordinadora Nacional Sindical y Popular (CNSP) y como asesores de dos sindicatos de trabajadores rurales en los departamentos de Retalhuleu y San Marcos, en el altiplano noroccidental de Guatemala. En efecto, el 26 de febrero de 2002, unos 350 campesinos del departamento de San Marco habrían ocupado tierras en conflicto de la finca de San Luis en el departamento de San Marcos cuyo título de propiedad estaría disputado entre los mismos campesinos y la Asociación de Ganaderos del Sur Occidente de Guatemala (AGSOGUA). Según los tres dirigentes sindicales, es posible que los ganaderos sean responsables de las amenazas ya que quieren apropiarse también de estas tierras. Por último, los Sres. Chávez, Velásquez y Chums habrían denunciado ante la MINUGUA las amenazas proferidas contra ellos.

231. El 15 de abril de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a la situación de amenazas e intimidaciones que sufren **Miguel Ángel Gómez**, representante del sindicato municipal de Chichicastenango, y **Macario Mejía González**, secretario general del Sindicato de Trabajadores del Comercio de Chichicastenango. Se informó de que Miguel Ángel Gómez habría sido despedido ilegalmente en enero de 2002, después de denunciar la corrupción del alcalde y sus

asociados. Desde que realizó aquella denuncia, habría sido víctima de una serie de amenazas y de un presunto atentado contra su vida. Tras ser despedido, Miguel Ángel Gómez habría presentado una denuncia ante la Fiscalía General y ante la MINUGUA. El Tribunal de Trabajo de Quetzaltenango habría ordenado su readmisión. Desde entonces, según los informes, el alcalde y su concejo habrían emitido mensajes amenazadores contra Miguel Ángel Gómez y habría organizado una manifestación contra el sindicalista. Asimismo, de acuerdo con las informaciones recibidas, el 4 de abril de 2002, Macario Mejía González habría sido agredido físicamente y amenazado por un miembro de la corporación municipal.

232. El 17 de abril de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos y el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a la situación del periodista **David Herrera**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 10 de abril de 2002 David Herrera iba a encontrarse con un periodista de la emisora estadounidense National Public Radio (NPR) cuando habría sido capturado por cuatro hombres que describió como de estilo militar. Los hombres lo habrían obligado a subir a su propio automóvil y le habrían amenazado con matarlo; sin embargo, David Herrera habría conseguido saltar del automóvil en marcha y escapar. Como consecuencia de lo sucedido, habría tenido que ser hospitalizado para recibir tratamiento psicológico. Se informó que David Herrera viviría escondido. Todo ello estaría relacionado con el trabajo de David Herrera en ayuda de periodistas y extranjeros que visitan Guatemala, muchos de ellos para investigar cuestiones de derechos humanos. En efecto, los agresores le habrían pedido cintas de entrevistas sobre cuestiones delicadas realizadas el día anterior con la ayuda del periodista estadounidense de la NPR. Los dos periodistas habrían pasado una semana investigando una serie de cuestiones de derechos humanos, tales como el reciente homicidio de un miembro de un nuevo partido político, en lo que pareció ser una ejecución extrajudicial, o el asalto lanzado recientemente por el Departamento de Operaciones Antinarcóticas de Guatemala contra el poblado de Chocón, Livingston, en el que murieron al menos dos personas. Al día siguiente, se informó de que las autoridades guatemaltecas, antes de llevar una investigación y sin entrevistar ni a Herrera ni al periodista de la NPR, habrían declarado que dicha agresión había sido un mero robo de automóvil.

233. El 30 de abril de 2002, la Relatora especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a las amenazas de muerte contra el sacerdote **Rigoberto Pérez Garrido**. Según informes, el 23 de abril de 2002, este sacerdote habría recibido unas amenazas telefónicas en las cuales le ordenarían que dejara sus investigaciones. Estas amenazas estarían relacionadas con las actividades del sacerdote Pérez Garrido para respaldar las exhumaciones en su parroquia de Nebaj que proporcionarían pruebas cruciales contra las autoridades gubernamentales supuestamente implicadas en las matanzas de poblaciones indígenas ocurridas durante los años de conflicto civil de Guatemala. Además, dichas intimidaciones podrían estar relacionadas con los esfuerzos del sacerdote Pérez Garrido para que se lleve a cabo una investigación sobre el incendio que se habría declarado en su parroquia el 21 de febrero de 2002, y que al parecer habría sido provocado. Se informó que en el incendio se habría destruido la

información sobre 35 matanzas recogida por la Iglesia católica entre 1980 y 1983 en la zona de Nebaj.

234. El 3 mayo de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo al asesinato el 29 de abril de 2002 de **Guillermo Ovalle de León**, miembro de la Fundación Rigoberta Menchú Tum (FRMT) y sobrino del director de dicha organización. De acuerdo con las informaciones recibidas, Guillermo Ovalle de León almorzaba en un restaurante cerca de las oficinas de la FRMT cuando tres hombres armados habrían entrado en el restaurante y habrían empezado a robar a los clientes. Los informes añaden que al resistirse un cliente, los atracadores habrían empezado a disparar, matando a Guillermo Ovalle de León. Se informó de que la policía habría clasificado el caso como un crimen de derecho común. Sin embargo, este asesinato podría ser un acto de intimidación contra los miembros de la FRMT. En efecto, poco antes del crimen, las oficinas de la FRMT habrían recibido llamadas amenazadoras en las cuales se podía oír una marcha fúnebre. Además, se informó de que el tiroteo tuvo lugar un día antes de que comenzara el juicio civil sobre la presunta matanza de 11 campesinos perpetrada en el poblado de Xamán por soldados guatemaltecos en 1995. La FRMT estaría proporcionando ayuda legal a los supervivientes de la matanza que participan en el juicio.

235. El 13 de mayo de 2002, la Relatora Especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento al Gobierno de Guatemala relativo a **Jesús Tecú Osorio, Carlos Chen Osorio, Pedrina Burrero López, Juan de Dios García Xajil**, todos miembros de la Asociación para el Desarrollo Integral de las Víctimas de Violencia en las Verapaces, Maya Achí (ADIVIMA), quienes habrían recibido amenazas de muerte. Unas personas desconocidas les habrían llamado en las oficinas de ADIVIMA así como en su domicilio amenazando con matarlos si siguen adelante con sus actividades dentro de ADIVIMA que consisten en exhumar de fosas comunes clandestinas los cadáveres de personas supuestamente masacradas por el ejército durante el conflicto civil de Guatemala y en llevar ante la justicia a los responsables de las matanzas. Se informó de que estas amenazas se habrían denunciado a la Fiscalía Distrital de Salamá, Baja Verapaz, a quien se habría pedido que las investigas.

236. El 14 de mayo de 2002, la Relatora Especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a **Domingo Yaxón Guarcax**, miembro del Movimiento de Jóvenes Mayas (MOJOMAYAS), afiliado a la Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala (CONAVIGUA). De acuerdo con las informaciones recibidas, cuatro hombres le habrían forzado a entrar en un coche negro a la 1.30 de la tarde del 3 de mayo de 2002, en el centro urbano de Guatemala. Se informó igualmente de que a Domingo Yaxón le habrían desnudado, vendado los ojos, herido con un cuchillo de bolsillo y golpeado repetidamente, y que posteriormente le habrían abandonado, inconsciente, cerca de una funeraria. Además, habría recibido amenazas de muerte en caso de que continuara trabajando para la organización CONAVIGUA. Se acredita que el ataque habría sido una tentativa de intimidar a domingo Yaxón y otros miembros participando en la investigación de

de violaciones de derechos humanos cometidas por el ejército guatemalteco durante la guerra civil.

237. El 4 de junio de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General para los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a las amenazas de muerte e intimidaciones en contra de dos ex empleados de la tipografía nacional, **Mario Antonio Castro Barrientos** y **Cesar Haroldo Posadas Méndez** así como contra los **miembros de sus familias**. Según las informaciones recibidas, estas amenazas estarían relacionadas con el caso de la "tipografía nacional" en el cual los Sres. Castro Barrientos y Posadas Méndez serían testigos clave. El Gobierno de Guatemala ya fue informado sobre este caso en un llamamiento urgente mandado por la Relatora Especial sobre ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias el 22 de febrero de 2002, en el cual la Relatora Especial rogaba al Gobierno que tomara medidas especiales para proteger las vidas de 13 empleados de la tipografía nacional que recibían amenazas de muerte. Sin embargo, Mario Antonio Castro Barrientos y Cesar Haroldo Posadas Méndez seguirían siendo perseguidos por hombres desconocidos a pesar de las medidas cautelares otorgadas por la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH) a Mario Antonio Castro Barrientos, y a pesar de la inclusión de Cesar Haroldo Posadas Méndez en el programa gubernamental de protección de testigos. Vivirían escondidos y aterrorizados, enfermos, sin posibilidad de trabajar y sin recursos suficientes.

238. El 11 de junio de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a las amenazas de muerte que habrían recibido algunos miembros de unas organizaciones de derechos humanos después de su encuentro con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, Hina Jilani, quien viajó a Guatemala del 26 al 31 de mayo de 2002. Según las informaciones recibidas, el 7 de junio de 2002, una carta firmada por un grupo que se hace llamar "Guatemaltecos de verdad" dirigida a un grupo de 11 defensores de derechos humanos calificados de "enemigos de la patria", habría sido enviada por fax o depositada en distintas organizaciones de derechos humanos y en agencias de medios de comunicación. En la misma, se amenazaría de muerte y se insultaría violentamente a **Clara Arenas, Miguel Ángel Albizurez, Miguel Ángel Sandoval, Nery Rodenas, Frank LaRue, Mario Polanco, Abner Guoz, Marielos Monzón, Ronaldo Robles, Rosa María Bolaños y Helen Mack**. Se acusaría a estos defensores, considerados como los primeros de una lista que podría extenderse, de haber desprestigiado la imagen del país, en particular por el hecho de haberse entrevistado con la Sra. Hina Jilani, Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, quien visitó recientemente el país. Se informó que el coordinador de la organización Alianza contra la Impunidad, donde se habría recibido una de estas cartas, estaría tratando de denunciar estas amenazas con el Fiscal General Carlos de León, ya que la anunciada Fiscalía Especial para los defensores de derechos humanos aún no estaría funcionando. En este marco, las Relatoras Especiales expresaron su más profunda preocupación por la seguridad y la integridad física y moral de los defensores de los derechos humanos anteriormente mencionados.

239. El 4 de julio de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a la situación de los **miembros del Comité de Unidad Campesina (CUC)** y de la **Asociación de la Comunidad de los Cerritos**, cuya seguridad estaría amenazada desde el homicidio de dos de sus miembros en el municipio de Morales, departamento de Izabal. De acuerdo con las informaciones recibidas, **Edgar Gustavo Cáceres Guevara** y **Ervín Manuel Monroy Guevara** habrían sido secuestrados el 24 de junio de 2002. Sus cadáveres habrían sido encontrados al día siguiente en el pueblo de Las Pozas, municipio de Morales. Se informó que los dos hombres habrían participado en la ocupación de la plantación Las Quebradas, que pertenecería a una mujer estadounidense, actualmente ocupada por unas 200 familias que intentan presionar al gobierno para que reconozca el que consideran su derecho a cultivar la tierra. De acuerdo con las informaciones recibidas, la disputa entre la propietaria y los campesinos sería el origen de estos homicidios. En efecto, los informes añaden que la entrada a la plantación estaría vigilada por guardias de seguridad privados que, según los informes, habrían amenazado e intimidado a miembros de la comunidad en varias ocasiones. Los informes indican que el 19 de junio, los guardias habrían tratado de intimidar a los campesinos realizando por lo menos 20 disparos al aire. Estos actos se habrían denunciado al Procurador de los Derechos Humanos.

240. El 9 de julio de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a la situación de inseguridad en la que se encuentran los miembros de la **Asociación de Desarrollo Integral de Creek Zarco** así como los **trabajadores de la plantación bananera Lanquin II**, a raíz del homicidio de **René Augusto Pérez Guitiérrez**, tesorero de esta Asociación en el municipio de Morales, departamento de Izabal. Según los informes, René Augusto Pérez Guitiérrez habría recibido disparos cuando regresaba a su casa al atardecer del 28 de junio de 2002. Al parecer, antes de morir en el hospital, René Augusto Pérez habría identificado ante la policía a sus agresores como los propietarios de la plantación bananera y sus guardias privados de seguridad. De acuerdo con las informaciones recibidas, René Augusto Pérez habría sido asesinado a causa de su participación en el conflicto local por las tierras de la plantación bananera Lanquin II.

241. El 8 de agosto de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala acerca de la detención de **Luz Margoth Tuy Jiatz**, miembro de la Procuraduría Auxiliar de Derechos Humanos en el departamento de Sololá, desde el 16 de julio de 2002. De acuerdo con las informaciones recibidas, la Policía Nacional Civil habría acusado a Margoth Tuy Jiatz de fomentar disturbios después de su participación en manifestaciones el 26 de marzo de 2001, razón por la cual habría sido detenida brevemente en abril de 2001. Se informó de que, a pesar de haber pedido medidas alternativas para evitar su encarcelamiento mientras espera su juicio y así permanecer junto a sus tres niños, Margoth Tuy Jiatz habría sido detenida otra vez el 16 de julio de 2002. Desde entonces, la oficina de la Procuraduría Auxiliar de Derechos Humanos estaría vigilada por hombres desconocidos y habría recibido varias llamadas en las que se amenazaba de muerte a sus empleados. Tanto la detención como las amenazas contra Margoth Tuy Jiatz estarían relacionadas con la investigación que llevó a cabo sobre el

asesinato del líder indígena Teodoro Saloj en octubre de 2000 que resultó en la acusación de nueve policías. Debido a su frágil estado de salud y a su extrema ansiedad, se teme por la vida e integridad física de Margoth Tuy Jiatz si no se toman unas medidas médicas rápidas y adecuadas.

242. El 19 de agosto de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a la situación de peligro en la cual se encuentran **Arturo Felipe Molina** y otros campesinos miembros de la Asociación de la Comunidad de los Cerritos, asociada al Comité de Unidad Campesina (CUC). Según las informaciones recibidas, el 11 de agosto de 2002, a las 8.30 de la mañana, Arturo Felipe Molina habría sido herido de gravedad por disparos cuando cultivaba una parcela de tierra de la plantación "Las Quebradas". Dicha agresión estaría relacionada con la participación de Felipe Molina en la ocupación de dicha plantación, propiedad de una mujer de nacionalidad estadounidense, por 236 familias que intentan presionar al Gobierno para que reconozca el que consideran su derecho a cultivar la tierra. De acuerdo con las informaciones recibidas, los guardias de seguridad privados que vigilan la plantación serían responsables de este tiroteo para intimidar a los activistas agrarios locales para que pongan fin a la ocupación de la plantación. Se informa de que Felipe Molina estaría hospitalizado en estado crítico.

243. El 22 de agosto de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la tortura, mandó un llamamiento urgente relativo a la situación de peligro e inseguridad en la cual se encuentran **niños de la calle en la ciudad de Guatemala**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 20 de julio de 2002, seis jóvenes que dormían en la zona 8 entre las avenidas 9 y 30, habrían sido ametrallados por un hombre que iba a bordo de un coche. **Roberto Lómez Gómez** y **Luis Armando Linares**, guatemaltecos de 17 años, y **Loani Brigitte Izaguirre**, hondureña de 20 años, habrían fallecido inmediatamente. **Julio José Chacón Ortíz** y **José Antonio Abrego Morán**, guatemaltecos de 22 años, y **Javier Acuna Rivera**, de 17 años, habrían sido gravemente heridos y trasladados al hospital Roosevelt y San Juan de Dios. Se informa de que el 10 de agosto, a las 21h30, tres niños de la calle, **Jaime Danilo Guamuch**, de 15 años, **Mario Soto**, de 14 años, y **Gerson Mejía**, de 15 años, quienes estaban caminando en la carretera en la zona 6 de la ciudad de Guatemala, habrían sido heridos de gravedad por disparos hechos desde un coche que pasaba por la calle y habrían sido trasladados al hospital de San Juan de Dios. Asimismo, el 15 de agosto, **Alejandra Paola Palma** habría sido gravemente herida por dos hombres, mientras dormía en una estación de autobús, quienes le echaron en la cabeza dos piedras de 25 kilogramos. En vista de dichos asesinatos y de la lentitud de las investigaciones policíacas para identificar a sus responsables, se teme por la seguridad de los niños de la calle de la ciudad de Guatemala.

244. El 26 de agosto de 2002, la Relatora Especial junto con la Representante Especial del Secretario-General para los defensores de los derechos humanos mandó un llamamiento acerca de intimidaciones y amenazas de muerte en contra de la antropóloga **Victoria Sandfor**, profesor en la Universidad Católica de Amsterdam, Holanda y de los periodistas **David González** y **Wesley Boxed**, del periódico estadounidense *The New York Times*. De acuerdo con las informaciones recibidas, la Dra. Sandfor y los Sres. González y Boxed

habrían sido intimidados y amenazados de muerte por el Kaibil del ejército Valentin Chen Gómez, cuando inquirían sobre el sitio de las exhumaciones que realiza la Asociación para el Desarrollo Integral de las Víctimas de la Violencia Maya Aq'í en un cementerio clandestino ubicado en el instituto experimental en Rabinal, Baja Verapaz, donde más de 600 personas supuestamente masacradas en 1981 por el ejército y grupos paramilitares habrían sido sepultadas. Estas amenazas estarían relacionadas con las actividades de la Dra. Sandfor y de los Sres. González y Boxed relativas a su labor de investigación y de información sobre las violaciones de los derechos humanos que tuvieron lugar durante el conflicto armado guatemalteco.

245. El 29 de agosto de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos y el Relator Especial sobre la independencia de los magistrados y abogados, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a la situación de peligro en la cual se encuentra el **abogado Roberto Romero**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 23 de agosto de 2002, Roberto Romero habría recibido amenazas de muerte anónimas por teléfono. El autor de las llamadas hizo supuestamente referencia al hecho de que Romero es el representante legal de la Fundación Myrna Mack, organización de derechos humanos establecida tras el asesinato de Myrna Mack Chang. Muy poco después de esas llamadas, un grupo de individuos no identificados habría abierto fuego contra la casa del abogado en la ciudad de Guatemala sin que nadie resultara herido en el ataque. Estas amenazas estarían relacionadas con las actividades de Roberto Romero que lleva el caso contra los presuntos responsables que ordenaron el asesinato de la antropóloga Myrna Mack Chang, muerta en 1990. Los informes añaden que el 3 de septiembre estaba previsto que se iniciara, en la ciudad de Guatemala, el juicio contra el general Edgar Augusto Godoy Gaytán, el coronel Juan Guillermo Oliva Carrera y el coronel Juan Valencia Osorio, acusados de estar detrás del asesinato de Myrna Mack Chang. El sistema interamericano de derechos humanos habría recomendado que Roberto Romero y los miembros de la Fundación Myrna Mack reciban protección del Estado guatemalteco pero, según Roberto Romero, el Estado aún no se la ha proporcionado.

246. El 30 de septiembre de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a la situación de peligro en la que se encuentra **el personal de las oficinas locales de la Procuraduría de Derechos Humanos** (PDH) en varias localidades de Guatemala, a raíz de amenazas por ex miembros de Patrullas de Autodefensa Civil. De acuerdo con las informaciones recibidas, los ex miembros de las PAC habrían acusado a varias Procuradurías Auxiliares de Derechos Humanos de intentar impedir que el gobierno les compense por el servicio que prestaron durante el conflicto civil. En efecto, la PDH estaría preocupada por el hecho de que el Gobierno, que no ha puesto en práctica el programa de resarcimientos a las víctimas de violaciones de derechos humanos establecido en los acuerdos de paz, esté al mismo tiempo accediendo parcialmente a las exigencias de los ex miembros de las PAC, quienes habrían sido responsables de algunas de las atrocidades de derechos humanos más graves cometidas durante los años de conflicto. Desde luego, varios ex miembros de Patrullas de Autodefensa Civil (PAC) habrían amenazado por escrito con ocupar y luego quemar las

oficinas de la Procuraduría de Derechos Humanos (PDH) de las localidades de Barillas, Nentón y Huehuetenango (departamento de Huehuetenango), Santa Cruz del Quiché (departamento de El Quiché), Salamá (departamento de Baja Verapaz), Sololá (departamento de Sololá), San Marcos (departamento de San Marcos), Cobán (departamento de Alta Verapaz), y Santa Elena y Poptún (departamento de El Petén) si no se cumplen en un plazo de 30 días sus exigencias de que se les compense el servicio que desempeñaron en las PAC durante el largo conflicto civil de Guatemala.

247. El 22 de octubre de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a **Carlos Mejía**, representante del partido izquierdista de oposición Unidad Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG), y dirigente sindical de Unidad de Trabajadores Estatales y Sectores Populares (UTESP), habría recibido una amenaza de muerte en contra de él y su familia. El 17 de octubre habría recibido en su lugar de trabajo una carta anónima que supuestamente decía: "Diputado Mejía, te quedan sólo días, te preparamos ya la emboscada a ti y a tu familia. Despídete, te fusiló el ex guardia del hijo de Arzu, para que te quede claro. Saludos". Se cree que "Arzu" sería una referencia a Álvaro Arzu, ex presidente de Guatemala. Se teme que esta amenaza podría estar relacionada con las denuncias públicas de Carlos Mejía sobre la presunta corrupción de algunas de las autoridades regionales de San Marcos.

248. El 24 de octubre de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a **Nery Rolando Recinos**, de 16 años, **Jaquelin Yajaira Franco Barrera**, de 15 años, **Henry Giovanni Álvarez Jiménez**, de 19 años, **Emilio Sanay Sirin**, de 26 años, **Verónica Torres**, de 17 años y embarazada, y **Manuel Isaisa Aj**, de 15 años. Según la información recibida, en la mañana del 16 de octubre de 2002, las personas mencionadas habrían resultado gravemente heridas en un tiroteo efectuado desde una moto y dirigido hacia un grupo de 20 niños y jóvenes adultos que dormían en el centro de la ciudad de Guatemala. De acuerdo con la información recibida, los 22 niños y jóvenes adultos sin techo, con edades de 12 años en adelante, estarían durmiendo en una gran casa abandonada conocida como "La Casona", situada en la zona 4 del centro de Guatemala, cuando hacia la 1.30 de la madrugada, dos hombres armados que viajaban a bordo de una moto habrían abierto fuego contra los niños que trataban de dormir, ocasionando varios heridos. Según testigos, minutos después, un coche negro de ventanillas oscuras de la marca Chevrolet Suburban se habría acercado hasta la entrada de la casa y uno de los ocupantes habría roto una ventana para gritarles a los niños que si se quejaban a la policía ellos volverían vuelto para "terminar con todos".

249. El 22 de noviembre de 2002, la Relatora Especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos y el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a las amenazas de muerte que habrían recibido por escrito los **habitantes de la plantación Nueva Cabrigan y los miembros del Comité de Desarrollo Campesino (CODECA)** desde septiembre de 2002. Estas amenazas se habrían producido en el contexto de un conflicto de tierras entre la comunidad y el Alcalde local. El CODECA habría sido organizado para defender los derechos de los campesinos a la tierra. En este contexto, se recibió información según la que el 3 de noviembre de 2002 habría sido asesinado Erasmo

Sánchez Lapop, uno de los organizadores más activos del CODECA y por ello se teme por la vida y la integridad física de otros miembros del CODECA y de la comunidad.

250. El 28 de noviembre de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos y el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y libertades fundamentales de los indígenas, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Guatemala relativo a la situación del líder indígena y coordinador de la Defensoría Q'eqchi', programa de justicia de la Asociación Estoreña Para el Desarrollo Integral (AEPDI), **Jorge Mocúa Caal** y la situación de la población civil del pueblo de El Estor, Izabal. Según la información recibida, una niña de 12 años habría desaparecido el día 6 de noviembre. Habría sido encontrada muerta asfixiada en un tanque de agua en las afueras de El Estor. Algunas informaciones señalaron que Carlos Paná, un taxista, habría estado involucrado en el homicidio de la niña. Después, él habría huido de El Estor con su familia. El 8 de noviembre, después del entierro de la niña, una turba se habría formado y habría quemado la casa de Carlos Paná junto con tres vehículos de su propiedad. La turba habría aseverado que la PNC había permitido la huida de Carlos Paná. Además, los líderes de la turba habrían reclamado que el homicidio de la niña fuera investigado y el autor procesado. Según la misma información, el 12 de noviembre habría habido disturbios civiles y la turba habría destruido la subestación y otros edificios, así como equipo, una motocicleta y un camión de patrulla de la PNC. Fue señalado que los agentes de la PNC habría huido, dejando a la población civil sin protección alguna. Como consecuencia, la turba habría tomado control sobre las armas de la Policía y otro equipo en la subestación. Se alega que esa tarde, a las 6, Jorge Mocúa Caal habría recibido una llamada en su casa de residencia avisándole de que la turba en mención iba a llegar y ajusticiarlo. Jorge Mocúa Caal sería conocido en el Estor por su liderazgo en la AEPDI, su oposición a los linchamientos y al resarcimiento exigido por los ex Patrulleros de Autodefensa Civil (PAC). Los informes indican que el dirigente se habría visto obligado a abandonar el lugar junto con su familia y que actualmente, se encontrarían escondidos. Además, se informó que en la mañana del 13 de noviembre ningún agente habría llegado para proteger a la población civil. Como resultado, la población civil habría quedado en manos de dirigentes de ex miembros de las PAC y partidarios que habrían organizado los disturbios.

Comunicación enviada

251. El 18 de septiembre de 2002, la Relatora Especial mando una alegación al Gobierno de Guatemala relativa a una denuncia de violación del derecho a la vida:

252. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 8 de marzo de 2002, **José Benjamín Pérez González**, activista en relación con el problema de reparto de la tierra, habría recibido varios disparos por parte de un policía y luego por parte de un paramilitar, mientras caminaba con otros 70 campesinos para trabajar sus tierras. Sin embargo, la policía habría detenido y acusado de crimen a un campesino, Cecilio Méndez Hernández.

Comunicaciones recibidas

253. Por carta de fecha 13 de diciembre de 2001, el Gobierno de Guatemala respondió a los siguientes casos:

254. Respecto al caso de **Waldemar Barrera**, Auxiliar de la institución del Procurador de los Derechos Humanos en Puerto Barrios, Izabal, quien habría recibido amenazas de muerte, supuestamente como consecuencia de la investigación que lleva a cabo en la muerte del periodista Jorge Mynor Alegría Almendaris, no ha presentado ninguna denuncia ante ningún órgano, según afirman miembros de la COPREDEH que conversaron con él. Además según el Gobierno, Waldemar Barrera no desea que el Estado de Guatemala le brinde seguridad. Sin embargo, de manera periódica, se realizan rondas en las cercanías de la sede de la Auxiliatura Departamental.

255. Respecto al atentado contra la vida de **Magistrado Conchita Mazariegos** y las amenazas por él sufridas, el Gobierno le afectó seguridad personal, consistente en cuatro agentes del Servicio de protección y Seguridad de la Policía Nacional Civil (PNC). Además, se le brindó seguridad perimetral las 24 horas del día con unidades del Servicio Motorizado de la Policía Nacional Civil, en conformidad con las recomendaciones al Gobierno de Guatemala de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH). Además, el ministerio público está investigando los hechos intimidatorios en contra de la señora Magistrado.

256. En cuanto a **Hugo Enrique Martínez Juárez**, la COPREDEH solicitó al Director General de la PNC que se efectuara la investigación respectiva sobre las amenazas que habría recibido. En cuanto al percance automovilístico de que fue objeto el Sr. Martínez Juárez, Fredi Ruben Arriola Bracamonte fue detenido y consignado al órgano competente puesto que iba conduciendo bajo efectos de licor.

257. Respecto al caso de las ejecuciones de **Roberto Martínez Castañeda, Josefina Cevallos Borro y otra persona sin identificar** el 27 de abril de 2002 durante una protesta violenta en el centro de la ciudad de Guatemala, fueron investigadas por la policía nacional civil y el ministerio público, quienes de forma inmediata detuvieron a los presuntos autores y les pusieron a disposición de los tribunales de justicia. El Gobierno informó de que los que dispararon fueron agentes de seguridad privada y que, por consiguiente, no pertenecen a ningún organismo público o entidad estatal.

258. Por carta de fecha 27 de diciembre de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó a un llamamiento urgente mandado juntamente con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos de 3 de diciembre de 2002 relativo a **Gilberto Gómez Limón**, presuntamente como consecuencia de su participación como testigo en el proceso de tres militares involucrados en el asesinato del obispo Juan José Gerardo. Según el Gobierno que investigó estos hechos, la agresión de que fue objeto Gilberto Gómez Limón es el resultado de un problema entre particulares y sin trasfondo político y el hecho de que el agresor denota haya sido consignado que este no se retiró del lugar de los hechos sin encontrar ningún obstáculo por parte de los guardias de seguridad, como se denunció originalmente.

259. Por carta de fecha 12 de marzo de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó a un llamamiento urgente de la Relatora Especial mandado el 28 de febrero de 2002 relativo a amenazas contra las vidas de **Silvia Méndez, Anabella de León, Magda Arceo y algunos empleados de la Tipografía Nacional**. El Gobierno informó de que está brindando las medidas cautelares solicitadas por la CIDH a favor de las personas arriba mencionadas. El Gobierno ha sostenido comunicación con las afectadas para convenir las modalidades que más se ajustan a las necesidades de las beneficiadas con medidas cautelares. Se inició la investigación sobre la muerte de Rodas Furlán; sin embargo, todavía tiene un carácter preliminar y no puede tenerse un criterio acerca de tal hecho. A partir de este evento, se han redoblado los esfuerzos para la protección de las otras personas beneficiadas con medidas cautelares.

260. Respecto a las amenazas de muerte contra el **obispo Alvaro Ramazini** y el **sacerdote José Aldaz Donamaría**, el Gobierno informó de que les está brindando las medidas de seguridad necesarias (seguridad perimetral en sus lugares de residencia, en su iglesia católica y en la emisora de radio Voz de la Buena Nueva donde trabajan) para proteger sus vidas e integridad física. Además, el Ministerio Público está investigando los hechos intimidatorios en contra de las personas arriba mencionadas.

261. Respecto a las amenazas contra el profesor **Dionisio Camajá Sánchez** por parte de Martina Méndez, María Ajcop Vicente y María Pú Sarat, el Gobierno informó que funcionarios de la COPREDEH solicitaron al comisario de la estación número 71 de la policía nacional civil de San Miguel Uspantán de El Quiché que se le brinde la protección necesaria para resguardar la vida e integridad física del ofendido. De igual manera, el ministerio público continúa con las investigaciones para tener elementos de prueba en contra de las personas presuntamente responsables y ponerlas a disposición de los tribunales para dilucidar su situación jurídica.

262. Respecto al caso de **Romeldo Peña Cruz**, quien estaría amenazado supuestamente por el alcalde de Puerto Barrios, Izabal, el Gobierno informó que está investigando los hechos intimidatorios en su contra. Según el Gobierno, Romeldo Peña Cruz renunció al ofrecimiento de medidas de seguridad.

263. Respecto a las amenazas en contra de **Miguel Ángel Gómez de León**, esta pendiente que la fiscalía de Santa Cruz de El Quiché resuelva la situación del Consejal II Gaspar Canil Mejía y el alcalde municipal Manuel Sut Lucas a quienes denunció el 10 de enero de 2002 de ser responsables de cualquier daño que sufra él o su familia. Respecto a las amenazas en contra de **Macario Majia González**, está pendiente que se celebre en el presente mes una junta conciliatoria para dilucidar la situación del Secretario General del Sindicato de Trabajadores del Comercio de Chichicastenango Genaro Macario Mejía González y el síndico municipal de ese departemento Tomás Canil González.

264. Respecto a las amenazas de muerte dirigidas en contra del **sacerdote Rigoberto Pérez Garrido** y el incendio de la parroquia del municipio de Nebaj, Quiché, el Gobierno informó de que el ministerio público está investigando estos hechos intimidatorios.

Además, la PNC en Nabaj implementó medidas de seguridad a favor de la Iglesia Católica y de la Casa Parroquial de dicha jurisdicción. Al mismo tiempo, la COPREDEH está recabando información sobre estos hechos.

265. El 12 de junio de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó a un llamamiento urgente mandado por la Relatora Especial el 20 de febrero de 2002 relativo a amenazas y agresiones contra periodistas. Respecto al caso de **Deccio Serrano**, el Gobierno informó de que fue agredido por agentes de la policía municipal de tránsito. Sin embargo, no presentó denuncia alguna ya que el alcalde se comunicó con él y le pidió disculpas por el suceso. Respecto a la agresión que sufrió **José Cándido Barillas**, él la atribuye a la delincuencia común. En cuanto a **Carlos Víctor Hernández Rivas**, según verificó la COPREDEH la orden de allanamiento se ejecutó a las 2.05 horas de la tarde y se dio por finalizado a las 3.15 horas de la tarde en 29 de enero de 2002. Por consiguiente, no se realizó, como lo alegó el Sr. Hernández Rivas, en horas inhábiles. En cuanto a **Arnulfo Agustín Guzmán**, que sufrió una agresión y robo de su vehículo, según la COPREDEH, él manifestó que no consideraba el hecho de carácter político sino que lo atribuía a la delincuencia común. Se informó de que el señor Ministro de Gobernación llamó al Sr. Guzmán y le manifestó que le proporcionaría seguridad para su residencia. En cuanto a **Nery de la Cruz**, no ha presentado denuncia de que esté siendo amenazado de muerte porque consideró que lo que le acontecía era producto de la delincuencia común. Respecto a **Ana Lucía Ramírez**, la Unidad de Seguimiento no ha podido todavía entablar comunicación con ella, puesto que desde el momento en que se dio el hecho delictivo en su contra ha cambiado de empleador en varias ocasiones.

266. El 6 de junio de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó al llamamiento urgente de la Relatora Especial de fecha 4 de junio de 2002 relativo a las amenazas de muerte contra ex empleados de la Tipografía Nacional y miembros de su familia. El Gobierno informó de que ha realizado los trámites pertinentes para la ampliación de medidas cautelares a favor de **Santiago Quevedo, Mario Castro, Edgar López, César Posadas y Edgar García**, conforme con el requerimiento de la CIDH. El Gobierno informó de que el Sr. López salió del país el 30 de abril de 2002. En cuanto a **César Posadas y Edgar García**, no ha sido posible localizarles y diligenciar las medidas de protección en su favor.

267. El 8 de julio de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó al llamamiento urgente mandado por la Relatora Especial el 13 de mayo de 2002 relativo a amenazas de muerte contra **miembros de la Asociación para el Desarrollo Integral de la Víctimas de violencia en las Verapaces Maya Achí (ADIVIMA)**. El Gobierno informó que la COPREDEH procedió a coordinar la investigación requiriendo información al ministerio público y a la PNC a efecto de esclarecer tales amenazas. Asimismo, la COPREDEH llamó a la Subcomisaría de la Policía Nacional del Municipio de Rabinal, Baja Verapaz, que informó de que está prestando seguridad perimetral a los miembros de ADIVIMA. El 14 de octubre de 2002, el Gobierno de Guatemala proporcionó información suplementaria relativa a las medidas de seguridad perimetral a favor de los miembros de la ADIVIMA. Se informó también de que el 27 de junio de 2002, la Fiscalía Central del Ministerio Público se presentó al juzgado de Primera Instancia Penal para pedir unas medidas para adelantar la investigación del presente caso.

268. El 17 de julio de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó al llamamiento urgente mandado por la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos el 8 de febrero de 2002 relativo a amenazas de muerte contra **Ovidio Paz Bal**. Según el Gobierno, la sección en el departamento de Sololá de la COPREDEH entrevistó a Ovidio Paz Bal. La COPREDEH luego procedió a solicitar a la PNC que se brinde protección perimetral a Ovidio Paz Bal, así como a su familia.

269. El 16 de septiembre de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó al llamamiento urgente mandado por la Relatora Especial el 8 de agosto de 2002 relativo a **Luz Margoth Tuy Jiatz**, que habría sido detenida por su participación en los incidentes del 26 de marzo de 2001. Según la COPREDEH, se constituyó en acusador el alcalde Felipe Piy Petzey en contra de Luz Margoth Tuy Jiatz, quien fue sindicada de los delitos siguientes: sedición, instigación a delinquir, reuniones y manifestaciones ilícitas, desorden público y usurpación de atribuciones. El 16 de agosto de 2002, el juzgado de Primera Instancia Penal del departamento de Sacatepéquez ordenó la libertad inmediata de Luz Margoth Tuy Jiatz. En cuanto a las amenazas en su contra, la COPREDEH constató que no existe denuncia alguna y que no se puede identificar a las personas responsables de estas amenazas.

270. El 9 de octubre de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó a un llamamiento urgente mandado por la Relatora Especial relativo a amenazas de muerte contra el **obispo Álvaro Ramazinni y el sacerdote José Aldaz Donamaría**. El Gobierno informó de que el 20 de junio de 2002, la Comisaría Nacional Civil de San Marcos estaba proporcionando vigilancia perimetral en los lugares que el obispo frecuenta desde el 13 de marzo de 2002. En cuanto al padre Donamaría, la policía civil del municipio de San José El Rodeo le está proporcionando seguridad perimetral desde el 6 de marzo de 2002.

271. El 1 de diciembre de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó a un llamamiento urgente mandado el 30 de septiembre de 2002 por la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos relativo a amenazas de ex miembros de las PAC contra varias oficinas locales de la procuraduría de derechos humanos. El Gobierno informó que la COPREDEH, luego de las investigaciones realizadas en torno a este caso, concluyó que los miembros de las oficinas de derechos humanos en distintas regiones del país en ningún momento fueron objeto de amenaza o intimidación por parte de los ex miembros de las PAC, y que solo se trató de rumores en relación con el movimiento surgido de las exigencias de estas personas. Por lo anterior, se cree que hay pocas posibilidades que se repitan estos incidentes, en virtud de que los gobernadores departamentales en representación del Gobierno, llevan a cabo la negociación con los ex patrulleros, en relación con la indemnización reclamada.

272. El 1 de diciembre de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó a un llamamiento urgente mandado el 29 de agosto de 2002 por la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos y el Relator Especial sobre la independencia de los magistrados y abogados, relativo a Luis Roberto Romero Rivera. El Gobierno informó que en relación con el atentado que fue objeto Luis Roberto Romero Rivera, la COPREDEH solicitó al Ministerio

de Gobernación la ampliación de las medidas de seguridad de carácter urgente, para resguardar la vida e integridad física, de conformidad con lo requerido por la CIDH.

273. El 1 de diciembre de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó a un llamamiento urgente mandado el 13 de mayo de 2002 por la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, relativo al caso de la Asociación para el Desarrollo Integral de las Víctimas de Violencia en Las Verapaces, Maya Achí (ADIVIMA). El Gobierno informó de que ha brindado junto con las instituciones correspondientes la protección respectiva a los miembros de ADIVIMA. Además, los hechos que dieron origen a las denuncias están siendo investigados. Considerando lo anterior, el Gobierno realiza las acciones respectivas a partir de su deber de perseguir y sancionar el delito.

274. El 1 de diciembre de 2002, el Gobierno de Guatemala contestó a un llamamiento urgente mandado el 26 de agosto de 2002 por la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos relativo a amenazas en contra de Victoria Sandford, David González y Wesley Boxed. De acuerdo con el Gobierno, la comisión presidencial de derechos humanos continúa recabando información sobre el presente caso y está pendiente de los resultados que se obtengan de las diligencias que continúa realizando el ministerio público.

Haiti

Appel urgent

275. Le 22 juillet 2002, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des défenseurs des droits de l'homme, a envoyé un appel urgent au Gouvernement d'Haïti relatif à la situation de **Sylvie Bajoux**, qui aurait été attaquée à son domicile dans le quartier de Péguayville à Port-au-Prince. Le 16 juillet 2002, aux alentours de midi, trois hommes armés seraient entrés dans la maison de Sylvie et Jean-Claude Bajoux; ils auraient attaché et battu les trois employés des Bajoux, puis menacé Sylvie Bajoux avec un pistolet et l'aurait assommée et jetée à terre. Les époux Bajoux auraient été attaqués en raison de leurs activités au sein du Centre œcuménique des droits humains (CEDH) et seraient régulièrement soumis à des attaques et menaces.

276. Le 29 novembre 2002, la Rapporteuse spéciale, conjointement avec le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, a envoyé un appel urgent au Gouvernement haïtien relatif à des agressions contre la presse survenues ces derniers jours. Selon les informations reçues, dans le nord du pays, une station de radio aurait été partiellement incendiée et neuf journalistes auraient été menacés, dont sept seraient obligés de se cacher. Il semblerait que les locaux de Radio Étincelle aux Gonaïves auraient été incendiés dans la soirée du 24 novembre 2002, détruisant une partie de la station et de son matériel. Le directeur de Radio Étincelle, **Esdras Mondélus**, aurait reçu des menaces de mort de la part de membres d'organisations proches de Fanmi Lavalas, quelques jours plus tôt par téléphone, suite à la couverture donnée à une manifestation de l'opposition. Il avait, semble-t-il, été obligé de suspendre les programmes de la radio les 21 et 22 novembre. Dans la même ville, sept journalistes de la presse privée,

dont **Jean Robert François**, correspondant de Radio Métropole, **Fleurimont Henry**, correspondant de Radio Kiskeya, **Frantz Rénel Lebrun**, correspondant de Radio Ibo, Esdras Mondéus, ainsi que trois de leurs confrères, auraient été menacés de mort par ces mêmes organisations. De plus, il semblerait que quelques jours plus tôt, au Cap-Haïtien, deux journalistes de Radio Maxima, Péguy Jean et Joël Joseph, auraient également été agressés par des membres d'organisations populaires se réclamant du gouvernement Lavalas, qui leur reprochaient leur couverture de la manifestation de l'opposition du dimanche 17 novembre, qui demandait le départ du président Aristide et regroupait plus de 20 000 participants.

Communication reçue

277. Le 6 août 2002, le Ministre des affaires étrangères d'Haïti a répondu à la Rapporteuse spéciale ainsi qu'à la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des défenseurs des droits de l'homme afin d'accuser réception de leur appel urgent relatif à Sylvie Bajoux et promettre qu'il les tiendrait informées de l'évolution de ce dossier.

Honduras

Comunicaciones enviadas

278. El 18 de septiembre de 2002, la Relatora Especial mandó una alegación al Gobierno de Honduras relativa al caso siguiente:

279. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 12 de noviembre de 2001, las hermanas de Chorti así como los hermanos de las comunas de San Andrés habrían manifestado pacíficamente, bloqueando la autopista panamericana, para pedir al Gobierno que les devolvieran unas tierras en la parte occidental de Honduras, que pertenecería supuestamente a las comunas de San Andrés. Se informó de que la policía, apoyada por unos soldados, habría utilizado contra los manifestantes gases lacrimógenos, garrotes y balas reales. Por consiguiente, habrían herido a 12 personas y habrían matado a **José Roberto Isidro**.

280. El 3 de octubre de 2002, la Relatora Especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos mandó una alegación al Gobierno de Honduras relativa a los casos siguientes:

281. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 26 de agosto de 2002 unos hombres desconocidos habrían asesinado a **J. Santos Callejas**, tesorero de una directiva regional del Comité para la Defensa de los Derechos Humanos en Honduras y coordinador de la Oficina del Defensor de la Niñez en la alcaldía del Municipio de la Música, Atlántida. Según informaciones proporcionadas, algunos sujetos le habrían disparado utilizando fusiles AK-47, cuando salía de la escuela en la que prestaba sus servicios como alfabetizador. Según la información recibida, J. Santos Callejas atendía a las víctimas de la violencia presuntamente perpetrada por redes criminales y terratenientes en la región.

282. De acuerdo con las informaciones recibidas, tras la visita de la Relatora Especial a Honduras, varios miembros de la organización **Xibalba** habrían sido intimidados y amenazados por desconocidos que se desplazan en vehículos con vidrios polarizados. En este contexto **Sandra Isabel Romero Barahona**, encargada de relaciones públicas en Xibalba, habría sido víctima de un intento de asesinato y repetidas amenazas. Según las informaciones proporcionadas a raíz de estos incidentes, Sandra Isabel Romero Barahona se habría sentido en la obligación de salir de Honduras para pedir asilo en México.

India

Urgent appeals

283. On 3 July 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders, sent an urgent appeal to the Government of India regarding death threats against **Peer Noor ul Haq** after he agreed to testify against police officers allegedly responsible for deaths in custody in Srinagar. According to the information received, Mr. ul Haq was arrested on 19 June 1999 after he lodged a complaint that certain police officers had taken bribes. He was detained for 10 days, during which he alleges that he was tortured. On the night of 23 June 1999 two men, Ghulam Matto and Javid Shah, who had been arrested by the police, were put into the same cell as Mr. ul Haq. They allegedly heard screaming from another cell which they took to be the sound of a third man being tortured. Shortly after the screaming stopped, a senior police officer took Ghulam Matto and Javid Shah away. It has been reported that neither man was seen alive again, and their bodies were found in a village 70 miles away. The body of the third man, Nazir Gikar, was allegedly recovered from Dal Lake in Srinagar. A group of police officers have reportedly been charged with their killings. Since Mr. ul Haq came forward as a witness, he and his family have reportedly been threatened by the police. Although the State Human Rights Commission and the High Court of Jammu and Kashmir ordered that Mr. ul Haq receive police protection in 1999, no such protection has ever been given. In addition, the Special Rapporteurs reminded the Government of India that this case had already been brought to its attention on 26 March 2001 by the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions.

284. On 25 October 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on freedom of opinion and expression and the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders, sent an urgent appeal to the Government of India regarding **Lachit Bordoloi**, journalist and Chairman of Manab Adhikar Sangram Samiti (MASS), a human rights organization operating in Assam, who has reportedly been the victim of threats to his life and other forms of intimidation. According to the information received, the threats against Mr. Bordoloi are thought to be related to his activity as a journalist and a series of articles he published in the *Asomiya Protidin*, an Assamese daily published from Guwahati, Assam, in September 2001. According to the information, these articles highlighted alleged malpractice and corruption by Lungria Ding, the local Superintendent of Police of Nagaon.

Communication sent

285. On 2 September 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture sent an allegation relating to the following cases.

286. On 28 October 2001, **seven protesters** were reportedly killed when local police opened fire on a demonstration against air strikes by the United States in the town of Malegaon in the western State of Maharashtra. Three more people were killed the following night when protestors tried to block the main road connecting Malegaon to the capital, Delhi. Police say they used baton charges and tear gas to disperse the crowd but when that failed, they fired at the protesters.

287. **Kallu**, alias **Raja Ram**, reportedly died on 29 October 2001, three days after he was arrested and detained at the Mariyaon police station in Lucknow, Uttar Pradesh. He had reportedly been taken to the police station on 26 October 2001 after his neighbour had reportedly called the police because of a dispute. A subinspector and other officers are said to have arrested Kallu and his two brothers, **Surendra Kumar** and **Gopal Ram**, and to have taken them to the police station. Upon their arrival there, the three brothers were allegedly beaten with sticks and rods. The officers reportedly filed the case under section 151 of Indian Penal Code in order to legalize their arrest. According to the information received, Kallu's health condition seriously deteriorated after his release and he reportedly died three days later. Surendra Kumar is said to have filed a case for murder against the subinspector and four other officers. The Lucknow Police chief reportedly denied any responsibility on the part of the authorities, and is believed to have insisted that Kallu had died from tuberculosis.

288. **Bashir Ahmad Sofi**, a 45-year-old shopkeeper, was reportedly arrested by members of the Special Operation Group stationed in Srinagar, on 25 October 2001. The police are said to have transferred Mr. Sofi to hospital Srinagar on 16 December 2001. He is said to have been in severe pain, both his kidneys are said to have been damaged and his body allegedly bore marks of ill-treatment. On 3 January 2002, he reportedly died as a result of his injuries.

289. **Professor Davinderpal Singh Bhullar** was reportedly sentenced to death on 25 August 2001, after having been tried by a designated court created under provisions of the Terrorist and Disruptive Activities (Prevention) Act (TADA). The death sentence is said to have been based solely on a confession extracted under duress. He was reportedly handed over to the Indian police at Indira Ghandi airport in New Delhi on 17 January 1995 after having been refused asylum in Germany. He was reportedly arrested and charged with carrying false documents. He was remanded in police custody allegedly for 10 days. However, he was reportedly kept in police custody until the end of March 1995. In custody, he is said to have been assaulted by officers of the Punjab police and forced to sign blank pieces of paper, under the threat that the police would otherwise kill him in a faked encounter. (In January 1991, his father is said to have become victim of enforced disappearance.) As a result, he was reportedly charged with involvement in an

assassination attempt against Maninderpal Singh Bhullar on 11 September 1993. Apart from this statement, no other corroborative evidence is said to have been presented by the prosecution. Of the 133 prosecution witnesses, none is said to have identified Professor Bhullar. His co-accused is said to have been acquitted as Professor Bhullar's statement was held to be unreliable.

290. **Muhammad Ashraf Lone**, a resident of Krusan district, Kupwara, was allegedly abducted by three pro-Government militants from his shop. He was reportedly ill-treated by them before being handed over to a military battalion of the 8th Regiment, where he was said to have been tortured by a major and to have died seven days later. His relatives were reportedly initially not informed about his whereabouts. They are said to have filed a complaint with the police station at Lalpora Kupwara and two of the pro-Government militants were reportedly arrested.

291. On 18 September 2002, the Special Rapporteur sent an allegation to the Government of India relating to the following cases.

292. According to the information received, on 29 October 2001, **Mr. Kallu, alias Raja Rama**, died in his home three days after having been severely tortured in Mariya police station in Lucknow.

293. According to the information received, on 3 July 2001, **Showkat Hussain Mir** was allegedly shot dead in his office by soldiers of the 35th Regiment.

294. According to the information received, on 24 July 2001, **Abdul Hamid Tantray** allegedly died as a result of torture in police custody.

295. According to the information received, on 5 October 2001, **Showkat Ahmad Khan** had stopped his truck near Sheikh Pora to go to a store. A group of soldiers arrived and asked him for diesel fuel for their vehicle. When he refused, the soldiers allegedly opened fire and killed him.

Communications received

296. On 11 December 2001, the Government of India informed the Special Rapporteur that it finds it difficult to provide information relating to cases IND/03/2000, IND/05/2000, IND/06/2000, IND/07/2000, IND/09/2000 IND/10/2000 brought to his attention by the Special Rapporteur as full particulars like parentage, residential address, etc. have not been provided. The Government requested the Special Rapporteur to provide this additional information.

297. On 6 June 2002, the Government of India replied to a communication sent on 23 October 2000 relating to **Mustaq Ahmed Bhat**. The Government informed that Mr. Bhat was gunned down by an unknown gunman during the night of 7/8 June 2000 at Nund Reshi Colony Bemina. The case was under investigation and the police concluded that the allegation was "without substance and not true as the army was not involved in the above incident".

298. On 6 June 2002, the Government of India replied to a communication sent on 31 August 2001 by the Special Rapporteur relating to the detainee **Kalu Chakrabarty** who was found dead in the jail latrine hanging with a napkin tied around his neck. The executive magistrate who conducted the inquiry referred the case for a post mortem examination which attributed the death to hanging. The Government concluded that the allegation was “without substance and not true”.

299. On 6 June 2002, the Government of India replied to a communication sent on 18 September 1998 by the Special Rapporteur relating to **Zulfikar Ali** and **Mushtaq Ahmed**, two Pakistani nationals. According to the Government, the two men were stopped while travelling on a bus. During interrogation, they disclosed that they had dumped a consignment of ammunition in a clump of grass at Kothi-Shah-Dullah. While they were being escorted to recover a cache of arms, they tried to flee under cover of darkness. The police chased them and, after giving due warning as they were going about to cross the border, the police were forced to fire, which resulted in the death of the said persons. No separate inquiry was undertaken as the circumstances under which the two men were killed did not warrant any departmental action.

300. On 6 June 2002, the Government of India replied to a communication sent on 25 June 2001 by the Special Rapporteur relating to **Ramdeo Chauhan** and **Rajnath Chauhan**. The Government reported that the Governor of Assam, after careful consideration of the mercy petition filed by the two men, had commuted their death sentences to life imprisonment.

301. On 20 June 2002, the Government of India replied to a communication sent on 30 August 2001 by the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture and the Special Rapporteur on violence against women relating to excessive use of force by police against **Manjolai Tea Estate workers** and their supporters in Tamil Nadu on 23 July 1999. A commission of inquiry was appointed on 27 June 2000. It held that the force used by the police to disperse the crowd was warranted. However, the commission was of the view that the act of the police in chasing members of the procession into the river bed amounted to excessive use of force. Therefore, it recommended the compulsory retirement of two officers for gross dereliction of statutory duty, in addition to disciplinary action against the two officials. Governmental compensation was granted to the families of 11 persons who died from drowning in the river. The Government has also issued an order to provide employment for one member of the family of the 17 persons who lost their lives in this incident.

302. On 10 October 2002, the Government of India provided information relating to **Safdar Ali Sheikh** who was reportedly arrested by the army in May 1999 and found dead a few days later. According to the Government, and as stipulated in the post mortem report and investigation conducted by the police, Mr. Sheikh died due to injuries sustained after he fell into a deep ditch. The inquest proceedings were thus closed with the finding of a case of accidental death.

303. With regard to **Anayat-Ullah**, reportedly arrested at his home by the army in May 1999 and found dead a few days later, the Government reported that the police opened an investigation into the case. However, efforts to trace the accused were not successful. The investigation was hence closed.

304. Concerning the alleged shooting by security forces of **Abdul Qadir Ganai** in October 2000, the Government reported that an investigation was initiated by the police which confirmed that he sustained his injuries during a shoot-out between militants and security forces.

305. Regarding **Abdul Majid Khan**, who was reportedly arrested by army personnel camped in Batpora on 8 January 2001 and found dead the following day, the Government reported that the case is presently under investigation.

306. On 17 October 2002, the Government of India replied to a communication sent by the Special Rapporteur jointly with the the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders on 14 September 2001 concerning threats against **members of the Andhra Pradesh Civil Liberties Committee (APCLC)**. The Government reported that the threats did not exist and that the police have offered personal protection to APCLC members, who reportedly refused it.

307. On 22 October 2002, the Government of India replied to an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on 1 November 1999 regarding the alleged shooting of **Ghulam Rasool Shah** by a soldier stationed in Brenti Batpora. The Government reported that police investigations had confirmed that he died of gunshot wounds sustained accidentally during a scuffle with a junior commissioned officer who had acted in self-defence. Thus, the allegation of arbitrary execution by the security forces is factually incorrect.

Indonesia

Urgent appeals

308. On 13 February 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders, sent an urgent appeal to the Government of Indonesia relating to death threats reportedly received by **Johanes G. Bonay**, Director of the Institute for Human Rights Studies and Advocacy (ELS-HAM) and **John Rumbiak**, an official of the same non-governmental organization. According to the information received, on 11 February 2002, a staff member of ELS-HAM received a phone call informing her that Mr. Bonay and Mr. Rumbiak were among a group of people considered "dangerous" by the Indonesian Special Forces Command (Kopassus). It has been further reported that both staff members of ELS-HAM were on Kopassus's black list and were to be eliminated by 7 March 2002. These facts are allegedly connected with the joint statement issued on 11 February 2002 by three Papuan human rights organizations, ELSHAM, the Legal Aid Institute Papua (LBH Papua) and the Commission for Anti-Violence and Forced Disappearance Papua (Kontras Papua), rejecting the establishment of the National Inquiry Commission (KPN) and the Central Military Police Inquiry Commission (Tim Puspom TNI) to investigate the killing on 10 November 2001 of Theys

Eluay, an independence and human rights activist and Chair of the Papuan Presidium Council since February 2000.

309. On 23 May 2002, the Special Rapporteur on torture and Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of Indonesia relating to **Riki Muhammad**, a 20-year-old farmer. He was reportedly arrested with **two other men** by soldiers in the village of Tumpok Blang in Aceh on 12 May 2002. It is reported that local human rights monitors have been told that all three were being held at a military post in Lhok Kuyuen, Sawang subdistrict, North Aceh. When relatives tried to see the men there, soldiers allegedly threatened to shoot them if they persisted and fired warning shots. The men were reportedly detained during military operations in Sawang subdistrict against the armed opposition group Free Aceh Movement (Gerakan Aceh Merdeka, GAM), which began on 11 May. The army is reportedly maintaining a cordon around Sawang subdistrict and people living there have to apply for permission to leave the area. **Two other people** detained during the military operations have reportedly been found dead. Security conditions are said to be preventing human rights monitors from entering the area to verify these reports. The Special Rapporteurs also brought to the attention of the Government information they have received concerning **Si Bai**, aged 20, **Hasbi**, aged 22, and **M. Ali**, aged 23, who were reportedly taken from police detention in Aceh Province by masked men believed to be from the Police Mobile Brigade (Brimob) and the military in mid-May. They have not been seen since. It is not known where they are currently being held. Fears were expressed that the above-named persons may be at risk of torture or other forms of ill-treatment in view of the incommunicado nature of their detention.

310. On 2 October 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders sent an urgent appeal to the Government of Indonesia regarding intimidation and harassment of **activists working with the Institute for Human Rights Study and Advocacy (ELS-HAM)** in Papua Province as well as in Jakarta. According to the information received, on 28 September 2002, the Jakarta office of ELS-HAM allegedly received an anonymous telephone call warning staff members to "be careful". In addition, staff in the office of Jayapura and Mimika, Papua Province, allegedly said that their office was under surveillance by unknown people. These threats appear to be connected to a press release issued by ELS-HAM on 25 September in which the organization stated that there were indications that the military's Special Forces Command (Kopassus) may have been involved in an attack near the PT Freeport Indonesia gold and copper mine in Tembagapura, Mimika district, Papua Province, on 31 August 2002. As a result, the Indonesian military reportedly threatened to sue ELS-HAM for slander and accused them in the local media of being a political pro-independence organization.

311. On 14 October 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders sent an urgent appeal to the Government of Indonesia regarding **Alberth Rumbekwan**. According to the information received, Mr. Rumbekwan, head of ELS-HAM, has been receiving death threats related to his activities as a human rights defender. On 9 October, he reportedly received a phone call in which he was told, "If you want to stay safe, don't make phone calls or send e-mails

anywhere. If you want to stay safe, from now on don't get involved.” On 11 October, at around 12.30p.m., two men, reportedly carrying knives, forced open the gate in front of the ELS-HAM office and broke open the main door, which was locked. The two men reportedly entered every room and spent 30 minutes destroying books, documents and other items in the office. They also took computer discs and a number of documents. ELS-HAM activists, who hid in the bathroom, heard the two men saying that the person they were looking for was not there. Fear has been expressed that they were looking for Mr. Rumbekwan.

Communications sent

312. On 2 September 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture sent an allegation to the Government of Indonesia relating to the following cases.

313. **Yoni Karunggu**, a 17-year-old member of the Nduga tribe, reportedly died while in custody at Police Headquarters in Polres, Jayapura. An autopsy conducted by Jayapura General Hospital allegedly determined his death to be the result of beating and torture. Yoni Karunggu was reportedly arrested along with 103 others, after a police post in Abepura was allegedly attacked by unidentified people on 7 December 2000.

314. **Musa Kuluwa** and **Mandinus Yikwa**, who allegedly suffered gunshot wounds, were reportedly kicked and beaten before being arrested along with 16 other persons on 3 May 2001 by members Brimob, who allegedly opened fire as the two were boarding a boat in Wasior, Papua. Four other people are believed to have been killed during this incident. According to the information received, those arrested were brought to trial, accused of “attempting to commit separatism” and rebellion.

315. **Murhaban Sulaiman**, aged 28, **Idris Muis**, aged 30, **Salem Arahman**, aged 26, **Muhammad Ismail**, aged 16, **Ansari Ramli**, aged 15, **Muhammad Nazar**, aged 14, **Fadli Maden**, aged 13, **Majnun Sami**, aged 14, **Fakri M Garu**, aged 26, and three other young people were reportedly sitting at a coffee stall in Kuto Baru village when soldiers ordered them to show their identity cards. It is alleged that the military asked them questions about a GAM command centre. As they did not know the answers, the 12 young men were reportedly ordered to get on to a truck and their clothes and identity cards were burnt on the site. Three of them are reported to have managed to escape, while the others are believed to have been taken in the direction of Jambo Reuhah, Idi district. The Special Rapporteurs have been informed that on 20 August 2001 nine bodies were found in a grave at the base of a canyon in Kayu Tiga village. The bodies were reportedly identified as belonging to the above-named men.

316. On 18 September 2002, the Special Rapporteur sent an allegation to the Government of Indonesia relating to the following cases.

317. According to the information received, **Lesi Iba** was shot dead by Kopassus soldiers assigned to guard the PT Wapoga Mutiara Timber company. It appears that the woman was a treasurer at the company. A man, Martinus Maware, was reportedly injured in the incidents which occurred in the office of the company.

318. According to the information received, in the evening of 19 August 2001, some 114 soldiers left for the city of Idi. Upon reaching the bridge at Blang Siguci at around 9 p.m. they allegedly fired their guns in the air before proceeding into the city centre. On the way they arrived at Abdullah Yakob's coffee-shop, where they rounded up a group of youths and other people from neighbouring houses. The soldiers reportedly tortured these persons and burned their clothes and identification documents. Wearing only their underwear, a group of 12 youths were ordered to board a truck. Three of them managed to flee as the truck headed towards Jambo Reuhat. On 20 August 2001, villagers reported that they had found a fresh grave inside the PT Bumi Flora Plantation, about 1 kilometre from the Yonif 203/AK garrison. The grave was reportedly exhumed. The remains of nine persons were found, namely **Murhaba Sulaiman, Idris Muis, Salem Arahman, Muhammad Ismail, Ansari Ramli, Muhammad Nazar, Fadli Maden, Majnun Sami, Fakri M. Garu**, who had been detained by the soldiers. It is reported that the corpses were brought to the village of Keude Pliiek and buried.

Iran (Islamic Republic of)

Urgent appeals

319. On 20 February 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of the Islamic Republic of Iran relating to the cases of **Amir Hoseyn Mashti** and **Ali Soltani**, who were reportedly to be executed in public on 20 February 2002. According to information received the head of the Justice Department of Kerman, Gholam Hoseyn Heydari, stated that the two men would be hanged in public "so as to teach others a lesson". They were sentenced to death by the lower court of Kerman for "pursuing satanic thoughts, kidnapping women and girls and creating fear and anxiety among the people in Kerman". Reportedly, the Supreme Court upheld their sentences on 9 February 2002 and the execution was to go ahead, unless the men were pardoned by the Supreme Leader, Ayatollah Sayed Ali Khamenei, or the victims' families. The Special Rapporteur brought to the Government's attention the fact that the charges against the defendants seemed vague and that they might not fulfil the criteria for categorizing them as "most serious crimes", the only crimes for which the death penalty may be imposed.

320. On 4 October 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture and Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal to the Government of the Islamic Republic of Iran regarding **Said Masouri**, aged 36, who is said to face imminent execution after his death sentence was reportedly upheld by the Supreme Court approximately three weeks previously. It is alleged that he was ill-treated in detention. He is allegedly an activist and supporter of the People's Mojahedin Organization of Iran (PMOI), an armed political group opposed to the current Government, and has lived in Norway since 1988. He was allegedly sent to Iran in early 2001 to carry out a "military mission" for the PMOI. Before he was able to undertake his mission, however, he was reportedly arrested, either in the city of Dezful or the nearby city of Andimeshk, in western Iran. Mr. Masouri was reportedly ill-treated and was allegedly threatened with summary execution if he refused to make a televised confession. He is said

to have lost a lot of weight. He is currently being held in Wing 209 of Evin prison in Tehran. In June 2002, Branch 6 of the Revolutionary Court, located in Evin prison, sentenced him to death on various charges, including "acting against State security", "membership of a proscribed organization" and other security-related violations. According to the information received, he was not allowed to choose his own lawyer and was allocated one by the court.

Iraq

Urgent appeals

321. On 7 May 2002, the Special Rapporteur, jointly with Special Rapporteur on freedom of opinion and expression, the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders and the Special Rapporteur on the situation of human rights in Iraq, sent an urgent appeal to the Government of Iraq relating to **Safia Taleb Al Souhail**, publisher of the *Al Manar Al Arabi* newspaper and Advocacy Director for the Arab and Islamic World at the International Alliance for Justice. In Jordan, Ms. Al Souhail reportedly received threats carried by a special messenger, warning her that she would suffer the same fate as her father, Sheikh Taleb Al Souhail, former leader of the Bani Tamim tribe, who was assassinated by Iraqi diplomats in Beirut in 1994. Ms. Souhail's family in Beirut and Amman have reportedly also received death threats by telephone, threats which are believed to be from Iraqi Government Intelligence "Al Moukhabart". It is alleged that the threats were in retaliation to Ms. Al Souhail's denunciation of the human rights violations committed by the Iraqi Government, as well as her request to the Lebanese authorities to reopen her father's file, since the Iraqi perpetrators who admitted to the crime received diplomatic immunity. It is reported that following Ms. Al Souhail's contribution to a series of articles on her father's assassination published on 12 April 2002 in *Azzaman*, a London-based Arabic newspaper, a letter, allegedly from the Beni Tamim tribe, was published in *Azzaman* on 24 April and the Al Nahrain web site on 26 April stating that if anything happened to the leaders of the Beni Tamim tribe, and in particular the Al Souhail family, it would be the responsibility of the author of the articles. It cited the assassination of Ms. Al Souhail as one of the things that could happen. According to information received, this letter is believed to have been sent by the Iraqi intelligence to intimidate opponents of the Iraqi regime.

322. On 25 July 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture, sent an urgent appeal to the Government of Iraq regarding **Hamza Qassim Sabbat**, also known as Abu Haitham, aged 46, and **Ibrahim 'Abd al-Jasim Mohammad**, also known as Abu Ayub, aged 43. Both men are said to have appeared on Iraqi national television on 24 July 2002 and confessed their involvement in "terrorist acts" inside Iraq for the benefit of a foreign country. It is feared that their confessions may have been extracted under duress and that televised statements may have an impact upon the fairness of their trial. The two men are also said to be at risk of being sentenced to death and executed. During their confessions, Mr. Sabbat and Mr. Mohammad reportedly admitted that they were members of groups that had been trained in Iran and sent to Iraq to kill Iraqi officials, members of the security forces and the military, as well as to carry out bomb attacks in the capital, Bagdad. The two also reportedly confessed their involvement in

missile attacks targeting government buildings in Bagdad in 2000 and 2001, as well as in a "plan to destabilize the country" in the aftermath of the attacks on New York and Washington on 11 September 2001. Fears have been expressed that the above-mentioned persons may be at risk of torture or other cruel and inhuman treatment.

Communication received

323. On 6 June 2002, the Government of Iraq replied to an urgent appeal sent on 8 May 2002 by the Special Rapporteur jointly with Special Rapporteur on freedom of opinion and expression, the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders and the Special Rapporteur on the situation of human rights in Iraq regarding Sofia Taleb Al-Souhail. The Government reported that it has thoroughly investigated the case and confirms that the allegations mentioned in the urgent appeal are unfounded. The Government explained that it was of the impression that the complainant tried to take advantage of human rights mechanisms for political motives. The Government of Iraq expressed the hope that the Special Rapporteurs do not let anyone use their mandates for political motives.

Israel

Communication sent

324. On 18 September 2002, the Special Rapporteur sent an allegation to the Government of Israel relating to the following cases.

325. According to the information received, **Mahmud Sa'id Salah** was reportedly arrested by police officers on 8 March 2002 in Beit Hanina, Jerusalem. He was reportedly handcuffed and pushed to the ground, face down. While he lay on the ground, a police officer stepped on his neck and head, and then stripped him down to his shorts. The police officer then reportedly shot him seven or eight times in the head.

326. According to the information received, on 8 February 2002 Israeli policemen chased and shot **Samer Ziad Sliman Abu Mayala** whom they suspected of having stabbed an Israeli woman in Jabal Al-Muqaber in Jerusalem.

Jamaica

Urgent appeals

327. On 21 December 2001, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of Jamaica regarding threats by the police against **Katchroy McLeish**. According to the information received, Mr. McLeish was shot at in February 2002 as he watched police officers shooting at another man who was passing on a bicycle. It is reported that a passer-by attempted to take him to hospital, but the police tried to stop him at gunpoint. In hospital, he was reportedly kept in handcuffs and charged with shooting with intent. When a magistrate dismissed these charges, the police then charged him with

shooting with intent and illegal possession of a firearm. The case was adjourned four times as the police failed to appear in court. When they finally did come to court, on 24 October 2002, the prosecution reportedly withdrew its case unconditionally. After this incident it is reported that Mr. McLeish pursued a civil action against the security forces: two soldiers and a policeman are currently on trial in connection with the shooting, reportedly charged with unlawful wounding. According to the information received, on 17 December 2001, as Mr. McLeish was out cycling, a policeman pointed at him and said to a fellow officer, "This is the one my colleague shot. You're dead. Your time will be up soon". Mr. McLeish reported this threat to the police authorities who reportedly told him that the officer concerned would receive a warning.

328. On 17 April 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention and Special Rapporteur on torture, sent an urgent appeal to the Government of Jamaica relating to **Kaydeen Brown**, a 19-year-old pregnant woman, **Ian Mundel**, **Jermaine Wilson**, "**Copper**" and other residents of Duhaney Park, Kingston. According to the information received, police and soldiers cordoned off the Duhaney Park district of the capital, Kingston, on 9 April 2002 and raided a number of homes, killing a resident, **Michael Scarlett**, in an alleged extrajudicial execution. The Hunts Bay police are said, however, to have claimed that they had shot him after he had opened fire on them. They reportedly beat and arrested Kaydeen Brown, Michael Scarlett's girlfriend, and charged her with possession of firearms, in an alleged attempt to intimidate her so that she does not testify about the killing. Ms. Brown was said to be held in incommunicado detention at Metcalf Remand Centre in Kingston, where she was believed not to have been allowed any medical attention, or access to legal assistance or her family. The police are furthermore said to have arrested other residents, namely Ian Mundel, Jermaine Wilson and a man known by the name of "Copper". The arrests are believed to be in retaliation for the killing of 24-year-old police officer Basil Black, who was reportedly shot in the head when he responded to an emergency call in Duhaney Park on 6 April, and the wounding of his colleague, PC Kevon Chambers. The police have allegedly threatened to kill more people from the area. The head of the Crime Management Unit which had been initially set up to deal with serious crimes reportedly stated that he had not been to the area, despite video footage showing his presence. Serious fears have been expressed that there may be a risk to the life and health of the above-named persons and that they may be at risk of torture or other forms of ill-treatment, in particular with respect to Kaydeen Brown. In view of the incommunicado nature of her detention and the alleged previous ill-treatment she was subjected to during her arrest.

329. On 26 July 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture sent an urgent appeal to the Government of Jamaica relating to **Dave Beckford**. According to information received, police have allegedly beaten and threatened Mr. Beckford, the brother of Reagon Beckford, who was allegedly killed by police officers in March 2001, in order to prevent his family from pursuing their quest for justice in relation to the death of their son. A Senior Superintendent, head of the Crime Management Unit, was reportedly due to give evidence at an inquest on 25 July 2002 in relation to the death of Reagon Beckford and six other youths killed by police on 14 March 2001 in an alleged extrajudicial execution. According to information received, on 23 July 2002, the Senior Superintendent and an estimated 30 other police officers, some of whom were attached to

the Hundred Man Police Station, reportedly entered the home of the Beckford family and severely beat Dave Beckford up. According to information received, police also ransacked the house, destroying furniture. They allegedly requested that Dave Beckford report to the police station at 8 p.m. on 23 July, but no reason was reportedly given for the request and Dave Beckford was reportedly not informed of any pending charges.

Communications received

330. On 21 May 2001, the Government of Jamaica replied to an urgent appeal sent on 17 April 2002 by the Special Rapporteur jointly with the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on torture, relating to **Kaydeen Brown, Ian Mundel, Jermaine Wilson, “Copper”** and other residents of Duhaney Park. According to the Government, a police operation was conducted to search for wanted men and illegal weapons. During a duly authorized search of premises located on Brook Avenue, the police shot and injured Michael Scarlett, who was immediately taken to hospital but pronounced dead on arrival. Kaydeen Brown, spouse of the deceased, was detained at the Duhaney police station and charged with illegal possession of firearms and ammunition. She was then remanded to the Metcafe Street remand centre. In an interview with the Bureau of Special Investigations, Ms. Brown denied being beaten or being removed naked from the home of the deceased. She was currently out on bail and was due to return to court on 24 May 2002. Although investigations into the allegations continue, there is no confirmation that Ian Mundel, Jermaine Wilson or “Copper” was arrested. The Government of Jamaica expressed concern about several incidents of deliberate criminal attacks against members of the police. The Government further recalled that it has always ensured that where there is credible evidence that police personnel have breached the law governing their conduct, they are brought to justice.

331. On 12 October 2001, the Government of Jamaica replied to a letter of allegation sent by the Special Rapporteur regarding outbursts of violence in West Kingston in July 2001. The Government reported that it has established a commission of inquiry for a thorough determination of the facts in accordance with its terms of reference, which were submitted to the Special Rapporteur. Although the Government has emphasized the urgency with which the commission had to work, it was not possible to predict with any certainty when they are likely to submit their report. With regard to the status of the persons who were detained, the Government reported that all detainees were released within 48 hours in keeping with the regulations governing detention.

Japan

Urgent appeal

332. On 1 August 2002 the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of Japan regarding **Omori Katsuhisa**, aged 53, who was sentenced to death and was going to be executed on or around 2 August. According to information received, Mr. Katsuhisa was arrested on 10 August 1976 on charges of planting and detonating a bomb in the prefectural government building in March 1976 in Hokkaido, northern Japan. His death

sentence was reportedly finalized when his appeal was rejected by the Supreme Court in July 1994. Mr. Katsuhisa's lawyer was reportedly in the process of appealing against the judgement when he found out that Mr. Katsuhisa's execution could be imminent. Allegedly there is a trend towards carrying out more than one execution at the same time in Japan and concerns have been reported that other executions may also be carried out around this time. Executions are reportedly carried out in secret and there is no official confirmation of the names of those scheduled for execution.

Kazakhstan

Urgent appeal

333. On 15 March 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture, sent an urgent appeal to the Government of Kazakhstan regarding **Mikhail Vershinin**, a 26-year-old Russian citizen and member of the Jehovah Witnesses community in Almaty, who was reportedly arrested by plain-clothes police officers at his home in Almaty on 2 August 1999. No arrest or search warrant was reportedly produced, and no reason given. First, he was allegedly accused of attacking a police officer in public. Then he was reportedly accused of the murder of a young girl. Mr. Vershinin and two former colleagues arrested at the same time, his half-brother, **Jevgeny Turochnik**, and a **former police officer, Kopai** (who was said to have been arrested on 31 July 1999), were subjected to torture and ill-treatment, as a result of which the three reportedly confessed that they had killed 42 prostitutes. On 5 August 1999, Mr. Vershinin's family was informed that he had been arrested for murder and cannibalism. Mr. Vershinin was reportedly sentenced to death on 28 September 2001. During court appearances, his face was covered with bruises, allegedly as a result of severe beatings. He is said to have been convicted solely on the basis of his confessions extracted during his pre-trial detention. At the trial, the members of the jury were reportedly not informed about the testimonies of more than 10 witnesses who said that Mr. Vershinin was working in the clinic at the time the murders were committed. Different searches carried out at his home are said not to have produced any material proof. Furthermore, his lawyers are believed to have been working for the police and to have pushed him to admit to the murders. As a result of the treatment he was allegedly subjected to during his pre-trial detention and the prison conditions, Mr. Vershinin is said to have developed diabetes with neurodermatological complications. The prison administration is said to refuse to provide him with medical treatment. In the summer of 2000, he reportedly tried to commit suicide, but was reportedly not given any medical assistance. His family has reportedly been denied access to him since his arrest, and has been barred from providing him with medication, food and books. He is said to have been, and continues to be, subjected to severe beatings on a regular basis. In view of his current conditions of detention, fears were expressed that his health may be seriously impaired if he does not receive adequate medical treatment.

Kyrgyzstan

Urgent appeal

334. On 17 October 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of Kyrgyzstan concerning **Nadezhda Maslovets**. At the beginning of October 2002, Ms. Maslovets reportedly received mail which included a death threat. She is allegedly the only witness to the torture and subsequent killing by three policemen (Kubat Moldoshev, Evegeniy Boikov and Dooloonbek Beishenbiev) of a young boy, Sergei Skromnov, on 27 February 1998. According to the information received, the three policemen were initially acquitted by the Military Court of Bishkek, but the Military Court of the Kyrgyz Republic annulled the verdict. Two of them – Mr. Boikov and Mr. Beishenbiev - were allegedly later sentenced to four years' imprisonment by the Chiu Military Court, while Mr. Moldoshev was acquitted. The murder case was reportedly closed for lack of evidence. However, soon after the trial, the two policemen allegedly granted an amnesty by the authorities. The authorities have reportedly taken no action to protect Ms. Maslovets, despite her requests for protection to the Minister of Internal Affairs, the Director of National Security Service and the General Prosecutor.

Communication sent

335. On 2 September 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture, sent an allegation to the Government of Kyrgyzstan relating to the following cases.

336. According to the information received, on 17 March 2002, **a peaceful demonstration** in Aksy demanding the release of Mr. Beknasarov, a parliamentarian who was being detained and who had reportedly been tortured, was reportedly fired upon by Kyrgyz special police forces, who allegedly indiscriminately opened fire on the assembled crowd. Several persons were allegedly wounded and five reportedly died as a result, including **Sovetbek Tagayev, Kadyrkul Saparaliyev, Begaly Chetinbaye, and Urkumbaev Satynay**, with at least two persons having received direct shots to the head. At least 12 persons are said to have suffered serious bullet wounds. The Minister of Internal Affairs has reportedly stated that the police were obliged to resort to live ammunition, due to a lack of rubber bullets and tear gas. None of the perpetrators of these acts is said to have been brought to justice, and furthermore all are said to have been granted amnesty by the President. No impartial investigation into the events is said to have taken place.

Liberia

Urgent appeal

337. On 30 April 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, the Special Rapporteur on torture, the Special Rapporteur on freedom of opinion and expression, the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal to the Government of Liberia regarding **Tiawan Gongloe**, a human rights lawyer. According to the information received, on 21 April 2002, Mr. Gongloe was stopped in his car by the police and taken to police

headquarters. After briefly being questioned, he was allegedly stripped naked and then severely beaten throughout the night. The police officers have also reportedly threatened him by allegedly telling him that he was a dissident and that they would kill him. In the morning, he was reportedly unable to stand or sit. Following pressure from lawyers, the police reportedly brought him to Cooper Hospital where he is said to be receiving treatment. Although no charges have been brought against him, Mr. Gongloe appears to have been arrested in connection with a speech he gave at a March 2002 conference in Guinea on peace in the Mano River Union, which was printed in *The Analyst* newspaper. Mr. Gongloe's speech had reportedly dealt with ways in which civil society groups could play a role in the attainment of peace in the Mano River Union and he had also reportedly condemned the use of violence by the State. On the day of Mr. Gongloe's arrest, the Government reportedly ordered *The Analyst* closed down. Finally, fears were expressed that Mr. Gongloe may be at risk of further torture or other forms of ill-treatment in view of the treatment he had allegedly been subjected to.

Libyan Arab Jamahiriya

Urgent appeals

338. On 25 February 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of the Libyan Arab Jamahiriya regarding **Salem Abu Hanak** and **Abdullah Ahmed Izzedin**, who were reportedly sentenced to death by a People's Court in Tripoli on 16 February 2002 following an unfair trial. Mr. Hanak, head of the Chemistry Department at the Faculty of Science of the University of Qar Younes in Benghazi at the time of his arrest, and Mr. Izzedin, lecturer at the Engineering Faculty of Tripoli at the time of his arrest, were among 152 professionals and students arrested in and after June 1998 on suspicion of supporting or sympathizing with the banned Libyan Islamic group, al-Jama'a al-Islamiya al-Libiya, also known as the Muslim Brothers, al-Ikhwan al-Muslimin. It is said that this group is not known to have used or advocated violence. Reportedly, Mr. Hanak and Mr. Izzedin were held in incommunicado detention following their arrests, on 5 June 1998 and 7 June 1998 respectively, until the opening of their trial in March 2001. During this time, their whereabouts allegedly remained unknown and they were deprived of the right to legal counsel. According to the information received, their trial failed to conform to international standards for a fair trial. All the hearings of their cases by the People's Court, Mahkamat al-Sha'b, were reportedly held behind closed doors in a military compound. Finally, it is alleged that at the second session on 29 April 2001, the men's chosen lawyers were denied access to the court and the judge appointed clerks from within the People's Lawyers' Office, Maktab al-Muhama al-Sha'biyya, to represent them.

339. On 4 October 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture and the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention, sent an urgent appeal relating to **Mohamed Massaud Izbeda**, **Hussein Seif Salem Aljadik**, **Abdelwahhab Seif Salem Aljadik**, **Abdallah Mohamed Massaud Izbeda**, **Belgasim Mohamed Massaud Izbeda** and **Rajab Mohamed Massaud Izbeda**. According to the information received, on 1 September 2002, the Government released 62 prisoners allegedly detained on political grounds. On 5 September 2002, Mohamed Massaud. Izbeda, whose son, Abdallah Mohamed Massaud Izbeda, had not been released, reportedly went to

the headquarters (*almathaba*) of the Revolutionary Committee of Beni-Ouleed to find out about the whereabouts of his son. Mohamed Massaud Izbeda was reportedly kept at the headquarters where he was allegedly physically assaulted by members of the Revolutionary Committee. It is reported that he was released later that afternoon, and went home where he died during the night, allegedly as a direct consequence of the treatment he was subjected to. On 6 September, his family held his funeral in the municipal cemetery of the town of Beni-Ouleed. The following day, members of the Revolutionary Committee reportedly went to the family of the deceased and told them to remove the corpse from the cemetery and to "throw it outside the administrative borders of Beni-Ouleed." When the family refused, the officials reportedly threatened to "throw it in the sea". As the members of the Revolutionary Committee approached the cemetery, purportedly to carry out this threat, they reportedly clashed with protesters, four of whom were arrested, namely Hussein Seif Salem Aljadik, his brother Abdelwahhab Seif Salem Aljadik, Belgasim Mohamed Massaud Izbeida and his brother Rajab Mohamed Massaud Izbeida, and taken to the *mathaba* (prison). On 13 September, the Aljadik family was reportedly informed that Hussein Seif Salem Aljadik had died in prison, allegedly as a result of treatment he was subjected to while in detention. Their second son, Abdelwahhab, who was reportedly released the same day, went back home in a special car as he was severely injured as a result of the treatment he was allegedly subjected to. He is said to have broken legs and arms, he reportedly eats with difficulty and is unable to use the bathroom without assistance. His life was allegedly in danger unless he was given emergency medical assistance. Rajab Mohamed Massaud and Belgasim Mohamed Massaud Izbeida remain in prison and their whereabouts are unknown. Fears were expressed that they might be at risk of torture or arbitrary execution.

México

Llamamientos urgentes

340. El 13 de diciembre de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de México relativo al periodista **Francisco Castellanos**. Según las informaciones recibidas, Francisco Castellanos estaría amenazado de muerte por la policía del Estado de Michoacán. Se informó de que estas amenazas estarían relacionadas con la publicación por Francisco Castellanos, correspondiente de la revista *Proceso*, de un artículo titulado "El Mañana de Nuevo Laredo" el 30 de octubre de 2001, en el cual el periodista pretendía que un ex procurador general de Michoacán y varios miembros de la policía eran corruptos. El artículo habría sido publicado en varios periódicos en todo el país. Se informó que la policía habría presentado una denuncia por difamación contra Francisco Castellanos. Además, el periodista habría sido informado que el coordinador de la Policía tenía intención de vengarse.

341. El 20 de diciembre de 2001, la Relatora Especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos y el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y las libertades fundamentales de los indígenas, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de México relativo al atentado contra la vida y la integridad física de **Ramón Pérez Peñate**, defensor de los derechos

humanos de los pueblos indígenas y miembro de la Red de Defensores Comunitarios, en Tila, Estado de Chiapas. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 8 de diciembre de 2001 en el municipio de Tila, hacia la medianoche, Ramón Pérez, estaba durmiendo cerca del Ejido Emiliano cuando presuntos paramilitares del grupo Paz y Justicia, habrían incendiado su casa. A pesar de los graves daños materiales, se informó de que Ramón Pérez Peñate pudo salir ileso. El ataque podría estar relacionado con su trabajo como defensor comunitario, y específicamente con las acciones que se encuentra realizando para la localización de personas que desaparecieron en la zona norte de la entidad chiapaneca durante las confrontaciones entre integrantes del grupo Paz y Justicia y bases de apoyo del Ejército Zapatista de Liberación Nacional (EZLN). Cabe señalar que este ataque se realiza de una serie de amenazas, ataques y hostigamiento que desde hace seis meses habrían recibido miembros de la Red de Defensores Comunitarios al parecer debido a su labor en la denuncia y defensa de violaciones a los derechos humanos en distintas comunidades indígenas del Estado de Chiapas.

342. El 27 de febrero de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de México relativo a las amenazas de muerte y hostigamiento contra **Reyna Pérez Hernández**, miembro del Centro de Apoyo al Movimiento Popular Oaxaqueño e integrante del Consejo Popular Indígena de Oaxaca "Ricardo Flores Magon" (CIPO-RFM) y **Raúl Gatica** líder del mismo CIPO-RFM. Según las informaciones recibidas, el 19 de febrero de 2002, la casa de Reyna Pérez Hernández habría sido allanada. Los asaltantes habrían dejado una nota según la cual iba a ser objeto de vigilancia en relación con la labor que desempeña en la CIPO y amenazándola de muerte. Asimismo, se informó de que Raúl Gatica habría recibido una carta supuestamente firmada por las autoridades municipales y conteniendo amenazas contra su vida. Raúl Gatica ya habría sido amenazado en enero de 2001, por el presidente municipal de Tenetze de Zaragoza. La Relatora expresó su profunda preocupación en relación con las repetidas amenazas contra los defensores de derechos humanos así como contra los activistas indígenas en el Estado de Oaxaca.

343. El 14 de marzo de 2002, la Relatora Especial, junto con la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, sus causas y consecuencias, y el Relator Especial sobre la tortura, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de México relativo a la situación de peligro en la cual se encontraba **Valentina Rosendo Cantú**, de 17 años de edad, indígena de la comunidad de Barranca Bejuco, en el municipio de Acatepec, Estado de Guerrero. En efecto, habría sido víctima de violentos ataques perpetrados por miembros del ejército federal mexicano que se encontrarían asentados en la localidad de Mexcaltepec, municipio de Acatepec. Los informes señalan que el 16 de febrero pasado, cuatro soldados habrían acercado a Valentina Rosendo Cantú y le habrían preguntado por miembros de la guerrilla. Al responder ella que no sabía nada, los soldados la habrían golpeado y dos de ellos habrían abusado sexualmente de ella. Además, la habrían amenazado de matar a todo su pueblo si no encontraban a las personas de la guerrilla que estaban buscando. Los informes agregan que la víctima fue llevada por su marido, Fidel Bernadino Sierra, al Centro de Salud de Caxitepec, pero el médico se habría negado a emitir un certificado médico por miedo a represalias. En el Hospital General de Ayutla, se le diagnosticó traumatismo abdominal y hemorragias por los golpes que habría recibido. Según los informes recibidos,

Valentina Rosendo Cantú y su marido habrían presentado una denuncia el 26 de febrero pasado ante la Comisión Nacional de Derechos Humanos (CNDH), con la asistencia de una organización indígena local, Organización Independiente de Pueblos Mixtecos-Tlapanecos (OIPMT). Sin embargo, la CNDH no habría empezado su investigación, con el riesgo de perder evidencia vital. Se teme por la seguridad de la víctima y su marido y para los miembros de su comunidad, especialmente las siguientes personas: **Ezequiel Sierra Morales**, delegado municipal, **Encarnación Sierra Morales**, representante comunitario, **Facundo Sierra Morales**, **Pedro Sierra Morales**, **Silvano Prisciliano Vázquez**, **Pablo de la Cruz Vázquez**, **Arnulfo Anastasio Flores**, **Cándido García Gutiérrez**, **Raúl Apolo Bernadino** y **Anastasio Cruz García**.

344. El 25 de marzo de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de México relativo a las repetidas amenazas de que serían víctimas **Bárbara Zamora** y **Pilar Noriega**, abogadas de derechos humanos y estrechas colaboradoras de Digna Ochoa, destacada abogada de derechos humanos, asesinada el año pasado en México, D.F. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 18 de marzo, Bárbara Zamora habría recibido un mensaje de correo electrónico amenazador cuyo tono y estilo estarían al parecer similares a unos mensajes recibidos desde 1996 por la difunta Digna Ochoa. Además, se informa que Bárbara Zamora habría recibido llamadas telefónicas amenazadoras en 2001 en las cuales se escuchaban sonidos de disparos, gritos y música de réquiem. A pesar de que Bárbara Zamora habría denunciado ante la Procuraduría General de Justicia del Distrito Federal estas últimas amenazas, no se habría identificado a los responsables. Sin embargo, las autoridades se habrían ofrecido a asignarle un guardaespaldas. Según las informaciones recibidas, en octubre de 2001, tras la muerte de Digna Ochoa en las oficinas que compartía con Bárbara Zamora, la Corte Interamericana de Derechos Humanos habrían pedido al Gobierno mexicano que tomara medidas de protección para garantizar la seguridad de varios defensores de los derechos humanos en peligro, incluida Bárbara Zamora y Pilar Noriega. Por fin, se alega que Bárbara Zamora y otros destacados defensores de los derechos humanos habrían criticado enérgicamente a las autoridades, después de que llegaron a los medios de comunicación nacionales filtraciones que parecían indicar que la investigación iba a concluir que Digna Ochoa se había suicidado, y que no habría sido asesinada. En este contexto, la Relatora Especial y la Representante Especial agradecieron al Gobierno de México por su respuesta al llamamiento urgente enviado el 23 de octubre 2001 juntamente con el Relator Especial sobre la tortura pidiendo protección para Bárbara Zamora y Pilar Noriega. Sin embargo, expresaron de nuevo su profunda preocupación por su seguridad e instaron al Gobierno de México a que adopte medidas de protección adicionales conformes a los deseos de ambas mujeres.

345. El 10 de abril de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de derechos humanos y el Relator Especial sobre la independencia de magistrados y abogados, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de México relativo a la situación de **Leonel Guadalupe Rivero**, abogado de derechos humanos miembro del grupo Tierra y Libertad, quien habría escapado por poco de ser agredido el 6 de abril de 2002. De acuerdo con las informaciones recibidas, dos

guardaespaldas aguardaban a Leonel Guadalupe Rivero delante de su casa en México D.F., a las 6.10 de la mañana, cuando tres hombres se habrían aproximado a ellos, fingiendo estar borrachos. Los tres hombres habrían agredido a los guardaespaldas, les habrían golpeado y les habrían quitado sus armas. Según los informes, habrían preguntado a los guardaespaldas a quién estaban esperando y les habrían dicho que, cuando llegara, iban a matarlo. Se informó de que en marzo de 2000, la casa de Leonel Guadalupe Rivero habría sido asaltada. Según los informes, esos actos de intimidación estarían relacionados con el trabajo del abogado en defensa de los estudiantes universitarios en huelga así como con varios casos destacados de derechos humanos, en algunos de los cuales trabajaba la difunta abogada de derechos humanos, Digna Ochoa. Los Relatores recordaron que el Gobierno mexicano asignó los guardaespaldas para proteger a Leonel Guadalupe Rivero tras el asesinato de Digna Ochoa, a petición de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos (CIDH). Sin embargo, la asociación de abogados de derechos humanos Centro por la Justicia y el Derecho Internacional (CEJIL) habría solicitado ahora a la Corte Interamericana de Derechos Humanos que pida al Gobierno que refuerce la protección que se estaba brindando a este abogado.

346. El 5 de junio de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos y el Relator Especial sobre la situación de los derechos humanos y libertades fundamentales de los indígenas, mandó un llamamiento urgente relativo a las amenazas de muerte e intimidaciones en contra de **Joaquín Flores Félix**, miembro de la organización Centro de Derechos Humanos de la Montaña Tlachinollan A.C., en el Estado de Guerrero. Se informó que el 27 de Marzo de 2002, Flores Félix habría recibido una llamada telefónica amenazando a su hija y a su ex-esposa. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 2 de mayo se prendió fuego en el apartamento de su ex esposa; sin embargo, no se pudieron esclarecer las circunstancias de este incendio. Al recibir a los días siguientes varias amenazas telefónicas, Joaquín Flores Félix decidió denunciarlas ante la Procuraduría General del Distrito Federal. Los informes añaden que estas amenazas estarían relacionadas con las actividades de Joaquín Flores Félix para la defensa de los pueblos indígenas del Estado de Guerrero.

347. El 11 de junio de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de México relativo a las amenazas de muerte y hostigamiento en contra de **Fernando Ruiz Canales**, presidente del Consejo para la Ley y los Derechos Humanos, en México D.F. Según la información recibida, Fernando Ruiz Canales habría salido del país el 8 de marzo de 2002 para garantizar su seguridad ya que estaba recibiendo amenazas. Habría regresado a México el 8 de mayo tras haber sido informado de que existía una investigación de la Procuraduría General de la República y del Centro de Investigación y Seguridad Nacional (CISEN) sobre sus actividades, ya que se consideraba "sospechoso" el hecho de que hubiera salido del país. Sin embargo, según un mensaje por correo electrónico enviado el 13 de mayo por la CNDH, no existiría tal investigación ni por parte de la Procuraduría, ni por parte del CISEN. Según los informes, desde su regreso a México, Fernando Ruiz Canales sería objeto de graves amenazas y hostigamiento. El 12 de mayo, alrededor de las 11 de la noche, una camioneta le habría seguido nuevamente a distancia, y al llegar a un cruce, el conductor habría intentado

bloquear su paso. Entonces habrían bajado de la camioneta tres hombres, dos de los cuales llevaban uniforme de policías preventivos del Distrito Federal. Al parecer, uno de ellos llevaba una pistola, lo cual habría motivado la huida de Fernando Ruiz Canales. Por fin, los informes añaden que el 4 de junio de 2002, Ruiz Canales habría encontrado en el buzón de su domicilio una cruz hecha con papel rojo y en la cual estaba escrito el siguiente mensaje: "Fernando Ruiz descansa en paz (1970-Agosto 2002)". Estas amenazas estarían relacionadas con un editorial escrita por Fernando Ruiz Canales del 15 de mayo de 2002 publicada en una página web sobre el caso del señor Guillermo Vélez, quien falleció tras ser torturado por policías judiciales federales. Cabe señalar que el Gobierno de México ya fue informado sobre este caso en un llamamiento urgente mandado el 7 de noviembre de 2001 por la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos.

348. El 24 de junio de 2002, la Relatora especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de México relativo a las amenazas contra **Juan Anzaldo Meneses**, miembro de Ce-Acatl, grupo de defensa de los derechos de los indígenas. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 12 de junio de 2002, Juan Anzaldo Meneses regresaba en su coche de una manifestación pacífica que Ce-Acatl había ayudado a organizar ante la Corte Suprema de Justicia de la Nación cuando habría sido interceptado por unos hombres que viajaban en una camioneta, y que se identificaron como policías del Estado. Le habrían llevado a un lugar desconocido, mientras uno de ellos le habría mantenido sujeto inmovilizándole la cabeza y le habría cubierto los ojos. Por último, habrían dejado a Juan Anzaldo en libertad tras robarle su tarjeta de crédito y ordenarle que condujera todo recto y que se callara o, de lo contrario, le dispararían. Juan Anzaldo habría denunciado el incidente al Ministerio Público en La Paz al día siguiente. Se informó de que el grupo Ce-Acatl ya había denunciado ataques contra sus vehículos en tres ocasiones diferentes.

349. El 26 de junio de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de México relativo a las acciones militares de las Bases de Operaciones Mixtas (BOM) que estarían hostigando y atemorizando a **las poblaciones de las Comunidades de Masohá Shucjá y El Limar**, en el municipio de Tila, en el Estado de Chiapas. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 23 de junio de 2002, dos vehículos del ejército federal, pertenecientes supuestamente a las BOM habrían disparado una ráfaga de metrallera en un puente, a unos 300 metros antes de llegar a la comunidad de Masohá Shucjá. Se informó de que también habrían disparado dentro de dicha comunidad. Según los informes, una media hora más tarde habría llegado un vehículo de las BOM en el que viajaban el Primer Capitán Vicente Ambríz Ronces y el Licenciado Luis Enrique Caballero, agente del Ministerio Público del Estado. Habrían declarado que iban a investigar lo que había pasado. De acuerdo con las informaciones recibidas, la gente de la comunidad les habría preguntado si eran ellos los que habían disparado por la comunidad. Se informa que, ante la evidencia, los Sres. Ambríz Ronces y Enrique Caballero habrían reconocido estas acciones intimidatorias y habrían explicado a la gente que "los soldados sólo querían cazar una iguana y que el Capitán no podía controlar a su gente". Tales explicaciones habrían provocado una seria preocupación de la población, ya atemorizada por las patrullas diarias y los actos de intimidación de las BOM pese a que el Gobierno Federal ha reafirmado su

voluntad de llevar a cabo un proceso de reconciliación y de respetar los derechos humanos de dicha comunidad.

350. El 23 de julio de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos y el Relator Especial sobre la independencia de los magistrados y abogados, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de México relativo a la situación del Licenciado **Arturo Requensens Galnares**, miembro de la organización Acción de Cristianos para la Abolición de la Tortura (ACAT-México). Se informó de que esta persona estaría siendo objeto de amenazas y actos de hostigamiento por su trabajo de defensa en casos de tortura, desapariciones forzadas y ejecuciones extrajudiciales. De acuerdo con la información recibida, Arturo Requensens Galnares se encuentra actualmente trabajando en el caso de Jesús Ángel Gutiérrez Olivera, quien, el 14 de marzo de 2002, fue detenido y posteriormente desaparecido, según se afirma, por policías judiciales, sin que hasta la fecha se tengan noticias de su paradero. Se informó de que el 17 de julio, Arturo Requensens Galnares habría recibido en su teléfono celular un mensaje en el que se escucharía claramente el funcionamiento de un arma de fuego.

351. El 24 de julio de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de México relativo a **Jesús Navarrete Castellanos**, sindicalista, **Evangelista Castellanos**, sindicalista y hermana del anterior, y **Axel Rivero Navarrete**, de 13 años de edad, hijo de Jesús Navarrete Castellanos. Se informó que estas personas y sus familiares han venido sufriendo diversos actos de hostigamiento y amenazas por su pertenencia al sindicato Coordinación Nacional de Electricistas (CNE), del cual los dos primeros son dirigentes. Se afirmó que este sindicato viene oponiéndose a la privatización de las industrias eléctricas en el país y que ha ganado la representación de los trabajadores en la Comisión Federal de Electricidad (CFE), entidad controlada por el Estado. Habrían así desplazado a dirigentes tradicionales del Sindicato Único de Trabajadores Electricistas de la República Mexicana (SUTRUM), largo tiempo vinculado al régimen anterior. Se informó también de que en 2000 la CNE ganó las elecciones celebradas al interior del SUTRUM. Sin embargo, esta victoria no fue reconocida, y varios miembros de la CNE sufrieron actos de hostigamiento y amenazas por parte de autoridades estatales, dirigentes de la CFE y miembros del SUTRUM, mientras que otros trabajadores fueron despedidos, trasladados o reubicados. Se indicó además que estas amenazas e incidentes han venido siendo denunciados desde mayo de 2002 ante la Procuraduría General de Justicia del Distrito Federal (PGJDF), la cual sin embargo no ha iniciado ninguna investigación y ni siquiera habría contactado a las personas amenazadas. Ante la falta de reacción por parte de las autoridades estatales, se habría solicitado a la CIDH la emisión de medidas cautelares.

352. El 14 de agosto de 2002, la Relatora Especial, junto con el Presidente-Relator del Grupo de Trabajo sobre la detención arbitraria y el Relator Especial sobre la Tortura, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de México relativo a la situación de las siguientes personas, residentes en la comunidad San Isidro Aloapan, distrito de Iyshioni, Estado de Oaxaca, que pertenecen a la etnia indígena zapoteca y son miembros, salvo la menor de edad, del Consejo Indígena Popular de Oaxaca "Ricardo Flores Magón" (CIPO-RFM): **Gerardo Alavez García, Nazario López Alavez, Félix Alvarez Cruz, Gustavo**

Pérez Alavez, Marcelino Alavez Cruz, Isidro Aloapan y Miriam Alavez, menor de 5 años de edad, que se encuentra en paradero desconocido. Según las informaciones recibidas, estas personas fueron detenidas el 11 de agosto de 2002 en la comunidad San Isidro Aloapan, Oaxaca, por el Presidente Municipal de la comunidad vecina de San Miguel Aloapan al mando de un significativo contingente de hombres armados. Fueron conducidas en primera instancia a San Miguel Aloapan y, al día siguiente, a la prisión de Ixtlan. Se informó también de que durante la captura de estas personas se produjeron incidentes durante los cuales estas y otras personas fueron insultadas y golpeadas, resultando algunas heridas. Miembros de la Policía Preventiva fueron testigos de estos incidentes, pero actuaron simplemente como observadores y no intervinieron. Se alegó que los heridos no recibieron asistencia médica. Se informó además de que la detención de estas personas se produjo dentro del contexto de un antiguo problema por la posesión de tierras y recursos forestales, que llevó al CIPO-RFM de la comunidad de San Isidro Aloapan a interponer acciones judiciales ante el Tribunal Unitario Agrario en el año 2000. La interposición de estas acciones judiciales dio lugar a una serie de actos de represalia por parte de las autoridades locales, vinculadas al Partido Revolucionario Institucional (PRI), partido gobernante en Oaxaca, que incluyeron amenazas, malos tratos y arrestos arbitrarios bajo falsas acusaciones. En febrero de este año, el dirigente de la CIPO-RFM, Raúl Gatica, el defensor de los derechos humanos Reyna Pérez Hernández, y Procoro Pascual, recibieron varias amenazas de muerte. Se estima que la vida de Raúl Gatica se encuentra siempre en peligro. En vista de los recientes actos de intimidación y represalias cometidos contra los miembros de la comunidad San Isidro Aloapan, se han expresado serios temores por la integridad física y mental y por la seguridad de estos campesinos si no se adoptan medidas rápidas y adecuadas.

353. El 17 de octubre de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de México relativo a **Pedro Raúl Hernández**, Presidente de la Comisión de Derechos Humanos del Estado de Chiapas, quien seguiría siendo víctima de amenazas. Cabe recordar que las amenazas y hostigamiento en contra de Pedro Raúl Hernández fueron el objeto de un precedente llamamiento urgente enviado al Gobierno de México el 17 de enero de 2002. El 10 de octubre de 2002, Pedro Raúl Hernández se habría dirigido a una farmacia cercana a su domicilio sin la escolta (asignada desde enero de este año). En el trayecto habría sido interceptado por tres individuos quienes lo habrían amenazado con arma de fuego y le habrían dado golpes en el cuerpo y el rostro, diciéndole que “dejara de atacar al gobierno del estado”.

Comunicación enviada

354. El 18 de septiembre de 2002, la Relatora Especial mandó al Gobierno de México una alegación relativa a los casos siguientes:

355. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 22 de enero, en la comunidad de Linda Vista, municipio de El Chachalaco, un efectivo militar del 27.º Batallón de Infantería, habría disparado en la espalda al menor **Esteban Martínez Nazario**. Según los

militares, habrían disparado contra un grupo de personas porque habrían empezado a correr cuando vieron llegar a los militares.

Comunicaciones recibidas

356. Por carta de fecha 18 de diciembre de 2001, el Gobierno de México contestó al llamamiento urgente mandado por la Relatora especial el 28 de noviembre de 2001 relativo a las amenazas en contra de los indígenas **Aldo González Rojas y Melina Hernández Sosa**. El Gobierno informó de que la Procuraduría General de Justicia del Estado de Oaxaca está investigando estas amenazas. Por otra parte, las autoridades locales iban a otorgar medidas cautelares con el fin de proteger la vida e integridad de las personas arriba mencionadas. El 16 de enero de 2002, el Gobierno mandó a la Relatora especial información adicional relativa a los acuerdos entre Aldo González Rojas, Melina Hernández Sosa y las autoridades del Gobierno de Oaxaca para otorgar medidas cautelares en su favor.

357. Por carta de fecha 10 de enero de 2002, el Gobierno de México informó a la Relatora Especial en relación con la situación de amenazas en contra de **Manuel y Juan Gómez Hernández**, así como en contra de **la comunidad indígena de la colonia Los Ángeles** en Chiapas. Según el Gobierno, las autoridades locales competentes han iniciado las investigaciones correspondientes a las amenazas que refieren haber sufrido los hermanos Gómez Hernández. Asimismo, se están realizando patrullajes para salvaguardar la integridad de los vecinos de la colonia Los Ángeles.

358. Por carta de fecha 16 de enero de 2002, el Gobierno de México contestó al llamamiento urgente mandado por la Relatora Especial el 12 de septiembre de 2001 relativo a **César Salazar Góngora**, activista homosexual que habría sido violado y estaría amenazado de muerte. El Gobierno informó de que la denuncia por escrito interpuesta por César Salazar Góngora es atendida y se encuentra en etapa de integración.

359. El 18 de marzo de 2002, el Gobierno de México contestó a un llamamiento urgente mandado el 20 de diciembre de 2001 por la Relatora Especial relativo al atentado contra la vida y la integridad física de **Ramón Pérez Peñate**, defensor de los derechos humanos de los pueblos indígenas y miembro de la Red de Defensores Comunitarios, en Tila, Estado de Chiapas. Según el Gobierno, la Comisión Estatal de Derechos Humanos está investigando el ataque así como las amenazas recibidas. Además, la Comisión Estatal de Derechos Humanos dictó medidas cautelares, solicitando al Secretario de Seguridad Pública, al Procurador General de Justicia y al presidente municipal de Tila, Chiapas, que se garantice la integridad física de Ramón Pérez Peñate.

360. Por carta de fecha 29 de abril de 2002, el Gobierno de México contestó al llamamiento urgente mandado por la Relatora especial relativo a la situación de **Leonel Guadalupe Rivero**, abogado de derechos humanos miembro del grupo Tierra y Libertad, quien habría escapado por poco de ser agredido el 6 de abril de 2002. Según información proporcionada por la Procuraduría General de la República (PRG) los agresores no tuvieron intención alguna de agredir o hacerle saber algún tipo de mensaje a Leonel Guadalupe Rivero. La PRG señaló que de manera inmediata fueron enviados dos agentes

de la agencia federal de investigaciones para relevar permanentemente a los guardaespaldas involucrados en el incidente, del encargo de brindar protección a Leonel Guadalupe Rivero.

361. El 10 de julio de 2002, el Gobierno de México contestó a un llamamiento urgente mandado el 7 de junio de 2002 por la Relatora Especial relativo a las amenazas de muerte e intimidaciones en contra de **Joaquín Flores Félix**, miembro de la organización Centro de Derechos Humanos de la Montaña Tlachinollan A.C. en el Estado de Guerrero. El Gobierno informó sobre las varias investigaciones llevadas a cabo por la Comisión de defensa de los Derechos Humanos del estado de Guerrero, la Procuraduría General de Justicia del Distrito Federal y la Comisión de Derechos Humanos del Distrito Federal.

362. El 14 de agosto de 2002, el Gobierno de México contestó a un llamamiento urgente mandado el 23 de julio de 2002 por la Relatora Especial relativo a las amenazas contra el Licenciado **Arturo Requensens Galnares**, miembro de la organización Acción de Cristianos para la Abolición de la Tortura (ACAT-México). Según el Gobierno, a partir del 18 de julio de 2002, las autoridades del distrito federal otorgaron medidas de protección a favor de Arturo Requensens Galnares, consistentes en su acompañamiento por parte de agentes de la policía judicial del distrito federal durante sus traslados en la ciudad de México. Sin embargo, el 23 de julio, se informó de que éste había abandonado el país.

363. Por carta de fecha 16 de agosto de 2002, el Gobierno de México contestó a un llamamiento urgente mandado el 14 de marzo de 2002 por la Relatora Especial junto con la Relatora Especial sobre la violencia contra la mujer, sus causas y consecuencias, y el Relator Especial sobre la tortura, relativo a la situación de peligro en la cual se encontraba **Valentina Rosendo Cantú**, de 17 años de edad, indígena de la comunidad de Barranca Bejuco, en el municipio de Acatepec, Estado de Guerrero. El Gobierno de México informó sobre las varias investigaciones llevadas a cabo por la Comisión de Defensa de los Derechos Humanos del Estado de Guerrero así como de la Comisión Estatal de Derechos Humanos. Debido a que la denuncia fue formulada bajo la presunción de la participación de elementos del ejército mexicano, la averiguación previa fue remitida a la Procuraduría General de Justicia Militar para su integración y seguimiento.

364. El 21 de agosto de 2002, el Gobierno de México informó a la Relatora especial sobre la liberación de personas que han sido liberadas en virtud de la Ley de Amnistía decretada por el Estado de Oaxaca el 8 de diciembre de 2000 y dirigida a beneficiar a las personas involucradas en la comisión de diversos delitos común y federal, relacionado, entre otros, con los actos del llamado Ejército Popular Revolucionario. Con arreglo a la Ley de Amnistía, el Gobierno informó de que 140 indígenas se beneficiaron con la cancelación de órdenes de aprehensión que tenían en su contra. El Gobierno subrayó que diversas autoridades de los órdenes federal y estatal se encuentran llevando a cabo acciones a favor de los indígenas involucrados en la comisión de delitos, así como investigando las posibles violaciones de los derechos humanos de que se señala fueron objeto.

365. Por carta de fecha 5 de noviembre de 2002, el Gobierno informó a la Relatora especial sobre la desaparición de **Jesús Ángel Gutiérrez Olvera** el 14 de marzo de 2002. Según el Gobierno, la Procuraduría General de la República se encarga de la investigación

de los hechos. Por otro lado, el Gobierno implementó medidas cautelares solicitadas por la Comisión Interamericana de Derechos Humanos a favor de Leonor Guadalupe Olvera López, madre de Jesús Gutiérrez, de Sandra, Oscar y Paola Gutiérrez Olvera, hermanos del mismo, así como de Ernesto García Garrido, testigo de los hechos denunciados.

366. Por carta de fecha 11 de noviembre de 2002, el Gobierno de México informó a la Relatora Especial acerca de la situación de **Jesús Navarrete Castellanos**, que habría sufrido diversos actos de hostigamiento y amenazas supuestamente por su pertenencia al sindicato Coordinación Nacional de Electricistas (CNE). Según el Gobierno, Víctor Fuentes del Villar, Secretario de Trabajo de la Comisión Federal de Electricidad, es responsable de las amenazas en contra del Sr. **Navarrete Castellanos** por un asunto privado relativo al cambio de adscripción en el contrato de trabajo del Sr. Navarrete Castellanos. Se informó de que se libró un citatorio al Sr. Víctor Fuentes del Villar para que se presentara ante la Procuraduría General de Justicia del Distrito Federal, sin que hasta la fecha se haya presentado. Por otra parte, la Comisión Nacional de Derechos Humanos informó de que, después de una minuciosa búsqueda en los anales del archivo de ese organismo de derechos humanos, no se encontró antecedentes en los que se encuentre registrada como agraviada a dicha persona.

367. El 15 de noviembre de 2002, el Gobierno de México proporcionó información relativa a los asesinos de **Delmer Alexander Pacheco Barahona, José David "N", Jesús Albino Argujo, José Rodolfo Rivas Ramírez, David Domínguez Martínez y Esteban Martínez Nazario**. De acuerdo con la investigación policiaca, el culpable ha sido inculpado. El Gobierno informó que perteneció al ejército mexicano pero que no se encontraba en servicio al momento de los hechos.

368. El 19 de noviembre de 2002, el Gobierno de México proporcionó información en torno a **Gerardo Alavez García, Nazario López Alavez, Félix Alvarez Cruz, Gustavo Pérez Alavez, y Marcelino Alavez Cruz** cuyos casos fueron llevados a su atención el 14 de agosto de 2002, por la Relatora Especial junto con el Presidente-Relator del Grupo de Trabajo sobre la detención arbitraria y el Relator Especial sobre la tortura. De acuerdo con el Gobierno, es importante aclarar que no existe evidencia alguna de tortura, toda vez que se trata de una riña entre personas de las comunidades indígenas de San Isidro Aloapan y San Miguel Aloapan. Las averiguaciones relativas a estos casos todavía se encuentran en trámite de integración, por lo que el ministerio público todavía no ha ejercido la acción penal.

369. Con relación a las amenazas inferidas en contra de **Fernando Ruiz Canales**, el Gobierno de México decidió otorgarle diversas medidas de protección como una acción preventiva de seguridad, la cual se hizo consistir en una escolta conformada por elementos de una corporación policiaca federal para su acompañamiento. En agosto de 2002, Fernando Ruiz Canales solicitó el retiro de la escolta asignada debido a que abandonó el país. Asimismo se informó de que el asunto está investigado por la Procuraduría General de la República.

370. El 19 de noviembre de 2002, el Gobierno de México contestó a un llamamiento urgente mandado el 27 de febrero de 2002 por la Relatora Especial, junto con la

Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, relativo a las amenazas de muerte y hostigamiento contra **Reyna Pérez Hernández**, miembro del Centro de Apoyo al Movimiento Popular Oaxaqueño e integrante del Consejo Popular Indígena de Oaxaca "Ricardo Flores Magon" (CIPO-RFM), y **Raúl Gatica** líder del CIPO-RFM. De acuerdo con el Gobierno, Reyna Pérez Hernández presentó una denuncia ante la procuraduría general de justicia de Oaxaca el 19 de febrero por el delito de robo de su domicilio. Sin embargo, nunca logró acreditar la propiedad de los objetos robados. Además, nunca manifestó que en la nota que dejaron en su casa las personas que llevaron a cabo el robo, le hubieran indicado que la tendrían bajo estrecha vigilancia con relación a la labor que desempeña en el CIPO. Por otro lado, en lo relativo a las amenazas de las que fuera víctima Raúl Gatica, el Gobierno afirmó que no se tiene constancia alguna de denuncia que por tales hechos haya sido presentada por el Sr. Gatica.

Mozambique

Urgent appeal

371. On 14 February 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture, sent an urgent appeal to the Government of Mozambique relating to **Amir Ali Mohamed**, who allegedly was in urgent need of medical treatment after having been shot in the head by police. It was reported that he was currently being held at Machava prison in Maputo. It is alleged that prison officials had refused to transfer Mr. Mohamed to a hospital, despite his critical condition. There were concerns that his life might be in danger. He was reportedly first arrested on 6 January 2002, in connection with a car theft, and was held for a week at different police stations. On 14 January, he was reportedly taken to the local fire station. He was then allegedly driven by three police officers to the Mavalane suburb of Maputo, where they reportedly shot him twice in the head and left him for dead. It appears that local residents alerted his family, who took him to Maputo hospital. He remained in hospital until 20 January, when he was transferred to the third *esquadra* police station. The following day he was apparently transferred to Machava prison. While he reportedly received some treatment at hospital, the bullet is said to be still lodged in his head. He reportedly can hardly speak and is unable to walk. It is reported that a doctor who saw him at Machava prison stated that he was to be returned to hospital for further treatment.

Communications received

372. By letter dated 6 June 2002, the Government of Mozambique replied to the urgent appeal relating to **Amir Aly Mohamed**. According to the Government, Mr. Mohamed was detained on suspicion of having stolen a car. On the way to the police station, he managed to escape from the police car. In order to stop him, the police fired shots in his direction. Mr. Mohamed managed to escape and went to the Maputo central hospital, where he registered under a false name, and was treated for a bullet wound in the neck. According to the Government, owing to the fact that Mr. Mohamed was not seriously injured, the police, when arresting him, did comply with international human rights standards.

Myanmar

Communications sent

373. On 18 September 2002, the Special Rapporteur sent an allegation to the Government of Myanmar relating to the following cases.

374. According to the information received, on 5 February 2002 **Zaai Ku** (m), **Naang Awng** (f), and **Nang Ong Khin** (f) were walking to their farm when they ran into a group of some 60 government soldiers from Infantry Battalion (IB) 246 at Paang Maw bridge north of Saai Khaao village. The soldiers allegedly took the three with them to a deserted village in Kun Mong. Soldiers then reportedly raped the two women, after which all three victims were beaten to death.

375. According to the information received, on 20 April 2002 **Zaai Hung** was detained at his farm by a patrol of some 75 soldiers from the same battalion. After having tied Zaai Hung up, the soldier allegedly beat him to death.

376. According to the information received, on 27 February 2002 **Nang Yaen** (f), **Zaai Taw** (m) and **Nang Non** (f) were allegedly stabbed to death by soldiers of the Light Infantry Battalion (LIB) 515 at a rice field close Paang Phon village.

377. According to the information received, on 11 July 2001, **Zaai Ti-ya, Lung Haeng Wi, Zaai Aw Lam, Zaai In Ta, Zaai Ta Lam, Zaai Khan-Ti, Zaai Saw-Ya** went to the commander of the Military Eastern Command, Maj. Gen. Maung Bo, to complain about the continued use of forced labour by his troops. It is alleged that 10 days after this meeting, the bodies of the group were found at the Taad Pha Pha waterfall about 2 miles from Ho Kun village. It is reported that soldiers of the IB246 were responsible for the killings.

378. According to the information received, in February soldiers of IB66 beat **Lung Awng Thun** and **Zaai Kam**, two forcibly conscripted porters, to death after Lung Awng Thun had fallen to the ground out of exhaustion.

379. According to the information received, on 11 January 2002, a patrol of soldiers from IB246 went to a remote farm at Nam Pang River, where they found a family hiding in their house. The soldier captured **Zaai Zarm Nyunt and Zaai Thun Nae** as porters. It is alleged that the men were later killed by the same soldiers.

380. According to the information received, on 7 July 2001, soldiers of LIB512 and LIB515 shot dead 17 people, namely **Zaai Taa Nge, Yang Phu, Ai Lao, Zaai Zaam Ae, U Win Myint, U Win Tin, Myo Min Naing, Ko Htay New, Zaai Long, Zaai Phong** and **seven other persons whose names are unknown**, including members of a Shan ceasefire group, civilian drivers and workers, of whom some were ethnic Burmans who had come to the area to work as day-labourers.

381. On 13 November 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on the human rights of migrants and the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar sent an allegation to the Government of Myanmar relating to the following cases.

382. **Luon Kon**, aged 56, **Sai Ohn Ta**, aged 38, **Sai Nyunt**, aged 34, **Pa Pan** (f), aged 43, **Nang Leng** (f), aged 27, and **Naing Naing** (f), aged four months, all originally from Loi Saan village, Ham Ngaai tract, Murngkerng town, were reportedly found dead on 30 January 2002 near the border with Thailand. According to the information received, the group was migrating to Thailand and had spent the night in an empty building at Border Point 1, Murngton township. They reportedly changed their Myanmar currency into Thai bath upon the advice of a local trader. It is alleged that the next day they hired an off-duty soldier in plain clothes to guide them across the border to Nong Ook village in Chiang Mai Province, Thailand. The Special Rapporteurs have been informed that the guide took them on an alternative route to avoid two checkpoints, but on the way the group encountered troops from IB281. The troops reportedly stole all their money and possessions and shot them. The Special Rapporteurs have been informed that the motivation for the killings is not clear. It is reportedly not known whether soldiers were acting on orders from their commanding officers. It is believed that this group of migrants was not killed in the context of counter-insurgency activities, since there were no rebel troops in the area.

Communication received

383. On 1 December 2002, the Government of Myanmar replied to a communication sent by the Special Rapporteur relating to alleged incidents of sexual violence against women by members of the Myanmar armed forces in Shan State. According to the Government, the national intelligence bureau carried out the necessary investigations on the allegations mentioned above and found out that the allegations are false, fabricated and unfounded. The Government asserted that the allegations were deliberately aimed at tarnishing the image of the Myanmar armed forces by alleging that the Myanmar Government was using sexual violence as a weapon in Shan State. The Government informed the Special Rapporteur that the authorities are in the process of investigating the remaining allegations and would keep her informed of the developments on this matter.

Namibia

Urgent appeal

384. On 20 September 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Representative of the Secretary-General on human rights defenders, sent an urgent appeal to the Government of Namibia regarding **Phil Ya Nangoloh**, head of the Namibian National Society for Human Rights. According to the information received, on 30 May 2002, Mr. Nangoloh received an anonymous telephone call in which his interlocutor warned him "to be very careful as there is a plan by Tshirumbu's people to kill you by means of a staged vehicle collision", the reason being that Mr. Nangoloh "is always criticizing the human rights record of the Government". The term "Tshirumbu's people" is

allegedly understood to refer to the national intelligence agency led by Peter Tsheehama, also known as Peter Tshirumbu. Mr. Nangoloh allegedly filed a complaint with the police which reportedly failed to investigate the threat. It is reported that this threat was not the first. In November 2000, Mr. Nangoloh was allegedly the subject of indirect threats in a letter to the newspaper the *Windhoek Observer*, entitled the "National Society for Human Rights a high risk organization" in which the anonymous author reportedly warned Mr. Nangoloh that if he was to continue his human rights activities, he might well have a car accident. Other threats against him were reportedly made on radio programmes in 2000 and 2001.

Nepal

Urgent appeal

385. On 13 February 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture, sent an urgent appeal to the Government of Nepal relating to **Surya Prasad Sharma**, a 38-year-old man who is reportedly being held in incommunicado detention at the army barracks of Kalidal Gulma in the Baglung district. He had allegedly returned home on 13 January 2002 after living underground for five years as a supporter of the Communist Party of Nepal (CPN) (Maoist). He reportedly intended to surrender to the authorities, and had approached members of mainstream political parties to assist him. He is said to have prepared an application for his surrender and intended to hand it over to the office of the Chief District Officer in Baglung on 14 January. On 14 January, three army personnel in uniform are said to have come to his house at Srinagar Tole, Kalika, Baglung district, and to have searched the house for ammunition. They are said not to have found anything. They then reportedly arrested him and took him to the Kalidal Gulma army barracks for questioning. His wife reportedly tried to visit him on several occasions but was not allowed to see him, or to give him any clothing or food. According to the information received, he is believed to have tried unsuccessfully to escape from custody on 22 January and to have been severely beaten. It is not known whether he later received any medical attention. When relatives visited the army camp on 23 January, one of the army personnel reportedly told them that Mr. Sharma had escaped on 21 January while he was being taken to Amalachour village, in order to show officials a Maoist hideout. In view of the alleged torture of Mr. Sharma, the incommunicado nature of his detention and conflicting accounts of his whereabouts, serious fears have been expressed that he may be at risk of further torture or other forms of ill-treatment, or that there may be a risk to his life.

Communications sent

386. On 2 September 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture, sent an allegation to the Government of Nepal relating to the following cases.

387. **Ram "Volta" Prakash Yadhav** from Kashaha Village District Council (VDC) 6, **Birenda Yadav** from Pokharia Kabilasi VDC and **Ram Sagar Swornakar** from Ladniya were reportedly killed by policemen on 24 July 2002. They were reportedly on their way to the Dhangadi Bazaar when they were arrested by plain-clothes policemen. The three men were allegedly carrying 70,000 rupees. During their arrest, one of the men allegedly pulled

out a gun and aimed it at a policeman. About a dozen other police are said to have gathered immediately, to have disarmed them and to have restrained their hands. The police also reportedly beat and punched the men during the arrest. Mr. Prakash's mother allegedly went to the police and requested that they release her son, but they are said to have replied that she would first have to pay 7,000 rupees in bail. By the time she returned, her son is said to have been transferred to the police station. The three men reportedly had their hands tied behind their backs and were ordered to get on a truck. The truck then reportedly headed towards Dhangadi, but the police stopped the truck in Gahabar. There the three men were allegedly taken off the vehicle and told to run, and when they began running, the police reportedly opened fire at them. Two of them were reportedly shot dead near a temple and the third near a maize field. After killing them the police are said to have asked the local people to load the bodies onto a tractor, and then transported the bodies to Lahan police station. It is believed that the three men had been arrested under suspicion of being involved with the Maoist insurgents.

388. On 18 September 2002, the Special Rapporteur sent an allegation to the Government of Nepal relating to the following cases.

389. According to the information received, **Sonelal Mandal**, a 42-year-old farmer from Mohanpur VDC-9, Shivanagar village, Sirha district, was reportedly killed on 2 August 2002 while walking with a friend, **Arun Chaudhari**, to Bhawnipur to buy supplies. On the way to Bhawnipur, three plain-clothes policemen reportedly approached **Mr. Mandal**, who reportedly ran away suspecting that they were members of the police. Six policemen were said to have been hiding further away and when he started running they reportedly opened fire, shooting him up to 12 times, including at close range. The police then allegedly forced two men from Bhawanipur, who were working in the field nearby, to carry the dead body up to the road and the police took it away on a private tractor. It is believed that the body was taken to Lahan police station. The body has reportedly not been handed over to the family for cremation. Mr. Mandal was allegedly suspected by the security forces of being an area commander of the Maoist insurgents, which was reportedly denied by locals from the village.

Nicaragua

Llamamientos urgentes

390. El 3 de mayo de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Nicaragua relativo a amenazas contra **la organización de derechos humanos Casa Alianza**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 17 de abril de 2002, las oficinas de Casa Alianza en Managua habrían recibido una llamada telefónica amenazando con empezar a asesinar a los niños de la calle "de la misma forma en que lo hacen en Guatemala y Honduras" y al personal de Casa Alianza. Estas amenazas estarían relacionadas con las actividades de esta organización para procesar judicialmente a los policías que detengan ilegalmente a los niños de la calle. Los informes añaden que Casa Alianza habría tratado sin éxito de rastrear la llamada y habría notificado a las autoridades

del incidente. Esta es la primera amenaza de muerte recibida por el programa de Casa Alianza en Nicaragua.

391. El 7 de octubre de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la independencia de los magistrados y abogados, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Nicaragua relativo a la situación en la que se encuentra **Juana Méndez Pérez**, Juez Primero de Distrito del Crimen de Managua. De acuerdo con las informaciones recibidas, habría recibido el 30 de septiembre de 2002 una llamada telefónica en su despacho diciéndole que si no dejaba en libertad en los próximos 10 días al reo Bayron Jerez Solís, matarían primero a sus hijos y después a ella. Al parecer, la amenaza estaría relacionada con la sentencia dictada por la juez el pasado 10 de septiembre, en contra de ex funcionarios del gobierno del ex presidente Arnoldo Alemán Lacayo y en la cual habría pedido a la Asamblea Nacional la desaforación de este como diputado, para ser procesado por la presunta comisión de los delitos de fraude, malversación, asociación para delinquir, peculado y lavado de dinero. Según la información recibida, en una conferencia de prensa que se desarrolló el 1 de octubre de 2002, la juez Méndez habría informado a los medios de comunicación que antes de dictar dicha sentencia habría recibido una llamada telefónica de amenazas. La juez habría interpuesto denuncia ante la Dirección de Investigaciones Criminales (DIC) de la Policía Nacional quién le estaría dando protección física.

Comunicación enviada

392. El 18 de septiembre de 2002, la Relatora Especial mandó una alegación al Gobierno de Nicaragua con relación al caso siguiente:

393. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 8 de abril de 2002, **Francisco José García Valle**, universitario y presidente de la Cámara de Comercio de Bluefields, habría sido encontrado muerto en su casa por su esposa, María Luisa Acosta, abogada de derechos humanos. Se informa que tenía las manos atadas a la espalda y habría recibido un disparo en el pecho. Los informes añaden que los agresores no habrían robado nada. Este asesinato estaría relacionado con las actividades de María Luisa Acosta en favor de los pueblos indígenas.

Comunicación recibida

394. El 28 de noviembre de 2002, el Gobierno de Nicaragua contestó a un llamamiento urgente mandado el 7 de octubre de 2002, por la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la independencia de magistrados y abogados, relativo a las amenazas en contra de **Juana Méndez Pérez**, Juez Primera de Distrito del Crimen de Managua. El Gobierno informó que la policía nacional empezó investigaciones sobre la denuncia de Juana Méndez Pérez y se habría identificado a los autores de dicha llamada. Además, se otorgaron medidas de protección para garantizar la seguridad personal de Juana Méndez Pérez y de su familia.

395. El 28 de noviembre de 2002, el Gobierno de Nicaragua contestó a una comunicación mandada el 18 de septiembre por la Relatora especial relativa al homicidio de **Francisco José García Valle**. Según el Gobierno, la Dirección Nacional de

Investigaciones Criminales del ministerio de gobernación es la encargada de hacer las investigaciones. Se habría identificado al presunto autor del homicidio. Las autoridades nacionales continúan investigando los hechos a fin de determinar con otros presuntos involucrados con los hechos.

Nigeria

Urgent appeals

396. On 26 March 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on torture and the Special Rapporteur on violence against women, sent an urgent appeal to the Government of Nigeria relating to **Amina Lawal**, who was reportedly sentenced to death by stoning on 22 March 2002 by a Shariah court at Bakori in Katsina State, after she confessed to having had a child after she was divorced. According to the information received, the man named as the father of her baby girl denied having had sex with her and the charges against him were discontinued. In the northern Nigerian states that apply Shariah, pregnancy outside of marriage constitutes sufficient evidence to convict a woman of adultery. Consequently, under the applicable procedural rules, Ms. Lawal reportedly has 30 days in which to appeal her sentence.

397. On 11 July 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of Nigeria relating to **Yunusa Rafin Chiyawa** who was reportedly sentenced to death by stoning on 21 June 2002. According to the information received, the Shariah Court of Ningi in Bauchi State found Mr. Chiyawa guilty of adultery, following his confession of having had sexual relations with his friend's wife in the village of Alkaleri. It is reported that Mr. Chiyawa was not represented by a lawyer during his trial. The same court had previously freed the woman involved, after she allegedly swore before the court that Mr. Chiyawa had put a spell on her. The judge reportedly concluded that the woman had suffered temporary insanity and therefore would not be punished for committing adultery. Although Mr. Chiyawa was given 30 days to appeal the sentence, he allegedly stated that he did not wish to do so.

398. On 20 August 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on violence against women, sent another urgent appeal to the Government of Nigeria regarding **Amina Lawal**, on whose behalf the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, the Special Rapporteur on torture and the Special Rapporteur on violence against women had intervened by letter dated 26 March 2002. According to information received, on 19 August 2002, the Islamic court of appeal in Funtua, Katsina State, upheld the original sentence of stoning to death against Ms. Lawal. It is reported that when handing down his verdict, the appeal court judge, Aliyu Abdullahi, stated that the sentence was to be carried out in January 2004 after Ms. Lawal's eight-month-old daughter, Wasila, had been weaned. Advocates for Ms. Lawal, including the Federal Minister for Women's Affairs, have reportedly declared that they intend to appeal the sentence to the Supreme Court in Abuja within 30 days.

399. On 30 August 2002, the Special Rapporteur, jointly with the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal to the Government of Nigeria relating to **Ahmadu Ibrahim**, aged 32, **Fatima Usman**, aged 30, and **Mallam Ado Baranda**, aged 54, who have reportedly been sentenced to death by stoning. According to the information received, these death sentences were to be carried out at any time. The three reportedly did not have any legal representation during their trials when the sentences were handed down. Mr. Ibrahim and Ms. Usman, from New Gawu in Niger State, were reportedly both arrested and charged with adultery following a police officer's report, which was brought to court in May 2002. It is reported that their initial sentence was five years' imprisonment and a fine of N 15,000 (around £ 75). Nevertheless, the state judiciary called for a retrial as it considered the sentence to be a lesser punishment than was deserved and that was prescribed under an "old law". Mr. Baranda is reported to have been sentenced to death by stoning in Jigawa State for the rape of a nine-year-old girl. He had 30 days to appeal the sentence, which was handed down in July. He has allegedly confessed to the crime and has refused to appeal his conviction.

400. On 27 November 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of Nigeria concerning reports that a fatwa, which was subsequently supported by senior government representatives, was issued against a journalist, **Isioma Obasanjo Daniel**, asking "true" Muslims to kill her for having used derogatory remarks against the Holy Prophet Muhammad.

Pakistan

Urgent appeals

401. On 2 August 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of Pakistan relating to at least three death penalties that have been issued in blasphemy cases in the month of July 2002. **Kingri Masih** was allegedly sentenced to death in a sessions court in Faisalabad on 29 June and **Anwar Kenneth** was sentenced to death on 18 July. **Wajih-ul-Hassan** was reportedly sentenced to death in Lahore on 27 July. The three men have reportedly been sentenced under section 295C of Pakistan's Penal Code, which provides the death penalty for "Whoever by words, either spoken or written, or by any imputation, innuendo, or insinuation, directly or indirectly, defiles the sacred name of The Holy Prophet (Peace be Upon Him)". According to information received, Mr. Kenneth, a former officer of the government Fisheries Department, was sentenced to death and fined 500,000 rupees (US\$ 8,335) in Lahore in a blasphemy case that was reportedly registered with the Gawalmandi police. According to the information received, there were errors in the proceedings in Mr. Kenneth's case: no action was reportedly taken to establish his state of mental health; indeed, he had allegedly called himself a prophet and has claimed to have received revelations from God, and has declined to appeal because he says that claims he will not die even if thrown into the fire. Mr. Kenneth reportedly refused the help of a lawyer, and he was reportedly convicted on the basis of his confession. There was allegedly no attempt to scrutinize the confession. According to information received, threats have also been made against Mr. Kenneth's life by other prisoners in the Kot Lakhpat jail in Lahore.

402. On 20 September 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture sent an urgent appeal to the Government of Pakistan regarding intimidation and death threats against **Amir Mateen**, correspondent in Islamabad of the English-language daily *The News*. According to information received, the intimidation of the journalist began after he had written several articles about the Government's supposed intention, feared by many opposition parties, to rig the general election set for 10 October 2002. It is reported that Mr. Mateen's phone was tapped and he, along with his colleagues and his family, was constantly followed by secret service agents. Mr. Mateen allegedly filed a complaint at a police station in Islamabad, but no investigation was reportedly made. Mr. Mateen was allegedly openly threatened by secret services agents, who warned him that "if [he] did not stop writing against the Government, [he] could be physically harmed". In addition, he was reportedly told that "in view of his heart problems, [he] will not be able to bear a day's torture".

Communications sent

403. On 2 September, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture sent an allegation to the Government of Pakistan relating to the following cases.

404. **Shamshad Ali**, an industrialist, was reportedly arrested in Gujranwala in December 2001 by Sabzi Mandi police on suspicion of illegally manufacturing valves in the name of another company. He is reported to have fallen unconscious and subsequently died in the police lock-up on 19 December 2001 after having been interrogated.

405. **Muhammad Naseem** was reportedly arrested on 1 December 2001 after having been accused of possessing drugs. He is reported to have been taken to a police lock-up in Muzaffar Garh where he reportedly died. The Special Rapporteurs have received allegations according to which he was subjected to torture while he was interrogated and that he became unconscious as a result.

406. **Mian Muhammad Arshad**, a 55-year-old political worker and close friend of the Pakistan Peoples Party General Secretary, reportedly died in the custody of the National Accountability Bureau (NAB) at Chamba House on late September 2001. It is reported that he was summoned by a NAB official in connection with a corruption investigation. He is believed to have been summoned approximately 10 times during the two months prior to his death. The Bureau allegedly claimed that he died as a result of the heart attack he suffered while he was being interrogated. However, the Special Rapporteurs have also been informed that at the city morgue marks of injuries on his body and head were found on his body. According to the information received, an initial autopsy found a fracture of three ribs on the left side, a lacerated wound on his left eyebrow, a linear abrasion on his left buttock, a contused swelling on his temporal region and a bruise mark on the nose.

407. On 18 September 2002, the Special Rapporteur sent an allegation to the Government of Pakistan relating to the following cases.

408. According to the information received, the detainees **Mahmood Khoso and his brothers Ibrahim and Abdullah** were reportedly tortured by officials on 15 March in the Hyderabad Central Jail. It is reported that Mahmood Khoso died as a result of the ill-treatment.

Communication received

409. On 29 January 2002, the Government of Pakistan replied to an urgent appeal sent on 27 August 2001 by the Special Rapporteur relating to 14 Afghan nationals who were reportedly residing in Peshawar and were at risk of being summarily executed in the event that they were returned. According to the Government, the 14 Afghans were contacted and interviewed by the office of the Commissioner for Afghan Refugees in Peshawar. The authorities were not provided with any material or evidence by the Afghans to substantiate their concern that they could be summarily executed in Afghanistan. In view of the absence of any cogent argument to support their concern, the authorities in Pakistan suggested that these cases need not be pursued. The Government finally added that the communication should also be reviewed in the context of the recent political changes in Afghanistan.

Paraguay

Llamamiento urgente

410. El 13 de junio de 2002, la Relatora Especial junto con la Representante Especial del Secretario General para los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente relativo a las amenazas de muerte y hostigamiento en contra de **María Noguera**, presidenta de la Asociación de Familiares de Víctimas del Servicio Militar Obligatorio (AFVISEM) y miembro de una comisión intergubernamental que investiga los abusos cometidos contra reclutas. Se informó que el 19 de mayo, María Noguera habría recibido una llamada amenazando a su hijo de 16 años, "quien podría tener problemas durante el cumplimiento de su servicio militar". Estas amenazas estarían relacionadas con las actividades de María Noguera de investigación de los abusos cometidos contra reclutas; otro hijo suyo murió a los 17 años mientras cumplía su servicio militar. Se informó de que el 17 de mayo habría acudido al hospital militar para obtener el testimonio de un joven recluta que habría sido agredido sexualmente en el cuartel de Curuguay, en el departamento de Canindiyú. Por último, los informes añaden que las llamadas telefónicas amenazadoras habrían continuado. Además, individuos no identificados estarían vigilando la casa de María Noguera.

Comunicación recibida

411. Con relación a las amenazas en contra de **María Noguera**, el Gobierno de Paraguay informó que el Ministro de Justicia solicitó al Ministro del Interior una protección policial en su favor. Al mismo tiempo el ministro de Justicia puso a su disposición un aparato electrónico para identificar las amenazas que recibe la Sra. Noguera a través de medios telefónicos. Asimismo, el ministerio público inició la investigación sobre las denuncias de coacción y amenazas hechas por María Noguera.

Perú

Llamamientos urgentes

412. El 19 de diciembre de 2002, la Relatora especial junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Perú relativo a las amenazas y hostigamiento de que sería víctima **Juana Edelmira Ortega Montes**, al parecer, por miembros de las fuerzas de seguridad, en Lima, Perú. De acuerdo con las informaciones recibidas, Juana Edelmira Ortega Montes habría interpuesto una denuncia penal el pasado 7 de marzo de 2001 contra efectivos de la Fuerza Aérea del Perú (FAP) a quienes acusaría de haber torturado y asesinado a su esposo, Juan Carlos Aliaga Mera, técnico de segunda en la Fuerza Aérea del Perú. Se informó de que su cuerpo sin vida habría sido encontrado el 27 de septiembre del 2000, en horas de la mañana, en una garita de vigilancia del Grupo Aéreo número 8, en El Callao. Los informes agregan que a partir del momento de la presentación de dicha denuncia, se habrían iniciado una serie de amenazas y hostigamiento contra Juana Edelmira Ortega Montes, entre los que se cuentan amenazas de muerte por teléfono, intimidaciones por hombres armados, vigilancia por hombres quienes trabajarían supuestamente con su esposo. De acuerdo con las informaciones recibidas, estos actos de hostigamiento en contra de Juana Montes, pretendrían entorpecer las investigaciones que se siguen por la muerte de su esposo ante el Sexto Juzgado Penal de El Callao. Además, los informes agregan que se habrían solicitado garantías personales para Juana Edelmira Ortega Montes. Sin embargo la policía se las habría denegado, argumentando que la Sra. Ortega Montes no había identificado plenamente a las personas que supuestamente amenazaban su integridad física y que ella no había podido señalar tampoco la institución para la cual se supone trabajan las personas que la amenazan y hostigan.

413. El 22 de abril de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Perú relativo a las amenazas de muerte contra **Margarita Patiño Rey Sánchez**. Se informó de que desde el 13 de abril de 2002, Margarita Sánchez recibiría llamadas telefónicas en las que se la amenazaba de muerte. De acuerdo con las informaciones recibidas, alguien habría envenenado a sus dos perros, en lo que parece ser un acto flagrante de intimidación. Estas amenazas estarían relacionadas con la denuncia de Margarita Sánchez ante la Comisión de Verdad y Reconciliación en la cual habría mencionado los nombres de los miembros de las fuerzas de seguridad que asesinaron presuntamente a su marido, el periodista Hugo Bustíos Saavedra, en 1989, cuando se dirigía a investigar un homicidio cometido por el ejército en la provincia de Huanta. Hugo Bustíos era un periodista independiente que informaba sobre violaciones de derechos humanos cometidas por las fuerzas de seguridad a finales del decenio de 1990, así como sobre los delitos cometidos por los grupos armados de oposición en la región.

414. El 21 de agosto de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la tortura, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Perú relativo a la situación del recluta **Rolando Quispe Berrocal**. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 8 de julio de 2002, hacia la medianoche, Rolando Quispe Berrocal habría sido despertado por

fuertes golpes en su puerta. Se informó de que, al abrirla, se habría encontrado con tres hombres con pasamontañas que le habrían agredido tan violentamente que habría perdido el conocimiento. Los informes señalan que al día siguiente, Rolando Quispe Berrocal se habría sentido muy mal, con fuertes dolores en toda la región abdominal. El médico que examinó al Sr. Berrocal habría encontrado en su recto un objeto compuesto de un envase de talco que en su parte superior tenía acoplada una bombilla de luz de aproximadamente 5 centímetros de diámetro y que medía en su totalidad aproximadamente 18 centímetros. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 2 de agosto, el titular del Primer Juzgado especializado de Huamanga habría abierto instrucción por tortura contra los tres sargentos del ejército identificados por Rolando Quispe, los cuales tienen orden de captura. Además, el poder judicial habría ordenado, mediante una acción de *habeas corpus*, la suspensión del servicio militar de Rolando Quispe. Sin embargo, el proceso se habría visto obstaculizado por la acción del Juzgado Militar Permanente de Ayacucho que habría sentenciado al recluta con 30 días de reclusión militar condicional y al pago de 1.500 soles por el supuesto delito de falsedad, afirmando que el recluta se había infligido lesiones a sí mismo. Se teme por la seguridad e integridad física y psicológica de la víctima y de sus familiares que habrían sido amenazados por parte de algunos miembros del ejército del Perú.

Comunicación enviada

415. El 2 de septiembre de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la tortura, mandó una alegación al Gobierno de Perú relativo al caso siguiente:

416. **Nazario Víctor Valencia Porras**, de 44 años, habría sido conducido a la Comisaría de Matucana el 28 de junio de 2001 supuestamente por la existencia de una denuncia de robo en su contra. Habría llegado en estado de ebriedad a dicha comisaría, donde habría sido detenido durante tres días sin que existiera ninguna orden judicial que justificara su detención. El detenido no habría sido encontrado en flagrante delito ni tampoco se habría encontrado en su poder el dinero que se le acusaba de haber robado. Los policías le habrían golpeado para introducirle en una celda. No habría sido la primera vez que Nazario Valencia habría sido detenido y existirían antecedentes de malos tratos en su contra que no habrían sido investigados. El 1 de julio de 2001, cuando su hermana se habría presentado a la comisaría para llevarle comida, habría sido informada de que Nazario Valencia se había suicidado el día anterior. Su cuerpo habría sido trasladado al Hospital de San Juan para la realización de la autopsia. En la morgue, los hermanos del fallecido habrían observado que el cuerpo presentaba hematomas y rasguños en la cara, nariz y espalda y signos de quemaduras en las piernas. Estas marcas no aparecerían en el informe de la autopsia. El 2 de julio, el hermano del fallecido habría interpuesto una denuncia por asesinato, pero el fiscal habría solicitado el archivo definitivo de la denuncia por asesinato basándose en la inexistencia de elementos probatorios. Otra denuncia penal por tortura seguida de muerte habría sido transmitida al Fiscal de la Nación. El 17 de julio de 2001 se habría llevado a cabo la diligencia de exhumación programada por la Fiscalía Mixta de Huarochirí, Matucana. El informe realizado tras la exhumación confirmaría las lesiones mencionadas. Los Relatores Especiales han sido informados de que familiares y testigos de los hechos habrían sido amenazados por efectivos de la Comisaría de Matucana.

417. El 31 de marzo de 2001, **Godofredo García Baca**, líder campesino que se oponía al desarrollo de un proyecto minero en el valle de San Lorenzo y Tambogrande, en Piura, habría sido asesinado. Godofredo García Baca era fundador y presidente de la Asociación de Productores del Valle, así como miembro del Frente de Defensa de Tambogrande y del comité directivo regional del Foro Ecológico de la Región Piura. Según las informaciones proporcionadas, el asesinato de Godofredo García Baca podría haberse motivado por sus actividades como activista y opositor del proyecto minero de la compañía Manhattan Minerals, que desde 1997 habría intentado establecerse en la zona.

Comunicaciones recibidas

418. El 11 de febrero de 2002, el Gobierno del Perú mandó información suplementaria a la enviada los días 9 de mayo y 28 de septiembre de 2001 respecto al fallecimiento de **Jenard Lee Rivera San Roque** bajo custodia de la policía nacional el 9 de junio de 2001, como consecuencia de supuestas torturas y malos tratos. El Gobierno informó respecto a las supuestas intimidaciones de las que habría sido objeto la abogada de Jenard Lee Rivera San Roque, Gina Requejo Zuñiga, así como de algunos miembros de la familia de Jenard Lee Rivera San Roque. La inspectoría provincial de policía de Huacho realizó la investigación correspondiente, y ha establecido los solicitantes no han aportado mayores elementos de juicio ni pruebas que acrediten que son acosados por personal policial, al no haber identificado a las personas vestidas de civil autores de la supuesta vigilancia, ocurridos en mayo. Tampoco han individualizado al personal policial, ni la placa del vehículo que ronda por sus domicilios, conforme se desprende en sus manifestaciones. La inspectoría provincial de policía de Huacho pidió que se realizara patrullaje motorizado en forma constante por inmediaciones de los domicilios de las personas arriba mencionadas.

419. Con relación al asesinato de **Godofredo García Baca**, el Gobierno del Perú informó de que un proceso penal fue iniciado por el segundo juzgado penal de Sullana contra el presunto autor del homicidio. De la información analizada, no se precisa si el presunto autor pertenece a algún tipo de institución pública o privada.

420. Con relación al caso de **Rolando Quispe Berrocal**, el Gobierno del Perú informó que la secretaría ejecutiva del Consejo Nacional de Derechos Humanos impulsó una serie de acciones con los diferentes sectores del Estado peruano, a fin de recabar información del referido caso. Por otra parte, la Comisión Nacional de Derechos Humanos está brindando asistencia integral a Rolando Quispe Berrocal y a sus familiares. Además, ha asumido la defensa legal de los distintos procesos existentes, tanto en el fuero común como en el fuero privativo militar. El Gobierno informó de que el Consejo Supremo de Justicia Militar ha considerado que Rolando Quispe Berrocal ha incurrido en delito de falsedad, acción tipificada en el artículo 301, inciso 4, del Código de Justicia Militar. El fuero común a su vez, viene realizando las investigaciones pertinentes a efectos de determinar la responsabilidad penal de los presuntos autores en el delito de contra la humanidad, en la modalidad de tortura y contra la administración de justicia en la modalidad de encubrimiento real, en agravio de Rolando Quispe Berrocal, el ministerio público y el Estado.

421. Con relación a la muerte de Nazario Víctor Valencia Porras, el Gobierno del Perú informó que el ministerio público ordenó a la policía nacional del Perú iniciar una investigación preliminar. Según el Gobierno, se realizó una autopsia y se identificó a los presuntos autores del asesinato, todos miembros de la policía nacional del Perú. Se ha abierto un proceso disciplinario, así como un proceso penal contra los presuntos autores del crimen.

Philippines

Urgent appeals

422. On 28 August 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of the Philippines regarding **Rolando Pagdayawon** who was reportedly going to be executed on 3 September 2002. He was allegedly convicted of the rape of his common-law wife's nine-year-old daughter. If the execution was to go ahead, it would be the first for more than two years and would mark the end of a *de facto* moratorium. Indeed, a *de facto* moratorium has been in place since the former President, Joseph Estrada, announced a suspension of executions to mark the Christian Jubilee year in 2000. Besides, when President Arroyo came to power, she stated she would not support the death penalty being carried out. Nevertheless, in response to pressure from anti-crime lobbyists and the business community, she later announced a change in decision, saying that convicts sentenced to death would be executed.

Communication sent

423. On 18 September 2002, the Special Rapporteur sent an allegation to the Government the Philippines relating to the following cases:

424. According to the information received, **Benjaline Hernandez** was visiting the Arakan valley to conduct research into previous reports of killings of civilians. On 5 April 2002, she was having lunch with **Cristanto Amora, Vivian Andrade** and **Labaon Sinunday**, when members of the citizen's armed forces of the Philippines (CAFGU) and the 7th Battalion / 12th Special Forces Company of the Armed Forces of the Philippines (AFP) allegedly opened fire on the building, forcing the occupants to run outside. It is alleged that CAFGUSs and military personnel ordered Benjaline Hernandez, Cristanto Amora and Vivian Andrade to lie on the ground and shot them dead at close range. It is further reported that Labaon Sinunday tried to run away and was fatally wounded a few metres away from the building.

425. According to the information received, Mr. **Nagasao**, a coordinator for Bayan Muna, was allegedly abducted from his home in Barangay Villa Campo, by armed men believed to be members of 45th Infantry Battalion of the AFP. Despite repeated attempts to locate Mr. Nagasao by the Bayan Muna, his whereabouts were unknown until 26 March 2002 when the Isabela Office of the Bayan Muna was informed that his body had been discovered in a shallow grave on 20 March 2002.

Communication received

426. On 7 August 2002, the Government of the Philippines replied to an allegation sent on 30 September 2001 relating to **Joel de Jesus, Lorenzo delos Santos, Cesar Fortuna, Rameses de Jesus, Lenido Lumanog, Romeo Costibolo** and **Augusto Santos** who were sentenced to death and allegedly subjected to torture. The Government informed that in disposing the case, the regional Trial Court in Quezon city did not give credence to the accused's allegation of torture, maltreatment and illegal extraction of confession. In light of the death penalty imposed by the court, the case was transmitted to the Supreme Court for automatic review where it is still pending to date.

Portugal

Communications received

427. On 13 December 2001, the Government of Portugal replied to a letter of allegation sent by the Special Rapporteur relating to **Carlos Araújo**, who was allegedly shot in the back by a police officer after having being surprised while robbing clothes in a shop. The Government informed that a disciplinary procedure against the responsible officer is ongoing; meanwhile a judicial sentence was pronounced against the police officer responsible for the shooting. However, it is not yet final since an appeal was presented at the court of appeal. Likewise, the disciplinary procedure is in standby as long as a final decision is not reached in the criminal procedure.

428. On 15 January 2002, the Government of Portugal gave additional information regarding **Francisco António Viceto Cordeiro** who died in police custody. According to the Government, he died of a natural death as a result of pneumonia. As to **Dionisio Alberto Oriola**, who died in police custody in the Coimbra prison, the autopsy concluded that he committed suicide. There was no sign of torture on his body.

Republic of Moldova

429. On 25 October 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent an urgent appeal to the Government of Moldova regarding reports that the offices of the newspaper "Accente" in Chisinau were raided on 9 October 2002 by the security forces, allegedly sequestering computers, the photograph library, cameras, dictaphones and other equipment and temporarily detaining three employees of the newspaper. It is further reported that the 10 October 2002 issue of "Accente" was banned. According to allegations received, it seems that journalists of the newspaper have been threatened with death and the newspaper's offices have been attacked several times. It is believed that the alleged threats, attacks and reported raid by the security forces follow "Accente"'s investigation and reporting on alleged corruption cases involving former Interior Minister Vladimir Turcanu, now Ambassador to Moscow, and an investigation into the participation of top officials in organ trafficking.

Russian Federation

Urgent appeal

430. On 18 January 2002, the Special Rapporteur jointly with the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention and Special Rapporteur on Torture, sent an urgent appeal to the Government of the Russian Federation concerning **Shaikh-Akhmed Magomadov**, aged 25, **Akhmed Ezerpashaevich Baisultanov**, aged 39, **Khanpash Ezerpashaevich Baisultanov**, aged 33, **Suleyman Ezerpashaevich Baisultanov**, aged 28, **Salamu Maziev**, aged 41, **Khamzat Israilov**, aged 32, **Abbas Magomadov**, aged 19, **Shamil Mandyzhadziev**, aged 46, and **Malika Ustrakhanova**, who reportedly "disappeared" after having been taken into custody by Russian federal forces during a raid on the village of Tsotsyn-Yurt, in the Kurchaloy district of Chechnya, about 40km east of Grozny. On 29 December 2001, Russian soldiers reportedly cordoned the village off with armoured cars. They are said to have rounded up a large group of men and boys, aged between 14 and 60, some possibly younger. The soldiers reportedly took them to the outskirts of the village, stripped them, insulted them and beat them severely. They reportedly tried to cut off the ear of Abbas Magomadov, and cut off another man's fingers. They are said to have held around 100 men for at least two days, forcing them to sleep outdoors in freezing temperatures. On 1 January 2001, the soldiers reportedly let go most of the men. Many had reportedly been unable to walk as a result of the beating. The soldiers are said to have taken Shaikh-Akhmed Magomadov, Akhmed Ezerpashaevich Baisultanov, Khanpash Ezerpashaevich Baisultanov, Suleyman Ezerpashaevich Baisultanov, Salamu Maziev, Khamzat Israilov, and Malika Ustrakhanova away with them. Before being taken away from her three young children, Malika Ustrakhanova was allegedly beaten on the back and hands. She is believed to have been released since. Khamzat Israilov, who was reportedly been severely wounded in an exchange of gunfire, is said to be detained at Kurchaloy regional centre of the military commandant. The others have reportedly not been seen since.

Communications sent

431. On 2 September 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture sent an allegation to the Government of the Russian Federation relating to the following cases in the in the Republic of Chechnya:

432. On 7 November 2001, a military operation was reportedly conducted in the **village of Tsotsin-Yurt**. In the course of this operation, **Buivasar Usmanov**, aged 24, was reportedly killed. It is alleged that a grenade was fired into a hay-rick were he was hiding after he had been shot and that as the hay caught fire he was burnt alive. Another military operation is reported to have been conducted in the village on 30 December 2001. According to the information received, male villagers from as young as 14 up to 60 years of age, and a woman, Malika Ustrakhanova and her young baby, were reportedly detained and taken to the outskirts of the village where they were all allegedly beaten, including the woman, who was beat on the back and on her hands. It is alleged that over 80 persons were

beaten to the extent that they were no longer able to walk. Most of those detained were reportedly released on 1 January 2002, but at least seven of them, **Shaikh-Akhmed Magomadov**, aged 25, **Alkhazur Movlaevich Saidselimov**, aged 23, the brothers **Khanpash Baisultanov**, aged 33, and his brothers **Akhmed Baisultanov**, aged 39 and **Suleyman Baisultanov**, aged 27, **Salamu Mazaev**, aged 42, and **Khamzat Israilov**, aged 32, have been missing since then. The brother of the latter, **Abbas Israilov**, was reportedly detained by Russian authorities at the Temporary Department of Internal Affairs (known in Russian by the acronym, "VOVD") in Kurchaloy on 5 January as he sought to ascertain the whereabouts of his brother. In the course of this operation, **Musa Ismailov**, aged 36, and **Idris Zakriev**, aged 37, and **Alkhazur Saidselimov** reportedly died while at the soldiers' hands. According to the information received, Musa Ismailov and Idris Zakriev's bodies were found on 3 January 2002. It is alleged that their ears, noses and genitals had been cut off. Alkhazur Saidselimov's body was found heavily disfigured on 7 January 2002.

433. **Bislan Khasaev** was reportedly arrested by federal troops on 22 June 2001 and taken to a pit where he was allegedly held until 23 June 2001 with seven other detainees. It is reported that in the pit the detainees were beaten, asphyxiated and subjected to electric shocks. Bislan Khasaev's relatives were reportedly informed on his death on 25 June 2001, after they could not fulfil the conditions allegedly imposed by the soldiers for his release. According to the information received, his body, which was allegedly dug up by a soldier from a fresh excavated grave in front of Bislan Khasaev's mother, sustained shot wounds in the head and chest, his right arm was dislocated or broken and there were bruises on his legs and chest.

434. **Said-Emin Bilalovich Gushaev**, aged 50, and his 27-year-old son, **Khizir Said-Eminovich Gushaev**, were reportedly arrested by soldiers on 6 May 2001 in their home in Geldigen village, Kurchaloy district. Said-Emin Bilalovich Gushaev's mother, **Kilsan Idrisovna Gushaeva**, who was at the door of the house at that time, was allegedly knocked down by a military tank that smashed their home. It is alleged that soldiers prevented the neighbors from helping her and barged into the house where they arrested the two above-named men. According to the information received, the two men were then taken away and beaten. Kilsan Idrisovna Gushaeva is reported to have died immediately after the incident, Said-Emin Bilalovich Gushaev allegedly sustained damages on his kidneys and on face and Khizir Said-Eminovich Gushaev reportedly had two fingers broken and an internal bleeding.

435. **Yashurkaev Abdul-Vakhab Sulimovich**, a 61-year-old resident of Argun reportedly disappeared along with 11 other men in the course of a military operation conducted by federal troops in Argun between 11 and 14 March 2001. His body was reportedly found and identified on 2 March 2002. According to the information received, the corpse, which was preserved as if he had died one week ago, was decapitated and presented knife wounds. It is alleged that there were blue weal on his legs and across his ribs and that his left shoulder was smashed, as a result of which the bones were visible.

436. **Umatgeri Edilbekov**, aged 35, and his friend **Magomed Malsagov**, aged 24, reportedly left by car the latter's home in Grozny at approximately 11:00 a.m. on 23

December 2000. They allegedly told relatives they would be back in half an hour but never returned. It is reported that the next day, relatives found Malsagov's burned out car at the Novy Avtovokzal in Grozny's October district and that people who were selling petrol close by told them that federal troops had stopped the car and had taken the two men away. According to the information received, on 3 March 2001, relatives of Magomed Malsagov went to the MChS base in Grozny to search for him, and identified the body of Umatgeri Edilbekov. The following day, they allegedly also identified Malsagov's body. It is reported that his hands were tied behind his back and that the skin on his scalp had been stripped. Regarding Umatgeri Edilbekov's body, it is reported that the throat and one cheek had been cut and that several of his nails were missing.

437. **Kazbek Vakhaev**, a 25-year-old resident of Urus Martan, was reportedly taken by soldiers to the "Internat" detention facility in Urus Martan on 1 August 2000. There he was allegedly beaten during interrogation. Her mother, Rebaat Vakhaeva, reportedly visited the "Internat" every day from 1-13 August, bringing with her food and clothes for her son. A man who is believed to be the deputy-head of the facility allegedly told her that her son would be released and that she would not need to pay a ransom. However, on 13 August 2000, when Rebaat Vakhaeva went again to the "Internat", another officer reportedly told her that her son was no longer there. The Special Rapporteurs have been informed that according to official documents, Kazbek Vakhaev had been released on 11 August 2000 but that according to men detained with Kazbek Vakhaev, the latter was taken from his cell on 13 August 2000. It is reported that on 21 August 2000 Rebaat Vakhaeva learned that some bodies had been found near a cemetery in the village of Goiskoe. One of the bodies was allegedly decapitated but identified as belonging to her son. It is alleged that the local procuracy began an investigation and later claimed that Kazbek Vakhaev had been released on 14 August 2000, but was kidnapped, without stating by whom. However, Rebaat Vakhaeva was informed that the investigation was later closed, because the investigators were unable to determine who had detained Kazbek Vakhaev in the first instance and who had subsequently kidnapped him following his release.

438. On 18 September 2002, the Special Rapporteur sent an allegation to the Government of the Russian federation relating to the following cases:

439. According to the information received, **Bislan Khasaev** was reportedly detained by Russian troops on 22 June. B. Khasaev was allegedly seen the following day at the Military Commander's office. A witness reported that soldiers took B. Khasaev into a pit where he was held on 23 June and was allegedly subjected to torture. On 24 June Russian soldiers interrogated his mother, Ms. Khasaeva, about the whereabouts of the rebel fighter Arbi Baraev. As she was not able to reply to their questions, they allegedly told her that she could pick up Bislan Khasaev's body from the Military Commander's office. On 25 June on her way to the Military Commander's office, she met with some troops based in Alkhan-Kala who brought her to a hill and helped her excavate a fresh grave containing three bodies. Ms. Kasaeva reportedly recognized the first corpse as her son: he had allegedly been shot several times. His arms, chest and legs showed various signs of torture.

440. According to the information received, **Rustam Razhepov** and **Daud Vitaev** were allegedly arrested at their home on 21 June when a battle between Russian troops and

Chechen rebel forces broke out. Their bodies were reportedly found in a cemetery on 27 June in a pit with another 7 bodies who had been buried on 22 June. It has been reported that the bodies were severely disfigured and not easy to identify, as they were allegedly severely beaten up.

441. According to the information received, on 26 March 2000 **Elza Visaevna Kungaeva** was kidnapped in Tangi-Chu from her family home by Colonel Yury D. Budanov. The Colonel reportedly brought her to his tent, reportedly to interrogate her. Instead, she was raped by several men and strangled. The office of the general prosecutor allegedly initiated an investigation into this case but Colonel Budanov claimed that he attempted to strangle her in a state of temporary insanity, an allegation supported by the Serbsky Institute in Moscow. At the end of 2001, the trial of Colonel Budanov was still ongoing. The Special Rapporteur would appreciate receiving further information on the outcome of this trial. According to the information received, at the beginning of 2000, Irina, a 14 year old girl from Urus-Martan was detained at a check-point while travelling on a bus. She was reportedly transferred to the Chernokozovo Detention Center where she was repeatedly raped and tortured. She subsequently died in custody as a result of such ill-treatment.

442. According to the information received, on 8 June 1998, **Larisa Yudina**, a journalist and editor of newspaper "the Soviet Kalmykia Today", was reportedly found dead with multiple knife wounds and a fractured skull in Elista. It is alleged that this killing is linked to Ms. Yudina's publication of articles accusing the Kalmykian president, Kirsan Ilyumzhinov of corruption. Three men were reportedly convicted in connection with this murder but the names of those who ordered the killing remain unknown. The Special Rapporteur would appreciate receiving additional information on the outcome of the police investigation and subsequent criminal proceedings.

443. According to the information received, on 13 December 2001, **Luiza Betergirieva**, member of the Russian-Chechen Friendship Society was reportedly shot dead in her car next to a Russian military checkpoint outside Argun.

Communications received

444. The Government of the Russian Federation replied to a letter of allegation dated 10 September 2001 sent by the Special Rapporteur jointly with the Special rapporteur on torture relating to **alleged cases of torture and extrajudicial executions** in the Chechen Republic by Federal troops. The Government informed that the office of the procurator of the Chechen Republic and the office of the military procurator of the North Caucasus military district are actively monitoring the activities of the Republic's law enforcement personnel and military units whenever citizens are detained, in conformity with the Constitution of the Russian Federation. According to the Government, constant, systematic checks carried out in 2002 by the office of the procurator of the Chechen Republic during special operations by military and law enforcement personnel found no instances of detainees deliberately kept unregistered at the holding facilities of internal affairs agency or at the temporary remand units at Chernokozovo. Accordingly, the assertion in the Special

Rapporteurs' communication that only 10 percent of detainees are officially registered when taken into custody by the federal forces is false. In the majority of the cases cited by the Special Rapporteur, criminal proceedings have been initiated and an investigation is being carried out. This was the case for: **Said-Mahomed** and **Said-Rachmanovitch**, abducted on 13 January 2000, **Kalbek Pashaev** and **Vakhi Kamilov** abducted on 8 October 2000 whose bodies were discovered in the village of Berdykel in Grozny, the **Arsabiez brothers** who died on 15 March 2001, **A.E. Chimaev, S.R. Musaev, O. Metaev, M. Mahomadov, Rustam Riskhanov, Ramzan Riskhanov, T. Timarov, I. Tazurkaev** and **I. Larsanov** who allegedly died in February 2001, **Elelbe D. Isaev** whose body was discovered on 13 September 2000, **Y.Y. Beksultanov** whose body was found on 27 November 2000 in the village of Samashki, **K. Chimaev, V. Mahomadov, K. Khisriev** and **I.M.S. Dokhtulaev** dead in unknown circumstances, **K. Gazaev** whose body was found on 24 November 2000 in Davidenkovo, **the Agaev family** whose bodies were found on 9 December 2000 in Shaami-Yurt, **A. Zaurbekov** and **K. Hasarov** whose bodies were discovered on 26 January in Grozni, **M. Taimaskhanov** and **Khalimov** whose bodies were found in the village of Djalka, **K.K. Gerikhanov** and his son **U.K. Gerikhanov** who died on 12 May 2001. In many of these cases, the pre-trial investigations are currently suspended for the reasons stipulated in article 195, paragraph 1 (3), of the RSFSR Code of Criminal Procedure, namely failure to identify a person against whom formal charges can be brought. The Government also mentioned that the allegations in the communication from the Special Rapporteurs relating to widespread famine among inhabitants of Alleroi, the holding of detainees in pits, and the murder of villagers in Alleroi and Tsentoroi have not been corroborated. Besides, according to a report from the central Military Procurator's office, on 6 November 2001, a criminal case against **M.A. Podolnov**, a junior sergeant serving on a contract basis, was referred to the court martial of the North Caucasus Military district for consideration on its merits: he stand accused of killing **R.A. Djamalov**, whose body was discovered on 21 August 2001. The Government added that it would be premature to provide further details about this case, taking into account the principle of the presumption of innocence. With reference to other cases submitted by the Special Rapporteurs, namely **A- Yarshurkaev, M. Yusupov, A. Uzaev, B. Usmanov, U. Akhyadov, S. Visaev** and an individual named **Aslanbek**, the procurator's office of the Chechen Republic and local law enforcement bodies have not received any reports of unlawful actions against them or of their death. Finally, according to the Russian authorities, it is too early to allege that the above-named citizens are victims of torture and extrajudicial execution by Russian military personnel. Information to hand indicates that members of illegal groups who murder peaceful citizens in order to terrorize the population of the Chechen Republic often wear camouflage identical to that of Federal military personnel.

445. The Government of the Russian Federation replied to an allegation of the Special Rapporteur dated 17 September 2001. The Government informed that on 24 February 2001, pursuant to the discovery of **eight bodies** dressed in military and civilian clothing, without documents and showing signs of foul play, in the outskirts of Grozny, the Procurator's office of the Chechen Republic opened a criminal case under article 105, paragraph 2 (a) of the criminal code of the Russian Federation. Regarding the **fifty one bodies** discovered at various sites between 24 February and 1 March 2001, 24 were identified. These cases are being investigated by the procurator's office of the Chechen

Republic which failed to identify the persons involved in the commission of the crime. Therefore on 3 October 2001, the preliminary investigation into the case was suspended on the basis of article 195 paragraph 3, of the code of criminal procedure of the Russian Federation for failure to identify persons against whom formal charges may be laid. However, the office of the Procurator-General of the Russian Federation in the Southern federal area has taken the preliminary investigation of the case under its supervision and decided that the investigation should resume and that specific operational steps should be taken to conduct a comprehensive investigation of the circumstances. The same office also investigated an incident where six residents were killed in the detonation of a land mine. However the preliminary investigation into the case was suspended under article 195 paragraph 3 of the code of criminal procedure for failure to identify persons against whom formal charges may be laid.

Saudi Arabia

Urgent appeals

446. On 18 January 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on the right to freedom of opinion and expression sent an urgent appeal to the Government of Saudi Arabia regarding at least **17 persons belonging to the Ismaili community** in Saudi Arabia who were at risk of imminent execution. Among these persons were reportedly, **Duhayman Muhammad al-Hatila**, 34 years of age, and **Mish'il al-Hussain Barman bel-Harith**, 22 years of age. The names of the other fifteen individuals have not been publicly available. It is alleged that these 17 persons were arrested together with hundreds of others in April 2000, in connection with demonstrations by members of the Ismaili religious community in Najran, reportedly following the closure of their mosque by government security forces. Allegedly, at least two people were killed and many others wounded when the police broke up the protest and carried out the above mentioned arrests. Grave concerns have been expressed that these 17 persons may be facing the death penalty solely for having participated in the above-mentioned demonstrations and expressed their opinions in a peaceful manner. There are also allegations that the two persons killed in connection with the demonstrations in Najran in April 2000, may have been extrajudicially executed. In view of these serious allegations, the Special Rapporteurs requested information from the Government of Saudi Arabia regarding the status of and charges against these 17 persons, as well as the circumstances under which the two protesters were killed in Najran in April 2000."

447. On 31 July 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of Saudi Arabia relating to Alexander Mitchell (a British national) and William Sampson (a Canadian national) who have been sentenced to death by a Saudi Arabian court following an allegedly summary, secret and unfair trial. They were reportedly accused in connection with the bombings which took place in Riyadh in November 2000. According to information received, their alleged confessions, shown on Saudi Arabian television in February 2001 before their trial, may have been the main or contributory evidence in their conviction and sentencing. Raf Skivens (Belgian national), and five other defendants involved in the same trial, are reported to have received prison sentences.

Sierra Leone

Communication sent

448. On 2 September 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture sent an allegation to the Government of Sierra Leone relating to the following case:

449. **Solomon Y.B. Rogers**, a 69-year-old senior Revolutionary United Front (RUF) representative, died in Pademba Road prison on 20 July 2001. He is reported to have been detained there since May 2000. According to the information received, he was a diabetic patient, ill and suffering from palpitations, hypertension and swollen feet. In the days preceding his death he reportedly had been provided with medical care by the prison doctor. Concerns have however been expressed that Solomon Rogers was not given access to specialist medical attention. It is reported that it was only when another prisoner, who had reportedly witnessed his health worsening, called for help that he was transferred to the prison infirmary. He reportedly died hours later.

Singapore

Urgent appeals

450. On 8 January 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of Singapore relating to **Mohammed Afzal Khan** and **Mohammed Ali Hashim** who were reportedly due to be executed on 11 January 2002, following the rejection of their appeals for clemency by the President of Singapore. According to the information received, Mohammed Ali Hashim and Mohammed Afzal Khan were sentenced to death in January 2001 after being convicted of trafficking five kilograms of heroin. It is reported that Mohammed Ali Hashim has suffered from chronic depression since childhood and has a low IQ. Prior to his arrest he had reportedly been receiving treatment for mental illness from a medical centre in Karachi and had been prescribed anti-psychotic drugs which are believed to have inhibited his ability to act and think rationally.

Communication Received

451. On 11 January 2002, the Government of Singapore replied to the urgent appeal sent by the Special Rapporteur relating to **Mohammed Afzal Khan** and **Mohammed Ali Hashim** who were reportedly due to be executed on 11 January 2002. In its letter, the Government of Singapore told the Special Rapporteur that "once again, she has transgressed her mandate in writing to them in her official capacity regarding this case". According to the Government, the Special Rapporteur has repeatedly exceeded her mandate and is degrading the credibility of her office. As to the facts of the case, the two men above-mentioned were charged and sentenced under the misuse drugs act. Their petitions for clemency to the President were turned down and their counsels were informed

of the President's decision on 18 December 2001. Both men were at all times represented by legal counsel at the court proceedings. Nothing was raised at either the trial or subsequent appeal against conviction about Mohammed Ali Hashim suffering from any chronic depression or being mentally disturbed. His petition for clemency was also devoid of any mention of his depression or claims of being of low intelligence. The legal process by which both men were convicted and sentenced was fully in accordance with Singapore's domestic law. The Government concluded that there is no international consensus on the abolition of the death penalty and that 61 countries, including Singapore, registered their disassociation from the recent resolution 2001/68 in which they outrightly rejected any suggestion to abolish the death penalty.

Spain

Comunicación enviada

452. El 12 de septiembre de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator especial sobre la tortura y la Relatora Especial sobre los derechos humanos de los migrantes mandó una alegación al Gobierno de España relativa a los casos siguientes:

453. **Youssef R.**, un marroquí de 20 años, habría fallecido el 8 de agosto de 2001 en el hospital de Ceuta, una hora y media después de que unos agentes de la Policía Nacional habrían empleado la fuerza contra él para reducirlo por presunto robo en la zona fronteriza de El Tarajal. En el momento de su detención, Youssef R. habría amenazado a los agentes con unas tijeras y habría intentado cruzar de nuevo la frontera para huir a Marruecos. Finalmente, habría sido esposado y conducido a la comisaría de policía, donde le habrían prestado los primeros auxilios antes de llevarlo al hospital. Una autopsia, realizada el 10 de agosto, determinaría que la muerte se había producido por asfixia y que el cadáver presentaba contusiones en la cara y una costilla rota.

454. **Essa Marong**, ciudadano gambiano de 40 años, casado y con cuatro hijos, habría fallecido bajo custodia el 2 de diciembre de 2001. Según la información recibida, habría muerto a las 24 horas de haber sido detenido y sometido a medidas de inmovilización —entre ellas la colocación de una mordaza— por agentes de los *Mossos d'Esquadra*, policía autonómica de Cataluña, que lo creían sospechoso de un delito de tráfico de drogas. Los Relatores Especiales han sido informados de que, de acuerdo con una explicación oficial de la muerte, Essa Marong había ingerido una bolsa de cocaína, y que ésta se le había reventado en el estómago. Sin embargo, familiares y amigos habrían manifestado que su muerte podía tener relación con malos tratos y la Asociación de Gambia habría constatado la presencia de fracturas múltiples. El informe de la autopsia mencionaría una hemorragia interna masiva. Un juzgado de Lleida habría abierto una investigación sobre la muerte bajo custodia. Los Relatores Especiales agradecerían recibir información sobre los resultados de dicha investigación.

Comunicación recibida

455. El 15 de noviembre de 2002, el Gobierno de España informó a la Relatora especial con relación a los casos siguientes:

456. Con relación a la muerte del nacional marroquí **Youssef R.**, ocurrida hora y media después de ser detenido el 8 de agosto de 2001, el Gobierno informó de que en el puesto de control de El Tarajal, un ciudadano marroquí requirió a la policía, pues, al parecer, un compatriota le había sustraído objetos del coche. Al dirigirse los agentes a identificar al supuesto autor de la sustuación, éste salió corriendo en dirección a la frontera marroquí y fue alcanzado por un policía. El individuo ofreció seria resistencia por lo que el agente se vio obligado a reducirlo por la fuerza. El detenido se hallaba bajo una excitación anormal. Como se sintió indispuesto, se requirió la presencia de una ambulancia, cuyo personal le prestó las primeras atenciones médicas. Fue trasladado al hospital, donde ingresó cadáver. El fallecimiento se produjo, al parecer, por una parada cardiorrespiratoria. La información disponible en la actualidad es que dicho proceso se halla en fase de investigación judicial, sin que aparezca persona alguna en calidad de imputado o procesado. En cuanto a **Essa Marong**, ciudadano fallecido el 2 de diciembre de 2001, bajo custodia de los *Mossos d'Esquadra*, el Gobierno informó que como causa de la muerte se apunta la ingestión, previa a la detención, de una bolsa de cocaína que reventó en el estómago del detenido. Se encuentra abierta la correspondiente investigación judicial sobre lo sucedido.

Sri Lanka

Urgent appeal

457. On 13 September 2002, the Special Rapporteur joint with the the Special Rapporteur on torture, the Chairman-Rapporteur of the working group on arbitrary detention and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, sent an urgent appeal to the Government of Sri Lanka relating to **Nandini Herat**, who was allegedly subjected to sexual torture while in police custody in Wariyapola. According to the information received, on 8 March 2002, Nandini Herat was reportedly arrested by the police in Wariyapola on the mere suspicion of committing a crime without any attempt made by the police to check the facts before arresting her. While in the custody, she was reportedly subjected to sexual torture by five police officers, including the officer in charge of the police station and forced to sign a document about the robbery of a Buddhist statue that she knew nothing about. It has been reported that in early August the five police officers, who are still in their posts, were charged with the torture of Nandini Herat before the Magistrates' Court of Wariyapola. Their trial has reportedly begun, with the next hearing taking place on 13 September. Although the magistrate allegedly issued a warning that the witnesses should not be intimidated, the policeman officer in charge reportedly went to Kandy remand prison where Nandini Herat is currently being held, allegedly in order to ask her to withdraw the case. Fortunately, he was reportedly prevented from doing so by prison officials. The police also threatened Nandini Herat's father when he duly requested a copy of the initial complaint made to the police against his daughter. Other threats have reportedly been uttered against Nishanta Kumara, a correspondent of the daily newspaper Ravaya. According to the information received, on 10 July 2002 three men, including a supporter of the ruling United National Party (UNP) called Sunil, allegedly threatened him with a knife and asked if he was "the human rights dog who's trying to send

my brother-in-law to prison." Fears have also been expressed that the two lawyers who had been asked to act on Nandini Herat's behalf have already withdrawn their services as a result of intimidation.

Communications sent

458. On 2 September 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture sent an allegation to the Government of Sri Lanka relating to the following cases:

459. **W A P Jayaratne**, a corporal in the Special Forces brigade of the army reportedly died during interrogation by the military police in connection with the unauthorised removal of four automatic pistols from the armory of the Koholanwala army camp on 21 June 2001. He had reportedly been arrested on 7 June by the Special Investigation Unit (SIU) of the Military Police. Within hours of his death, four corporals of the SIU are said to have been taken into custody by the Mahawela police. According to an article in a newspaper on 27 June 2001, army headquarters had also appointed a military court of inquiry into the corporal's death. The Special Rapporteurs are not aware of the outcome of either the police or military investigations to date.

460. **Kandaiyan Udayakumaran**, a 42-year-old father of seven children, a displaced person from Jaffna living in Savakadu, Mannar, was reportedly taken into custody by the navy personnel on 28 February 2001 around 9 p.m. The next day, around 3 a.m., they allegedly returned to his home and gave an "arrest receipt" to his daughter. It was reportedly signed by the officer in charge and stated that he had been taken in for questioning and handed over to the Mannar police. On 1 March 2001 at about 6 a.m., navy personnel reportedly handed over his dead body to Mannar base hospital. According to the post mortem report, the death was caused due to "hypoxia following strangulation of the neck". His remains were reportedly buried on 3 March 2001 at Mannar cemetery. It is believed that he was strangled to death by navy personnel. Allegedly he had already been strangled when being taken into custody. Two navy personnel were arrested in connection to this killing. At the time of writing, a magistrate's inquiry was said to be continuing.

461. **W. Sujeewa Priyadarshana**, aged 31, reportedly died as a result of torture by police officers and personnel of Thebuwana Police in the night of 30 January 2001 while in remand custody. W. Sujeewa Priyadarshana was allegedly taken into custody by two sub-inspectors of Thebuwana Police on 15 January 2001 at around 1.30 p.m. There, Sujeewa Priyadarshana was reportedly subjected to severe beatings by these policemen. He was produced before the court on 16 January 2001 and remanded. The charge against Sujeewa Priyadarshana was alleged illegal possession of 5 grams of marijuana. It is alleged that a sub-inspector had come to the house and taken marijuana out of his pocket. Sujeewa Priyadarshana was again produced before court on 30 January 2001 and was to be remanded for further 6 days due to non-availability of reports. As the report of Judicial Medical Officer (JMO) was reportedly not available during a magisterial enquiry on 31 May 2001 the verdict on his death was reportedly not given. Police are said to be evading an enquiry.

462. **Mullakandage Lasantha Jagath Kumara**, a 23-year-old soldier, married with one child, from Payagala was allegedly taken into custody by Payagala Police on 12 June 2000 and detained for five days until 17 June 2000. He reportedly died at Welikada Prison on 20 June 2000 as a result of severe beatings. The magistrate who held the enquiry into the death reportedly expressed his opinion that this was a homicide. An enquiry into this death was said to have been held at Colombo Magistrate's Court (Hall No. 02) under B/901/2000. Police personnel belonging to Payagala police station have allegedly been named as suspects. Police officers who investigated the murder and presented materials before court are said to be covering up for the police officers involved in the murder. They are believed to have presented incorrect materials before court.

463. **Jayakodige Anura Wijesiri** was reportedly found hanging inside his police cell in the Ingiriya Police Station on 12 January 2001. On 11 January, he had reportedly been visited by his brother whom he told he had been beaten by two police sergeants. The father-in-law of one of the sergeants reportedly visited Jayakodige Anura Wijesiri's mother and informed her that her son had been assaulted and that she had to pay 10,000 rupees to the police to have her son released. She reportedly responded that she did not have the money. The next day she found out that her son had died in the police station. Later the family was reportedly informed that he had hung himself inside his cell in the police station. The district medical officer is said to have made a report stating the cause of death as suicide.

464. On 2 September 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture and the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, sent an allegation to the Government of Sri Lanka relating to the following cases:

465. **Jeyanthi Veerasingham**, a 25-year-old woman, was reportedly raped and killed while in custody, in an army detachment at Sanasa transit camp, on 17 February 2000. According to the reports, Jeyanthi Veerasingham entered Vavuniya from the LTTE controlled Vanni Region, on 16 February 2001. On the following day, she was allegedly summoned to an army detachment at Sanasa transit camp for an inquiry. A few hours after she went to the Sanasa transit camp, the army reportedly handed over her body to the Vavuniya hospital, claiming that she had committed suicide by swallowing cyanide. The Magistrate inspected her body at the Vavuniya hospital mortuary, and reportedly instructed the police to conduct further investigation related to her death to clarify whether she had been tortured or sexually assaulted while being interrogated by army personnel at Sanasa army transit camp and the Brigade Headquarters camp. The Magistrate reportedly also instructed the JMO of Vavuniya hospital to hold a postmortem examination on the body of the deceased to find out whether she had been sexually assaulted while in custody.

466. **S. Umadevi**, a 23 year old female typing student from Nawalapitiya, Imbulpitiya Estate has reportedly been abducted, raped and murdered on the 12 September 2001 at Kopiwatte, Mallanda in Nawalapitiya on her way home after attending her typing class in Nawalapitiya Town. Her parents are said to have filed a case with the Nawalapitiya Police on the morning of the 13 September, after exhausting all of their own enquiries as to her whereabouts. When her father went to the police station to record the complaint, the

woman police constable was said to have been abusive and not willing to accept their complaint. When she was shown a photograph of the young woman who was missing, she is reported to have said "this girl must have gone off with some young man. What are we to do with this photo?" and put away the photo. The same evening, her father was said to have heard that the corpse of a young woman was had been found in the shrubs near the Malkanda bridge. He reportedly went to the spot and identified the body as that of his daughter. The father is said to have informed the police at Nawalapitiya and gave the name of one particular person whom he suspects could have been the perpetrator of this crime, but the police reportedly have not shown any concern about this case and have so far failed to arrest any suspects, or to visit the home of the victim.

467. **Sarathambal Saravanabhavanantha Kurukkal**, a 29-year-old woman, was allegedly dragged out of her home in Pungudutivu, Jaffna district by unidentified gunmen dressed in black uniform, gang-raped and murdered, on 28 December 1999. According to the reports, the body of the victim was found the next morning under some bushes near Kannaki Amman Temple, situated just 20 metres away from her house. The medical report of JMO in Colombo states that the injuries and marks found on the body of the victim were consistent with rape and murder. Jaffna Acting Magistrate reportedly read out the JMO's report in open court on 8 January 2000. In June 2001, the National Human Rights Commission which had investigated the rape and murder of Sarathambaal Saravanabhavanantha Kurukkal, was reported to have decided to close the file for lack of evidence. The Special Rapporteur on violence against women has previously intervened on behalf of the above-named person on 14 March 2000.

Communications received

468. On 13 December 2001, the Government of Sri Lanka informed that the Commander of the Sri Lanka Army has established with effect 16 November 2001, a directorate to deal with human rights issues. This directorate has been mandated to implement the directives of the Commander of the Sri Lanka Army relating to human rights and oversee the implementation of human rights norms and standards in line with domestic constitutional and other legal provisions and those relating to international human rights law.

469. On 26 December 2001, the Government of Sri Lanka replied to a communication sent by the Special Rapporteur on 27 October 2001 regarding the murder of journalist **Mylvaganam Nimalarajan**. The Government informed that detailed investigations conducted by the Jaffna Police did not lead to the identification and apprehension of the primary suspects or others who may have been concerned in the commissioning of the crime. The criminal investigation department took-over the investigation from the Jaffna police. Its progress is periodically monitored by the inter-ministerial working group on human rights issues.

470. On 8 April 2002, the Government of Sri Lanka replied to a communication of the Special Rapporteur dated 7 December 2001, relating to the alleged rape and murder of **Veluthapillai Rajani** and **Krishnapillai Thayayothy**. The Government informed that regarding Veluthapillai Rajani, the Military Police carried out an in-depth investigation.

Accordingly four suspects (a Corporal, a Lance Corporal, and two Privates of the Sri Lanka army) were charged in the Magistrates Court for rape and murder; besides, a non summary inquiry was conducted. At the stage of the institution of criminal proceedings, the four accused were discharged from the Sri Lanka Army. Upon the conclusion of the non summary inquiry, the attorney general presented indictment against all four accused in the High Court of Colombo where the trial is presently pending. Regarding the alleged killing of **Krishnapillai Thayayothy**, the police commenced initial investigations and interviewed witnesses who said that security forces or police personnel were not implicated in the murder. Due to terrorist activity, it was not possible for the Magistrate to proceed to the location of the grave in which the body of the victim is said to have been buried. Upon restoration of normalcy in the area, police investigators are expected to proceed to the scene of the crime, conduct further investigations, and cause the exhumation of the body of the deceased. It is thereafter intended to have a post mortem investigation into the body of the deceased. Thereafter, necessary further investigations will be conducted with the view to identifying and apprehending the perpetrators of the crime.

471. On 8 April 2002, the Government of Sri Lanka replied to a communication dated 30 August 2001 regarding the alleged death in custody of Ushita Thussara Kumaea. The Government informed that the death of the deceased has been inquired into and facts relating to the death reported to the relevant magistrate. Upon the completion of criminal investigations, the attorney general will be invited to consider the institution of criminal proceedings against those responsible for causing bodily injury to the deceased, which led to his death.

Sudan

Urgent appeals

472. On 9 January 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan, the Special Rapporteur on torture and the Special Rapporteur on violence against women sent an urgent appeal to the Government of Sudan regarding **Abok Alfa Akok**, an 18-year-old Dinka tribeswoman from Southern Darfur in Western Sudan, who was sentenced to death by stoning for the crime of adultery. It is reported that the sentence was based on article 146 of the 1991 penal code, according to the government's interpretation of the Shari'a (Islamic law), and which states that whoever commits the offence of adultery shall be punished with: 1. Execution by stoning when the offender is married (muhsan); 2. One hundred lashes when the offender is not married (non-muhsan); Male, non-married offenders may be punished, in addition to whipping, with expatriation for a year. According to the information received Anok Alfa Akok did not receive a fair trial. It is believed that an appeal has been submitted by her lawyer against the sentence. Fears were expressed that the sentence might be soon executed.

473. On 18 January 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture and the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan sent an urgent appeal to the Government of Sudan regarding **Abdu Ismail Tong**, a 31-year-old student from Guinea and **Yousif Yaow Mombai**, aged 31, from Zaire, both Christians,

who were reportedly sentenced on 12 December 2001 by the Criminal Court in Nyala City, Darfur, to amputation of the right hand after being convicted under Article 171 of 1991 Penal Code according to which whoever commits "hidya" theft (alsargha alhadiyha), may be sentenced with amputation, if the value of the stolen items is equal to or more than the value of 4.25 grams of gold. Furthermore, on 25 December 2001, the Special Court in Alfahir City, sentenced **Mohamed Adam Yahya** and **Ahmed Sulieman Mohamed** to execution by hanging, in addition to amputation of the right hand after being convicted of armed robbery. On 27 December 2001, the same court is believed to have sentenced **Adam Ibrahim Osman**, aged 30, and **Abd Allaha Ismail Ibrahim**, aged 18, to cross amputation, i.e., amputation of right hand and left foot. The two men are from Um Kadada, a town in Darfur and were convicted of banditry (armed robbery) and possession of unlicensed weapons in North Darfur states under Articles 162 and 168b of the 1991 Penal Code, which states that the punishment for armed robbery is cross amputation. Implementation of the execution is waiting the approval of the Head of provincial judiciary. It is believed that the six men did not receive a fair trial. In particular, according to their lawyers, there was insufficient evidence to convict them, and the usual judicial procedures were not properly followed. It is believed that their lawyers have submitted an appeal. The Special Courts were reportedly established in accordance with the 1998 State of Emergency Act. The Courts' responsibilities are said to include crimes of armed robbery, crimes against the state, crimes relating to drugs, armed robbery, public nuisance and it operates with two military judges and one civil judge.

474. On 26 June 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan, sent an urgent appeal relating to 14 prisoners charged with armed robbery who have reportedly been sentenced to death by the Nyala Special Court No1. According to the information received, on 8 May 2002, five of the detainees, namely **Mohamed Abakar Haroun**, **Khaleel Tahir Bashier**, **Adam Abd Allah Mohamed**, **Ahmed Jouma Mohamed** and **Habieb Ali Abd Algardir** were sentenced to death by hanging with crucifixion by the Nyala Special Court. The other detainees, namely, **Adam Musa Biraima**, **Adam Alzain Ismail**, **Abd Allah Wadai**, **Mohamed Abd Alrasoul Thabit**, **Mohamed Abd Almahmoud Mohamed**, **Abd Allah Mukhtar**, **Hafiz Suliman Yahya**, **Hamad Mohamed Adam**, and **Dakhru Abd Allah Jouma**, were all reportedly sentenced to death by hanging by the same Court. This judicial body, reportedly established in accordance with art. 6(2) of the Law of Emergency and Protection of Public Safety of 1997 and to the State of Emergency No. 1 of 1998, by the Governor of South Darfur State, deals with crimes of armed robbery, crimes against the state, as well as crimes relating to drugs and public nuisance. It is said to operate with one civil and two military judges. Lawyers are reportedly forbidden to stand before the Special Court and plaintiffs are given the right to appeal only when sentenced to death or amputation. Under such circumstances, the appeal must be made within seven days of the sentence to the District Chief of Justice, whose decision is final. Accordingly, the aforementioned prisoners did not benefit from legal representation during their respective trials. Their lawyers have reportedly launched an appeal with the District Chief of Justice whose outcome is still being awaited. Finally it has been brought to our attention that the Sudanese Minister of Justice has publicly admitted that the Special Courts are not

following correct judicial procedures and that these persons' right to be tried by an independent and civilian tribunal was not respected.

475. On 23 July, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture, the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers and the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan, sent an urgent appeal to the Government of Sudan regarding **eighty-eight people** who have been condemned to death by the "special" or "emergency" court in the city of Nyala on 17 July 2002. They reportedly could be imminently executed by hanging or crucifixion and have seven days to appeal to the Chief Justice of the Nyala District, South Darfur State, in western Sudan. According to information received, the 88 are part of a group of at least 130, mostly from the Rizeigat community in southern Darfur, who were arrested on 6 May. They were reportedly charged with crimes relating to murder, armed robbery and public disturbance. They are allegedly convicted of having participated in the recent clashes between the Rizeigat and the Maalyia ethnic groups in Al-Tabet, South Darfur, that killed at least 10 people. According to information received, these persons were tried without proper legal representation and some were reportedly tortured before trial. Their defense lawyers reportedly asked the court for medical examinations to be carried out on those who were allegedly tortured. This request was allegedly refused and on 2 July the defense lawyers reportedly withdrew from the court in protest at this decision and the court's refusal to let them question prosecution witnesses.

476. On 25 July 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, the Special Rapporteur on torture, the Chairman-Rapporteur of the Working Group on Arbitrary Detention and the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan sent an urgent appeal to the Government of Sudan relating to **Salah Mohamed Abdel Raham**, a community leader for the Rizeigat tribe involved in tribal peace initiatives (People to People Peace Dialogue), who was reportedly subject to an arbitrary arrest and incommunicado detention by the Sudanese Security Forces in Darfour on July 9th, 2002. The information received reports that no arrest warrant was served at the time of his arrest. According to information received, Mohamed Abdel Raham and the 26 other detainees, who are reportedly facing the death penalty, have since been transported to Port Sudan via Wad Meddani As to Mohamed Abdel Raham, he has allegedly not been seen since his initial arrest. His family has reportedly tried to obtain details of his whereabouts and have asked to be allowed to visit him, but their requests have reportedly been denied. Furthermore, he was allegedly tortured by the security forces in 1997, and suffers from poor health and recurrent back problems and pain as a result. His family fears for his well-being and believes that his life is threatened whilst he remains in detention.

477. On 20 November 2002, the Special Rapporteur jointly with Special Rapporteur on torture and Special Rapporteur on the situation of human rights in the Sudan sent an urgent appeal to the Government of Sudan relating to **Mohamed Ibrahim Abdallah, Sadul Adam Abdelrahman, Abdullah Rabhi, Mohamed Hamid Ahmed** and **Mohamed Issa Tiue**, who were reportedly at imminent risk of cross-amputation and execution. They are allegedly being held in Kober prison in Khartoum. It is reported that earlier this month, the Constitutional Court in Khartoum rejected their appeal and that only the President of the

Republic could overturn the sentences. The five men were reportedly accused of a bank robbery in Nyala in 1998 and found guilty. On 18 March 1999, they were allegedly sentenced to cross-amputation and death by hanging. It is reported that the men were denied legal representation.

Communication sent

478. On 18 September, the Special Rapporteur sent an allegation to the Government of Sudan relating to the following case:

479. According to the information received, on 7 November 2001 between 17:00 and 18:00 officers of the community police/public order police allegedly rounded up street-vendors, many of whom were children, including **Alnour Ali Abd Allah**. It is alleged that police officers started kicking and beating Alnour till he lost consciousness. He reportedly died later the same day from his injuries at hospital.

Communication received

480. On 25 July 2002, the Government of Sudan informed the Special Rapporteur about the situation of some **twenty individuals who were sentenced to death**. The Government explained that the accused were involved in a series of acts of terrorism and extremely dangerous armed robberies in Western Sudan in 2001. According to the Government, special courts were established in Elfashir and Nyala in accordance with the Sudan constitution of 1998, under the state emergency which was declared in the region to address cases involving the use of very sophisticated weapons. Each of the accused was represented by a number of lawyers to give them legal advice throughout the trial. The accused were found guilty of organizing highly dangerous crimes creating instability by spreading fear and terror. The Government added that the punishment of the accused persons is based on the 1998 Sudan Constitution which is consistent with Chapter 1, article (2) of the U.N. Charter as well as article 6 paragraph 2 part 3 of the International Covenant on Civil and Political Rights. Five persons were sentenced to death penalty in Elfashir; fifteen received a similar sentence in Nyala. According to the Government, "it may be difficult for some people to conceive or imagine the magnitude of such crimes in a country like the Sudan, because such cases seldom occur in the developed countries... However, these crimes must not be allowed to continue unabated".

Sweden

Urgent appeal

481. On 19 April 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture, and the Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences, sent an urgent appeal to the Government of Sweden regarding **Mahnaz Allayveysi Ghasem**, of Kurdish origin, who was said to face imminent and forcible repatriation to the Islamic Republic of Iran, where she might be at risk of torture and other forms of ill-treatment or honour killing. She reportedly divorced an Iranian citizen whilst

living in Germany in 1997 and returned to her family in Mahabad, Iran. There, it is believed that her family refused to let her stay with them and sent her back to Germany. She was allegedly told that she had left them "in white" (to get married) and that she would only come back "in white" (in a shroud). She later tried, under a false identity, to get refugee status in Sweden. Her application is said to have been rejected in March 1999. She then left to Finland where she lived with a man. It is alleged that her family, in particular her father and an uncle, threatened her by phone with death for living in a non-marital status with a man. According to the information received, she went back to Sweden in November 2001 where she filed a new application for asylum. It is reported that this application has now been rejected and that there is no appeal available. A first attempt to deport her to Iran was made on 17 April 2002, but the captain of the aircraft refused to take her on board because of her state of agitation. She was then taken to Karolinska Sjukhuset hospital, where she had already been treated for an incurable brain tumor. Medical doctors are believed to have indicated that no operation could be envisaged because of the position of the tumor. According to the information recently received, the authorities have planned to deport her early next week on a Turkish aircraft. It is believed that her health condition would make her particularly vulnerable to reprisals by her family if she was sent back to Iran. Finally, it is reported that a case has been filed with the European Court on Human Rights and that a decision is expected in the coming days.

Communication received

482. On 29 April 2002, the Government of Sweden replied to the Special Rapporteur regarding the case of **Mahnaz Allahveysi Ghasem**. The Government reminded the Special Rapporteur that the Swedish Migration Board and the Aliens Appeals Board, the latter being the last instance of appeal, examine applications for residence permits in Sweden and are independent from the Government which therefore cannot interfere in individual cases dealt with by these authorities. According to the Government, Mahnaz Allahveysi Ghasem applied for asylum under another name on 14 April 1998. In her application, she claimed that she had been forced to flee from Iran since Iranian authorities had discovered that she and her husband had been politically active in KDPI. The Migration Board decided not to grant her permission to reside in Sweden and ordered her expulsion. The Aliens Appeals Board refused her appeal. She then left for Finland where she applied for a residence permit under a different name. She was returned from Finland to Sweden in accordance with the Dublin Convention. In Sweden, she applied once again for a residence permit under a third name. She acknowledges that the original information she had given to the Swedish migration authorities was incorrect. She now stated that she had been ill-treated by her Iranian husband whom she had married and lived with in Germany. They divorced in 1998. After having stayed in Sweden she moved to Finland where she lived with another man. The Migration Board decided on 3 December 2001 not to grant her a residence permit. The Board considered that she had not been able to make credible that she would risk persecution if she were to return to Iran. The Board noted that she had been giving different information during different stages of the asylum investigation and that she had not even invoked the risk of being stoned at the original hearing held by the Board. The Aliens Appeals Board, in its refusal on her appeal on 7 February 2002, shared the Migration Board's reasoning with regard to her need of protection. It further stated that what she had declared regarding her health was not sufficient reason, in accordance with

Swedish law and case law, to grant her a residence permit on humanitarian grounds. Ms Allahveysi Ghasem filed a renewed application declaring that she feared getting killed if returning to Iran. The Aliens Appeals Board turned down her renewed application on 25 March 2002. However, she renewed her application which was again rejected since the Board concluded that the circumstances brought forward could not lead to a different conclusion than the one previously rendered. Finally the Government informed that, to its knowledge, there has been no application filed with the European Court of Human Rights.

Tajikistan

Urgent appeal

483. On 17 July 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of Tajikistan regarding the cases of **Dovud** and **Sherali Nazriev**, which the Special rapporteur had already raised with the Government of Tajikistan in her communication dated 17 July 2001. According to reports, the two brothers were sentenced to death on 11 May 2001 by the military board of the Supreme Court for attempting to assassinate the mayor of Dushanbe, Makhmadsaid Ubaydullayev in a bomb attack on 16 February 2000. On 14 May 2001, the two brothers reportedly applied to the President of Tajikistan for clemency but have had no reply. According to the information received, Dovud Nazriev was lying at home with flu at the time of the bomb attack; although some neighbours could confirm that he was at home, they were not called as witnesses during his trial. As a result, those actually responsible for the bomb attack would not have been arrested. It is reported that on 15 July, demonstrators in the brothers Nazriev's hometown Vanj protested their innocence and demanded their release. To our knowledge, the Nazriev brothers could have been charged with the murder of the mayor of Dushanbe in retaliation to their involvement against pro-government forces during the Tajik civil war of 1992-1997. According to the information received, Dovud Nazriev's wife visited Dovud and Sherali several days after the trial and reported that they were bearing evident signs of torture. Fears have also been expressed that, due to his epileptic condition, Dovud Nazriev's health could be at risk if he does not receive adequate medical treatment. In view of renewed concerns that these death sentences might be carried out soon, the Special Rapporteur urged once again the Government of Tajikistan to exercise its authority to stay the execution of Dovud and Sherali Nazriev, so that their cases may be thoroughly reviewed.

Thailand

Urgent appeals

484. On 23 August 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture, sent an urgent appeal to the Government of Thailand relating to **Aung Kyaw Soe**, **Thien Lwin** and **Wunna**, members of the *Democratic Party for a New Society* (DPNS), **Aung San Nyunt**, aged 35, **Zaw Weik**, aged 44, and **Nan Nay Chi** (f) aged 26, members of the *National League for Democracy- Liberated Area* (NDL LA), **Thien Lwin**, **Htet Khaing** (f), **Khin Moe Way** (f) and **Mem Thet San**, members of the *All Burma Student's Democratic Front* (ABSDF), **Mi Li Tanyar Mon** (f) and **Nai Mon Kyai Hlaing**, members

of *Mon Youth Progressive Organization* (MYPO), **Aung Htoo**, member of the *People's Democratic Front* (PDF), **Naw Kha Yu** (f), member of the *Karen National Union* (KNU) and 20 adults and children attending a Baptist Church. They are said to be pro-democracy activists of Myanmar that took refuge from persecution by the military government of Myanmar. It is alleged that they were at risk of torture and possibly execution if they remained in their country. All of them were reportedly charged with illegal entry and arrested on 20 August 2002 by the police. According to the information received, they are currently held in Sankhlaburi town, Kanchanaburi province, on the border with Myanmar. It is alleged that the government of Thailand has announced their imminent and forcible repatriation to Myanmar. Fears were expressed that they may be at risk of execution, torture or other forms of ill-treatment if they are handed over to the State Peace and Development Council (SPDC) troops.

Communications sent

485. On 11 November 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on human rights of migrants sent a letter of allegation relating to the following case:

486. According to the information received, on 5 February 2002, police announced that 20 bodies of **members of the Karen ethnic minority** were found in Tak province, near the Thai-Myanmar border. It is reported that the bodies were found blindfolded with their wrists tied and their throats cut and with marks of beatings and stab wounds. The bodies were allegedly located in what is believed to be a drug and human trafficking route between the two countries. Local villagers are reported to have often found dead bodies of Karen migrants in this area, but the large number of corpses and the brutal manner of their killing was allegedly unusual. It is reported that an investigation has been launched by the police. However, according to the information received, no progress has been made in finding those responsible for the murders.

Communication received

487. On 28 November 2002, the Government of Thailand replied to an urgent appeal sent on 23 August 2002 by the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture, and the Special Rapporteur on the human rights of migrants relating to the arrest and possible deportation of 34 Myanmar nationals. According to the Government, the arrest of the mentioned Myanmar nationals was made as a rendition of law enforcement measures. The Government added that those who are entitled to the right to stay in Thailand are requested to observe Thai laws and regulations, including the prohibition that they refrain from conducting activities against the Government of neighboring countries. Any failure to observe such regulation shall result in nullification of such rights. The Government reassured the Special Rapporteurs that no human rights violation was committed in the process of deportation. Indeed, it was witnessed by police officers from the Sangklaburi district and military officers in the area, as required by the rules of procedure in the matter. The destination of the deportation was also verified as a safe area. It was also subsequently reported that all the deportees were safe.

The former Yugoslav Republic of Macedonia

Communication sent

488. On 18 September 2002, the Special Rapporteur to the Former Yugoslav Republic of Macedonia relating to the following cases:

489. According to the information received, on 2 March 2002 six Pakistanis and one Indian national, namely **Bilal Hussain, Khalil Mahmood, Muhamad Asif Javed, Omer Farooq, Riaz Ahmed, Iljaz Ahmed, Sam Sinq**, were allegedly shot dead by Macedonian Police in Rastanski Lozja. Further information as to the circumstances of the incident and details of investigations carried out are requested.

Tunisia

Appel urgent

490. Le 30 août 2002, la Rapporteuse Spéciale conjointement avec le Rapporteur spécial sur la torture et la Représentante spéciale du Secrétaire-Général sur les défenseurs des droits de l'homme, a envoyé un appel urgent relatif à la situation de **Lasad Juhri**, défenseur des droits de l'homme. Selon les informations reçues, le 28 août 2002 à 10h30, Lasad Jourhi venait de quitter le bureau de l'avocat Mohamed Nouri lorsque cinq hommes en civil lui auraient demandé de produire ses documents d'identité. Lasad Jourhi leur aurait demandé de s'identifier en tant que policier. C'est alors que les cinq hommes auraient commencé à le rouer de coups, frappant plus particulièrement sur sa jambe droite déjà partiellement paralysée à la suite de tortures subies en détention entre 1991 et 1994. Il nous a été rapporté que lors de l'attaque, un policier chargé de la circulation aurait essayé de s'interposer mais les assaillants l'auraient sommé de s'en aller lui indiquant qu'ils étaient eux-mêmes des policiers. Les cinq policiers auraient quitté la scène, laissant Lasad Juhri gisant dans son sang et incapable de marcher. Il a par ailleurs été rapporté que Lasad Juhri serait constamment l'objet d'intimidations, de harcèlement et de menaces de mort qui laissent présager de nouveaux risques quant à sa sécurité.

Communications envoyées

491. Le 18 septembre 2002, la Rapporteuse spéciale a envoyé une allégation relative au cas suivant :

492. Selon les informations reçues, **El Id Ben Salah** aurait été battu pendant quatre heures par ses co-détenus de la prison de Gafsa. Il aurait succombé à la torture et aux mauvais traitements qui lui auraient été infligés et ce, sans que la police ne soit intervenue.

TurkeyUrgent appeal

493. On 23 May 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and the Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers sent an urgent appeal regarding **Salih Yilar**, a member of the legal pro-Kurdish party HADEP, who was reportedly detained and taken to the Anti-Terror Branch of the Diyarbakr Police Headquarters on 14 May 2002, where he was allegedly tortured. According to information received, as a result of ill-treatment, Salih Yilar was transferred to a hospital, and was asked by the police to sign a statement, telling him that whoever had assaulted him had been drunk, and repeatedly suggesting that it was HADEP members who had attacked him. He refused to sign, and was reportedly released. Later on, lawyers came to his home to take a statement, and fifteen minutes after the lawyers left, the police allegedly arrived and arrested Salih Yilar and his brother, took them to police headquarters, threatened that the next time they would take both the brothers and their lawyers into custody, and pressured Salih Yilar again to sign a prepared statement, telling him that the next time he was taken into custody he would not be heard from again. They were then released. On May 16, Salih Yilar was reportedly taken to the Prosecutors Office by his lawyers, where a prosecutor reportedly refused to take his statement about the torture he had suffered.

494. On 13 November 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression sent an urgent appeal to the Government of Turkey regarding **Ridvan Olcasöz, Fahri Kini, Semsettin Solhan** and **Ramazan Akman** who were allegedly beaten by members of the village guard militia in the neighbourhood of Yüceli in Kiziltepe, Mardin province on 3 November, 2002. The four men were reportedly acting as election observers on behalf of the legal pro-Kurdish political party DEHAP. All of them reportedly needed hospital treatment for injuries sustained during the beating. On 4 and 7 November **Salahattin Örnek** and **Savas Yildiz**, villagers from the same area, were also reportedly beaten by a group of village guard militia and had to be taken to Kiziltepe state hospital for treatment. **Alaatin Ari**, from the village of Bugday in Mardin province, has allegedly received death threats from the local gendarmerie after he talked to a visiting delegation of election observers from Norway shortly before the elections. It is reported that he had complained that local villagers had been pressured by the gendarmerie not to vote for DEHAP but for the Turkish nationalist political party, the Nationalist Action Party (MHP). Since then the gendarmerie have allegedly visited the village twice in order to look for him, and he has received anonymous telephone death threats saying “...give up on this, we will kill you”.

Communication sent

495. On 2 September 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture sent an allegation to the Government of Turkey relating to the following cases:

496. According to the information received, hunger strikers on a “death fast” were reportedly attacked by approximately one thousand members of the special police force on

6 November 2001. It is reported that the hunger strikers were either on the verge of death or in an advanced state of mental and physical deterioration in the “death fast houses” in Kucukarmatlu, having been on prolonged hunger strikes in protest against Turkey’s new cells (F-type prisons). **Arzu Güler** (f), **Sultan Yildiz** (f), **Bülent Durgaç** and **Baris Tas** were allegedly killed during this operation and ten other people are believed to have been seriously injured. It is also reported that a number of demonstrators were arrested and taken into custody. According to the information received, the police attacked hunger strikers in the district, using armoured cars and bulldozers to break down barricades and houses, threw gas bombs and nerve and tear gas into the houses, brandished automatic weapons and batons to enter private death-fast houses and pulled out protesters already seriously weakened by months of hunger strike.

497. **Gazal Berii**, an 11-year-old girl of Kurdish origin, who was reportedly attacked by dogs on 19 March 2001 in front of the gendarmerie station in Yigitler village, in the southeaster province of Bingöl and beaten to death. It is alleged that the dogs, which are believed to belong to the gendarmerie, were encouraged to attack her by a soldier.

Communication received

498. On 2 January 2002, the Government of Turkey provided information relating to Navaf Bakir whose corpse was found on 10 March 2001 in the Kayacan quarter/Mardin. An autopsy was conducted which established that there were no traces of torture or ill-treatment on the corpse and that the death was due to “cerebral hemorrhage”.

499. On 8 January 2002, the Government of Turkey replied to an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on 21 September 2001 regarding **Mehmet Dilsiz** and **Said Buldus**. The Government informed that an investigation has been initiated by the Cizre Public Prosecutor’s office upon the complaint of Sait Buldus, the landlord of the building of people’s democracy party (HADEP) in Cizre, alleging that he had been threatened by the gendarmerie to cancel the lease. During the investigation, Mr. Buldus withdrew his complaint according to which he was allegedly threatened by the gendarmerie. Another investigation on the explosion of a grenade on 20 September 2001 in the HADEP building - which belongs to Mr. Buldus- is under way. The case against Mehmet Dilsiz which has been filed on the grounds of collectively trafficking narcotics is pending at the Dyarbakir state security court. Concerning the case filed on the grounds of spreading propaganda for the “terrorist organization PKK”, the Government reported that Mehmet Dilsiz has been acquitted.

500. On 1st December 2002, the Government of Turkey replied to an allegation sent by the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture. The Government informed that members of the terrorist organization DHKP/C had been on a hunger strike at four different houses at the küçükarmatlu district in Istanbul in protest against the F-type prisons. According to the Government, they disrupted public order by barricading in the streets of the neighbourhood. The security forces were therefore compelled to move into the area to remove the barricades and were violently attacked by a mob while doing so. Meanwhile, according to the Government, a number of persons started a riot by deliberately

setting the houses of death fasters on fire. Two police officers and sixteen civilians were wounded during the incident, four of whom lost their lives afterwards. Three persons tried to prevent the the security forces from fulfilling their duties and were subsequently detained. The security forces acted in line with the rule of law and under utmost restraint to keep the casualty at the minimum.

501. With regard to the case of **Gazal Berü**, the public prosecutor's office conducted an investigation and subsequently gave a decision of non-prosecution regarding the accused Ishak Erdem and other officials on 12 June 2002. As an objection against this decision was filed by lawyers, the case was forwarded to the relevant court on 12 July 2002, which decided to reject such objection.

Uganda

Urgent appeal

502. On 23 September 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture sent an urgent appeal, regarding **Stephen Otim, David Penyttoo, Alex Otim, Pidu Lukwiya, Tony Kitara, Aida Lagulu, George Obita, Francis Onen, Martin Ojara, Alex Okwerowat, Charles Picha, Justo Ojwiya, Michael Lakony, Jekeph Odong, Paul Akuch Okot, Federiko Ocan, Bosco Oti, Moses Atuku Akena and George Abedo** who are said to be held by the Ugandan army, the Uganda People's Defence Forces (UPDF) in Gulu Municipality, northern Uganda. It is alleged that on 16 September 2002, **Peter Oloya** was killed by the UPDF in a suspected extrajudicial execution within the prison grounds, as they tried to illegally remove all 21 prisoners from Gulu Central Prison. The 21 men were reportedly arrested in March. Peter Oloya and Stephen Otim were allegedly arrested and charged with the murder of the Pabbo District Chairman (a local government official) whilst canvassing for the opposition during the local government elections in Gulu. They were both key campaigners for the opposition multipartyist candidate, and it seems that their arrest may be due to their political activities during the campaign. The rest of the men were arrested on murder and treason charges related to the ongoing conflict between the Ugandan government and the rebel Lord's Resistance Army (LRA). The men were all held on remand in Gulu Central Prison. Following the raid by the UPDF all 21 prisoners, including the body of Peter Oloya, were illegally moved to military detention at the UPDF's 4th Barracks in Gulu, where they remain. In view of the death of Peter Oloya in suspicious circumstances, fears have been expressed that they may be at risk of torture or other forms of ill-treatment while in UPDF custody at the military barracks.

Ukraine

Urgent appeals

503. On 12 July 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, sent an urgent appeal relating to **Viktor Vorotnikov**, editor-in-chief at the newspaper "*Grani*", who is reportedly being harrassed and threatened after the publication on 14 June 2002 on the Internet issue of "*Grani*" of an article by journalist Sergej Romanovskogo entitled

"Apocalypse". The article described the business dealings of the secretary of the Council for National Security and Defense of Ukraine (CNSDU), Yevgenily Marchuk, an ex-KGB general, including the smuggling of Ukrainian weapons to war zones embargoed by the UN Security Council. Following the publication of the article, Viktor Vorotnikov was reportedly contacted by telephone and ordered to appear before the Security Service of Ukraine. According to information received, during a meeting on 19 June, Vassily Sitarom, acting chairman of CNSDU, demanded that Mr. Vorotnikov publicly withdraw the allegations made in the article, or else he would face "being destroyed", and asked for his private address and for that of Mr. Romanovskogo, which he refused to reveal. It is reported that Viktor Vorotnikov then asked Mr. Sitarom if he could print the statements just made and the request was turned down. It is further reported that Viktor Vorotnikov has since received telephone threats, including thinly veiled death threats, and has been followed by two alternating cars.

Communication sent

504. On 18 September 2002, the Special Rapporteur sent an allegation to the Government of Uzbekistan relating to the following cases:

505. According to the information received, on 28 October 2001, the house of the Fedorchenko family, who belongs to the Roma-community, was set on fire by arsonists. **Snezhana, Misha, Vladimir, Jura and Zukhra Fedorchenko** reportedly died of their burns on 28-30 October 2001. It is alleged that police major Ivanov of the Kryukov area police department together with other men had come to the family's house and threatened that he would turn them "into black roses". It is reported that a red-haired man then started pouring kerosene on the house and set it on fire. Before fleeing the scene the men allegedly barred the door to prevent the occupants from escaping the flames.

United Arab Emirates

Urgent appeal

506. On 1st May 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture and the Special Rapporteur on violence against women, sent an urgent appeal regarding **Sabrina Imtiaz Syed**, aged 25, who faced imminent and forcible repatriation to Pakistan, possibly as early as 2 May, where she might be at risk of torture or honour killing. According to the information received, Sabrina Imtiaz Syed lives with her family in Dubai, where she was born and raised. In January 2000 she reportedly asked her father, a Shi'a Muslim cleric, for his permission to marry Ashfaq Muhammad, a Pakistani national. Her father reportedly refused because Ashfaq Muhammad is a Sunni Muslim. It is reported that after several months of trying without success to secure his permission, the couple flew to Pakistan where they secretly married in September 2000. In February 2002, the couple allegedly told Sabrina Imtiaz Syed's parents that they were already married, and moved into an apartment together. Her parents reportedly came to the apartment with two other people and severely beat the couple. Ashfaq Muhammad reported what had happened to the local police, but they did not take any action. The couple decided to seek asylum in Germany and

arrived there on 20 March 2002. It is alleged that Sabrina's parents asked her to return to Dubai, saying that they were ready to accept her marriage. She returned on 18 April, but was reportedly arrested on arrival at the airport and taken to an "immigration jail". Her father met her there and allegedly told her that he had asked the authorities to revoke her visa and send her back to Pakistan, where his relatives would kill her for dishonouring the family by marrying against his wishes. Her family in Pakistan have reportedly said that they will kill her, because she has married against her father's wishes.

United States of America

Urgent appeals

507. On 3 January 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of the United States of America (USA) relating to the case of **Jim Johnson** who was scheduled to be executed in Missouri on 9 January 2002. He was reportedly sentenced to death in 1993 for the murder of three police officers and the wife of another officer in December 1991. At his trial, Jim Johnson pleaded "not guilty by reason of mental disease or defect". The defence position was that he allegedly suffered Post-Traumatic Stress Disorder (PTSD) as a result of his wartime experiences in Vietnam, and that he had experienced Vietnam-related flashbacks on the night of the murders which made him believe that he was confronted by the enemy and rendered him incapable of appreciating the wrongfulness of his conduct. However, this defence quickly unravelled. The prosecution reportedly capitalized on the defence lawyer's errors by asserting that it was just one illustration of the defendant's lies behind his PTSD defence. However, three experts did testify for the defence that Johnson suffered from PTSD; however, the jury convicted him on four counts of first-degree murder and sentenced him to death on all four counts. In 1998, the Missouri Supreme Court reportedly upheld the conviction and death sentence, rejecting the claim that inadequate legal representation had undermined the fairness of the trial and the reliability of its outcome. However, one of the five judges dissented saying that Johnson should receive a new trial underlining the importance of the expert diagnosis of Jim Johnson's mental disease.

508. On 3 January 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the USA Government relating to the case of **Charlie Alston** who was sentenced to death in 1992 for the murder of Pamela Renee Perry and who was scheduled to be executed on 11 January 2002. According to the information received, Pamela Perry was found dead in her bedroom on 1st December 1990. The 25-year-old woman had reportedly been beaten about the head, apparently with a hammer. However, it is reported that the medical examiner concluded that she had not died from these injuries, but had been suffocated with a pillow. There was no direct evidence linking Charlie Alston to the murder. Charlie Alston was reportedly convicted on the basis of circumstantial evidence, including the fact that two days before the murder he had been convicted of assaulting Pamela Perry on 20 October 1990, and placed on probation. In addition, it has been reported that witnesses alleged that around the time of the murder, Charlie Alston had been in possession of an unusually large number of coins allegedly earned from tips during Pamela Perry's work as a waitress and stolen from a jar in her bedroom. While Charlie Alston maintains his innocence in the murder, his current lawyers have reportedly raised doubts about the reliability of the conviction.

Nevertheless, the appeal courts have upheld Charlie Alston's conviction and sentence while the federal US Court of Appeals for the Fourth Circuit dismissed Charlie Alston's appeal without reviewing it because it was filed too late. It is reported that his lawyer at that time had a mental breakdown and was abusing drugs. Finally, Charlie Alston's current lawyers are reportedly seeking a stay of execution in the courts so that further investigation into the lost fingernail evidence can be conducted, with a view to DNA testing. In July, North Carolina passed a law requiring law enforcement officials to preserve DNA evidence from crimes, and allowing convicted inmates to seek DNA testing if it could help to exonerate them. Although Charlie Alston's appeal argues that he should benefit from this law, the prosecution reportedly maintains that it should not apply retroactively.

509. On 8 February 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of the United States of America in connection with the scheduled execution of **Monty Allen Delk**. According to the information received, he was convicted in 1998 for the 1986 shotgun murder committed when he was 19 years of age. It has been brought to the Special Rapporteur's attention that there exist serious doubts as regards Mr. Delk's competency to be executed, that is whether he understands the reason for and reality of his punishment. In 1990 Mr. Delk reportedly was diagnosed with bipolar disorder with psychotic features by prison medical authorities and was given anti-psychotic drugs and, subsequently, lithium. The medical staff allegedly raised the possibility that he was also suffering from schizo-affective disorder. Furthermore, Mr. Delk has displayed a pattern of disturbed behaviour during his years on death row, including covering himself in faeces, incoherent jabbering and repeated expressions of delusional beliefs. It is alleged that at a hearing in 1997, held to determine whether Mr. Delk was competent to continue his appeals, a former chief mental health officer with the Texas prison system said that his review of the prison records and his own contact with Mr. Delk suggested that the prisoner suffered from a severe mental illness. In 1999, Mr. Delk reportedly again was diagnosed with bipolar disorder by medical staff following his transferral from Huntsville to Livingston. Finally, it is reported, that Mr. Delk's current lawyer, who has been representing him since 1996, says that he has been unable to have any rational communication with his client.

510. On 11 February 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on Racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance sent an urgent appeal to the USA Government regarding the case of **Miller-El**, an African American, who was convicted in Dallas County in 1986 of the 1985 murder of a white man, Douglas Walker, during a robbery of a Holiday Inn in Irving, near Dallas. It was brought to the Special Rapporteurs' attention that there was overwhelming evidence that at the time of Mr. Miller-El's trial, Dallas County prosecutors were engaging in racist jury selection tactics to exclude around 90 percent of prospective minority jurors in order to obtain all-white or almost all-white juries. Allegedly, at a hearing before his trial, various Dallas lawyers and judges testified that the county's prosecutors routinely excluded African Americans during jury selection. Furthermore, a study conducted by the Dallas Morning News in 1986 reportedly revealed that Thomas Miller-El was one of 15 men sentenced to death in Dallas County between 1980 and 1986. According to the study only five of the 180 jurors at their trials were African American. The Special Rapporteurs have been informed that, by using peremptory strikes - the right to reject prospective jurors during jury selection without

giving a reason -, prosecutors dismissed 56 of the 57 other blacks qualified to serve. Of the 15 cases, five involved black defendants. All except Mr. Miller-El were tried by all-white juries. His jury consisted of 11 whites and one black, after the prosecution used peremptory challenges to exclude 10 of the 11 African Americans qualified to serve. The source also reported that one of the two prosecutors at Thomas Miller-El's trial was subsequently found to have engaged in intentional racial discrimination during the selection of a jury at the trial of a black defendant which took place immediately before Mr. Miller-El's trial. The other prosecutor was found to have engaged in the same practice in a trial which occurred immediately after Mr. Miller-El's trial.

511. On 14 February 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on the Independence of Judges and Lawyers and the Special Rapporteur on Extrajudicial, Summary or Arbitrary Executions sent an urgent appeal to the USA Government relating to the case of **Alexander Edmund Williams** who was scheduled to be executed in Georgia on 20 February 2002. According to the information received, Edmund Williams was convicted of the abduction, rape and murder of Aleta Carol Bunch in 1986, a crime he committed when he was 17 years old. The information received highlights the ineffective and incompetent performance of the attorney during the sentencing phase of Edmund Williams' trial. The appointed attorney neglected to investigate his client's background, or interview family members and so failed to discover the history of physical and mental abuse that his client had been subjected to as a child. Further, Edmund Williams' attorney failed to lead evidence on his clients age, obtain a psychiatric evaluation or present expert testimony as a mitigating elements, factors which the United States Supreme Court ruled in 1982, in *Eddings v Oklahoma*, should respectively carry "great weight" and "duly be considered" in the sentencing of young offenders. During the argument for sentence the attorney admitted being in favour of the death penalty, and only informed the jurors, without giving a reason, that they did not have to impose the death sentence if they did not want to.

512. On 6 March 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture and the Special Rapporteur on the Independence of Judges and Lawyers, sent an urgent appeal to the USA Government relating to the case of **Tracy Lee Housel**, a British national, who was scheduled to be executed in the State of Georgia on 12 March 2002. He was reportedly sentenced to death in February 1986 for a murder committed in April 1985. It is reported, that during the trial Housel's lawyer, who had never defended anyone facing capital charges before, failed to present evidence that his client was suffering from serious mental health problems and psychological impairment. It is further alleged that statements taken from Housel while he was being held in coercive conditions in pre-trial detention, were used against him during his trial. It is also reported that on several occasions, he was given electric shocks from a stun-gun, including when he was standing in a pool of water. If true, the lack of competent counsel for Mr. Housel at the sentencing stage appears to be in breach of international standards. The Special Rapporteur was very concerned as this is not the first allegation brought to her attention where an attorney has been appointed in a capital case in one of the states of the USA and his incompetence seems to have led to the imposition of the death penalty.

513. On 7 May 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of the USA relating to the case **Napoleon Beazley** who was scheduled to be executed in Texas on 28 May 2002, for a crime committed when he was 17 years of age. In this context, the Special Rapporteur referred to her earlier communication on Napoleon Beazley's case dated 10 July 2001, and the USA Government's replies thereto. In view of the fact that Beazley was convicted of a crime committed when he was under the age of 18, the Special Rapporteur urged the USA Government to exercise its authority to obtain a stay of execution, so that the case may be thoroughly reviewed.

514. On 7 May 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the USA Government relating to the case of **Christopher Simmons** who was sentenced to death for murder in the State of Missouri in 1994. The Supreme Court of Missouri changed his original execution date from 1 May to 5 June 2002. In view of the fact that Simmons was convicted of a crime committed when he was only 17 years of age, the Special Rapporteur urged the USA Government to exercise its authority to obtain a stay of execution, so that the case may be thoroughly reviewed.

515. On 13 May 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the USA Government relating to **Henry Dunn**. According to the information received, Henry Dunn was convicted of capital murder in 1995 in the 241st District Court, Smith County, Texas. For the hearing of his appeal the Texas Court of Criminal Appeals appointed a lawyer, Mr. Kerry Lee, to represent him. It is alleged that the appointed lawyer had no experience in death penalty cases and during the appeal hearing submitted a motion to the court, which was subsequently denied, requesting the appeal process to be delayed so that he could attend a seminar on how to write an appeal brief. It is further alleged that Mr. Lee failed to appear in court to present oral arguments in Henry Dunn's appeal. The information states that the court rejected the appeal of Mr. Dunn on the grounds, inter alia, that some of the issues raised were inadequately written up in the appeal brief.

516. On 31 May 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of the USA relating to the case of **Walter Mickens** who was reportedly scheduled to be executed in Virginia on 12 June 2002 for the murder of 17-year-old Timothy Hall. It is reported that Timothy Hall's body was discovered on 30 March 1992 and that at the time of his death, he was facing weapons and assault charges. On 3 April 1992, the judge reportedly dismissed the charges because of Mr. Hall's death. On 6 April, the next working day, the same judge appointed the lawyer who had been representing Hall to represent Walter Mickens. However, neither the judge nor the lawyer disclosed to Mickens that he was being defended by the lawyer of the murder victim. According to the information received, this matter remained undisclosed until it was discovered years later by Walter Mickens's appeal lawyer. However, the conviction and death sentence have reportedly been allowed to stand. Most recently, the US Supreme Court voted 5-4 against Mickens, holding that in such a case the defendant must prove that the conflict of interest adversely affected the lawyer's performance. In view of the allegations presented above, the Special Rapporteur urged the USA Government to stay Mr. Micken's execution, so that his case may be thoroughly reviewed to ensure that his right to effective and independent legal assistance is guaranteed.

517. On 10 June 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of the USA relating to **Victor Saldaño** who reportedly remains on death row in Texas despite the State Attorney General's attempts to have his death sentence overturned because of the alleged introduction of racially discriminatory testimony at his 1996 trial. According to the information received, racial prejudice based on Victor Saldaño's Hispanic origin may have influenced the outcome of the trial as the prosecution reportedly presented a psychologist as an expert witness who testified that "because Victor Saldaño is Hispanic, this is a factor weighing in favour of future dangerousness" since "Hispanics are over-represented in prison compared with their percentage of the general population". Moreover it has been brought to my attention that Victor Saldaño has been diagnosed as suffering from psychotic symptoms, and that has on one occasion been committed to a psychiatric institution during his time of detention. Furthermore, Victor Saldaño may not have had access to consular assistance during his trial, a right that is guaranteed under Article 36 of the Vienna Convention on Consular Relations.

518. On 10 June 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of the USA relating to **Jeffery Williams** who was reportedly scheduled to be executed in Texas on 26 June 2002 for the murder of Barbara Pullins on the night of 26-27 October 1994. Jeffery Williams was arrested on 28 October at his girlfriend's apartment, where several items stolen from Barbara Pullins's home were reportedly found. Besides, Jeffery Williams was identified by Barbara Pullins's nine-year-old daughter who was allegedly also sexually assaulted on the night of the crime. Although Jeffery Williams gave three videotaped statements to the police admitting his involvement in the killing, the first one explaining that it was an accident, the third statement was the only one introduced into evidence at the trial. Moreover, the psychologist presented by the defence lawyer said that the serious neglect and sexual and physical abuse that Jeffery Williams had suffered as a child had produced a severe psychological disturbance in him. Indeed, during his last period of confinement in prison prior to the killing of Barbara Pullins, Jeffery Williams had reportedly a psychotic episode in which he experienced auditory and visual hallucinations and had attempted suicide. On the night of the crime, Jeffery Williams had apparently been taking anti-psychotic medication and alcohol.

519. On 11 June 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the USA Government of the USA relating to the case of **Steven Pannebaker**. The Juniata County District Attorney in Pennsylvania might seek the death penalty at the forthcoming trial of Steven Pannebaker if he was convicted of one or more of the murders for which he is accused. However, the defendant was 16 years old at the time of the crime of which he is accused: he has reportedly been charged with the murder of his parents, Mark and Marcella Pannebaker, and his two younger sisters, Amanda (10) and Elena (13). The four were found dead in the family home in the community of Maze in Juniata County on 25 January 2002. Autopsy results indicate that the four died of gunshot wounds the previous evening.

520. On 3 July 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of the USA relating to **Tracy Hansen** who was reportedly scheduled to be executed in Mississippi on 17 July 2002. According to the information received, he was sentenced to death in 1987 for the murder of a police officer in April that year while his accomplice,

Anita Louise Krecic, received a life sentence. The defendants have allegedly not been provided with adequate legal representation at all stages of proceedings. Indeed, the defense lawyer allegedly failed to present substantial mitigating evidence of the physical, sexual and psychological abuse Tracy Hansen suffered as a child at the hands of family members, or of his subsequent resort to solvent abuse and eventual addiction to cocaine. Besides, the jury was left unaware of the fact that Hansen was diagnosed with organic brain damage. Thus, it is reported that three jurors from the trial have signed affidavits indicating that they might not or would not have voted for a death sentence if they had heard the evidence of abuse and mental impairment. If any juror had not voted for death, the death sentence would have been avoided as a Mississippi jury has to be unanimous in handing down a death sentence.

521. On 22 July 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of the USA relating to **T.J. Jones** who was sentenced to death for the murder of Willard Lewis Davis in Longview, Gregg County, Texas on 2 February 1994. It is worth mentioning that although T.J. Jones was 17 years of age at the time of the crime, he was reportedly scheduled to be executed in Texas on 8 August 2002. It is further reported that T.J. Jones is mentally handicapped. In view of these allegations, the Special Rapporteur urged the USA Government to exercise its authority to stay T. J. Jones' execution, so that his case may be thoroughly reviewed.

522. On 25 July 2002, the Special rapporteur sent an urgent appeal to the USA Government relating to **Toronto Markkey Patterson**, who was convicted of three murders committed in 1995. It is reported that Markkey Patterson was 17 years of age at the time of the crime, and that he is sentenced to be executed by lethal injection in Texas on 28 August 2002. The Special Rapporteur urged the USA Government to exercise its authority to stay the execution of Mr. Patterson, so that his case may be thoroughly reviewed

523. On 26 July 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur for the human rights of migrants sent an urgent appeal to the Government of the USA relating to **Javier Suarez Medina**, a Mexican citizen, sentenced to be executed in Texas on 14 August 2002 for the murder of Lawrence Cadena, an undercover Dallas police officer. It is alleged that after his arrest, Javier Suarez Medina, aged 19 at the time, was not informed about his right to contact and obtain assistance from his country's consular officials even though police were aware of his nationality from the outset. Furthermore, it is alleged that Texas police provided false information to Mexican consular officials about Mr. Suarez Medina's nationality, preventing them from assisting him during his capital murder trial. According to information received, Javier Suarez Medina was sentenced to death in 1989. His trial was allegedly flawed in that, in order to invoke a death sentence in Texas, the jury must unanimously agree that the offender poses a future danger to society. However, according to information received, the jury based Suarez Medina's propensity to "future dangerousness" on an alleged crime that had reportedly not been proved in a court and for which there was allegedly no hard evidence tying Suarez Medina to the crime. According to the information received, there is also evidence that Suarez Medina suffered from brain damage and Post-Traumatic Stress Disorder at the time of the shooting incident. While acknowledging the seriousness of the charges against the defendant, the Special

Rapporteurs drew the attention of the USA Government to the fact that the authorities were obliged under article 36 of the Vienna Convention on Consular Relations to inform Mr. Javier Suarez Medina that, as a foreign national, he had the right to communicate with his consulate to seek assistance.

524. On 30 July 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of the USA relating to **Richard Kutzner**, aged 59, who was reportedly scheduled to be executed in Texas on 7 August 2002 for the murder of Kathryn Harrison. According to the information received, although the State presented strong circumstantial evidence against Kutzner, there was also evidence potentially implicating another suspect in her murder. Furthermore, Richard Kutzner has consistently maintained his innocence of the murder of Kathryn Harrison. He reportedly came within 24 hours of execution in July 2001. The Texas Court of Criminal Appeals reportedly granted a stay to allow consideration of his request to have DNA analysis done on fingernail scrapings from the victim and hair evidence from the crime scene, on the grounds that it could implicate someone else as the perpetrator. This was reportedly the first attempt by a Texas death row prisoner to use a new state law, which came into effect on 5 April 2001, allowing inmates state-paid DNA testing where such testing could affect the outcome of the case. According to information received, the trial court and the Court of Criminal Appeals subsequently denied Kutzner's motion to have the evidence tested, ruling that it would not have affected the outcome of the trial. In addition to commutation of the sentence, Richard Kutzner is reportedly requesting a 120-day reprieve so that DNA testing of the physical evidence can be carried out.

525. On 13 August 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Government of the USA relating to **Gregory Lott**, an African American, who was reportedly scheduled to be executed in Ohio on 27 August 2002 for the murder in 1986 of John McGrath, an 82-year-old white man. Before dying from his injuries John McGrath was reportedly able to identify his assailant, but his description did not correspond to Gregory Lott. However, he was reportedly arrested on 30 July as evidence of his presence had been found in John McGrath's home. It has been brought to the Special Rapporteur's attention that Gregory Lott has consistently maintained his innocence of the murder, while admitting that he burgled the house. Moreover, prosecutorial misconduct was reported: indeed, it is believed that the prosecutor did not turn over to the defence the description that John McGrath had given to the police, or the information that Mr. McGrath had not identified his assailant from a sketch. As a result, the defence was reportedly denied important evidence with which to contest the prosecution's version of events. Finally, after the US Supreme Court ruled on 20 June 2002 in *Atkins v Virginia* that the execution of people with mental retardation is unconstitutional, the Ohio Department of Corrections turned over records showing that it had assessed Gregory Lott's IQ at 72 in 1986, which could indicate possible mental retardation. Thus, Gregory Lott's lawyers are reportedly asking for the execution to be stayed while the state establishes procedures for determining which inmates are protected by the *Atkins* ruling. Nevertheless, the prosecution continues to pursue Gregory Lott's execution, allegedly arguing that he does not have mental retardation, and that an IQ test before the trial had placed his IQ at 86. In view of these concerns, the Special Rapporteur urged the USA Government to exercise its authority to stay Gregory Lott's executions so that his case may be thoroughly reviewed.

526. On 25 October 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the USA Government relating to **William Robert Jones** who was reportedly scheduled to be executed in Missouri on 20 November 2001. He was sentenced to death on 9 February 1987 for the murder of Stanley Albert the previous year. It is reported that in post-conviction appeals, the defense argued that William Robert Jones was represented by attorneys who had no experience of a capital case. It was contended that they failed to present the sentencing jury with mitigating evidence relating to Jones's troubled family background, involving frequent physical beatings. They allegedly failed to arrange for a mental health evaluation of William Robert Jones, and did not investigate and present evidence from hospital records which would have indicated that he had suffered a brain injury several months before the crime took place. According to a neurologist who examined William Robert Jones at a later stage, Jones would still have been suffering the effects of this injury at the time of the crime and his behaviour may have been affected. While acknowledging the seriousness of the charges against the defendant, and without implying any conclusion as to the merits of the case, the Special Rapporteur wished to draw the attention of the USA Government to these reports which cast serious doubts as to the fairness of the process leading to Mr. Jones' conviction.

527. On 29 October the Special rapporteur sent an urgent appeal to the USA Government relating to **Curtis Malcolm Woodyard**, black male, aged 19. According to the information received, Curtis Woodyard is facing trial in Augusta, Georgia, at which the Richmond County prosecution allegedly intends to seek a death sentence. Curtis Woodyard was reportedly 17 at the time of the crime with which he has been charged. He is reportedly accused of the capital murder of Gordon Edward Petty, a white male, committed on 27 November 2000 in Augusta. Jury selection for his trial was allegedly scheduled to begin on 12 November 2002.

528. On 4 November 2002, the Special Rapporteur sent urgent appeal to the USA Government relating to **James Willie Brown** who was facing imminent execution in Georgia. He was reportedly been given an execution warrant which is valid from 19 to 26 November 2002. James Brown was allegedly sentenced to death at a retrial in 1990 for the rape and murder of Brenda Watson in 1975. It is reported that James Brown has a long history of mental illness, which has included repeated diagnoses of schizophrenia. At the age of 15, he was reportedly diagnosed as suffering from convulsive disorder and prescribed medication to control his seizures. By the age of 17 he had allegedly entered the army but served less than two years before eventually being discharged due to his mental illness. As his situation deteriorated, he began to use illegal drugs, and was reportedly arrested for the first time in 1968, at about the age of 20. It is reported that he was deemed incompetent to stand trial because he lacked the mental capacity to fully understand the proceedings or assist in his defence. He was therefore sent to a state mental facility. Between the time of his first arrest and his 1981 trial for the murder of Brenda Watson, he was reportedly in mental facilities for 70 per cent of the time, both on an involuntary and voluntary basis. According to the information received, his trial for murder was delayed for six years on the grounds of mental incompetence. He was eventually tried and sentenced to death in 1981, but was granted a new trial by a federal court in 1988 on the grounds of

doubts over his competency to stand trial in 1981. He was reportedly retried in 1990, and again sentenced to death. It is reported that at the retrial, the defence presented two experts who testified that James Brown suffered from chronic paranoid schizophrenia. In a subsequent affidavit, given in 1994, one of these experts reportedly stated: "Considering the type of illness, his extensive medical history and my examination of Mr Brown, it was my opinion to a reasonable degree of medical certainty that Mr Brown was psychotic at the time of the alleged offence and that he acted upon delusions and therefore, could not distinguish between right and wrong at the time. Based upon my recent review of the additional materials, I stand by my original diagnosis and this opinion." According to the information received, the state's position at the 1990 retrial, however, was that James Brown was faking his mental illness. It reportedly presented a doctor who stated that, in his opinion, the defendant did not have schizophrenia, but had suffered drug-induced flashbacks. This doctor allegedly appears to have ignored James Brown's long history and repeated diagnoses of mental illness (over the years more than 25 mental health experts employed by the state have reportedly found James Brown to be mentally ill and not malingering).

Communication sent

529. On 2 September 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture sent an allegation to the USA Government relating to the following cases:

530. **Charles Agster**, a 33-year-old mentally-handicapped man reportedly died after being placed in a restraint chair on 6 August 2001, in Madison Street Jail, Maricopa County, Arizona. According to the information received, he was arrested by Phoenix police officers after a security guard alerted them to his "disturbed" behaviour in a store. Four officers are reported to have forcibly removed Agster - who was clinging to a coffee machine - from the store, handcuffed him, thrown him to the ground and placed him in a "rip-restraint" - in which his arms were handcuffed behind his back, his legs bound together at the ankle with a leather strap, and a strap tied between the handcuffs and leg strap. It is alleged that he was taken to Madison Street Jail where, despite still being hogtied, at least three police officers and a sheriff's deputy a jumped on him and punched and kneed him in the side. An officer is reported to have placed his hand over Charles Agster's face and applied upward pressure under his chin. He was then allegedly dragged face-down into the Intake area and strapped into a restraint chair with a spit hood over his head. The rip-restraint removed is believed not to have been removed until he was placed on the chair. According to the information received, within minutes he was not breathing and a nurse unsuccessfully attempted resuscitation. A subsequent autopsy report is alleged to have given cause of death as "positional asphyxia due to restraint".

531. **Kevin Coleman** reportedly died in the Wade Correctional Center, Louisiana, on 6 July 2001 allegedly after three days in a four-point restraint chair. According to the information received, he had a history of disturbed behaviour and had been forcibly removed by a five person "extraction team" when he refused to leave his cell. It is reported that both pepper spray and an electro-shock shield were applied to him before he was allegedly strapped into the restrain chair.

532. **Albert Cothran**, a 46-year-old homeless man, was reportedly arrested on 25 June 2001 on charges of loitering and prowling and resisting arrest without violence and taken to Columbia County Detention Center, Florida. It is alleged that there he was placed in a restraint chair during the day due to sustained combative behaviour. He was reportedly released from the chair at approximately 10 p.m., but was restrained once again in the early hours of 26 June 2001. He is alleged to have been found unresponsive in the restraint chair by detention officers approximately 45 minutes later. The Special Rapporteurs have been informed that according to the Medical Examiner's subsequent report, the detainee suffered a heart attack while restrained in the chair.

533. **Hazel Virginia Beyer**, mother of two, was reportedly arrested on 23 February 2000 on charges of public intoxication and placed against her will in a restraint chair in Johnson City Jail, Tennessee. Virginia Hazel Beyer is believed to have been found unconscious by a crisis response worker approximately one and a half hours later, by which time, according to the information received, she had slipped down in the restraint chair so that the restraining straps had tightened around her throat, choking her. She was reportedly taken to hospital where she remained comatose until she died on 7 March 2000. The Special Rapporteurs have been informed that the autopsy determined her cause of death to be brain damage resulting from a failure to get oxygen supply to the brain. Placement in the restraint chair was deemed a proximate cause of death.

Communications received

534. On 8 January 2002, the USA Government replied to an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on 3 January 2002 relating to to the case of **Jim Johnson** who was scheduled to be executed in Missouri on 9 January 2002. He was reportedly sentenced to death in 1993 for the murder of three police officers and the wife of another officer in December 1991. The Government informed that during the nine years since Mr. Johnson's commission of these four murders, he has had ample opportunity to have his claim reviewed by the courts in numerous courts of appeal at both the state and federal level. Multiple courts have examined the evidence and rejected his arguments which failed to show that counsel's representation fell below an objective standard of reasonableness. The Government concluded that the proceedings in Mr. Johnson's case have been in conformity with U.S. obligations under international law.

535. On 11 January 2002, the Government of the United States of America (USA) provided information to the Special Rapporteur regarding Charles Mason Alston Jr. for whom an urgent appeal was sent on 3 January 2002. According to the Government, the Governor of the State of North Carolina commuted the death sentence of Charles Mason who will now serve life in prison without parole.

536. On 20 February 2002, the USA Government replied to an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on 11 February 2002 relating to to the case of Thomas Joe Miller-El who was to be executed in Texas on 21 February 2002. The Government replied that he remains committed to respecting the principles set out in the Universal Declaration of Human Rights, as well as the obligations it has assumed under the International Covenant

on Civil and Political Rights. The Government mentioned that at this time, domestic remedies have not been exhausted in the case of Thomas Joe Miller-El. On 15 February 2002, the Supreme Court of the United States of America granted Mr. Miller-El a writ of certiorari and a stay of execution. The Supreme Court will review Mr. Miller-El's case in the fall.

537. On 26 February 2002, the USA Government replied to an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on 8 February 2002 relating to Monty Allen Delk who was to be executed in Texas on 28 February 2002. According to the Government, the proceedings in Mr. Delk's case have been entirely consistent with U.S. obligations under international law. He has had ample opportunity to challenge his conviction and the evidence on which it was based, and indeed, he has done so. However, those challenges –at the state and federal level- have all been rejected.

Uruguay

Llamamiento urgente

538. El 23 de octubre de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la promoción del derecho a la libertad de opinión y de expresión y el Relator Especial sobre la independencia de los magistrados y abogados, mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Uruguay relativo al periodista **Daniel Cancela**, del programa *Subrayado* que se transmite por Canal 10, quien habría recibido amenazas de muerte en represalia por una serie de reportajes sobre la corrupción en la Dirección de Cárceles que culminaron en el procesamiento judicial de tres altos funcionarios de esa dependencia. Además de Daniel Cancela, habrían sido amenazados **Pablo Eguren**, el juez a cargo de la causa, **Luisa Scelza**, la comisaria de inteligencia encargada del operativo, y dos reclusos que habrían servido como testigos, uno de los cuales ya habría sufrido una agresión física.

Comunicación enviada

539. El 18 de septiembre de 2002, la Relatora Especial mandó una alegación al Gobierno de Uruguay relativo a los casos siguientes:

540. Según las informaciones recibidas, el 1.º de marzo de 2002, cerca de 535 reclusos detenidos en el penal de Libertad habrían iniciado una jornada de protesta para pedir a las autoridades carcelarias mejores condiciones para el cumplimiento de su pena, acceso al servicio médico, además de denunciar los malos tratos por parte de las autoridades carcelarias. De acuerdo con las informaciones recibidas, tras la jornada de protesta, los cuerpos de **Marcos Lemos** y **Milton Martínez** habrían sido encontrados ahorcados en sus respectivas celdas el 6 de abril de 2002. Se informó de que estos dos reclusos se encontrarían entre el grupo de líderes de la protesta que exigía mejor trato de parte de las autoridades carcelarias. Sin embargo, las autoridades habrían declarado que se habrían suicidado. El 13 y 18 de abril, habrían fallecido **Alberto Leonel Ramos** y **Gustavo Liber González Vaz** en el mismo penal de libertad. Se informó que en el complejo carcelario Santiago Vásquez un detenido sin identificar se habría ahorcado en su celda el 22 de abril.

Uzbekistan

Urgent appeal

541. On 31 July 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on Torture sent an urgent appeal to the Government of Uzbekistan relating to Aleksander Kornetov who was sentenced to death by the Tashkent Regional Court on 7 August 2001 for the premeditated aggravated murder of a young woman and whose execution was apparently imminent. He reportedly maintained his innocence during the investigation and at the trial, although he was reportedly beaten to make him confess. His appeal was turned down by the board of the court on 26 December. Aleksander Kornetov has supposedly been detained since 11 January 2001. His mother says she was not told he had been arrested until four days later. When she went to see him at the police station in the Chilanazarsky district of Tashkent she reportedly saw the investigator slapping her son in the face and hitting his head. When the investigator saw her, he reportedly told her that if she wanted to see her son alive she should go away. On 17 January, members of Aleksander Kornetov's family were reportedly summoned to the police station for questioning. His mother witnessed her son being ill-treated again. During the investigation Aleksander Kornetov reportedly tried to commit suicide and told his mother he would rather die than go through that beating again. Reportedly, Aleksander Kornetov suffers from open tuberculosis and is not receiving appropriate medical treatment in prison. His mother has reportedly taken parcels of food and medicine to the prison, but has not been allowed to give them to him.

Communications sent

542. On 2 September, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture sent an allegation to the Government of Uzbekistan relating to the following cases:

543. **Maksim Strakhov**, aged 24, was reportedly beaten by law enforcement officers for more than three days after his arrest in October 2000. According to the information received, he was sentenced to death by the Tashkent City Court on 18 April 2001 for premeditated aggravated murder. It is reported that he had previously received psychiatric treatment for post-traumatic stress after military service in Chechnya, but that the Court and the Appeals Board did not take this information into account. His execution is believed to have been put on hold for three months by the Supreme Court, pending psychiatric tests.

544. **Valery Agabekov**, aged 26, and his brother-in-law, **Andrey Annenkov**, were reportedly arrested in February 2001 and taken to a police station in Akhangaran town, in Tashkent province, under the suspicion of murder and robbery. It is reported that they both were subjected to ill-treatment and forced to confess to the crimes. On 18 September 2001 both were reportedly sentenced to death by Tashkent Regional Court. The death sentences are alleged to have been upheld by the Board of the court on 12 November 2001.

545. The bodies of **Muzafar Avazov**, a 35-year old father of four, and **Husnidin Alimov**, both religious prisoners at Jaslyk Prison, were reportedly returned to family members for burial in Tashkent around 8 August 2002. Husnidin Alimov had reportedly

been sentenced in 1999 to 16 years in prison, on a range of charges, including spreading religious “extremist” materials. Sixty to seventy percent of Muzafar Avazov’s body was said to have been burnt. Doctors who saw the body reported that such burns could only have been caused by immersing Avazov in boiling waters. Uzbek authorities, including numerous police officers, reportedly brought the body of Muzafar Avazov to the family home at about 3.30 p.m. on 8 August 2002. Police cars are said to have surrounded the area and checked visitors who approached the house, preventing some from entering. When the burial occurred at 6.00 p.m. that evening, police reportedly closed the road to traffic. Authorities from the office of General Prosecutor reportedly threatened the family not to talk to the media or give interviews to others about the circumstances surrounding his death. The authorities are also said to have returned the body of 34-year old Husnidin Alimov to his family in Tashkent on 8 August, but they reportedly restricted viewing of the body. Husnidin Alimov had reportedly been placed in a punishment cell before the end of June and spent many weeks there before his death. Prisoners are often said to be placed in such cells for praying or refusing to ask for forgiveness from Uzbek President Islam Karimov. Conditions of detention are reportedly severe and beatings common. The father of another man who reportedly died in May 2002 after alleged beatings in Jaslyk, was reportedly detained by police directly after the funeral of Husnidin Alimov and sentenced to 15 days in custody on an administrative charge, related to his attendance at the funeral. Police reportedly questioned him about how he heard about the funeral and why he attended.

546. On 18 September 2002, the Special Rapporteur sent an allegation to the Government of Uzbekistan relating to the following cases:

547. According to the information received, the dead bodies of **Muzafar Avazov** and **Husnidin Alimov** were delivered to their families in Tashkent on 8 August 2002. It is reported that the two men had been detained in Jaslyk jail allegedly for religious offences. It is alleged that the bodies displayed injuries consistent with claims that they had been tortured to death. It is reported that officials from the prosecutor’s office had threatened the family of Mr. Avazov not to talk to the media about the circumstances surrounding his death.

Venezuela

Llamamientos urgentes

548. El 27 diciembre de 2002, la Relatora Especial, junto con la Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente a Venezuela relativo a **Marcos Esteban Mister**, y **Roberto Tovar Pacheco**, los padres de dos jóvenes que fueron asesinados, al parecer por varios miembros de la Policía Metropolitana, en hechos ocurridos el 30 de junio de 2000 en Caracas. Se informó de que ambos hombres habrían sido amenazados de muerte desde que decidieron denunciar el ajusticiamiento de sus hijos, presuntamente por un funcionario de la Policía Metropolitana llamado Alí Gómez. Estas amenazas estarían relacionadas con la reconstrucción del asesinato de los hijos de los Sres. Pacheco y Blas, realizada el día 14 de noviembre del 2001. Se informó de que a la reconstrucción de los hechos habrían asistido los efectivos de la Policía Metropolitana que estuvieron presentes el día del ajusticiamiento

de los dos jóvenes y la fiscal número 45, Irma Pazos de Fuenmayor. Los informes agregan que después de un año y seis meses del ajusticiamiento de los dos jóvenes, aún no se habrían establecido responsabilidades, por lo cual los familiares estarían dispuestos a continuar con la denuncia hasta llegar a un juicio en donde se compruebe la presunta responsabilidad penal de los ocho miembros de la Policía Metropolitana que han sido acusados.

549. El 11 de marzo de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Venezuela relativo a **Jonathan Granadino Rosendo**, que habría sido amenazado e intimidado. Los informes señalan que el 2 de marzo de 2002, Jonathan Granadino Rosendo, de 22 años de edad, habría sido detenido junto con otras tres personas en el destacamento 23 de la policía del Estado de Miranda en la ciudad de Ocumare del Tuy, presuntamente por consumo ilegal de alcohol. Los otros detenidos habrían quedado en libertad una hora después de llegar a la comisaría, pero Jonathan Granadino Rosendo no habría sido liberado hasta el día siguiente. Tal intimidación estaría relacionada con el testimonio de Jonathan Granadino Rosendo contra un agente de la policía del Estado de Miranda presuntamente culpable del asesinato de Diraicys Machado en el año 2000.

550. El 25 de abril de 2002, la Relatora Especial junto con Representante Especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, mandó un llamamiento urgente relativo a **Liliana Ortega**, presidenta del Comité de Familiares de Víctimas (COFAVIC), a raíz de una serie de llamadas telefónicas y mensajes de correo electrónico amenazadores. De acuerdo con las informaciones recibidas, el 18 de abril Liliana Ortega habría recibido en las oficinas del COFAVIC unas llamadas y correos electrónicos amenazándola de muerte a ella y a otros miembros de COFAVIC. Estas amenazas estarían relacionadas con el trabajo del COFAVIC para documentar las numerosas violaciones de derechos humanos que se habrían cometido contra las personas que se manifestaron contra el Gobierno en Caracas entre el 11 y el 13 de abril de 2002. Según informes, el 19 de abril, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos habría dictado medidas cautelares en favor de Liliana Ortega y otros miembros del COFAVIC, y habría pedido a las autoridades venezolanas que tomaran medidas para garantizar la seguridad de todos ellos.

551. El 14 de mayo de 2002, la Relatora Especial mandó un llamamiento urgente al Gobierno de Venezuela relativo a amenazas de muerte y hostigamiento de que son víctimas **Miguel Ángel Zambrano Heredia**, su esposa e hijos, en el Estado de Portuguesa. De acuerdo con las informaciones recibidas, el Sr. Zambrano Heredia, Inspector Jefe activo de la Policía del Estado de Portuguesa, sería víctima de constantes amenazas de muerte desde diciembre de 2001 e incluso en febrero y marzo de 2002 de dos intentos de homicidio por parte, según se ha denunciado, de funcionarios adscritos a la Policía del Estado de Portuguesa. Estas amenazas estarían relacionadas con la participación del Sr. Zambrano Heredia en una investigación sobre los casos de ajusticiamientos presuntamente cometidos por el conocido "Grupo Exterminio", perteneciente al mencionado cuerpo policial. Según informes, el Sr. Zambrano Heredia habría suministrado información a una comisión especial designada a principios de 2001 por el Ministerio del Interior y Justicia para investigar los hechos. Asimismo, la esposa del Sr. Zambrano Heredia también habría sido hostigada por dos personas identificadas como funcionarios de la Policía de Portuguesa que

la habrían amenazado de violarla o matarla si el inspector Zambrano continuaba con las averiguaciones del "Grupo Exterminio".

Comunicaciones enviadas

552. El 2 de septiembre de 2002, la Relatora Especial, junto con el Relator Especial sobre la tortura mandó una alegación al Gobierno de Venezuela relativa a los casos siguientes:

553. **Donis Ramírez**, de 19 años, habría sido detenido junto a otro transeúnte, **Gerard**, por cinco miembros de la Policía Municipal el 8 de abril de 2000 delante de la casa del primero. Los agentes les habrían ordenado alzar las manos y a continuación habrían empezado a disparar al aire. Al tratar de huir, Gerard habría recibido un disparo que lo habría matado en el acto. **Guillerma Comenares**, una vecina que habría presenciado los hechos, también habría recibido un disparo del cual habría resultado muerta. Donis Ramírez habría sido amenazado y golpeado.

554. El 18 de septiembre de 2002, la Relatora Especial mandó una alegación al Gobierno de Venezuela con relación a los casos siguientes:

555. De acuerdo con las informaciones recibidas, desde el principio del año 2002, se habrían cometido varios asesinatos de transexuales sin que haya hasta la fecha una investigación judicial adecuada. En enero de 2002, **Michelle Paz** habría sido encontrada muerta en la urbanización de Santa Cecilia. Se supone que su cuerpo fue trasladado desde la avenida Bolívar, donde fue vista por última vez y trabajaba como prostituta, hasta la urbanización de Santa Cecilia. Se informó de que nadie le habría robado su dinero, aunque había desaparecido su tarjeta de identidad. El 8 de febrero de 2002, **Leonela Valero Parra** habría sido encontrada muerta en Maracaibo. El 26 de marzo, **Anjie Milano** habría sido encontrado muerto en avanzado estado de descomposición en las colinas de Mañongo.

Comunicaciones recibidas

556. Por carta de fecha 8 de abril de 2002, el Gobierno de Venezuela contestó a un llamamiento urgente mandado por la Relatora Especial junto con la Representante especial del Secretario General sobre los defensores de los derechos humanos el 27 de diciembre de 2002, relativo a amenazas en contra de **Marcos Esteban Mister**, y **Roberto Tovar Pacheco**, los padres de dos jóvenes que fueron asesinados, al parecer por varios miembros de la Policía Metropolitana, en hechos ocurridos el 30 de junio de 2000 en Caracas. El Gobierno informó de que el ministerio público asignó comisión al fiscal número 45 del ministerio público de circunscripción judicial del área metropolitana de Caracas y al fiscal número 20 del ministerio público con competencia plena a nivel nacional, para que conjunta o separadamente realicen las diligencias que estimen pertinentes. Igualmente, el juzgado quinto de primera instancia acordó vigilancia continua por parte de policías para las víctimas y miembros de su familia. El ministerio público considera que lo antes expuesto deja constancia de que ha cumplido cabalmente sus funciones y que se le ha brindado protección a víctimas y garantizado sus derechos fundamentales.

557. Por carta de fecha 10 de junio de 2002, el Gobierno de Venezuela contestó al llamamiento urgente mandado por la Relatora Especial junto con la Representante Especial del secretario General sobre los defensores de los derechos humanos, relativo a **Liliana Ortega**, presidenta del Comité de Familiares de Víctimas (COFAVIC), a raíz de una serie de llamadas telefónicas y mensajes de correo electrónico amenazadores. El Gobierno informó de que el 19 de abril de 2002, la Comisión Interamericana de Derechos Humanos dictó medidas cautelares, posteriormente implementadas por el Gobierno, para proteger la vida e integridad física de Liliana Ortega y otros miembros del COFAVIC tales como **Yris Medina, Maritza Romero, Gilda Páez, Alicia de González y Carmen Mendoza**, así como la protección de las oficinas del COFAVIC. Tales medidas también consisten en llevar a cabo una investigación exhaustiva de los actos de intimidación y amenazas recibidas por las referidas ciudadanas. Dichas medidas cautelares tienen una vigencia de seis meses hasta octubre de 2002. Una vez transcurrido dicho término y consideradas las observaciones de las partes, se debía de decidir si era procedente prolongar las medidas.

558. Por carta de fecha 16 de septiembre de 2002, el Gobierno contestó al llamamiento urgente mandado por la Relatora Especial el 14 de mayo de 2002 relativo a amenazas contra **Miguel Angel Zambrano Heredia**. El Gobierno informó de que solicitó medidas de protección a favor del Sr. Zambrano Heredia y que se abrió una averiguación penal con relación a la denuncia del atentado contra su vida. Se efectuó también su traslado a otra jurisdicción a fin de preservar su integridad física y la de su familia.

559. Por carta de fecha 9 de octubre de 2002, el Gobierno de Venezuela contestó al llamamiento urgente relativo a **Jonathan Granadino Rosendo**, que habría sido objeto de amenazas e intimidaciones. Según el Gobierno, la dirección de protección de derechos fundamentales del ministerio público inició la investigación en torno del caso de Jonathan Granadino Rosendo. El ministerio público remitió los recaudos del caso al fiscal superior del Estado de Miranda con el propósito de que éste solicite, cumpliendo con el procedimiento legal correspondiente, medida de protección para Jonathan Granadino Rosendo.

560. Por carta de fecha 14 de octubre de 2002, el Gobierno de Venezuela mandó un cuadro en el que se resumían las investigaciones en varios casos de homicidio de ciudadanos transgénero.

Yemen

561. On 9 January 2002, the Government of Yemen replied to an urgent appeal sent by the Special Rapporteur on 10 July 2001 on behalf of **Hussein bin Hussein Al-Ma'mari**, allegedly diagnosed as suffering from schizophrenia, who was sentenced to death for murder. The Government informed that on 1st December 1998, the Hamdan Court of first instance handed down a verdict based on shariah, against Hussein bin Hussein Al-Ma'mari for the premeditated and unlawful murder of one Saleh Awdah. On 17 September 2000, the criminal chamber of the court of appeal of the Sana'a Governorate upheld the above-mentioned verdict. On 12 February 2001, the criminal chamber of the supreme court upheld the verdict. The fact that the case has gone through all levels of the court system

offers ample proof of the fallaciousness of the claims about mental illness. The sentence was carried out on 20 August 2001, after the verdict had been confirmed by the supreme judicial council. In this regard, it should be noted that, under the Yemeni constitution, the judiciary is designated as an independent authority and, in accordance with the principles of justice, no party is entitled to interfere in its proceedings and decisions.

Zimbabwe

Communication sent

562. On 18 September 2002, the Special Rapporteur sent an allegation to the Government of Zimbabwe relation to the following cases:

563. According to the information received, **Milton Chambati** was stabbed to death and his head was chopped off by a group of some 50 suspected members of the Zanu-PF youth brigade who had besieged Magunje town. It is alleged that the police have refused to investigate the incident.

564. According to the information received, **Titus Nheya**, a veteran politician and trade unionist, was stabbed to death by Zanu-PF youth in Karoi. It is alleged that the police have not investigated the case.

565. According to the information received, **Rambisai Nyika** was killed allegedly by Zanu-Pf supporters in Gokwe. It is alleged that no investigations have been carried out into the case.

566. According to the information received, **Laban Chiweta** was attacked by National Youth Service Members in Trojan Mine on 6 December 2002, and allegedly died from burns and head injuries at hospital. It is alleged that the attack took place in presence of police, who failed to intervene.

567. According to the information received, Mr. **Jena**, a school-teacher, was stabbed to death by a group of Zanu-Pf Youth in Kamujariwa. It alleged that the police refused to intervene or to investigate the case.

Palestinian Authority

Urgent appeals

568. On 11 April 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Palestinian Authority relating to five Palestinian men, namely **Muhammad Thabet Khalil al-Ra'i**, **Sami Khadr Isma'il Hajji**, **Mahmud Muhammad Abd-al-Salam al-Sharif**, **Suhayl Shihdah Zaqqut**, **Husam Zuhdi Muhammad al-Hissi** who have reportedly been sentenced to death by firing squad, after an allegedly unfair trial, for "collaborating" with the Israeli intelligence services. The Special Rapporteur has been informed that the men's trial before the State Security Court in Gaza (composed of military judges, whose sentences

cannot be appealed) took place in a single sitting on the evening of 6 April, during which they did have some access to lawyers. The court reportedly commuted the death sentence passed on a sixth man, **Abd-al-Halim Mas'ud Hamdan**, to 15 years' hard labour. The six men are now held in Tel Al Hawa, the headquarters of the Palestinian Preventive Security Police, in Gaza city. It has been brought to my attention that the public attitude towards collaborators is extremely hostile, and even if President Arafat does not ratify the sentences, the men are still in very real danger of being killed, either inside the prison or if they are released. Nonetheless, President Arafat is besieged in his offices in Ramallah, and at present there appears to be no way for the sentences to be presented to him for ratification.

569. On 28 October 2002, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Palestinian Authority concerning **Akram al-Zatma**. According to the information received, Akram al-Zatma, aged 22 from Rafah in Gaza, was sentenced to death by the State Security Court in Gaza on 24 October 2002 on charges of "collaborating" with the Israeli authorities. The death sentence imposed on Akram al-Zatma must be ratified by President Yasser Arafat, after which he could be executed at any time. Akram al-Zatma was reportedly arrested on 8 August 2002 and was held by the Palestinian Authority Preventive Security in Tal al-Hawa, Gaza City. According to reports, he has alleged that he was tortured by his interrogators. He was reportedly convicted of "collaboration" in connection with the Israeli Defence Force attack on Gaza on 22 July 2002.

570. On 30 October, the Special Rapporteur sent an urgent appeal to the Palestinian Authority concerning **Khaidar Ghanem**, a former field worker for Israeli human rights organization *B'Tselem*. Khaidar Ghanem was reportedly sentenced to death on 28 October 2002 by the State Security Court in Gaza. He was allegedly convicted of "collaboration" with the Israeli authorities. The death sentence imposed on Khaidar Ghanem must be ratified by President Arafat, after which he could be executed at any time. According to the information received, his trial apparently lasted two and a half hours and he was represented by a court-appointed lawyer. A number of Palestinian lawyers in Gaza reportedly refuse to represent clients before the State Security Court on the grounds that the trials are unfair.

Communication sent

571. On 2 September 2002, the Special Rapporteur jointly with the Special Rapporteur on torture, sent an allegation to the Palestinian Authority regarding the following cases:

572. **Khaled al-'Akheh** was reportedly arrested by the Preventive Security Service (PSS or al-Amn al-Wiqa'i) in Gaza on 14 February 2001 and convicted by the Gaza State Security Court on 12 August 2001 for helping Israeli forces kill Mas'ud Ayyad on 13 February 2001. It is reported that over a period of 18 days after his arrest he was allegedly subjected to ill-treatment. As a result, he is believed to have lost some vision in his right eye and some of his hearing in his left ear. According to the

information received, he was able to receive visitors about 20 to 30 days after his arrest. He was reportedly shot by police on 9 September 2001, allegedly while trying to escape from custody during a prison transfer in Gaza City.

573. **Suliman Qwaidh Mohammad Abu ‘Amra**, a 38-year-old man from Deir al-Balah, was reportedly arrested on 8 August 2001 by the Military Intelligence Service (MIS) and held incommunicado at the MIS’ headquarters in Gaza City until mid August 2001. According to the information received, on 15 August 2001 his family was informed that he died of a heart attack while being interrogated. However, a lawyer working for a human rights organization allegedly saw blue marks on his wrists, back and legs. In addition, an autopsy conducted at Shifa Hospital reportedly found that the death resulted from “several injuries in the body and sensitive parts. President Arafat is said to have ordered an official inquiry into this death. However, as far as the Special Rapporteurs have been informed, no results of this inquiry have been made public and no one has been arrested in connection with this death in custody.

574. **‘Ala’ al-Din Hassan Muhammad Wabbeh**, a 41-year-old man from Khan Yunis, in the Gaza Strip, was reportedly arrested for “security reasons” on 18 October 2001 by security forces. It is reported that he died during his transfer to the hospital on 21 October 2001, after having been held in incommunicado detention for three days at the General Intelligence Apparatus in Khan Yunis. According to the information received, the security forces pointed out that he committed suicide after he had been confronted with the confessions of his co-conspirators. However, the Special Rapporteur has also been informed that his brother, a medical doctor managed to see his body and reported that the corpse presented bruises, swellings and marks indicating that his head had been hurt and his neck wore marks of a rope or a wire.
